

Pour une autre croissance

Tous les éléments du puzzle sont identifiés : la nécessité pour les États-Unis de réduire leur déficit budgétaire, l'intérêt du Japon à diminuer son excédent commercial, la possibilité pour l'Europe de desserrer les contraintes de la discipline monétaire. Il ne manque plus que la volonté politique des uns et des autres de mener à bien ces négociations.

Jamais peut-être depuis le début des crises pétrolières les atouts n'ont été aussi nets : la reprise, amorcée par la forte croissance américaine, s'est généralisée grâce notamment à la très vive expansion des échanges mondiaux ; l'inflation s'est affaiblie dans la plupart des pays, tandis que les profits ont augmenté et que les investissements ont meilleure allure dans bon nombre d'États.

Toutefois, jamais peut-être les mauvaises pièces n'ont été aussi menaçantes. Un chômage très élevé, frappant surtout les jeunes générations, persiste en Europe. La situation monétaire et financière est pour le moins incertaine, renforçant les pressions protectionnistes qui, de nouveau, apparaissent ici ou là. Ainsi, les pays en développement, qui ont profité de l'abaissement du coût du crédit international, se heurtent-ils à de sérieux obstacles sur le chemin malaisé d'une amélioration de leurs performances.

Le sort de la planète peut dès lors paraître en suspens : c'est dans ces temps difficiles de l'économie que l'imagination devrait prendre le pouvoir. Il serait bon, à cette fin, que les spécialistes de l'OCDE sortent des modes intellectuelles qui les ont fait passer du keynésianisme au monétarisme, sans renoncer pour autant à un certain herméneutisme. Qu'ils se rappellent que la mission de l'Organisation est de promouvoir la croissance et l'emploi dans le monde.

Dans cet univers multipolaire, où les sociétés sont à la fois plus proches en termes d'images et plus éloignées quant aux mœurs, il faudrait parvenir à une vision claire. Or la représentation que se donnent les responsables politiques dans ce genre de rencontres aboutit à masquer la réalité même des enjeux économiques. Toutefois, avant le sommet des sept grands pays industrialisés à Bonn, du 2 au 4 mai, les États-Unis mènent l'offensive, notamment dans le domaine des échanges, face à une Europe étiolée.

Qualifiée de « cruciale » par le nouveau secrétaire général de l'OCDE, M. Jean-Claude Paye, 1985 pourrait être l'année de la concertation. Du côté du chancelier de la Mucette, on souhaiterait autrefois qu'un pays serve de locomotive, aux autres : il est plutôt question actuellement de convoi où chacun participerait au rythme de tous. Est-ce possible, alors que la différence des civilisations imprègne les mécanismes économiques ? Toujours est-il que, face aux dangers du chômage, les solutions ne peuvent être que communes. Elles passent sans doute par la recherche d'un autre type de croissance qui conviendrait aussi bien au Nord qu'au Sud. L'OCDE pourrait en être le laboratoire.

(Lire nos Informations page 27.)

Dernière minute

ENVER HODJA EST MORT

Selon l'agence de presse nationale, Enver Hodja, chef du Parti communiste albanais, est mort ce jeudi, à l'âge de soixante-seize ans.

LA RENCONTRE GROMYKO-SHULTZ DU 15 MAI

Soviétiques et Américains accélèrent la reprise de leur dialogue politique

Tandis que MM. Gromyko et Shultz confirment, le mercredi 10 avril, leur prochaine rencontre du 15 mai à Vienne, la Maison Blanche a modifié son interprétation des perspectives d'un sommet soviéto-américain d'une manière qui pourrait conduire à accélérer le dialogue entre les deux superpuissances. M. McFarlane, conseiller de M. Reagan a en effet établi une distinction entre un sommet formel et l'aboutissement d'un dialogue in-

tensif qui a produit des résultats tangibles, et une « rencontre » entre MM. Reagan et Gorbachev tenue « sans ordre du jour spécifique » aux fins de « faire connaissance et prendre la mesure des volontés réciproques ». Une telle rencontre, a-t-il ajouté, est justifiée dans le climat actuel des relations et pourrait être organisée « à court terme », notamment lors de l'Assemblée générale de l'ONU à l'automne prochain.

De notre correspondant

Moscou. — L'agence Tass a annoncé, le mercredi 10 avril dans la soirée, que, « conformément à une entente intervenue entre les deux parties », MM. Gromyko et Shultz se rencontreraient le 14 mai pro-

chain à Vienne pour y « examiner des questions d'intérêt réciproque ». La présence à cette date, dans la capitale autrichienne, du ministre

des affaires étrangères soviétique et de secrétaire d'État américain est due aux cérémonies anniversaires du traité d'État de 1955 qui a rétabli la souveraineté de l'Autriche.

Soviétiques et Américains programment donc tranquillement, dans le secret des chancelleries, les futures étapes de leur dialogue, décidément bien rétabli, notamment ce sommet dont le principe est désormais accepté des deux côtés.

Un signe supplémentaire du rythme relativement rapide des échanges politiques entre Moscou et Washington a été fourni mercredi, lors de la visite en Kremlin d'une délégation parlementaire américaine conduite par M. Thomas O'Neill, « speaker » démocrate de la Chambre des représentants.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite page 3.)



BONNES FEUILLES

« LES EMPIRES CONTRE L'EUROPE »

« L'universelle explosion des particularismes »

par RÉGIS DEBRAY

M. Régis Debray, ancien chargé de mission auprès du président de la République, qui vient d'être nommé au Conseil d'État, publie, ce jeudi 11 avril, aux éditions Gallimard, « Les Empires contre l'Europe ». Dans cet ouvrage, il soutient que « l'URSS et son empire représentent une puissance en déclin et en recul », et que « l'expansionnisme totalitaire d'aujourd'hui, le plus offensif et le plus mobilisateur, le seul qui ait la démographie de ses ambitions, porte dans le monde les couleurs de l'islam ».

Dans les extraits que nous publions, M. Régis Debray décrit la montée des nationalismes et des particularismes.

La mondialisation du nationalisme, y compris là où la nation n'existe pas (Afrique noire), et là où elle ne devrait pas exister (Oumma islamique), apparaît sur un demi-siècle comme le phénomène majeur de la vie internationale.

Chassés au lendemain de la guerre d'une Europe ravagée de sang et de mythes, l'État national d'un côté, alors allié à l'ennemi, l'Asie, le Proche et le Moyen-Orient, l'Afrique : ce furent les insurrections coloniales. Ce sont les tensions frontalières de partout. Voilà que, par un étrange ressassé, elle revient sur son lieu d'origine, cette même Europe communautaire où les frontières, de lignes de défense, deviennent zones d'échanges.

Là, l'unité perdue de l'État-nation se retrouve dans les communautés régionales ou culturelles. Renouveau « russe » ou russeophile en URSS même, malgré l'orthodoxie de l'internationalisme d'État, par quel Solyonitsyn rejoint l'officiel Bievov. Remontée du sentiment panislamique, de part et d'autre du Mur. Réveil de l'orgueil britannique assoupi, fomenté par un lointain outrage atlantique. Picotements italiens, dérangements polonois, nouvelles fièvres slaves — bref, retour aux troubles marécageux.

C'est le moment de sortir nos poussiéreux manuels d'histoire-géo pour réapprendre son puzzle vieillissant : où se nichent la Basarabie roumaine, les minorités hongroises de Slovaquie et l'ancienne Silésie allemande, le Tyrol italien, la Transylvanie et le Kosovo de population albanaise rattachée à la République de Serbie ? La libération élargie fait remonter le référent religieux sous le national, voire contre lui, à des profondeurs qu'ignorait encore l'avant-14 des empires centraux.

Au sein des jeunes nations et des vieilles cultures, la montée du sentiment mystique et souvent des parades confessionnelles, que ce soit en Israël, en Égypte et en Inde ; ou encore, à l'intérieur des vieux États-nations comme l'Espagne, la Grande-Bretagne, demain peut-être la France, l'expansion ou le retour des pulsions séparatistes, autonomistes ou irrédentistes gouverne d'achet, et pour longtemps, leur actualité.

Plus spectaculaire, le terrorisme de provocation du type Brigades rouges ou bande à Baader, sanglant emblème d'un internationalisme

exsangue, n'a pas la densité spécifique des longues mémoires basques, irlandaises, arméniennes, pour ne pas parler des Coréens, des Macédoniens et des Croates. Le gruit de l'histoire, culturel ou religieux (là où la religion et non la langue assure l'unité du groupe), fait sous nos yeux litte des citages de surface. La montée religieuse met les monothéismes aux prises, le fin de l'explosion éclate dans l'universelle explosion des particularismes.

Un communiste juif qui a vieilli avec son siècle, que ce soit à Paris, Moscou ou Jérusalem — la trajectoire individuelle emblématique notre histoire à tous, — a neuf chances sur dix de s'être éprouvé de moins en moins communiste et de plus en plus juif (c'est-à-dire « anticomuniste »). Tout comme, dans la même période, le musulman occidental et libéral, qu'il soit du Caire, de Lagos ou de Kuala-Lumpur, sera devenu de plus en plus musulman (c'est-à-dire « anticomuniste »).

Un socialiste français, plus français encore — ou plus européen — et un peu moins socialiste. Arrivé au pouvoir, on le dira plus sensible aux murmures du pré-carré d'Afrique qu'aux protestations de l'Internationale socialiste, comme s'il se découvrait plus d'atomes cachés avec un fidèle francophone qu'avec un vertueux Finlandais. Pendant que son homologue socialiste espagnol veille comme un cerbere sur l'hispanité de l'Amérique latine, qu'il a refusé toute action conjointe dans cette région avec d'autres Européens socialistes, qui auraient pourtant pu apporter de l'eau à son moulin.

Moins de progressisme, plus de juddé ; moins de libéralisme, plus de francité ou d'hispanité. Partout, moins d'idéologie et plus de culture. Ne disons pas : « moins de mythe et plus de réalité », car chaque époque définit sa réalité par ceux-là de ses mythes qu'elle s'accorde à tenir pour réels. La nôtre, dont l'économie se mondialise, passe au plan politique des principes aux racines, et du grand au petit. Mythes ici et là, mais qui agissent en sens contraire.

[...] Plus s'accroissent le renouvellement technologique, le recouvrement des bases agraires par les révolutions industrielles successives, l'effacement des castes communautaires et des cadres de vie tradi-

LE CHOIX D'UN SCRUTIN DÉPARTEMENTAL

Le pouvoir voudrait éviter la création de fœdalités régionales

Le choix de la proportionnelle pour les élections législatives de 1986, confirmé par le conseil des ministres du mercredi 10 avril, allège les débats politiques. Mais il ne doit pas faire oublier l'autre volet de la réforme électorale décidée par le gouvernement, dont les modalités ont également été adoptées par le conseil des ministres. Pour la première fois — à l'exception de la Corse et des départements d'outre-mer, — les conseils régionaux seront élus au suffrage universel direct, et accessoirement par un scrutin de liste départemental à la proportionnelle.

Le gouvernement avait le choix entre deux solutions : organiser cette élection dans le cadre départemental ou régional. Il a retenu la première — le département — pour des raisons politiques et constitutionnelles.

Si MM. Laurent Fabius et Pierre Joxe n'ont pas choisi la solution expérimentée en Corse par leurs prédécesseurs, MM. Pierre Mauroy et Gaston Defferre — élection à la proportionnelle, certes, mais sur liste régionale, — c'est sans doute parce que le gouvernement craignait de créer vingt-deux fœdalités puissantes. Le chef de file de la liste victorieuse dans chacune des régions aurait été incontestablement doté d'une légitimité forte lui accordant poids et autorité pour, éventuellement, s'opposer au pouvoir central. Paris a voulu éviter qu'apparaissent de « petits présidents de la République » à Marseille, Lyon, Lille, Bordeaux, etc.

Le système électoral choisi pour les régions risque au contraire de faire des présidents de conseil plus des fédérateurs de syndicats départementaux que les porte-parole d'identités régionales. L'élection sur des listes départementales renforce, incontestablement, le poids des départements au détriment de celui des régions. D'autant que le président du conseil général, personnalité la plus en vue de son département, devrait être tenté de conduire lui-même la liste de son parti aux élections régionales.

Lors des débats préparant les grandes lois décentralisatrices, il était clairement apparu que la région n'était réellement défendue que par MM. Mauroy et Defferre, le président de la République étant lui-même plus départementaliste que régionaliste. Quant au « jacobin » M. Joxe, il est certainement plus à son aise face à quatre-vingt-seize départements métropolitains que devant vingt-deux régions.

Le gouvernement a encore la possibilité d'éviter que les régions ne soient de simples fédérations de départements. Il lui suffit de mener à son terme l'un des projets que caressent certains milieux proches du pouvoir : l'incompatibilité entre mandat de conseiller général et mandat de conseiller régional. Même élus dans le cadre départemental, les conseillers régionaux seraient moins portés à être de simples représentants de leurs départements s'ils ne siègent pas aussi au conseil général.

Le choix gouvernemental s'explique aussi par des arguments constitutionnels. Avec l'élection de leur conseil au suffrage universel direct, les régions vont devenir, de par la loi, des collectivités territoriales de la République. L'article 24 de la Constitution impose donc que le Sénat en assure la représentation. Il s'agit d'assurer cette représentation sans toucher ni à la Constitution ni à une loi organique, afin d'éviter que le Sénat ne dispose d'un droit de veto sur tout ou partie du projet.

THIERRY BRÉHIER.

(Lire la suite page 7.)

(Lire la suite page 6.)

LIRE

3. CORÉE

Pyongyang propose des pourparlers entre parlementaires du Nord et du Sud.

4. LIBAN

Le premier ministre boycotte... son propre gouvernement.

8. POLITIQUE

La fin du député « assistante sociale » ?

10. ÉDUCATION CIVIQUE

Marianne dépoussiérée.

23. SPORTS

La « Vieille Dame » de Turin et ses courtisanes.

28. ÉCONOMIE

M. Charzat (PS) dément les rumeurs de dénationalisation partielle.

débats

Le réflexe du fusil

Un glissement dangereux vers l'affirmation du racisme
par AHSÈNE ZEHRAOUI (*)

On a beau marcher à pied ou rouler à mobylette comme l'ont fait des jeunes d'origine maghrébine et d'autres nationalités, accrocher le badge « Touche pas à mon pote », les militants ont beau faire fi de tout bois, des hommes de l'Eglise crier leur indignation, les scientifiques argumenter : le racisme ne désarme pas.

La série noire des attentats et crimes racistes a continué ces derniers temps. Plus que l'horreur de tels actes, ce qui donne froid dans le dos, c'est la banalisation du racisme, qui semble presque s'inscrire comme un fait social ordinaire dans la vie quotidienne.

Les indices, de ce point de vue, ne manquent pas. Il est désormais dans l'air du temps, pour le raciste de s'afficher, sans complexe, ouvertement, en tant que tel. Pis : certains vont jusqu'à revendiquer, publiquement, le meurtre raciste.

En moins d'une décennie, il y a donc eu un glissement dangereux de « je ne suis pas raciste, mais... » à « je suis raciste et je l'affirme ».

La communauté maghrébine est l'une des premières victimes de cette montée du racisme. Depuis 1971, le total des Maghrébins tués a largement dépassé la centaine.

Mais certains assassins racistes caractéristiques sont masqués en « crime réactionnel ou sécuritaire ». On a invoqué, dans beaucoup de cas, le bruit et la fureur, l'enfermement, la vie en vase clos des ghettos et d'autres formes d'aliénation.

Trop simple

Pourtant, aller chercher son fusil, au moindre prétexte, pour tirer sur un Maghrébin est devenu, malheureusement, de plus en plus, un réflexe.

Force est de constater, à ce sujet, que la justice, par la trop grande aménité qu'elle a accordée jusqu'à présent aux auteurs de ces crimes, ne permet pas d'atténuer ce processus et porte une certaine responsabilité devant l'histoire.

Devant la gravité de la situation, on reste inquiet de l'absence de réactions des pays d'origine et de bon nombre d'intellectuels, d'hommes et de femmes épris de justice, de liberté et de dignité humaine.

Certes, il est toujours possible de faire une analyse scientifique de cette réalité. La crise économique, le chômage, la montée de l'extrême droite, les rapports historiques entre les pays du Maghreb et la France,

durant la colonisation et la guerre d'Algérie, les relations entre l'islam et l'Occident, sont autant de facteurs explicatifs des attitudes et comportements à l'égard des Maghrébins en France.

L'explication ne doit pas, néanmoins, servir de justification. Il est trop simple d'accepter que les Maghrébins soient les boucs émissaires de la crise et de jouer les Ponce-Pilate. Un proverbe bien français : « Qui ne dit mot consent » est là pour nous rappeler, si besoin est, que le silence peut être complice.

Jusqu'à quand continuera-t-on à désigner, à la radio, dans les journaux, à la télévision, le travailleur maghrébin qui trime toute la journée comme un bœuf et qui prend le pain des Français ? et à étiqueter les jeunes d'origine maghrébine, réduits au chômage et privés de perspectives d'avenir, de délinquants et de dangereux pour l'ordre social ?

Il est intolérable et inadmissible que les Maghrébins continuent d'être les cibles des 22 long rifle et qu'ils soient rendus responsables de l'insécurité, alors qu'ils ne cessent d'être l'objet de multiples agressions, discriminations et de compter leurs morts.

Sans doute y a-t-il eu des voix courageuses, ici et là, pour dénoncer cet état de fait. Mgr Lustiger, archevêque de Paris, a ainsi déclaré, juste après le crime de Montau : « J'ai peur d'avoir honte pour mon pays ».

Cliquez à lui et à d'autres, comme je l'ai dit un jour à François Gaspard, Marianne peut encore oser se regarder dans un miroir.

Cependant, face au développement et à l'exacerbation du racisme, il s'impose une mobilisation beaucoup plus large. D'autant que les valeurs morales sur lesquelles se fonde le respect de l'autre, de nos jours, ne sont plus que des mots.

Porter le badge : « Touche pas à mon pote », c'est aujourd'hui nécessaire, mais insuffisant.

Il faut savoir assumer ses responsabilités et agir, où que l'on soit, pour que les miens et les autres, sous prétexte qu'ils ont des cheveux bruns, qu'ils ont une couleur de peau plus ou moins brune, plus ou moins noire, ne soient pas tués par des individus qui s'arrogent le droit de vie et de mort, au nom de leur différence et de leur pseudo supériorité raciale, pour que la « bête immonde » ne puisse plus nuire.

(*) Sociologue, chercheur au CNRS, animateur à Radio-Beur.

L'AUTRE

Jean-Yves Le Gallou met en garde ceux qui placent le débat concernant l'immigration sur le terrain du racisme. Mais est-ce si facile de faire la distinction lorsque certains attentats visent précisément des Maghrébins travaillant en France et que le racisme devient, comme l'écrit Ahsène Zehraoui, un « fait social ordinaire », une réaction viscérale contre l'« autre » qui n'a pas la même couleur de peau ?

Immigration et préférence nationale

Placer les étrangers en France devant l'alternative : assimilation ou départ

par JEAN-YVES LE GALLOU (*)

TOUT débat sur l'immigration a longtemps été impossible en France. Le sujet était tabou. Résultat, le problème a cheminé, et il s'est aggravé. L'immigration est en passe de devenir la question décisive des années à venir. Il faudra, pour la traiter, beaucoup de courage et de lucidité, de la sérénité aussi. C'est ce qui est le plus difficile, car toute réflexion raisonnable sur l'immigration est brouillée par une guérilla « antiraciste » qui charrie parfois avec elle, consciemment ou non, une pensée totalitaire, à base de quotas, de tabous et d'interdits.

Car, placer le débat sur l'immigration sur le terrain du racisme ou de l'antiracisme (qui se répondent comme diastole et systole), c'est pire qu'une erreur, c'est une faute. La France a toujours accueilli des immigrés ; elle leur demandait simplement de respecter ses lois et de s'assimiler, pour ceux qui souhaitaient devenir français, à ses valeurs, sans nécessairement renier leurs traditions d'origine.

Si l'y a aujourd'hui un problème de l'immigration, c'est parce que le modèle assimilationniste ne fonctionne plus et qu'une partie des immigrés présents veulent rester en France sans faire l'effort de s'adapter aux mœurs, aux coutumes et aux traditions des Français ; bref, vivre chez les autres comme chez soi.

Des enclaves

Si le problème de l'immigration se pose avec une telle acuité dans la région parisienne, à Lille-Roubaix-Tourcoing ou sur la façade méditerranéenne, c'est parce que les Français qui y vivent se sentent devenir étrangers dans leur propre patrie.

Au déracinement des étrangers, répond le déracinement des Français, qui appellent au secours. Ce cri de douleur, les élites dirigeantes - politiques ou médiatiques - devraient s'efforcer de le comprendre.

Comprendre que, lorsqu'il y a 20, 30 ou 40 % - voire davantage - d'enfants étrangers dans une école, la transmission de la langue, de la culture, de l'histoire de notre pays ne peut plus correctement se faire. Comprendre qu'il y a là une des causes de fuite devant l'école publi-

que : qui, parmi les lecteurs du Monde, accepte ou accepterait de voir ses enfants scolarisés dans des classes où les enfants français sont minoritaires ?

Comprendre aussi que, lorsqu'il y a 20, 30 ou 40 % - voire davantage - d'étrangers dans un immeuble ou un ensemble d'habitations, sa physionomie se transforme, et que, la culture l'emportant sur la structure, le ghetto se constitue. Qu'il y ait dans nos villes - dans les quartiers nord de Marseille, la banlieue de Lyon ou le cœur de Paris - des enclaves étrangères qui échappent à la loi générale, cela n'est pas acceptable.

A terme, d'ailleurs, l'immigration massive que la France subit met en cause l'indépendance nationale. Le général Chavanet, du secrétariat général de la défense nationale, l'a publiquement reconnu (1) : « L'existence de furtifs courants migratoires impose et imposera à notre politique étrangère des contraintes inconnues des qu'il s'agira de nos relations avec les pays d'origine des migrants (...). Nous ne saurions être ennemis. Nous sommes condamnés à être alliés. Notre propre sécurité en dépend ».

Fidèle à la tradition républicaine, le Club de l'Horloge est légitimement préoccupé de l'identité, de la souveraineté et de l'indépendance de la France. Cela implique que des décisions rapides soient prises pour inverser le flux de l'immigration et placer les étrangers présents en France devant l'alternative suivante : l'assimilation ou le départ.

Toutes ces mesures sur le code de la nationalité, la réglementation du séjour, l'enseignement, le service militaire ou la législation sociale doivent être inspirées par un principe simple : la préférence nationale, qui conduit à distinguer droits et devoirs des citoyens et des étrangers. La Suisse, Israël et l'Algérie, comme la majorité des Etats du monde, appliquent de tels principes. Racistes, ces pays ? Non, simplement soucieux de rester dans l'histoire.

(2) Secrétaire général du Club de l'Horloge.

(1) Rapport final de la session SODN, division Université (1^{er} septembre 1984).

Le Monde
dossiers et documents

LE PÉTROLE DÉTRONÉ

L'ESPAGNE DE FELIPE GONZALEZ

DOSSIERS ET DOCUMENTS : LES ARCHIVES DE L'ACTUALITÉ

AVRIL 1985 - CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 5,90 F

LA POPULATION JUIVE DE FRANCE

de Doris Bensimon et Sergio Della Pergola

De profondes évolutions

VOILA enfin une véritable étude sociologique des juifs de France. Cet ouvrage fondamental, rédigé après plus d'une dizaine d'années de travail par Doris Bensimon et Sergio Della Pergola, porte sur un échantillon d'environ 4.700 individus représentatif de la population juive qui, à Paris comme en province, se reconnaît elle-même comme juive.

Les auteurs, après avoir constaté qu'il n'existe, en France, que 530 000 juifs et non, comme on le croit le plus souvent, 700 000, montrent qu'ils se répartissent moitié dans la région parisienne, moitié en province, ils résident surtout dans les villes, sans être véritablement concentrés dans certains secteurs spécifiques : à Paris, par exemple, les anciens quartiers où ils étaient nombreux (Saint-Paul) et où les traditions étaient fortes ont été renoués et ont perdu leur ancienne population.

Le rôle de la famille

Les juifs de France connaissent de profondes évolutions : de nos jours, 53,9 % d'entre eux sont d'origine nord-africaine et seulement 46,1 % d'origine européenne. La population juive est vieillissante et devrait, sans immigration - peu probable - diminuer d'environ 20 à 30 % d'ici l'an 2000. Dans les années 70, un tiers des mariages étaient mixtes : il en résulte un éloignement à l'égard de la communauté d'autant plus important qu'il s'agit d'une femme juive qui épouse un non-juif.

Contrairement à la tradition, qui confère un rôle essentiel à la femme, dans cette hypothèse, les enfants se considèrent dans une faible proportion, comme juifs. Notons à quel point la fa-

mille conserve ici un rôle essentiel alors qu'elle se voit contestée dans la population globale : dans les mariages endogames, les divorces sont deux fois moins nombreux que dans les mariages mixtes.

Bénéficiant d'un niveau d'instruction très élevé (34 % des juifs de la région parisienne sont diplômés de l'enseignement supérieur), cette population connaît, une forte mobilité sociale ascendante, et, parmi elle, on trouve surtout des membres des professions libérales et des cadres supérieurs (26 %), des employés (25 %), des fonctionnaires, peu d'industriels et d'ouvriers et, contrairement à tous les stéréotypes, presque plus de commerçants. En région parisienne, le facteur religieux n'est que pour 34 % d'entre eux au fondement de leur identité, les autres ressentent davantage un attachement à l'égard de la communauté, des traditions ou encore du passé commun.

Les juifs de France forment une population aux comportements très diversifiés : les juifs originaires d'Algérie sont plus souvent fonctionnaires, acceptent davantage le mariage mixte et sont moins attachés à la religion que ceux qui proviennent du Maroc ou de Tunisie, ceux dont une partie de la famille a été déportée ont, de nos jours, contrairement à toute attente, souvent accentué leur comportement assimilationniste comme pour oublier l'horreur ou tenter d'y échapper. La persécution n'a donc pas entraîné un réveil de la conscience juive, qui s'appuie sur d'autres facteurs, comme l'existence d'Israël ou, à l'inverse des autres minorités de la société française, le retour aux racines.

PIERRE BIRNBAUM.

* Université hébraïque de Jérusalem. CNRS. Paris. 388 pages plus annexes, 160 F.

COURRIER DES LECTEURS

Touche pas à mon « melting pot »

(...) Lorsque le raciste, antisémite ou le sexiste (qui n'est souvent qu'un seul et même individu) prétend que, s'il n'aime pas l'autre, c'est que son expérience lui a prouvé qu'il était mauvais, que les « statistiques » lui ont appris qu'il était dangereux, fourbe ou stupide. Il croit que son opinion rend compte d'une situation objective alors qu'elle est justement l'expression exclusive de son affectivité, et non celle d'une pensée rationnelle.

Il colonise la différence, au contraire, plus cyniquement il l'exalte, afin de construire des thèses dans lesquelles cette différence devient la justification de son impossibilité à vivre dans une communauté riche de diversité. Mais, si, ainsi que l'écrit le philosophe Levinas, « le malaise est l'expérience première de la sociabilité », la reconnaissance de l'autre doit en être la seconde phase, car le refoulement au-delà de nos consciences ou nux portes de nos frontières de ces étrangers inquiétants signe l'échec partiel de l'humanité.

Enfin le véritable progrès ne serait pas que les antiracistes gagnent la partie (ce qui serait pourtant déjà une notable évolution) mais que ceux qui sont victimes de la xénophobie puissent enfin s'exprimer, car parler à leur place, même dans le but louable de les défendre ou de les protéger, c'est encore une fois leur dénier toute faculté de penser et de manifester cette pensée. (...)

RAPHAËLLE BACQUE (étudiante, Paris).

La France n'est pas antisémite

(...) Non, la France n'est pas antisémite. « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur, Rédacteur en chef, Daniel Verdet, Coordinateur et chef, Claude Sales.

A propos de l'article de Marc Ambroise-Rendu (le Monde du 2 avril), il faut signaler que les premières salles de prières musulmanes remontent en France aux années 30, mais n'ont guère attiré d'autres attentions que celles d'islamologues hors du commun comme Massignon et Derzenheim et, bien sûr, de la police. En 1938, celle-ci n'a pas hésité à fermer une salle de prière qui avait été installée à Gennevilliers avec l'aide de Massignon, allant jusqu'à expulser les travailleurs qui la fréquentaient. La même année, un centre se réclamant du Congrès

musulman algérien et animé par le futur écrivain Malek Bennabi a dû cesser ses activités à Marseille parce qu'il n'avait pas de « service ». Le bledisme à la paranoïa autocratique de l'administration et d'une partie de l'opinion ne date pas d'hier.

On qualifie un peu rapidement de « représentation un peu folklorique » l'ensemble des activités de la Mosquée de Paris, qui va avoir bientôt soixante ans et non pas quarante. L'ancienne direction de la Mosquée de Paris a à son actif d'être intervenue en faveur de la construction de la mosquée du Val-Fourré à Mantilly-Jolie. Elle a aussi appelé à une

DANIEL AMSON (Paris).

Un phénomène animal

L'afflux d'immigrés est le résultat d'un double échec : échec de la colonisation, qui n'a pas su transférer sa place notre civilisation ; échec de la décolonisation, qui a laissé des civilisations détruites ou bien malades.

La preuve est ainsi administrée une fois de plus que les cultures ne sont pas miscibles.

Le racisme est stupide et odieux, tous les racismes sont odieux, y compris celui de M. Tjibaou, qui déclare « ne plus pouvoir supporter l'odeur du Blanc », y compris celui des Africains contre les Blancs ou les Arabes.

Le racisme est ancré dans notre nature, c'est la peur, la crainte de l'autre, de celui qui est différent. Nul ne peut se déclarer exempt de tout racisme, mieux vaut le reconnaître pour pouvoir agir et essayer de lutter contre ce phénomène complexe, animal, qui est en nous. (...)

J.-M. GARDEY (Ormesnil).

Dans les mosquées de France

A propos de l'article de Marc Ambroise-Rendu (le Monde du 2 avril), il faut signaler que les premières salles de prières musulmanes remontent en France aux années 30, mais n'ont guère attiré d'autres attentions que celles d'islamologues hors du commun comme Massignon et Derzenheim et, bien sûr, de la police. En 1938, celle-ci n'a pas hésité à fermer une salle de prière qui avait été installée à Gennevilliers avec l'aide de Massignon, allant jusqu'à expulser les travailleurs qui la fréquentaient. La même année, un centre se réclamant du Congrès

musulman algérien et animé par le futur écrivain Malek Bennabi a dû cesser ses activités à Marseille parce qu'il n'avait pas de « service ». Le bledisme à la paranoïa autocratique de l'administration et d'une partie de l'opinion ne date pas d'hier.

On qualifie un peu rapidement de « représentation un peu folklorique » l'ensemble des activités de la Mosquée de Paris, qui va avoir bientôt soixante ans et non pas quarante. L'ancienne direction de la Mosquée de Paris a à son actif d'être intervenue en faveur de la construction de la mosquée du Val-Fourré à Mantilly-Jolie. Elle a aussi appelé à une

SADEK SELAM, professeur, membre de l'Association de l'islam (Paris).

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75422 PARIS CEDEX 09
Tél. 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Tournier (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Date de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile

« Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Rédacteur en chef : Daniel Verdet

Coordinateur et chef : Claude Sales.

Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications de 57437

ISSN : 0393-2037

ABONNEMENTS
RP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

1 an 6 mois 3 mois 12 mois

FRANCE

341 F 644 F 915 F 1 250 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

674 F 1 269 F 1 915 F 2 490 F

ÉTRANGERS (par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAYS-BAS

386 F 734 F 1 059 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE

491 F 944 F 1 365 F 1 790 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements : adresse définitive en province (deux fois par an) ; nos abonnés sont invités à fournir leur adresse une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez adresser l'abonnement d'office tous les ans, par chèque ou mandat.

PROX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 DA ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,90 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 F ; Canada, 1,50 \$; Côte-d'Ivoire, 338 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 \$; Grèce, 300 dr. ; Israël, 200 N. ; Italie, 1 700 L. ; Japon, 800 ¥ ; Liban, 3 500 L. ; Luxembourg, 30 F ; Norvège, 2,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Royaume-Uni, 350 F CFA ; Suède, 4,00 kr. ; Suisse, 1,90 F ; Tchécoslovaquie, 700 Kč.

étranger

LES PROBLÈMES DE SÉCURITÉ ET LES RELATIONS EST-OUEST

RÉUNIS EN CONGRÈS A MADRID

Les PS européens font valoir les « risques de déstabilisation » que comporte le projet américain de défense spatiale

Madrid. — Les socialistes européens sont-ils à même de traduire en faits concrets leur volonté proclamée d'autonomie à l'égard des États-Unis et de l'Union soviétique ? Cette question a été au centre de débats souvent animés durant le quatorzième congrès des partis socialistes de la CEE, qui a eu lieu à Madrid les mardi 9 et mercredi 10 avril (1).

Les deux cents délégués ont approuvé à la quasi-unanimité une déclaration intitulée « Une Europe solidaire et démocratique ». Ce texte souligne que « l'Europe doit affirmer ses intérêts spécifiques en développant une position plus autonome face aux deux superpuissances », ce qui implique qu'elle « renforce sa coopération politique ». La CEE doit notamment être capable de « jouer un rôle dans les négociations sur le contrôle des armements » et de « développer ses échanges économiques, politiques et culturels avec l'Europe de l'Est ».

La réponse à apporter à l'initiative de défense stratégique (SDI) ou « guerre des étoiles » du président Reagan est apparue comme la pierre de touche de cette volonté des socialistes européens de s'exprimer de concert face aux Deux Grands. Le texte finalement adopté « attire l'attention sur les risques de déstabilisation que représente l'initiative » du président Reagan.

Il s'agit de la pour la plupart des partis socialistes représentés (dont plusieurs d'Italie, le portugais, l'espagnol, le grec et le français — se trouvent actuellement au gouvernement), de la première prise de position formelle sur ce projet controversé. Cette formule fut toutefois jugée insuffisante par plusieurs délégations, norvégiennes et allemandes notamment.

De notre correspondant

En privé, les représentants de plusieurs PS, surtout parmi ceux qui sont actuellement au pouvoir, se refusent, en revanche, à exclure une participation à certains programmes militaires de la SDI, vu les retombées technologiques et financières qu'ils pourraient leur apporter.

Le vice-président du gouvernement espagnol, M. Alfonso Guerra, souligne que la nouvelle Europe des Douze, « doit se faire entendre et faire savoir qu'elle est pas d'accord avec une politique de bloc ». Cette idée fut reprise, au nom du PS français, par son premier secrétaire, M. Jospin. « Il est nécessaire de comprendre, a-t-il déclaré, que la sécurité de l'Europe... doit être assurée par ses propres forces et en fonction de sa propre stratégie ». Tout en se demandant, de son côté, « comment faire vivre à la fois l'alliance atlantique et l'identité européenne », M. Jacques Humez, chargé des relations internationales au PS, proposa que les pays de la Communauté accroissent leur coopération d'armements classiques, qu'ils mettent au point en commun des systèmes militaires spatiaux (satellite d'observation notamment), qu'ils relancent l'Union de l'Europe occidentale (UEO) et s'interrogent ensemble sur le rôle à assigner aux forces nucléaires française et britannique.

Sur ce thème de la sécurité européenne, le président du PS belge flamand, M. Van Miert, a insisté sur « mettre les pieds dans le plat », en déclarant que « les beaux discours sur l'indépendance de l'Europe ne se concrétisent pas à l'heure des faits ». Si, sur ce sujet, les socialistes ne sont pas les seuls à faire le grand écart entre la théorie et la pratique, M. Van Miert n'en met pas

pas moins ainsi en évidence un paradoxe que plusieurs délégués de ce congrès soulignent en privé : la contradiction entre les proclamations faites dans la capitale espagnole et la Realpolitik pratiquée par les PS une fois au gouvernement.

Renforcer le rôle de l'ECU

Le mardi 9, les délégués s'étaient essentiellement préoccupés d'économie. Face au modèle néolibéral de l'Amérique réaganienne, il existe une autre voie, socialement plus acceptable, pour assurer la relance économique de l'Europe, fait-il affirmé à Madrid.

C'est à l'ancien ministre belge, M. Willy Claes, qu'il revenait de présenter le rapport sur ce sujet. « Les prétendus succès de l'économie américaine ne doivent pas ouvrir la voie au néolibéralisme en Europe », a-t-il affirmé, en ajoutant que le « modèle Reagan » se fonde sur une série de « mythes » : « Derrière le slogan de la libération des forces du marché, se cache une politique de relance par le biais des dépenses publiques du type keynésien le plus classique (...). Tandis que le Fonds monétaire international impose des programmes d'austérité inhumains aux pays du tiers-monde pour qu'ils paient leurs dettes, personne ne proteste alors de ce que les États-Unis deviennent le plus grand débiteur du monde ».

Que proposent, pour leur part, les socialistes européens ? De M. Soares à M. Delors, en passant par M. Craxi, tous les orateurs sont tombés d'accord pour souligner la nécessité, pour les pays de la CEE,

d'accroître leur révolution technologique. « 30 % du produit brut global de la Communauté sont échangés avec l'extérieur, et il n'y a pas d'autre choix que de devenir compétitif », a affirmé M. Delors. Les PS européens ne partent pas désarmés que de biotechnologie, d'électronique et d'informatique.

Fautes à la politique déflationniste, répète souvent des gouvernements conservateurs, les socialistes se prononcent pour une politique de relance « différenciée, plus affirmée dans les pays qui ont déjà atteint des succès dans la lutte contre l'inflation et plus prudente dans les autres », comme l'a précisé M. Craxi.

Tous les orateurs se sont, en outre, prononcés en faveur du renforcement du rôle de l'ECU, qui pour M. Delors, doit devenir « une monnaie de réserve à côté du dollar et du yen ».

Enfin, la réforme du mode de fonctionnement des institutions européennes, jugé beaucoup trop lourd, a également occupé les débats. Pour M. Craxi, « le conseil européen de Milan (en juin prochain) devra transformer les objectifs politiques en réalités juridiques », notamment en « limitant au maximum la règle de l'unanimité au sein du conseil des ministres ».

THÉRIER MALINAK.

(1) Fondée en 1974, l'Union regroupe les PS des pays de la CEE — la Belgique et l'Italie sont représentées par deux formations, — auxquels se sont joints, dès 1980, les PS espagnol et portugais. La réunion de Madrid était la quarante-neuvième du genre. Y participaient notamment, outre les leaders des formations, les chefs de gouvernement de l'Espagne, de l'Italie, du Portugal, MM. Gonzalez, Craxi et Soares, ainsi que M. Jacques Delors, président de la Commission européenne.

La rencontre entre MM. Shultz et Gromyko

(Suite de la première page.)

M. O'Neill a, en effet, remis à M. Gorbatchev une « lettre personnelle » du président Reagan. Le contenu de ce message n'a pas été révélé, mais il est vraisemblable que le chef de l'exécutif américain y précise ses vues sur l'organisation pratique d'un sommet.

L'Union soviétique « désire que les rapports soviéto-américains reprennent la voie d'une coopération normale mutuellement avantageuse et basée sur le respect réciproque », a déclaré M. Gorbatchev à M. O'Neill. Le dirigeant soviétique a rappelé les grandes dates de la détente, notamment la signature du traité SALT-1, à Moscou en 1972, et suggéré qu'un retour à l'esprit de cette époque était possible et en tout cas souhaitable.

« Nous ne pensons pas que l'actuelle tension dans les rapports soviéto-américains tienne à un affrontement inévitable des intérêts nationaux de nos deux pays », a affirmé le secrétaire général. De même, une phrase de M. Gorbatchev sur la « période glaciaire » traversée par les relations soviéto-américaines a été éclairée par cette parenthèse : « Du moins cela était-il le cas jusqu'à présent ».

Le secrétaire général a répété aux parlementaires américains la position soviétique selon laquelle « l'ar-

rêt de la course aux armements nucléaires sur terre et lo non-militarisation de l'espace constituent un problème unique qui doit être réglé de façon globale ». Les négociations de Genève butent, on le sait, sur cette question. Les Soviétiques refusent, pour l'instant du moins, de s'engager dans un processus de limitation des armements nucléaires si les Américains ne renoncent pas à leur projet de « guerre des étoiles ». Rien n'a encore bougé dans ce domaine, M. Gorbatchev réaffirmant qu'il n'est possible d'obtenir de résultats effectifs tangibles sur une très importante réduction des armes nucléaires stratégiques et des armes à moyenne portée qu'à la condition que la partie américaine renonce aux projets provocateurs de transfert dans l'espace de la course aux armements.

M. Gorbatchev a d'autre part critiqué la « précipitation » avec laquelle la Maison Blanche a rejeté les propositions contenues dans son entretien de lundi avec la Pravda. « Faisant preuve d'une précipitation tout à fait incompréhensible, le gouvernement des États-Unis a déclaré d'emblée son attitude négative et qualifié nos actions de gestes de propagande », a regretté le secrétaire général.

DOMINIQUE DHOMBRES.

La Haye : le ministre des affaires étrangères a échoué dans sa mission à Moscou

De notre correspondant

Amsterdam. — Après cinq ans de controverse, le projet d'installation de quarante-huit missiles de croisière aux Pays-Bas pourrait devenir une réalité. Tel est, du moins, l'avis de nombreux commentateurs néerlandais après l'échec du voyage à Moscou de M. Van den Broek, le ministre des affaires étrangères. Le ministre a, en effet, constaté que l'Union soviétique n'avait pas l'intention de répondre à l'appel des Néerlandais en faveur d'une diminution du nombre de ses SS-20.

La décision que prendra le gouvernement de La Haye à propos des missiles américains dépendra, en effet, de ce nombre. Si, au 1^{er} novembre 1985, il est supérieur à trois cent soixante-dix-huit, les Pays-Bas procéderont au déploiement des missiles de croisière ; s'il est inférieur, l'installation n'aura pas lieu. Or il semblerait actuellement de quatre cent quarante.

M. Van den Broek a affirmé que ses interlocuteurs soviétiques « n'ont

pas vraiment répondu » quand il leur a demandé de commenter ces chiffres américains, dont La Haye ne met pas en doute la véracité.

Un parti gouvernemental, toutefois, celui des chrétiens-démocrates (CDA) du premier ministre, M. Ruud Lubbers, ne partage pas ce point de vue, tant l'affaire des missiles est controversée dans ses rangs. Un porte-parole du CDA a semblé se cramponner aux éventuels résultats des négociations de Genève comme à un dernier espoir d'éviter le déploiement.

Il reste donc à savoir si, le 1^{er} novembre, le gouvernement donnera vraiment le feu vert ou s'il trouvera un subterfuge pour ajourner encore une fois sa décision. L'opposition contre l'armement nucléaire, dirigée par le Parti socialiste et l'important Mouvement de la paix, ne cesse de grandir.

RENÉ TER STEEGE.

Bruxelles : le déploiement des missiles est-il à l'origine de représailles économiques soviétiques ?

De notre correspondant

Bruxelles. — L'Union soviétique est-elle en train d'exercer des représailles économiques à l'encontre de la Belgique pour la « punir » d'avoir permis l'installation de missiles de croisière sur son territoire ? La question se pose depuis deux semaines déjà, et c'est pourquoi une délégation de haut niveau de l'agriculture de Bruxelles se trouve actuellement à Moscou.

L'enjeu portait tout d'abord sur les livraisons de céréales en provenance des pays européens. Dans une première phase, l'URSS a suspendu ce trafic en invoquant la nécessité de se protéger contre la récente épidémie de peste porcine africaine qui affecte une partie de la Flandre. A l'heure actuelle, toutefois, le phéno-

mène paraît enrayé. La Commission européenne a, dès le 24 mars, de nouveau autorisé l'exportation de porc belge vers les autres pays de la Communauté, à l'exclusion des viandes provenant de la zone directement affectée.

Depuis lors, cependant, le boycottage soviétique s'est étendu à beaucoup d'autres produits alimentaires. De la bière en boîte jusqu'au chocolat, en passant par le vinaigre. Même les organismes dépendant de M. Jean-Baptiste Doumeng, qui devraient pourtant jouir d'un peu de sympathie à Moscou, ont été touchés. Les cargos soviétiques refusant de prendre en charge à Anvers quel que 7000 tonnes de bœuf français.

JEAN WETZ.

ASIE

NOUVELLE PHASE DU DIALOGUE ENTRE LES DEUX CORÉES

Pyongyang propose des pourparlers politiques entre parlementaires

Le dialogue entre les deux Corées va entrer le mois prochain dans une nouvelle phase. Entamés à l'automne 1984 par des échanges « humanitaires » entre la Croix-Rouge du Nord et celle du Sud, bientôt suivis de conversations sur la coopération économique, les pourparlers avaient été interrompus en janvier, Pyongyang prétendant qu'ils ne pouvaient se poursuivre tant que se déroulaient les manœuvres militaires conjuguées américano-sud-coréennes « Team Spirit 85 », dont le régime du maréchal Kim Il Sung dénonce le caractère « agressif ».

De telles manœuvres, annoncées des mois à l'avance, ont lieu tous les ans, et le motif ainsi avancé par les Nord-Coréens ressemblait fort à un prétexte. Il est plus vraisemblable que Pyongyang a voulu connaître, avant d'aller plus loin, les résultats des élections législatives qui avaient lieu au Sud à la mi-février et qui ont

effectivement entraîné une modification sensible du paysage politique à Séoul.

Toujours est-il que, les manœuvres « Team Spirit » devant s'achever vers la mi-avril, les contacts ont été repris pour de nouveaux pourparlers. Après d'assez rapides tractations, où chaque partie a semblé faire preuve d'une certaine dose de bonne volonté, deux nouveaux rendez-vous ont été pris. Les pourparlers économiques seront renoués le 17 mai, ceux des Croix-Rouges (qui portaient notamment sur les relations entre les familles séparées par la division du pays) le 28 du même mois. Dans les deux cas, les rencontres auront lieu sur la ligne d'armistice, à Panmunjon.

A ce double projet, Pyongyang vient d'ajouter une suggestion nouvelle, celle de pourparlers entre parlementaires du Nord et du Sud, se-

lon des modalités restant à déterminer, mais dont l'objet principal serait de mettre au point un projet de « déclaration commune sur la non-agression » entre les deux Corées.

Cette initiative a été longuement exposée le mardi 9 avril à Pyongyang, à l'ouverture de la session de l'Assemblée populaire nord-coréenne, par l'un des principaux personnages du régime, M. Ho Dan, membre du bureau politique et du secrétariat du parti, président du Comité pour la réunification pacifique de la patrie. Une lettre a parallèlement été adressée par l'Assemblée du Nord à celle du Sud et remise le même jour, à Panmunjon, à des émissaires de Séoul. Jeudi, les parlementaires sud-coréens ont annoncé qu'ils allaient étudier « sérieusement » l'offre de Pyongyang.

Dissiper la « suspicion » des États-Unis

La proposition nord-coréenne et la manière dont elle est présentée appellent plusieurs observations. Il est de bonne guerre, d'abord, que Pyongyang cherche à tirer avantage, en suggérant des conversations entre parlementaires, de l'apparition d'une opposition renforcée au sein de l'Assemblée législative sud-coréenne. Si les pourparlers ont lieu, on peut tenir pour acquis que la délégation du Nord s'y exprimera d'une seule voix, sans s'écarter d'une ligne des instructions données par le « Grand Leader ». Il est à prévoir en revanche que des divergences d'opinions se feront sentir parmi les délégués du Sud, offrant ainsi au maréchal Kim Il Sung l'occasion d'une opération de propagande contre le régime du président Chun Doo Hwan.

Ne s'agit-il que de cela ? On notera au passage que l'Assemblée du Nord s'adresse au Parlement du Sud « avec toute la défiance due », ce qui, après avoir dénoté le caractère « frauduleux » de la consultation de février, est au moins une formule inspirée par un esprit de conciliation.

Pour-être, sur le fond, y a-t-il plus. L'idée d'une « déclaration commune sur la non-agression » n'est pas nouvelle, puisqu'elle faisait partie de la proposition avancée officiellement en janvier 1984 par Pyon-

gyang en vue de l'ouverture de conversations tripartites — Corée du Nord, Corée du Sud, États-Unis — sur un règlement d'ensemble dans la péninsule coréenne. Mais aucun lien n'est établi cette fois entre un éventuel accord de « non-agression » et le retrait des forces américaines de Corée du Sud. Mieux, M. Ho Dan observe qu'un accord entre les parlementaires des deux Corées « dissiperait la suspicion que les États-Unis gardent envers notre proposition pour des pourparlers tripartites ». Si les mots ont un sens, cela veut dire que Pyongyang ne fait pas du retrait des forces américaines un préalable à un accord de non-agression avec le Sud. Il y a un an, le ministre des affaires étrangères nord-coréen, M. Kim Yong Nam, nous avait déclaré que ce point pouvait « être un sujet de négociation » (Le Monde du 17 mai 1984). Un pas supplémentaire, notable, vient d'être franchi dans cette direction.

Enfin, toujours selon la présentation qu'en donne M. Ho Dan, la proposition nord-coréenne d'une rencontre « interparlementaire » — orientée vers une « atténuation de la tension », non vers une très hypothétique « réunification » — est censée préparer des « pourparlers politiques de haut niveau » entre le Nord et le Sud. Là encore, l'idée n'est pas inédite, mais la procédure envisagée pourrait permettre de contourner les obstacles auxquels s'est manifestement heurtée, ces derniers mois, l'extension des conversations « humanitaires » et économiques à d'autres terrains, plus sensibles, touchant en particulier aux problèmes de sécurité.

Manœuvres ? Signes d'une réelle volonté de dialogue et de paix ? Le régime de Pyongyang est de ceux dont les intentions sont les plus malaisées à percer. Certains observateurs notent cependant — à l'occasion de la visite à Séoul de M. Fabius notamment, mais aussi à la suite de signaux plus discrets relevant un relâchement des relations entre la Corée du Sud et divers pays socialistes, y compris la Chine, l'URSS, — que le maréchal Kim Il Sung peut avoir quelques raisons de craindre que son régime ne se retrouve plus isolé encore demain qu'il ne l'était hier. Une telle perspective l'encouragerait à un peu plus de souplesse dans ses rapports avec le Sud.

ALAIN JACOB.

Pakistan

Le président Zia Ul Haq a formé un gouvernement civil

Rawalpindi (AFP). — Le premier ministre du Pakistan, M. Mohammad Khan Junejo, a rendu public, mercredi 10 avril, la composition d'un gouvernement civil de treize membres, parmi lesquels quatre ministres du précédent gouvernement militaire du général Zia Ul Haq. Le nouveau cabinet, qui entre en fonctions après huit ans de régime militaire, est composé aussi bien de technocrates que d'hommes politiques. Le ministre des affaires étrangères, M. Sahabzada Yasub Khan, conserve son portefeuille, ainsi que le ministre des finances et du plan, M. Mehboob Ul Haq.

Les deux autres anciens ministres qui demeurent au gouvernement sont M. Zafarullah Jamali et le prince Mohyuddin Baluch (de la province du Balouchistan), qui reçoivent respectivement le portefeuille de l'eau et de l'électricité et celui des communications. Le président Zia a déclaré que les nouveaux ministres avaient « l'importante responsabilité » de faire du Pakistan un véritable État islamique. Il a indiqué que la loi maritale restait encore en vigueur « quelques mois ».

Le temps que le nouveau gouvernement civil se consolide. La Constitution de 1973 a été partiellement remise en vigueur, mais les articles concernant les droits fondamentaux et les pouvoirs de la justice demeurent suspendus.

Voici la composition du nouveau cabinet civil de M. Mohammad Khan Junejo : M. Ghulam Mohammad Mankha (intérieur) ; M. Hamid Nasser Chahha (information et radiodiffusion) ; M. Saleem Saifullah (commerce) ; M. Hafiz Hanif Tayyab (travail) ; M. Khagan Abasi (production) ; M. Yusuf Reza Gilani (logement et travaux publics) ; M. Syed Zafar Ali Shah (industrie) ; M. Mehboob Ul Haq (finances et plan) ; M. Sahabzada Yasub Khan (affaires étrangères) ; prince Mohyuddin Baluch (communications) ; M. Zafarullah Jamali (eau et électricité) ; M. Abdul Ghafoor Hoti (chemins de fer) et M. Iqbal Ahmed Khan (justice et relations avec le Parlement).

Sept secrétaires d'État et deux conseillers du gouvernement ont également été nommés.

PRIX RITZ PARIS HEMINGWAY AWARD

(décerné pour la première fois)

Mario VARGAS LLOSA

La guerre de la fin du monde

roman

traduit de l'espagnol par Albert Bensoussan

GALLIMARD

مكتبة الادب

PROCHE-ORIENT

LA SITUATION AU LIBAN

DANS L'ATTENTE D'UNE « SOLUTION POUR LE SUD »

Le premier ministre boycotté... son propre gouvernement

Beyrouth. — Alors que la situation militaire s'aggrave, le Liban n'a pratiquement plus de gouvernement après la décision prise, mercredi 10 avril, par le premier ministre, M. Rachid Karamé, de ne plus présider le conseil des ministres, « tant qu'une solution concernant la situation à Saïda n'aura pas été trouvée ». Comme MM. Walid Joumblatt, dirigeant druze et ministre des transports, et Nabih Berri, chef de la milice chiite Amal et ministre d'Etat pour le sud du Liban, boycottent déjà les réunions du conseil des ministres et que MM. Selim Hoss (sunnite), ministre de l'éducation, et Adel Ossakane (chiite), ministre de la défense, se sont solidarisés avec M. Karamé, c'est désormais la totalité des ministres musulmans qui boycottent le gouvernement dit d'union nationale formé il y a un an après les congrès interlibanais de Lusseine.

La situation politique apparaît d'autant plus bloquée que M. Karamé a précisé qu'il ne démissionnerait pas. Le premier ministre a en effet déclaré : « qu'il poursuivrait les contacts pour tenter de ramener la paix à Saïda, dans laquelle, a-t-il précisé, sa participation au gouvernement devient inutile ».

A l'origine de la décision de M. Karamé se trouve l'incapacité du pouvoir à envoyer des renforts militaires pour tenter de mettre fin aux combats dans la capitale du sud du Liban. Ceux-ci ont fait, depuis le 18 mars, selon un bilan provisoire, soixante-trois morts et deux cents blessés. Prise le 1^{er} avril, après la visite à Beyrouth du général Kholi, chef des renseignements militaires syriens, la décision d'envoyer à Saïda un bataillon supplémentaire, doté de trente véhicules blindés de transport de troupes, n'a toujours pas reçu le moindre début d'exécution. Les partis ne seraient pas tous d'accord sur la composition de cette force et, d'autre part, Amal craindrait que, lors du déplacement des véhicules blindés de Beyrouth à Saïda, les Forces libanaises (milices chrétiennes) ne puissent s'emparer d'un certain nombre de ces véhicules dotés de mitrailleuses lourdes.

Quoi qu'il en soit, la décision de M. Karamé isole un peu plus le président Gemayel, déjà en butte à la désidence des Forces libanaises. Les dirigeants du Mouvement du 12 mars, voyant dans les événements de

Saïda un piège qui leur est tendu pour discréditer, aux yeux de la Syrie, leur « complicité » avec Israël, réclament aux aussi le déploiement de l'armée. Celui-ci pourrait permettre un désengagement officiel des Forces libanaises du sud, comme gage de bonne volonté, tout en protégeant la population chrétienne de la région. M. Samir Georges, nouveau chef d'état-major des Forces libanaises et un des dirigeants du Mouvement du 12 mars, se serait d'ailleurs rendu à Magdeleyoun, quartier général des Forces libanaises au sud, pour convaincre M. Najarian, leur chef, de retirer ses hommes. Reste à savoir cependant quelle est la liberté de manœuvre des Forces libanaises au sud par rapport à Israël, accusé à Beyrouth de soutenir en sous-main les combats de Saïda pour servir son plan de regroupement confessionnel des populations du sud du Liban. Le bombardement, dans la nuit de mercredi, par une vedette israélienne de trois localités (chrétienne, chiite et palestiniennes) de la région de Saïda, est interprété ici comme une preuve de la volonté de Jérusalem d'entretenir la tension.

La prudence des dissidents chrétiens Une chose est sûre : les dissidents des Forces libanaises se montrent extrêmement prudents face à Damas. « Le danger de son intervention militaire a été jugulé pour l'instant », nous a déclaré une source proche des dissidents, « mais tant qu'une relation entre nous et les Syriens n'est pas directement établie, un dérapage est toujours possible ». Pour l'instant, Damas semble encore laisser au président Gemayel, qui lui avait demandé, le soin de régler lui-même le différend né au sein du camp chrétien. Cependant, loin de se résorber, le conflit d'autorité entre le président, soutenu par le parti Kataeb, et les Forces libanaises semble plutôt s'aggraver. Aucune base sérieuse d'entente n'a pu être trouvée entre le parti et les Forces libanaises. A cet égard, on note, du côté des dissidents, que la congrégation de Berké, réuni sous le pres-

sion du président Gemayel, n'a pas, contrairement à ses vœux, dit-on, condamné le Mouvement du 12 mars, ni même donné un appui direct à ses personnes, se bornant à soutenir la « légalité ». Le fait que le président Gemayel ait dû, par deux fois en moins d'un mois, faire appel aux dirigeants de la communauté chrétienne pour conforter son pouvoir face aux Forces libanaises est aussi interprété par les dissidents comme une première victoire, dans la mesure où cela va dans le sens de l'établissement d'un « congrès chrétien permanent » qui pourrait contrebalancer le pouvoir du président et du parti.

Après avoir rallié, en douze heures, « par la discussion », la base militaire des Forces libanaises, les dirigeants du Mouvement du 12 mars admettent qu'il leur faut du temps pour « persuader » l'ensemble des phalangistes du bien-fondé de leur action. La Syrie leur donne-t-elle ce temps, alors que la situation se dégrade sur tous les fronts et que la perspective du prochain retrait israélien est lourde de menaces ? C'est toute la question. Le président Gemayel, qui ne paraît pas décidé à céder, a, mercredi 10 avril, envoyé deux nouveaux émissaires à Damas. L'aggravation de la situation politique a alimenté une recrudescence de l'activité militaire tant à Saïda, où les bombardements ont été particulièrement violents mercredi dans la matinée, qu'à Beyrouth, le long de la ligne de démarcation et en montagne, où de violents duels d'artillerie ont opposé, en fin d'après-midi, l'armée et les miliciens du Parti socialiste progressiste (PSP, druze). Des obus sont tombés sur les zones résidentielles de la banlieue chrétienne, où une personne a été tuée.

Une fois de plus, tous les éléments propres à un embrasement général sont en place et, sur le terrain, à Beyrouth notamment, les miliciens armés, de plus en plus nombreux dans les rues, continuent à renforcer leurs barrières le long de la « ligne verte ». Le seul espoir auquel se raccrochent, encore les Libanais réside dans le fait que Damas a intérêt à stabiliser la situation, au moment où Israël cherche, au contraire, à prouver que son retrait est générateur de conflits.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Deuil trop exemplaire

De notre envoyée spéciale

Beyrouth. — Une mère déplorée qui n'a, au fond d'elle-même, que faire des félicitations pour l'acte exemplaire de sa fille, un père aux yeux rouges encadrés par des militants politiques qui lui soufflent son admiration pour le courage de son enfant, la mise en scène orchestrée autour du suicide de Sana Mhaidly, dix-sept ans, qui s'est jetée mardi 9 avril au volant d'une voiture bourrée d'explosifs sur un convoi israélien (Le Monde du 11 avril) laisse une impression d'immense malaise.

Ce ne sont pas les adieux de Sana enregistrés sur cassette et largement diffusés sur le canal de Télé-Liban à l'ouest (secteur à majorité musulmane de Beyrouth) qui permettent de la classer. Un baret rouge sur la tête, vêtue d'un tricot militaire, et filmée sous le grand drapeau rouge, blanc et noir du PNSS (Parti national social syrien), la jeune fille récite son adieu d'une voix grave, mais qui trahit une grande nervosité. « J'ai vu la tragédie de mon peuple sous l'occupation. Je suis très calme. J'effectue une opération que j'ai moi-même choisie. J'espère que le plus grand nombre possible d'ennemis israéliens... J'espère que mon âme rejoindra celle des autres martyrs et retombera comme la foudre sur la tête des soldats ennemis », dit notamment Sana Mhaidly, en ajoutant « je fais mon devoir par amour pour mon peuple et ma patrie ».

Dans leur modeste salon envahi par les couronnes de fleurs, les parents de Sana, qui ignorent l'engagement, depuis environ un an, de leur fille au PNSS, étaient mercredi très entourés par des militants de ce parti qui exaltaient à l'usage de la presse l'acte de la jeune fille.

« Cela nous rend fiers pour cinq cents ans », disait l'un d'eux, tandis qu'un cadre, insistait sur le caractère national et

non religieux du suicide de Sana Mhaidly. « Sana — qui, rappelle-t-on, n'était âgée que de dix-sept ans — avait une conscience gigantesque de l'acte de son pays qu'elle a voulu par son geste dénoncer aux yeux du monde. C'est tout le Liban qui doit être fier d'elle et non seulement les musulmans ». Une façon pour le PNSS, parti qui se veut résolument laïc, de répondre aux critiques religieuses qu'il n'ont pas le monopole du martyre dans la résistance contre Israël. Mais pour ses parents Sana était plutôt une jeune fille enfantine, insouciante, très attentive aux appels et aux chants de la résistance du Sud, diffusés à longueur de journée par sa chaîne d'appartenance, le PNSS, et à la radio sur le canal de Télé-Liban, contrôlé par les miliciens d'Amal de M. Nabih Berri.

Le suicide de Sana Mhaidly est le deuxième dont s'enorgueillit le PNSS. Le 12 mars, un militant druze de ce parti, Wadi Sayegh, avait aussi lancé sa voiture contre un convoi israélien sur la route Jezzine-Kfar-Honin. Une source militaire israélienne avait confirmé l'acte, affirmant toutefois qu'un seul soldat avait été blessé. Fondateur du Front de la résistance nationale libanaise, le PNSS, qui regroupe dans ses rangs des militants de toutes confessions — Sana Mhaidly était chiite — prône la formation d'une Grande Syrie qui inclurait le Liban, l'Irak, le Jordanie, la Palestine et Chypre.

Mardi, au lieu du modeste immeuble d'un quartier musulman de Beyrouth-Ouest, les miliciens de ce parti, secondés par ceux du PSP druze, canalisent en ordre parfait la foule des parents et proches venus soutenir une famille largement dépossédée par sa tragédie.

F. C.

LA GUERRE DU GOLFE

L'Iran invite l'ONU à constater l'emploi par l'Irak d'armes chimiques

L'Iran a demandé, le mercredi 10 avril, au secrétaire général des Nations unies de retourner à Téhéran pour entamer des consultations sur l'emploi par l'Irak, lundi, d'armes chimiques contre les forces iraniennes et pour visiter les victimes et réclamer aussi l'enquête immédiate d'experts pour « examiner les preuves » de ces attaques.

D'autre part, l'Irak a déclaré, mercredi, *persona non grata* le premier conseiller à l'ambassade d'Allemagne fédérale à Bagdad, M. Helmuth Arndt, qui assurait également les fonctions de chargé d'affaires temporaire. Le gouvernement irakien a accusé le diplomate allemand d'« ingérence flagrante

dans les affaires intérieures » et lui a accordé un délai d'une semaine pour quitter le pays. Un journal néerlandais a révélé, mercredi, que du matériel militaire fabriqué en Allemagne fédérale était livré à l'Irak. Selon le quotidien *Volkskrant*, la firme allemande Metallwerk Schwarzwald livre à Téhéran du matériel servant à la fabrication de munitions. La société allemande fait valoir que ces livraisons ont un caractère strictement légal : l'Iran ne faisant pas partie des pays de l'Est, dont les achats à l'Ouest sont réglementés, il n'y a rien d'irrégulier à lui fournir du matériel d'armement.

Une chose est sûre : les dissidents des Forces libanaises se montrent extrêmement prudents face à Damas. « Le danger de son intervention militaire a été jugulé pour l'instant », nous a déclaré une source proche des dissidents, « mais tant qu'une relation entre nous et les Syriens n'est pas directement établie, un dérapage est toujours possible ». Pour l'instant, Damas semble encore laisser au président Gemayel, qui lui avait demandé, le soin de régler lui-même le différend né au sein du camp chrétien. Cependant, loin de se résorber, le conflit d'autorité entre le président, soutenu par le parti Kataeb, et les Forces libanaises semble plutôt s'aggraver. Aucune base sérieuse d'entente n'a pu être trouvée entre le parti et les Forces libanaises. A cet égard, on note, du côté des dissidents, que la congrégation de Berké, réuni sous le pres-

(Publié)

APPEL A L'OPINION PUBLIQUE FRANÇAISE

Les intellectuels arabes en France,

bouleversés par le sort réservé à la population du Sud-Liban par l'armée d'occupation israélienne, surtout depuis l'escalade dans la terreur baptisée « main de fer », escalade qui se traduit chaque jour par une répression systématique et des châtements collectifs :

- Encerclement des villages et blocus sur l'eau, les médicaments et les vivres ;
- Rafles massives des habitants n'épargnant pas les femmes, les enfants et les vieillards ;
- Interdiction de transporter les blessés vers les hôpitaux ;
- Mise à sac et dynamitage des maisons, des écoles et des lieux de culte ;
- Dévastation des terres cultivées et destruction des récoltes ;

alarmés par les pratiques israéliennes de chantage et d'intimidation de l'opinion :

- Agression contre les Casques bleus de la FINUL, en particulier les soldats français, empêchés ainsi de remplir leur mission ;
- Interdiction aux journalistes d'accéder aux lieux des opérations, y compris par l'assassinat de deux d'entre eux ;
- Provocations confessionnelles et incitation active aux affrontements entre communautés.

connaissant la longue tradition française de défense de la justice et de la vérité,

lancent un appel aux intellectuels français de toutes obédiences afin qu'ils se mobilisent pour :

- Dénoncer les agissements israéliens qui violent les droits de l'homme et les principes du droit international, en particulier la Charte des Nations unies et la quatrième Convention de Genève du 12 août 1949 relative à la protection de la population civile et des prisonniers de guerre sous occupation ;
- Exiger l'arrêt des ingérences israéliennes dans les affaires intérieures libanaises ;
- Réclamer la libération immédiate de tous les prisonniers, et notamment ceux qui étaient détenus dans le camp d'Al Ansar et récemment transférés en Israël ;
- Agir pour que soient appliquées les résolutions 425, 508 et 509 du Conseil de sécurité, qui stipulent le retrait immédiat et inconditionnel d'Israël de tous les territoires libanais occupés ;
- Soutenir la résistance nationale libanaise et défendre le droit du peuple libanais à lutter contre l'occupation au même titre que tout autre peuple opprimé.

SIGNATURES (par ordre alphabétique)

News! ASSOUD, Mamdouh ABDALLAH, Chawki ABDUL AMIR, Souhaïr ABDUL FATTAH, Taher ABDUL HAKIM, Ghassan ABDUL KHALEK, Anouar ABDUL MALIK, Weïh ABDUL MESSIH, Fiamr ARI SAAB, Ghazi ABOU CHAKRA, Nabî ABOU CHAKRA, Soreya ABOU CHAKRA, Nadir ABOU CHAKRA, Khattar ABOUDIAS, Nadim ABOU ISMAIL, Riyad ABOU MILHEM, Abdul Karim ABOUINASSR, Sarkis ABOUZEID, Ethel ADNAN, Nanane AL-CHERKI, Bilal AL-HASSAN, Bassam AL-JISR, Shaker ALI HASSAN, Inam AL-JUNDI, Afhan AL-KASSEH, Edmond AL-MALEH, Mahmoud AL-RACHED, Nassir AL-SAYEGH, Nasser AL-SOUFI, Badr Eddin ARODAKY, Walid ARBID, Boulos AWWAD, Mitham AYYACHE, Haytham AYYOUBI, Abed AZARIYEH, Layla BALBAKI, Abdel Wahab BADOORAKHAN, Maroun BAGHDADI, Georges BALJOURY, Sayyed SAHRAWI, Soud BANANI, Mohammad BARADA, Asemahin EDER-SIDAOU, Saleh BECHIR, Tahar BEUALLOUN, Ahmed BERROU, Georges BITAR, Murad BOURBONE, Samir BOUTROS, Myrtilon CAPUCCI, Leyla CHAHID, Ibrahim CHAMAS-CHARARA, Taki CHARARA, Farid CHEHAH, Raouf CHEHOURY, Khalil CHEHAYEL, Ghazi CHUKRI, Fadia CHOURACHI, Walid CHMAIT, Georges CORM, Joseph DAKKACHE, Nadim DAKKACHE, Sherbel DAGHER, Aida DAMITRI, Aïd DHAMER, Mohammed EL-BAHI, Elias Hanna ELIAS, Waddah FARES, Abbas FARHAT, Shoua FATTAL, Rafe FATTUOH, Rachid FAYED, Burhan GHALJOUN, Jean-Claude GHOSSEH, Habib HADDAD, Samia HAJERY, Boutros HALLAQ, Hassan HAMADE, Mohammed Saleh HAMROUNI, Mohamed HARB, Mohamed HAYDAI, Ahmed HAYDAI, Ahmed HAYDAI, François KHOURI, Vénus KHOURI-GHATA, Mahdi KOTBI, Abdul Fattah LABASSI, Elie MAJIDALANI, Issa MAKLOUF, Haroun MAKLOUF, Farouk Mardam BEY, Kazem MKADAI, abdi Youksem MOUBARAK, Abdul Salam MOUBARAK, Sarkis MOUAWWAD, Abdul Rahman, MOUNIF, Nassir MROUVEH, Ahlam MUSTAGHANME, Mohammed NASSEREDDIN, Antoine NAWFAL, Mejad NEMEH, Amine RACHID, Georges RASSI, Mohammed Said SAOKAR, Ibrahim SALAMEH, Sami SALAMEH, Georges SALIB, Habib SALMI, Joseph SAMAHA, Elias SAMBAR, Julian SAROUFIM, Jawad SIDAOU, Loufallah SOLEMAN, Zakaria TAMER, Georges TARABICHI, Remonda TAWIL, Fouad TEKERLY, Nouhad TEKERLY, Majida WACEF, Ghazi WAZNE.

et : Burhan ALAWIYÉ, Ahmed AL Masnouri, Omar AMIRALAY, Fadia CHAM, Fadia SHARKAWI.

POUR TOUTE NOUVELLE ADHESION A CET APPEL, S'ADRESSER AU BUREAU DE LA LIGUE ARABE, 114, BOULEVARD MALESHERBES, 75017 PARIS

AMÉRIQUES

PÉROU : une démocratie en état de choc

II. - L'effondrement de la droite

De notre envoyé spécial MARCEL NIEDERGANG

Dans la campagne électorale en cours, il y a peu de débats d'idées et surtout, aucune confrontation directe et publique entre les principaux chefs de file des partis en lice. Le candidat de l'APRA, M. Alan García, dont tout le monde attendait la victoire, a fait une campagne « à l'américaine » (le Monde du 11 avril).

Lima. - « Je dirais que mon bilan est globalement positif... ». Le président Belaunde Terry n'est apparemment pas hanté par le doute. Les partis de la coalition gouvernementale - Action populaire de Fernando Belaunde (AP) et Parti populaire chrétien (PPC) - ont pourtant perdu 24 points entre les élections générales de mai 1980 et les municipales de novembre 1983. Une chute étonnante. Le président s'explique ce recul en disant : « C'est la faute aux pays riches, qui contrôlent le commerce international, ne font rien pour remédier aux inégalités des échanges ».

Le Pérou vient de confirmer le contrat d'achat de vingt-six Mirage-2000. Coût : environ 500 millions de dollars. Des pilotes péruviens sont attendus en France avant le mi-avril pour suivre un stage d'entraînement. Le premier Mirage-2000 doit être livré au gouvernement de Lima début 1986. « Cet appareil, dit-on dans les milieux informés, est une arme ultrasonique et doit d'abord avoir un effet dissuasif. La preuve en est que les voisins du Pérou sont déjà en alerte... ». Mais est-il raisonnable de penser que le Pérou, qui n'a ni un tel matériel militaire et de consacrer environ 12 % de son budget à la défense ? Les impératifs de la sécurité et de la souveraineté ne se discutent pas, affirme M. Belaunde.

« Entrer dans l'histoire »

Le taux d'inflation galopait allègrement vers les 200 %. « C'est moins qu'en Brésil... ». La dette extérieure atteint 13,5 milliards de dollars, le Pérou est soumis, comme tant d'autres nations latino-américaines, aux recommandations du FMI. Le service de cette dette implique théoriquement des versements de l'ordre de 3,5 milliards de dollars avant la fin de l'année. S'il y a un consensus à Lima, c'est bien sur la nécessité d'obtenir un moratoire de fait de cinq ans. Le Pérou est virtuellement en cessation de paiement. M. Belaunde, lui, juge que la dette « est encore raisonnable ».

Volontairement optimiste, impérial, tranchant, il s'agit surtout, semble-t-il, d'entrer dans l'histoire : « Pour la première fois depuis quarante-cinq ans, dit-il avec fierté, un président élu démocratiquement va céder la place à un autre président constitutionnel ». Il est vrai : malgré tous les malheurs qui

« La révolution de l'habitat est extraordinaire », dit-il. Mais les « barriadas » ? Ces immenses bidonvilles de Lima, où « vivent » deux habitants sur trois de la capitale ? Un bref silence. Il répond : « Hier encore j'ai inauguré Santa Rosa, un ensemble pour vingt-deux mille habitants... ». La crise économique d'une simpleur sans précédent qui frappe le Pérou ? « C'est la faute aux pays riches, qui contrôlent le commerce international, ne font rien pour remédier aux inégalités des échanges ».

Le Pérou vient de confirmer le contrat d'achat de vingt-six Mirage-2000. Coût : environ 500 millions de dollars. Des pilotes péruviens sont attendus en France avant le mi-avril pour suivre un stage d'entraînement. Le premier Mirage-2000 doit être livré au gouvernement de Lima début 1986. « Cet appareil, dit-on dans les milieux informés, est une arme ultrasonique et doit d'abord avoir un effet dissuasif. La preuve en est que les voisins du Pérou sont déjà en alerte... ». Mais est-il raisonnable de penser que le Pérou, qui n'a ni un tel matériel militaire et de consacrer environ 12 % de son budget à la défense ? Les impératifs de la sécurité et de la souveraineté ne se discutent pas, affirme M. Belaunde.

Le taux d'inflation galopait allègrement vers les 200 %. « C'est moins qu'en Brésil... ». La dette extérieure atteint 13,5 milliards de dollars, le Pérou est soumis, comme tant d'autres nations latino-américaines, aux recommandations du FMI. Le service de cette dette implique théoriquement des versements de l'ordre de 3,5 milliards de dollars avant la fin de l'année. S'il y a un consensus à Lima, c'est bien sur la nécessité d'obtenir un moratoire de fait de cinq ans. Le Pérou est virtuellement en cessation de paiement. M. Belaunde, lui, juge que la dette « est encore raisonnable ».

Volontairement optimiste, impérial, tranchant, il s'agit surtout, semble-t-il, d'entrer dans l'histoire : « Pour la première fois depuis quarante-cinq ans, dit-il avec fierté, un président élu démocratiquement va céder la place à un autre président constitutionnel ». Il est vrai : malgré tous les malheurs qui

accablent le Pérou, le système démocratique fonctionne. Les règles du jeu sont respectées par toute la classe politique, et même par les courants marxistes-léninistes, regroupés aujourd'hui dans le front de la gauche unie de M. Alfonso Barrantes, qui ne révoquent que plates et boîtes dans les années 60. Mais que d'ombres, que de menaces, que de périls grandissants !

L'insurrection armée de Sentier lumineux, qui a commencé en 1980, n'est pas réduite, bien que M. Belaunde ait donné « carte blanche » aux forces armées depuis deux ans. Elle reste bien implantée dans les départements d'Ayacucho, d'Apurímac et de Huanacavelica. Insaisissable, multiforme, secrète, elle a apparemment échappé, jusqu'à présent, aux tentatives d'infiltration des services de renseignement de la police ou de l'armée. Elle débordait dans les départements voisins, vers le nord, en direction du littoral autour de Trujillo, vers le sud aussi, et la région du Cuzco, vers le haut Hualaga, au-delà de Tingo-Maria, flat des trafiquants de coca. Elle est présente dans les « barriadas » de Lima.

Le général Julian Julia, ministre de la guerre, qui s'impose comme l'un des figures les plus en vue du monde « politique » péruvien, estime lui-même qu'il faudra « beaucoup de temps » pour « éliminer la subversion », car, dit-il, « il n'y a pas d'ennemi déclaré en face de nous ». Qu'en pense le président ?

« Pour moi, le terrorisme de Sentier et le trafic de drogue sont deux manifestations du même cancer. En 1965, pendant mon premier mandat, j'ai dû affronter la guérilla du MIR, le mouvement de la gauche révolutionnaire. Cette fois, c'est encore contre un gouvernement démocratique, le mien, que l'insurrection s'est déclenchée. A l'étranger, on qualifie Sentier pour désorienter le Pérou... ».

La corruption des forces de police, une plaie dénoncée par toute la presse ? « Quelques motions noires ne permettent pas de juger toute une institution, dit-il. Et nous punissons les coupables... ». Les « disparitions »,

les arrestations arbitraires (Sybille Arguedas, veuve du grand écrivain péruvien, a été appréhendée à Lima au début avril et maintenue au secret pendant trois jours), les fosses communes, les excès commis par les forces de l'ordre dans les zones en état d'urgence, le rapport d'Amnesty International sur les violations des droits de l'homme au Pérou, les assassinats de militants ouvriers par les policiers ?

Le président réfléchit un bref instant. « Quand j'étais moi-même exilé à l'étranger, dit-il, je n'ai jamais reçu de message d'Amnesty International pour m'offrir un soutien ».

Face au FMI

Dans l'entourage du président, les mines sont en revanche bien plus moroses. M. Luis Perceovich, premier ministre et ministre des affaires étrangères, reconnaît que le Pérou est effectivement menacé d'un processus de corruption accélérée par les trafiquants de drogue. « Il déplore que le terrorisme ait provoqué une baisse de 30 % du tourisme international », et enregistre des dépenses exceptionnelles de l'ordre du milliard de dollars pour la lutte contre le terrorisme. « Ajoutez, dit-il, 700 millions de dollars par an de pertes depuis 1981 en raison de la chute des cours des métaux, les effets catastrophiques des inondations puis de la sécheresse en 1983, et vous admettez qu'il convient de nuancer les critiques de l'opposition ».

M. Manuel Ulloa, ancien ministre des finances et ancien premier ministre de M. Belaunde, considéré comme le promoteur de la politique économique libérale (ayant facilité des importations coûteuses et excessives de produits de luxe), est amer mais réaliste. Il est favorable à une concertation aussi poussée que possible entre tous les pays endettés d'Amérique latine pour l'adoption d'une « attitude commune » face au FMI et aux organismes de financement internationaux. L'acide, il est sans illusions sur les élections

d'avril. « Mais, ajoute-t-il, il faudra attendre quelques années pour juger sereinement l'expérience du gouvernement Belaunde ».

« Il serait injuste, reconnaît de son côté M. Alan García, de faire porter toute la responsabilité de la crise à l'actuel gouvernement. Mais sa politique a certainement contribué à l'aggraver... ». L'effondrement de la droite est en tout cas une donnée essentielle du panorama politique péruvien à la veille des élections. Bien des raisons à ce déclin spectaculaire admis par les « hommes du président » sinon par le chef de l'Etat lui-même, enfoncé dans ses rêves et ses méditations sur le passé. Deux sont particulièrement graves : la crise économique et la « présence » de Sentier lumineux.

L'ouverture à l'extérieur - conseillée par le FMI débouche sur la perte de contrôle du processus inflationniste, un chômage aggravé, une récession spectaculaire de l'industrie nationale et une dépendance accrue à l'égard de l'étranger. Pas seulement des Etats-Unis, des organismes de financement de Washington et des banques occidentales. Mais aussi - il est vrai sans commune mesure - de Moscou. Le Pérou a acheté des chars T-55 aux Soviétiques pour équiper ses unités blindées dans la perspective d'incidents, jamais exclus ici, avec l'Equateur et le Chili. Un nombre important de conseillers militaires soviétiques restent présents. Et la fourniture indispensable de pièces de rechange offre aux Russes un argument pour obtenir des facilités, ou des tolérances, en faveur de leurs navires-usines de pêche en deçà de la limite des 200 milles.

Le « coup de boutoir » de Sentier lumineux

Le « coup de boutoir » de Sentier lumineux n'est pas seulement militaire et « terroriste » (plus de cinq mille morts en cinq ans, des actions de sabotage par centaines, la menace latente d'opérations spectaculaires dans les villes, et d'abord à Lima). Il est déjà « politique ».

Difficile d'apprécier le mouvement des insurgés le plus étrange, en apparence, et en tout cas le plus ferme du continent. Mais difficile aussi de ne pas croire tous ceux, dans l'appareil d'Etat comme dans l'opposition,

qui affirment : « Les terroristes disposent maintenant de complicités et de sympathies étendues dans de nombreux secteurs de la population rurale et urbaine. Ils sont également infiltrés dans l'administration ».

Le « projet » de Sentier (du moins ce que l'on en imagine, puisque sa stratégie vise seulement à la « prise du pouvoir par le peuple ») n'est certes pas viable. Mais sa « présence » insistante, depuis cinq ans maintenant, pose des questions à toute la société et trouble manifestement de larges secteurs de la gauche et de l'extrême gauche, où certains préconisent ouvertement le « dialogue » avec les insurgés.

Pour le socialagène Francisco Guerra, Sentier restera « pour une période indéterminée une épine douloureuse enfoncée au cœur du pays ». A court terme, la question délicate du « dialogue », au des rapports, avec Sentier, risque fort, après les élections, de contribuer à une désagrégation du front de la gauche unie. Une hypothèse d'ailleurs admise très lucidement par M. Alfonso Barrantes, personnellement hostile à toute esquive de « discussion » avec Sentier, alors que la position officielle de la Gauche unie avant la campagne envisageait cette perspective.

Pour la droite la plus conservatrice, les formations de la gauche marxiste ne sont que le « bras politique » de Sentier lumineux. « Nous sommes certains, affirme un ministre de Belaunde, qu'il y a des « ponts » entre les terroristes de Sentier et des hommes de la Gauche unie. Sans toutefois avancer de preuves ».

Les forces armées ne paraissent pas disposées à venir au secours des conservateurs en déroute. « Nous ne voulons pas intervenir dans la politique », réplique le général Julia. L'armée, au Pérou, n'est plus l'alliée des groupes ploutocratiques traditionnels. Le danger communiste, pour nous, est seulement représenté par Sentier lumineux. Pas par la Gauche unie. Et son éventuel triomphe n'implique actuellement aucun péril puisque son marxisme se développe dans le cadre des institutions démocratiques ».

Prochain article :

CEUX D'EN BAS

LES GRANDS NOMS DE LA LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE

Les Cosmopolites

Stock

مكتبة الأصل

هناك امثلة لا حصر

AMÉRIQUES

BIBLIOGRAPHIE

Les leçons de la guerre du Vietnam vues par Richard Nixon

Washington. — « Les Français avaient perdu la première guerre du Vietnam, mais le 27 janvier 1973, environ vingt ans après, nous avions gagné la seconde guerre du Vietnam. » Telle est l'introduction donnée par Richard Nixon aux éditoriaux de Paris mettant fin au conflit entre Hanoi et Washington dans son dernier livre *No More Vietnam* (1), un journal très court écrit, semble-t-il, à la hâte, où le lecteur trouve à peu près les arguments que l'ancien président avait précédemment développés dans ses *Mémoires*.

Il s'agit, bien sûr, du plaidoyer pro domo d'un homme qui a dû une bonne part de son succès électoral de 1968 à l'engagement pris envers ses compatriotes, lassés de la guerre, d'arriver à « la paix dans l'honneur ». Mais le livre va au-delà du débat sur les origines, la poursuite et le fin du conflit vietnamien. L'ancien chef de la Maison Blanche intervient dans le débat en cours sur le principe et les conditions d'un engagement militaire des États-Unis en Amérique centrale : « Jamais plus de Vietnam est un slogan accepté par tout le monde, mais les divergences sont grandes sur sa signification. » Pour M. Nixon, la leçon du Vietnam est claire : « Nous avons essayé mais échoué dans la défense d'une juste cause. Plus de Vietnam peut vouloir dire que nous n'essayerons plus de nouveau, mais cela devrait signifier que nous n'échouons plus. »

Cette interprétation rejoint les arguments employés par le président Reagan à l'appui de sa demande de crédits pour les contras du Nicaragua. Le livre de Richard Nixon apparaît donc comme un ouvrage de circonstance, sollicité par la Maison Blanche et répondant peut-être aussi à des considérations commerciales, puisque sa publication coïncide avec le dixième anniversaire de la chute de Saïgon.

Richard Nixon est évidemment soucieux de décharger toute responsabilité dans le débâcle de 1975. « Nous avons tenu notre promesse de maintenir libre le Sud-Vietnam », écrit-il, en ajoutant que l'intervention américaine « a sauvé pendant dix-huit ans dix-neuf millions de gens de la tyrannie totalitaire », et donné un répit à des pays comme les Philippines, l'Indonésie, le Thaïlande, permettant de renforcer leur défense contre un agresseur éventuel.

Correspondance

Mais « la paix a été perdue » par le Congrès et, selon lui, « Une agression soviétique dans le tiers-monde ne peut rester sans réponse », écrit-il. Mais l'emploi de la force doit intervenir en dernier ressort et être sélectif. « Malheureusement, les Cubains légalement armés ont une tâche bien différente de celle qui consiste à affronter cinquante mille sandinistes disposant d'armes lourdes soviétiques », note-t-il. Bien entendu, il se déclare contre la législation limitant le pouvoir du président d'engager des forces militaires.

Il souligne néanmoins que les conflits du tiers-monde ne peuvent être considérés seulement dans la perspective de l'affrontement Est-Ouest : « L'Union soviétique n'est pas responsable de tous les conflits (...) et les forces les plus dangereuses au Proche-Orient ne sont pas les communistes, mais les fanatiques musulmans », estime-t-il.

En fin de compte, l'ancien président recommande d'agir préventivement pour éviter l'insécurité dont l'Union soviétique bénéficie. La situation économique déplorable des pays du tiers-monde concerne les États-Unis, affirme-t-il. « Les communistes au moins parlent de ces problèmes, mais, trop souvent, nous ne parlons que des communistes. Ce n'est pas digne de l'Amérique. » Et il ajoute : « Les fautes doivent comprendre qu'utiliser la menace communiste pour justifier le statu quo ou la répression par la droite est immoral. »

La « théorie de l'homme fou »

Nixon justifie les bombardements du Cambodge en 1969, puis les raids sur Hanoi et Haiphong de Noël 1972 par une stratégie étonnante qu'il dit avoir confiée à son adjoint Haldeman : « Je l'appelle la « théorie de l'homme fou ». Je veux que les Vietnamiens croient que je suis arrivé au stade où je pourrais faire n'importe quoi pour arrêter la guerre. »

Finalement, la partie la plus originale du livre est le dernier chapitre, dans lequel, évoquant la lutte contre la subversion communiste dans le tiers-monde, l'auteur prend ses distances vis-à-vis des « durs » et en dehors de l'administration. Certes, il recommande que les Américains se dé-

barrassent du « syndrome du Vietnam » et prennent des risques quand leurs intérêts sont en jeu. « Une agression soviétique dans le tiers-monde ne peut rester sans réponse », écrit-il. Mais l'emploi de la force doit intervenir en dernier ressort et être sélectif. « Malheureusement, les Cubains légalement armés ont une tâche bien différente de celle qui consiste à affronter cinquante mille sandinistes disposant d'armes lourdes soviétiques », note-t-il. Bien entendu, il se déclare contre la législation limitant le pouvoir du président d'engager des forces militaires.

Il souligne néanmoins que les conflits du tiers-monde ne peuvent être considérés seulement dans la perspective de l'affrontement Est-Ouest : « L'Union soviétique n'est pas responsable de tous les conflits (...) et les forces les plus dangereuses au Proche-Orient ne sont pas les communistes, mais les fanatiques musulmans », estime-t-il.

En fin de compte, l'ancien président recommande d'agir préventivement pour éviter l'insécurité dont l'Union soviétique bénéficie. La situation économique déplorable des pays du tiers-monde concerne les États-Unis, affirme-t-il. « Les communistes au moins parlent de ces problèmes, mais, trop souvent, nous ne parlons que des communistes. Ce n'est pas digne de l'Amérique. » Et il ajoute : « Les fautes doivent comprendre qu'utiliser la menace communiste pour justifier le statu quo ou la répression par la droite est immoral. »

Richard Nixon recommande une initiative diplomatique visant à coordonner l'effort de l'Occident et à rallier l'Union soviétique dans une entreprise visant à régler les conflits du tiers-monde et à aider économiquement les peuples de ces régions, afin d'éviter un affrontement de grande envergure. Il propose de créer le *Forum des peuples du tiers-monde*, où les dirigeants de ces pays pourraient discuter de la survie, une notion choisie pour la survie, une notion réaliste ne révélerait pas toute fois tout haut quand il suggère une « nouvelle paix » pour le tiers-monde en faveur du tiers-monde, alors que le mouvement protectionniste gagne du terrain et que la hausse des taxes d'intérêt aggrave la situation des pays pauvres débiteurs.

HENRI PIERRE.

(1) *No More Vietnam*, Ed. Arbor House, New-York, mars 1985.

AFRIQUE

Soudan

Le général Dahab promet d'associer les civils au pouvoir « dans les prochains semaines »

An cours de la première conférence de presse qu'il tenait depuis son accession au pouvoir, le général Saïd Dahab a déclaré, le mercredi 10 avril, que la constitution d'un gouvernement associant des civils serait une question « de semaines, sinon de jours ». Il a indiqué à ce propos que des consultations se poursuivraient avec les partis et les syndicats. Dans une interview accordée à un hebdomadaire arabe, le général Dahab avait par ailleurs assuré qu'il était favorable au rétablissement du multipartisme au Soudan.

Le chef de la junte a promis, dans sa conférence de presse, que la liberté de la presse sera respectée et que de nouveaux journaux pourraient être publiés « conformément à l'intérêt national ». Après avoir vivement critiqué l'ancien régime, le général Dahab a déclaré qu'il n'avait pas l'intention de poursuivre la politique de répression antérieure. Et il a ajouté : « Nous devons maintenant résoudre les problèmes économiques et nous ouvrir tous ceux qui souffrent de la sécheresse. »

Interrogé sur l'adhésion que lui a adressée mardi le chef de l'insurrection sudiste, le colonel Garang, lui demandant une semaine pour « rendre le pouvoir aux civils », le général Dahab a répondu : « Cette exigence n'est pas sérieuse ; il est impossible de constituer un gouvernement civil dans un tel délai. » Le président du Conseil militaire provisoire a répliqué qu'il avait adressé un message au colonel Garang l'invitant à le rencontrer. Après avoir soutenu que la situation dans les trois provinces méridionales était « normale et stable », il a affirmé qu'il exposerait prochainement sa politique à l'égard du Sud « après consultation avec nos frères sudistes ».

Dans un entretien accordé à la revue *Al Watan al-Arabi*, le général Dahab a indiqué qu'il avait l'intention de constituer un gouvernement civil avec les anciens dirigeants arabes après le coup d'État, « ceux qui ne sont pas responsables de la poursuite

ment de la situation politique et économique », et, d'autre part, de « juger démocratiquement » les autres. Il a précisé que la charge (la législation) avait été « suspendue » et non abrogée, en attendant que les diverses instances populaires déterminent leur position à cet égard.

Le général Dahab a reçu mercredi M. Hassan Tournai, le chef des Frères musulmans, qui, après avoir été un proche collaborateur du maréchal Némery, fut arrêté quelques jours avant le coup d'État. Le chef de la junte ne s'est entretenu avec aucun autre dirigeant politique. Il n'a pas non plus pris de décision concernant la législation des formations politiques « dissoutes » sous l'ancien régime.

Les nouveaux dirigeants soudanais ne semblent pas assurés de la stabilité de leur pouvoir. Les dissidents communistes, qui avaient été réhabilités mardi, ont été interrompus pendant la majeure partie de la journée de mercredi, sans explication. L'aéroport de Khartoum, fermé au trafic international depuis le 6 avril, n'a pas encore été rouvert.

Malgré les félicitations qu'il a adressées au général Dahab, le colonel Kadafi paraît soucieux des craintes sur l'orientation du nouveau régime soudanais. Au cours d'une conférence de presse, mercredi, le président libyen s'est pris aux États-Unis, qu'il a accusés de vouloir empêcher le Soudan sous leur « domination ». Le colonel Kadafi s'est exclamé : « Le Soudan est notre Région devant s'occuper exclusivement des grands problèmes qu'il affronte cher lui ; s'il s'ingère dans les affaires du Soudan, nous lui couperons le nez. »

De même, l'agence officielle libyenne Jana a accusé, le même jour, l'Égypte de « tenter d'imposer sa loi sur le Soudan ». Elle reproche au chef de l'État égyptien de « chercher à récupérer la révolution populaire qui a mis au terme au régime de l'agent Némery ». — (AFP, Reuters, UPI.)

EUROPE

Pologne

Solidarité appelle à des manifestations « indépendantes » le 1^{er} mai

Versovie (AFP). — La direction clandestine du syndicat dissous Solidarité (TKK) a lancé le 4 avril, dans un texte parvenu le mercredi 10 avril aux correspondants occidentaux en Pologne, un appel à des manifestations « indépendantes » [de celles organisées par le pouvoir] le 1^{er} mai prochain.

Ce nouveau défi lancé au général Jaruzelski a pour objectif, précise le document, « d'exiger des augmentations de salaires, afin de compenser les hausses de prix, le respect de la journée de huit heures et la libération de tous les prisonniers politiques ». (1) La « Commission temporaire de coordination » de Solidarité demande une augmentation moyenne de 2 000 zlotys (environ 150 F), et menace de lancer un mot d'ordre de grève nationale au juillet si cette revendication n'est pas satisfaite pour le 1^{er} mai. Le mouvement a annoncé début mars de fortes hausses des prix, de 11 à 30 % sur des produits alimentaires et les tarifs de l'énergie domestique. Une partie de ces hausses est attribuée à l'entrée en vigueur, les autres, touchant notamment le bétail et la viande, interviendront au juin et juillet.

L'Église catholique, d'autre part, met en garde le pouvoir polonais contre la tentation d'une recherche de « la querelle au lieu de la concorde » — attitude qui ne pourrait que déboucher sur une « catastrophe » politique et économique. Une telle formulation figure dans la livraison hebdomadaire de l'organe de l'épiscopat, sous la signature de Adam Bialek, pseudonyme d'une haute personnalité religieuse du pays. L'auteur s'insurge en particulier contre la tentative de la commission Polityka, organe du comité central du PC polonais, pour ses récentes

attaques sans fondement » contre le pape Jean-Paul II. Polityka avait récemment accusé le Souverain pontife de « poursuivre », en commençant avec le président autrichien Ronald Reagan, une politique visant à faire de la Pologne un État-tampon de la chrétienté contre le bloc de l'Est. De telles attaques, estime Adam Bialek, rappellent « le vocabulaire de l'époque à laquelle le prince Jean cardinal Stefan Wyszyński avait été interné ». Les observateurs à Varsovie approchent, cette publication du grave incident du 6 avril, au cours duquel un prêtre de Cracovie, le père Tadeusz Jankowski, sympathisant de Solidarité, a été agressé par un inconnu, qui lui a infligé une série de brûlures au second degré.

(1) Selon des sources indépendantes, il y a aujourd'hui plus de cent prisonniers politiques en Pologne, parmi lesquels d'anciens responsables nationaux de Solidarité, tels Wladyslaw Frasyniuk, ainsi que M. Adam Michnik, responsable du mouvement politique KOR (Comité d'auto-défense sociale).

URSS

Andrei Sakharov menace de démissionner de l'Académie des sciences

Londres (AF, AFP). — Andreï Sakharov a menacé de démissionner, fait sans précédent, de l'Académie soviétique des sciences, a déclaré, le mercredi 10 avril, un membre de la famille. « Il a menacé de démissionner le 10 mai si ses collègues de l'Académie ne l'identifient pas, lui disent qu'ils ne l'ont pas, lui disent qu'ils ne l'ont pas », a déclaré M. Efrem Yankolevitch, gendre de M. Sakharov, lors d'une conférence à Londres sur les droits de l'homme en URSS. Andreï Sakharov et sa femme sont depuis 1980 en « exil intérieur » à Gorki, 400 kilomètres à l'est de Moscou.

Selon M. Yankolevitch, l'Académie des sciences de l'URSS souhaite d'ailleurs nommer le lauréat du prix Nobel de la paix, qui a récemment été nommé à l'Académie américaine, est « absolument enviable ».

Intervenant au cours de la conférence, le « chasseur de nazis » Simon Wiesenthal a dénoncé la dégradation de la situation des droits de l'homme en URSS depuis 1975 et a qualifié de « cynisme » le professeur Sakharov, le présentant comme « le plus grand humaniste de notre temps ».

El Salvador

DES DIRIGEANTS DE LA GUERRILLA SOUHAITENT UNE PRISE DU DIALOGUE AVEC LE GOUVERNEMENT

San-Salvador (AFP, AP, UPI). — Un communiqué signé conjointement par le Front Farabundo Martí de libération nationale (FMLN) et le Front démocratique révolutionnaire (FDR) et diffusé, le mercredi 10 avril, par la radio du Front, Radio-Venceremos, demande au gouvernement la reprise du dialogue entamé l'année dernière. Le chef du FDR a estimé qu'aucun camp ne pouvait espérer l'emporter dans le pays. « Le bout du tunnel n'est pas en vue. La solution militaire de l'insécurité (Région) demeure illégitime », a déclaré M. Guillermo Ungo. Le communiqué commun fait, d'autre part, état d'une lettre envoyée par l'archevêque Arturo Rivera y Damas au président Duarte pour une réunion le 21 avril. L'archevêque avait déjà proposé à médiation lors des deux premières rencontres.

Cet appel en faveur d'une nouvelle négociation intervient quelques jours après la victoire des démocrates-chrétiens aux élections du 31 mars, victoire qui renforce la position du président Napoleón Duarte. Il a été rendu public peu de temps après une attaque de la guérilla contre le petit village de Santa Cruz-Loma, dans le centre du pays, qui a provoqué la mort de vingt-cinq personnes. De nombreux observateurs estiment, néanmoins, que les forces gouvernementales ont pris l'avantage sur la guérilla, grâce notamment aux avions, aux hélicoptères et aux conseils fournis par les États-Unis.

Le commandant Joaquín Villalobos, chef de l'Armée révolutionnaire du peuple, l'une des composantes du FMLN, a cependant affirmé, dans un message retransmis par Radio Venceremos, la volonté de son mouvement de ne pas déposer les armes avant qu'une « véritable solution populaire et nationale » soit apportée au conflit salvadorien. Mais le commandant a ajouté que le FMLN souhaitait la reprise du dialogue amorcé, en octobre dernier, avec le gouvernement Duarte, dialogue qui, selon lui, est devenu une « véritable demande populaire ». La radio du Front a consacré une émission spéciale à la retransmission des déclarations du commandant Villalobos que des rumeurs donnent pour mort depuis la semaine dernière.

Un attentat à la grenade perpétré, mercredi, contre des locaux du Parti démocratique-chrétien, à 8 kilomètres au nord de la capitale, montre cependant que les pourparlers envisagés ne rencontrent pas l'assentiment de tous.

RÉGIS DEBRAY.

A TRAVERS LE MONDE

Chine

ACCORD SUR LES ESCALES DE NAVIRES AMÉRICAINS. — Le numéro 1 du Parti communiste chinois, M. Hu Yaobang, a déclaré mercredi 10 avril, que les navires américains qui feront escale de contrôle dans des ports chinois ne seraient pas porteurs d'engins nucléaires, conformément à un accord intervenu entre Chinois et Américains.

Zimbabwe

ABROGATION DE LA DOU-

BLE NATIONALITÉ. — Les ressortissants zimbabwéens qui possèdent une seconde nationalité devront renoncer à celle-ci à partir du 1^{er} décembre prochain, date à laquelle elle sera considérée comme nulle, a rappelé, mercredi 10 avril, à Harare, un porte-parole des services de l'État civil. Cette décision avait été prise le 30 décembre 1984, mais un délai d'un an avait été accordé aux quelque quatre-vingt mille Zimbabwéens qui possèdent la double nationalité et qui, pour la plupart, ont un passeport britannique ou sud-africain. — (AFP.)

avec ou sans le bac
B.T.S.
● TOURISME
● ACTION COMMERC.
50, rue La Boétie
75008 PARIS
Tél. : 563-35-86
(Enseign. privé)
Doc. gratuite F

BONNES FEUILLES

« L'universelle explosion des particularismes »

(Suite de la première page.)

Ce modèle a au moins la mérite d'expliquer pourquoi la troisième révolution industrielle (c'est la troisième vague de Toffler) relance, « contre toute logique », l'escalade des affrontements tribaux et des résurrections religieuses, non seulement aux

pourtours mais au cœur du monde industriel.

Et en avant la musique : châteaux contre survivants ou Arabes contre Persans, alouettes contre sunnites, Turcs cypristes contre Grecs cypristes, druzes contre maronites, juifs contre musulmans, Kurdes contre Arabes et Persans, Meures contre Berbères, sikhs contre hindous, Ginghalais contre Tamils, Germains contre Slaves et Slaves contre Turcs, catholiques contre orthodoxes, croyants contre athées, Hazars et Pachotounes contre occupants russes, Belouches contre Padjabie, Vietnamiens contre Khmers et Chinois contre Vietnamiens, ou l'inverse, Canaques contre caldoches. Voilà l'histoire « immobile » à grande échelle. L'absurdité de ce mariage veut-être défrayé de la raison ? L'éternel bréviaire des nationalités ne fait pas sens. « Pourquoi me tuez-vous... ? — Eh quoi ! ne demeurez-vous pas de l'autre côté de l'eau ? » Ne parlez-vous pas une autre langue ? N'adorez-vous pas un autre dieu ? Ou autrement le même ?

Les champs de bataille les plus cruels de cette fin de siècle traversent en diagonale notre champ mental, bécotaient nos points cardinaux. Gauche et droite, blanc et rouge, dans ce kaléidoscope ? L'espace d'une alliance distribuée les couleurs : un clignement d'yeux les inverse. Réduire le débat stratégique à un échange de cartes de visite entre prosoviétiques et prosoviétiques, monde libre et totalitarisme, comme l'écrit le roman Est-Ouest, relève d'un idéalisme utile : il est toujours, consolant de distinguer sur l'instant les bons des méchants.

Mais le fait que chaque bloc, comme la font les forts avec les faibles depuis que le monde est monde, essaie d'exploiter des événements qui lui échappent de plus en plus pour étendre son influence ou limiter celle de l'adversaire n'empêche pas ces conflits de ne trouver ni leur source ni leur fin dans l'opposition du

Jeune Afrique
n° 1266
en vente chez votre marchand de journaux

COTE D'IVOIRE :
Duo d'ennemi et l'affaire devient spectaculaire.
Houphouët à un opposant potentiel.

TCHAD :
La France « lâche » la bande d'Aouzou.

le groupe jeune Afrique
31, avenue des Ternes, 75017 Paris.

politique

Le gouvernement met en œuvre ses réformes électorales

Le conseil des ministres a adopté, le mercredi 10 avril, trois projets de loi électorales : les deux premiers concernent l'élection de l'Assemblée nationale, le troisième, celui des conseils régionaux. Le même mode de scrutin s'appliquera à ces deux élections, qui auront lieu simultanément en 1986 : le scrutin de liste départemental avec représentation proportionnelle et distribution à la plus forte moyenne des sièges restant à pourvoir après application du quotient électoral. Ne seront admises à la répartition des sièges que les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés. Ces trois textes ont été déposés le mercredi en fin d'après-midi au bureau de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi relatif à l'élection des députés fixe le nombre de ceux-ci à un par tranche de 108 000 habitants. Le taux théorique de représentation ainsi retenu est, par rapport à la population métropolitaine, de 1/503. Il était de 1/459 en

1958. Le projet de loi précise qu'aucun département, à l'exception de Saint-Pierre-et-Miquelon (6041 habitants), n'élira moins de deux députés. Le texte reprend, en outre, en les adaptant au scrutin de liste, les modalités habituelles concernant la déclaration de candidature, la propagande électorale et le contentieux.

Ce projet de loi est accompagné, en application de la Constitution, d'un projet de loi organique qui porte à cinq cent soixante et onze le nombre de députés élus dans les cent départements de métropole et d'outre-mer. Ce nombre était, jusqu'à présent, de quatre cent quatre-vingt-cinq. En ajoutant les six représentants des territoires d'outre-mer et de la collectivité territoriale de Mayotte, la future Assemblée devrait donc compter cinq cent soixante-dix députés.

Le projet de loi organique prévoit, aussi, la façon dont seront pourvus les sièges vacants, en cours de

mandat, quelle que soit la cause de cette vacance. Le premier candidat non élu de sa liste remplacera le député entré au gouvernement, nommé parlementaire en mission, démissionnaire ou décédé. Pour cette raison, chaque liste départementale devra comporter deux candidats de plus que le nombre des députés à élire. Au cas où des vacances successives surviendraient, ce recours, une élection partielle serait organisée au scrutin uninominal à deux tours, jusqu'à ce qu'un siège soit pourvu. Pour la même raison, ce mode de scrutin sera appliqué à l'élection du député de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Le projet de loi concernant l'élection des conseillers régionaux prévoit que le mandat de ceux-ci sera de six ans. Aucun département n'en élira moins de trois. Les conseillers régionaux seront élus au scrutin de liste départemental. Les conseils d'outre-mer et l'Assemblée de Corse seront soumis à

renouvellement en même temps que seront élus les autres conseils régionaux.

M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a indiqué, en outre, en présentant ces trois projets de loi à la presse, que le conseil des ministres avait décidé, aussi, de « faire un pas vers la limitation des cumuls des mandats ». Les dispositions envisageables à cette fin doivent être mises à l'étude dans les prochains jours.

Le bureau du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a désigné, le mercredi 10 avril, les rapporteurs de ces projets de loi. Il s'agit, sous réserve de l'accord de la commission des lois, de M. Gilbert Bonnemaison, député socialiste de Seine-Saint-Denis, pour les deux textes concernant l'élection des députés, et de M. François Massot, député socialiste des Alpes-de-Haute-Provence, pour celui concernant l'élection des conseillers régionaux.

Les futurs conseils régionaux

Le projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux au scrutin universel, adopté par le conseil des ministres le 10 avril, met en œuvre des dispositions longtemps différées de la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, dite loi de décentralisation. Cette loi avait été présentée en son temps par le gouvernement comme l'une des plus importantes initiatives de la gauche.

Ce projet, qui, pour l'essentiel, complète et modifie le code électoral, prévoit que les conseillers régionaux seront élus pour six ans, renouvelés intégralement et « indéfiniment rééligibles ». Les élections des futurs conseils régionaux auront lieu au mois de mars et

pour la première fois (sauf en Corse et dans les régions d'outre-mer) en 1986.

Le mode de scrutin sera le même que pour les députés (scrutin de liste départemental à la proportionnelle à la plus forte moyenne sans panachage ni vote préférentiel) avec le même seuil (5 % des suffrages exprimés) pour l'accès à la répartition des sièges.

Toutes les inéligibilités dont sont frappés, pour les conseils généraux, les personnes titulaires d'un certain nombre de fonctions, énumérées aux articles L. 195 et L. 196 du code électoral, s'appliquent aussi aux conseillers régionaux « lorsque ces fonctions s'exercent sur tout ou partie du territoire de la région ».

En outre, ne seront pas éligibles aux conseils régionaux « les fonctionnaires placés auprès du représentant de l'Etat dans la région et affectés au secrétariat général pour les affaires régionales en qualité de secrétaire général ou de chargé de mission ».

Aux incompatibilités classiques, le projet ajoute pour les conseillers régionaux la fonction d'agent salarié de la région. « La même incompatibilité », précise le projet de loi, « existe à l'égard des entrepreneurs des services régionaux ainsi qu'à l'égard des agents salariés des établissements publics et agences créés par les régions ».

Pas de candidatures multiples

Pour un conseiller régional qui tomberait sous le coup de l'une de ces incompatibilités, le droit d'option entre le mandat de conseiller régional et la fonction exercée est ouvert pendant une durée d'un mois. A défaut d'option, le conseiller régional sera considéré démissionnaire de son mandat.

Il n'est pas possible d'être simultanément candidat sur plus d'une liste et dans plus d'un département. Les voix éventuellement accordées à la liste concernant un candidat figurant sur une autre liste sont considérées comme nulles ; la liste ne peut obtenir aucun siège, prévient le projet.

D'autre part, « nul ne peut être membre de plusieurs conseils régionaux ». Un conseiller régional ultérieurement élu dans d'autres régions à l'occasion d'élections partielles devra donc faire connaître son option dans « les trois jours de son élection ». A défaut, il sera « déclaré démissionnaire de ses mandats par arrêtés des représentants de l'Etat dans les régions où il a été élu ».

Les listes qui auront obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés se verront rembourser une partie de leurs frais de propagande (coût du papier, impression des bulletins de vote, affiches, circulaires, frais d'affichage).

Corse et régions d'outre-mer

Pour le remplacement des conseillers régionaux, le projet de loi prévoit que « le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le conseiller régional élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit ». Lorsque ces dispositions ne peuvent être appliquées, « le siège demeure vacant jusqu'au prochain renouvellement du conseil régional. Toutefois, si le tiers des sièges des conseils régionaux élus dans un département vient à être vacant par suite du décès de leurs titulaires, il est procédé au renouvellement intégral des conseillers régionaux élus dans ce département, dans les trois mois qui suivent la dernière vacance pour cause de décès ».

En cas de contentieux, « la constitution par le Conseil d'Etat de l'indivisibilité d'un ou plusieurs candidats n'empêche l'application de l'élection que du ou des élus indigibles. Le Conseil d'Etat proclame en conséquence l'élection du ou des suivants de liste ».

Le projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux contient enfin un certain nombre d'ajustements rendus nécessaires par les cas de l'Assemblée de Corse et des conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion qui existaient déjà.

L'Assemblée de Corse a été créée en 1982 par la loi du 2 mars portant statut particulier de cette région. Elle, rendue ingouvernable par une poussée de groupes minoritaires, dissoute puis réélue après le vote d'une loi instituant un seuil de 5 % des suffrages exprimés pour l'accès à la répartition des sièges (loi du 25 juin 1984), cette Assemblée aura en quelque sorte essuyé les plâtres du nouveau dispositif.

Députés et sénateurs de l'opposition avaient du reste attaqué le statut corse devant le Conseil constitutionnel. Ils invoquaient entre autres motifs une « disproportion entre l'édiction d'un statut électoral spécial et le fait que la Corse est une île ».

« En l'état actuel de la législation », leur avait répondu le Conseil constitutionnel (décision du 25 février 1982) et jusqu'à l'adoption du texte destiné à fixer le régime général des élections aux conseils régionaux, rien ne permet de soutenir que le régime applicable à la région de Corse sera dérogatoire ou droit commun applicable à l'ensemble des régions ».

En abrogeant toutes les dispositions électorales antérieures spécifiques à la région de Corse, le projet de loi institue un régime de droit commun. Le même enseignement que toutes les autres régions.

La Guyane, la Guadeloupe, la Martinique et la Réunion sont aussi dotées de conseils régionaux créés par la loi du 31 décembre 1982 qui organise ces régions.

L'article 20 de cette loi prévoit : « Le renouvellement intégral des conseils régionaux issus de la première élection qui suivra la publication de la présente loi aura lieu à la date du premier renouvellement de l'ensemble des conseils régionaux qui suivra leur élection au scrutin universel ».

MICHEL KAJMAN.

Eviter la création de féodalités

(Suite de la première page.)

Le plus simple était de conserver le département comme cadre de l'élection de tous les sénateurs, mais d'intégrer à leur collège électoral les conseillers régionaux, ce qui relève d'une loi simple. Encore fallait-il que les conseillers régionaux soient clairement rattachés à un département, ce que permet la solution retenue.

Le ebois gouvernemental va aussi, peut-être, permettre d'apporter une réponse concrète à l'une des questions qui divisent depuis longtemps les politiciens : l'élection à la proportionnelle d'une Assemblée permet-elle de dégager une majorité suffisamment stable pour soutenir un exécutif choisi par elle ? Ce qui se passe à l'Assemblée de Corse, où une majorité de circonstance vient de repousser le budget présenté par son président (le Monde du 2 avril), tendrait à donner raison à ceux qui répondent « non ». D'ailleurs, pour la gestion des villes par les conseils municipaux, les socialistes n'avaient pas voulu courir ce risque. L'affaire est sérieuse. Si, du fait de leur mode d'élection, les conseils régionaux se révélaient incapables de gouverner leur région, c'est un pan essentiel de la décentralisation qui serait mis à mal.

THIERRY BRÉHER.

L'élection des sénateurs

L'élection au scrutin universel des conseillers régionaux va entraîner une modification du collège électoral qui désigne les sénateurs. L'article 24 de la Constitution prévoit en effet : « Le Sénat est élu au scrutin indirect. Il assure la représentation des collectivités territoriales de la République ».

Nouvelle collectivité territoriale de plein droit bientôt dotée d'élus spécifiques, la région se devait donc de participer à l'élection des sénateurs. C'est pourquoi le projet de loi relatif à l'élection des conseillers régionaux modifie dans ce sens le code électoral, et prévoit : « Les sénateurs sont élus dans chaque département par un collège électoral composé : »

- 1° Des députés ;
- 2° Des conseillers régionaux élus dans le département ;

M. K.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, le mercredi 10 avril, au palais de l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme des travaux, un communiqué a été diffusé. En voici des extraits :

- ÉLECTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE (Voir ci-dessus.)
- ÉLECTION DES CONSEILS RÉGIONAUX (Voir ci-dessus.)
- MODERNISATION DE LA POLICE (Voir le Monde du 11 avril.)
- LUTTE CONTRE LA PRÉCARITÉ ET LA PAUVRETÉ

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, a dressé devant le conseil des ministres le bilan du programme d'urgence contre la pauvreté et la précarité, décidé le 17 octobre dernier. Les différentes mesures qui composent ce programme ont été mises en œuvre dans les délais prévus :

- Les possibilités d'hébergement ont été accrues de 20 % grâce à l'ouverture en urgence de cinq mille places provisoires pendant l'hiver, avec des capacités supplémentaires pendant la période des grands froids ;
- Un dispositif d'aide alimentaire a été organisé avec le concours des offices agricoles par produit ; il a permis de distribuer, par l'intermédiaire des associations et des bureaux d'aide sociale, des produits excédentaires (lait, viande et pommes notamment), ainsi que d'autres denrées agricoles ;
- L'aide au logement des familles en difficulté a été mise en œuvre par l'intermédiaire des fonds

d'aide ou impayés de loyers et au logement ; trente-cinq fonds sont, dès à présent, constitués, et une cinquantaine d'autres sont en voie de constitution dans les départements.

L'effort de l'Etat (500 millions de francs), financé en partie par un prélèvement supplémentaire de 0,5 % au titre de l'impôt sur les grandes fortunes, a été complété par celui des autres partenaires et, notamment, des collectivités locales, des caisses de sécurité sociale, des associations et des professionnels agricoles. La mise en œuvre du programme gouvernemental a permis de rapprocher ces différentes institutions, et le travail collectif qu'elles ont accompli, sous l'égide des commissaires de la République, s'est révélé positif et efficace.

- CONTROLE TECHNIQUE DES VÉHICULES D'OCCASION (voir le Monde du 11 avril.)
- MESURES INDIVIDUELLES

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget,

- M. Guy Salmoo-Legage, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes ;

- M. Philippe Jurgensen, inspecteur des finances, est nommé directeur des relations économiques extérieures, et remplacement de M. Henri Baquist, prochainement appelé à de nouvelles fonctions.

Sur proposition du garde des sceaux, ministre de la justice,

- M. Jacques Descazyrac est nommé conseiller d'Etat en service extraordinaire.

Sur proposition du ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement,

- M. Henri Bonan est nommé inspecteur général de la sécurité sociale.

Les effectifs des conseils et la répartition des sièges entre les départements

| Nom de la région et nombre total de conseillers régionaux | Répartition des sièges par département | Nom de la région et nombre total de conseillers régionaux | Répartition des sièges par département |
|---|--|---|--|
| ALSACE (58) [-1] | | LIÉGUEUX (27) [-3] | |
| Bas-Rhin 23 | | Corrèze 9 | |
| Haut-Rhin 16 | | Creuse 5 | |
| | | Haute-Vienne 13 | |
| AQUITAINE (75) [-1] | | LOIRE-ATLANTIQUE (41) [-4] | |
| Dordogne 11 | | Loire-Atlantique 21 | |
| Gironde 22 | | Mayenne 8 | |
| Lot-et-Garonne 8 | | Mayenne 8 | |
| Pyénées-Atlantiques 16 | | Mayenne 8 | |
| | | Mayenne 8 | |
| AUVERGNE (48) [-1] | | MARTINIQUE [-] | 41 |
| Allier 12 | | | |
| Cantal 7 | | SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON (6) [-1] | |
| Haute-Loire 7 | | Argère 5 | |
| Puy-de-Dôme 20 | | Auvergne 10 | |
| | | Haute-Garonne 30 | |
| BOURGOGNE (63) [+3] | | Gers 6 | |
| Côte-d'Or 18 | | Loire 13 | |
| Yonne 19 | | Mayenne-Pyrénées 8 | |
| | | Tarn 13 | |
| | | Tarn-et-Garonne 7 | |
| BRETAGNE (77) [-1] | | SAOÛRE-ET-LOIRE (43) [+1] | |
| Côte-du-Nord 15 | | Cantal 19 | |
| Finistère 21 | | Mayenne 15 | |
| Ille-et-Vilaine 16 | | Orne 9 | |
| Morbihan 17 | | | |
| CENTRE (88) [+2] | | HAUTES-PIRÉNÉES (47) [+1] | |
| Cher 10 | | Eure 13 | |
| Eure-et-Loir 11 | | Seine-Maritime 34 | |
| Indre 7 | | | |
| Indre-et-Loire 14 | | INDRE (41) [+1] | |
| Loir-et-Cher 9 | | Calvados 19 | |
| Loire 18 | | Mayenne 15 | |
| | | Orne 9 | |
| CHAMPAGNE-ARDENNE (46) [+1] | | MAINE-ET-LOIRE (47) [+1] | |
| Ardennes 10 | | Eure 13 | |
| Aube 10 | | Seine-Maritime 34 | |
| Marne 18 | | | |
| Haute-Marne 7 | | INDRE (41) [+1] | |
| | | Calvados 19 | |
| CORSE (61) [-] | | Mayenne 15 | |
| Corse-du-Sud 26 | | Orne 9 | |
| Haute-Corse 25 | | | |
| FRANCHE-COMTÉ (47) [+2] | | INDRE (41) [+1] | |
| Doubs 10 | | Calvados 19 | |
| Jura 6 | | Mayenne 15 | |
| Haute-Saône 9 | | Orne 9 | |
| Territoire de Belfort 5 | | | |
| GUADALOUPE [-] | | INDRE (41) [+1] | |
| | | Calvados 19 | |
| GUYANE [-] | | Mayenne 15 | |
| | | Orne 9 | |
| ILE-DE-FRANCE (107) [+3] | | INDRE (41) [+1] | |
| Ville de Paris 36 | | Calvados 19 | |
| Seine-et-Marne 10 | | Mayenne 15 | |
| Yvelines 20 | | Orne 9 | |
| Essonne 19 | | | |
| Haute-de-Seine 23 | | INDRE (41) [+1] | |
| Seine-Saint-Denis 22 | | Calvados 19 | |
| Val-de-Marne 20 | | Mayenne 15 | |
| Val-d'Oise 16 | | Orne 9 | |
| LANGUEDOC-ROUSSILLON (88) [+1] | | INDRE (41) [+1] | |
| Aude 8 | | Calvados 19 | |
| Gard 22 | | Mayenne 15 | |
| Hérault 12 | | Orne 9 | |
| Lozère 3 | | | |
| Pyrénées-Orientales 10 | | INDRE (41) [+1] | |
| | | Calvados 19 | |
| | | Mayenne 15 | |
| | | Orne 9 | |

Les effectifs des futurs conseils régionaux élus au scrutin universel (entre parenthèses à côté de leur nom) seront peu différents de ceux des conseils régionaux « anciens maîtres » - ceux qui sont actuellement en fonction, composés des députés et sénateurs, de représentants élus par les conseillers généraux et de représentants des professionnels - Ces différences sont indiquées entre crochets à côté des effectifs généraux.

Les effectifs et tous les conseils régionaux ont été établis en nombre impair. Des ajustements numériques liés à des considérations démographiques, ont été pratiqués dans un certain nombre de cas.

L'effectivité d'une modification profonde et générale des effectifs des conseils régionaux a été examinée par d'autres maîtres sages. A commencer par exemple des objectifs d'équité démographique stricte et des effectifs établis à partir des créations récentes, comme l'Assemblée de Corse (61 membres pour une population de quelque 240 000 habitants), un serait parvenu à la conclusion (l'Assemblée des effectifs régionaux). Le gouvernement a donc jugé d'un bon sens à peu près au statu quo.

Cours par correspondance
cours courts et conférences à Paris
Séminaire de formation

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ D'ENSEIGNEMENT
A DISTANCE, FONDÉ EN 1963
12, rue Saint-Pierre
B. 3 - Dép. LM
94220 CHARENTON
Téléphone (1) 376-72-01

Préparation à la profession de graphologue
Consignes de formation permanente
Inscriptions reçues toute l'année
Documentation gratuite
Analyses et élections par professeurs

FSL L'Anglais aux couleurs de la vie
U.S.A. - ANGLETERRE

ENFANTS - 17 ans : séjours en famille, cours, sports, activités, summer camps
ADULTES : stages intensifs, séjours en famille, université, circuits
18, rue de Grenelle - 75007 PARIS, Tél. (1) 534 62 20

INFORMATIENS : les bonnes filières pour éviter le chômage dans cinq ans.

16 P. EN VENTE PARTOUT.

مكتبة الأمل

Les médecines douces:

la revanche de l'homéopathie.



De toutes les médecines douces, c'est la plus célèbre... et la plus attaquée.

Aujourd'hui un siècle après sa naissance, l'homéopathie enregistre les résultats que les scientifiques sont bien obligés d'admettre.

Que faut-il croire de ses "miracles" ? Dans quels cas est-elle dangereuse ? Quand doit-on lui préférer absolument la médecine traditionnelle ? Est-il possible, comme le font de plus en plus de praticiens, d'associer les deux médecines ennemies ?

Dans ce numéro également :
LE DEFILÉ DE MICHEL ROCARD

CETTE SEMAINE DANS

LE NOUVEAU
observateur

POLITIQUE

LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

La fin du « député-assistant social » ?

Fini le « député-assistant social », que viennent enfin les temps heureux du « député-législateur » ! Ceux des députés qui sont les plus farouches partisans du changement de mode de scrutin ont tendance à réduire à ce gain en qualité de travail et en qualité de la vie la différence entre le scrutin majoritaire de circonscription et le scrutin proportionnel départemental.

Le rôle premier du député est de voter l'impôt, de contrôler l'usage que le gouvernement fait de l'argent des contribuables et de faire la loi. Nul ne conteste que le scrutin d'arrondissement a accentué — au fil des ans — une déviation de cette fonction.

La plupart des députés se dévouent, certes, en fonction de leurs choix politiques fondamentaux, mais une partie d'entre eux, dans ce type d'élection, tiennent largement compte de la personnalité du candidat... et des services qu'il a pu rendre. Pour s'en convaincre, il suffit de comparer les scores obtenus par un parti lors d'élections nationales avec celui atteint par l'un de ses représentants lorsqu'il fait voter non seulement pour des idées, mais pour un homme. C'est le cas lors des législatures.

La différence peut être sensible, si sensible que les députés sortants et leurs concurrents se donnent beaucoup de mal sur le terrain. Ils savent tous que, si une grande réunion publique avec une vedette nationale est indispensable pour réchauffer le zèle des militants et pour mobiliser l'ardeur des sympathisants, cela ne saurait remplacer la tournée des cages d'escalier, des rues pavillonnaires, des fermes isolées des communes et des champs de foire.

Là, par le contact personnel, le député pourra rappeler son intervention pour l'amélioration de l'éclairage de la cité, l'ouverture d'une pharmacie qui manquait cruellement dans tel bourg isolé, pour faire obtenir un logement à tel ou tel, pour faire modifier l'urbanisme de telle commune, etc. Pour installer un chauffage individuel dans ce logement au confort, encore bien rudimentaire, voire pour éviter que le fils ne fasse son service militaire

trop loin des siens ou pour faire revenir au pays ce fonctionnaire que les hasards de l'affectation avaient « expatrié ».

Tout député bien organisé dispose, dans sa circonscription, d'une ou de plusieurs permanences où affluent tous ceux qui ont à se plaindre de l'administration ou qui ont un problème personnel à résoudre. Pour ce « médiateur » local, il est plus utile d'avoir un assistant permanent au fait des méandres de l'administration qu'un collaborateur inoccupable en sciences politiques.

Permanence régulière, présence jugée indispensable aux banquets d'anciens, aux diverses cérémonies patriotiques, aux multiples assemblées d'associations, obligent le député à être plus souvent dans sa circonscription qu'à Paris. D'où cette accusation lancée d'« abstentionnisme parlementaire ». Cet abstentionnisme n'est pourtant pas aussi criant que pourraient le laisser croire les images d'un hémicycle désert, transmise par la télévision. S'il ne soit pas à leur banc, les députés sont souvent dans les nombreuses réunions de commission, de groupe politique, de groupe d'études, de travail, etc.

La « clientèle » des élus locaux

La décentralisation n'a pas mis fin à la fonction d'« assistant social » des élus nationaux, mais elle leur a permis de prendre une position paradoxale. Aujourd'hui, les députés qui leurs sont soumis relèvent, bien souvent du maire, du conseil général ou du conseil régional. Le député est ainsi transformé malgré lui en intercesseur entre les citoyens et les élus locaux. C'est un renversement de situation.

La proportionnelle est, en ce sens, la fille de la décentralisation. Ses défenseurs estiment qu'elle devrait permettre aux députés de s'extraire des contingences locales. N'étant plus les porte-parole des intérêts particuliers de leurs électeurs, ils reviendraient, d'abord, des législateurs, laissant le rôle d'assistant social aux élus mu-

nicipaux, départementaux et régionaux. La proportionnelle remettrait alors chaque chose à sa place : aux élus locaux les affaires locales, aux élus nationaux les affaires de la nation.

Si le Parlement retrouvait un lustre politique qu'il a perdu, la proportionnelle ferait-elle naître un « nouveau député » ? Ce n'est pas certain. D'abord parce que, l'habitude aidant, les députés d'assistance sociale de circonscription, pourraient devenir assistants sociaux de département. Leur élection dans le système départemental ne leur enlèverait pas leur fonction de porte-parole des intérêts locaux. Le cadre en sera simplement un peu plus grand.

Si les députés perdissent le contact avec le terrain, les élus locaux, forts des services rendus et d'une « clientèle », assurée seraient tentés de le leur faire payer très vite. La risque existe déjà pour 1989. Sauf exception, un député n'est véritablement impliqué, effectivement, que dans sa circonscription. En revanche les sénateurs sont déjà connus — au moins des élus locaux — dans tout le département et la personnalité départementale la plus en vue est le président du conseil général. A l'idée que l'aventure du législateur tourne ces poids lourds de la vie locale fait froid dans le dos à de nombreux députés. M. Philippe Seguin, par exemple, député RPR des Vosges, n'apprécierait certainement pas que le président du conseil général du département, son « compagnon », M. Christian Fonciles, sénateur, essaye de quitter le palais du Luxembourg pour le Palais-Bourbon ! De même que, d'ici là, les députés socialistes du Gard, s'ils prenaient fantaisie à M. Gilbert Baumet, en rupture de ban avec le parti, de conduire une liste dissidente, surfoient de son titre de président du conseil général.

Une partie de l'esprit de la réforme du mode de scrutin serait déformée si des élus locaux, prenant appui sur leur base départementale, gagnaient un siège de député. Il y aurait alors une nouvelle confusion des élus locaux et nationaux.

THERRY BRÉHIER.

GISCARD-JOXE

Passe d'armes pour une dédicace

L'indignation que manifesta l'opposition face à l'induction de la proportionnelle ne se traduit pas encore ? — par les tempêtes homériques que l'Assemblée nationale, notamment lors des séances de questions d'actualité du mercredi, a souvent été le théâtre depuis 1981.

La semaine dernière, la question n'avait même pas été évoquée. Mercredi 10 avril, l'opposition a interpellé le gouvernement sur le sujet, mais le fond du débat a été rapidement éclipsé par le cliquetis des fleurets, pendant la passe d'armes qui a opposé MM. Pierre Joxe et Valéry Giscard d'Estaing.

M. Couve de Murville, pour le RPR, avait attaqué avec la solennité qui lui est coutumière. L'ancien premier ministre du général de Gaulle a saisi, pour enfoncer la fer de lance, l'occasion de l'article signé par M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, dans le Monde du 10 avril.

M. Couve de Murville, a lancé au premier ministre : « Le gouvernement et même le président de la République que nous ont assuré que la représentation proportionnelle ne modifierait pas l'équilibre des institutions de la V^e République. » Or, pour le député RPR, les explications du premier secrétaire du PS modifient cette orientation : « M. Jospin a la faiblesse de reconnaître qu'il doit respecter la

Constitution (...) mais il ne s'agit pas de la défendre. Mieux vaudrait, dit-il, le changer (...). Or si c'était devenu un temps de coup d'Etat permanent (...). Et pour corser le tout, notre collègue premier secrétaire fait un dialogue rétrospectif de la IV^e République, ce qui ne cadre guère, Monsieur le premier ministre, avec votre amour de la modernité (...). Approuvez-vous les déclarations de M. Jospin, ou vous en dissociez-vous totalement ? »

M. Fabius a préféré laisser la parole à son ministre de l'intérieur qui, avant de défendre la proportionnelle, s'est contenté d'indiquer que M. Jospin a le droit de dire ce qu'il veut et que les propos tenus par le premier secrétaire du PS ne sont pas « soumis à autorisation préalable » du gouvernement.

On aurait pu en rester à cette absence de réponse si M. Giscard d'Estaing n'avait estimé que M. Joxe avait prononcé une phrase de trop. Le ministre avait, en effet, relevé la proposition avancée en 1982 par l'ancien président de la République d'une « proportionnelle » « partielle ». Puis M. Joxe a ajouté que son interlocuteur avait ensuite changé d'avis.

Je maintiens...

Son livre Deux Français sur trois à la main, M. Giscard d'Estaing (oubliant au passage que M. Joxe avait reconnu qu'il ne s'était prononcé que « partiellement » pour la proportionnelle, a entrepris, citations à l'appui, de démentir le ministre de l'intérieur avant de conclure : « Pour son information, je pourrais adresser mon ouvrage à M. le ministre de

l'intérieur avec cette dédicace : « Je maintiens ce que j'ai écrit. Je crois que ce serait bon pour la France et je ne change pas d'avis ! ». Et M. Giscard d'Estaing de se rassurer, satisfait de sa réplique.

Sans doute, l'ancien président de la République avait-il oublié — ou peut-être ignorait-il — que le ministre de l'intérieur est du genre accrocheur, et s'embarrasse rarement sans bousculer.

M. Joxe s'est étendu posément que vienne son tour de répondre à un autre parlementaire pour sortir un jeu de citations : interview au Monde du 3 mai 1974, où celui qui était alors candidat à la présidence suggérait un « contrat » à l'Allemagne, « déclaration » France-Inter quelques jours plus tard, il ne resta plus grand-chose des dénégations de M. Giscard d'Estaing.

Sur son banc, l'ancien président a changé de visage, tandis que M. Joxe lance l'assaut final au milieu des rires des députés socialistes : « Je vais donc, ironise le ministre de l'intérieur, relire son livre auquel sa dédicace donne une valeur bibliophilique supplémentaire. Mais son livre « Deux Français sur trois » n'avait déjà donné, étant donné qu'il préconise la proportionnelle pour un Français sur trois ! Nos propositions permettront, elles, à tous les Français de bénéficier de la représentation proportionnelle. Je suggère à M. Giscard d'Estaing de rédiger ainsi sa dédicace : « J'ai dit ce que j'ai dit, j'ai écrit ce que j'ai écrit, mais j'ai bien le droit de changer d'avis ! ». C'est vrai pour lui, ce n'est pas vrai pour nous ! »

J.-L. A.



A programmer soi-même : un super traitement d'idées pour tous les ordinateurs.
167. EN VENTE PARTOUT.

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le prix du livre

Seuls les députés socialistes ont approuvé, mercredi 10 avril, le projet de loi modifiant la Loi Lang sur le prix du livre du 10 août 1981. Les députés communistes, RPR, UDF s'étant abstenus.

Les députés ont tenté, chiffrés à l'appui, de dresser un bilan de la loi sur le prix unique du livre. Cette loi a-t-elle eu pour effet d'améliorer la situation du livre ? Oui, répondent M. Lang, M. Rodolphe Pesce (PS-Drôme), rapporteur de la commission des affaires culturelles et de l'enseignement, et M. Jean-Paul Fuchs (UDF-Haut-Rhin) et Etienne Pinte (RPR-Yvelines) ont souligné notamment que l'augmentation de 5 % en francs constants du prix réel du livre entre 1981 et 1985 et les difficultés des éditeurs petits et moyens mettent en cause l'efficacité du dispositif gouvernemental.

Quant à M. Muguette Jacquinet (PC-Seine-Saint-Denis), elle a critiqué l'insuffisance de la

politique en faveur de la lecture et a estimé « dangereux qu'une instance supranationale puisse, de quelque manière que ce soit, décider du sort de la création et de la diffusion des œuvres littéraires d'un pays ».

Par ailleurs, les députés ont adopté à l'unanimité le projet de loi sur les conditions de cessation d'activité des maîtres de l'enseignement public ayant exercé dans certains établissements privés. Ce projet concerne environ 2 000 personnes le plupart (1 800) étant des éducateurs spécialisés pour enfants handicapés notamment, le reste (200) ayant exercé dans des écoles privées non confessionnelles, comme l'école de la Société des forges du Creusot ou l'école Michelin. Ces établissements ayant été transformés, en application de la loi Debré de 1959 en établissements d'enseignement public, leurs maîtres sont devenus des fonctionnaires.

Le texte vise à mettre en conformité la loi Lang avec une décision de la Cour de justice européenne du 10 janvier 1985 (le Monde du 11 avril).

Or ces enseignants ne pouvaient faire valoir leur droit à la retraite au même âge que leurs collègues ayant fait toute leur carrière dans la fonction publique, dans la mesure où ils relevaient du régime général de la Sécurité sociale. Ils étaient également défavorisés par rapport aux maîtres ayant fait toute leur carrière dans l'enseignement privé et qui, grâce à la loi Guernneur, ont pu bénéficier des mêmes avantages que les fonctionnaires. Aux termes du texte adopté mercredi, ils pourront désormais cesser de travailler aux mêmes âges que les fonctionnaires (cinquante-cinq ans pour les instituteurs, soixante ans pour les professeurs). En attendant de pouvoir percevoir leur retraite à taux plein, c'est-à-dire à soixante-cinq ans, conformément au régime général de Sécurité sociale, l'Etat leur versera une pension équivalente.

R. Sa.

La démission de M. Rocard a troublé ses amis

Une cinquantaine d'amis de M. Michel Rocard, dont plus d'une trentaine de parlementaires, ex-les membres rocardiens du bureau exécutif du PS, se sont réunis, mercredi 10 avril, à Paris, en présence de l'ancien ministre de l'Agriculture. M. Rocard a confirmé à ses amis que son départ est dû à son désaccord sur la question du mode de scrutin.

De leur côté, les rocardiens ont fait part à leur chef de file de la surprise, voire du trouble, qu'a provoqués dans leurs rangs sa décision. Quelques états d'âme se sont exprimés, compte tenu de la situation incomfortable dans laquelle les participants sont maintenant placés à l'intérieur du Parti socialiste.

Plusieurs intervenants ont rappelé que trois possibilités sont ouvertes aux rocardiens : soit disparaître, soit se séparer du PS, soit se battre à l'intérieur du parti. Les deux pro-

mères hypothèses étant exclues, ils se sont interrogés sur la manière dont ils s'exprimeront au cours de la préparation du congrès de Toulouse.

L'affirmation de leur identité autour d'une motion (dont les signataires se comptent) serait dans la logique de leur nouvelle situation. Mais ce choix, qui présente des inconvénients, n'est pas encore fait. En revanche, à propos des contributions (qui précèdent le dépôt d'une éventuelle motion), une majorité semble s'être dégagée pour estimer qu'une expression forte des idées de M. Rocard autour d'une contribution unique est préférable à une multitude de textes de cette nature.

Quant au projet de loi sur la réforme électorale, les rocardiens attendent, avant de déterminer leur attitude, de connaître le comportement des élus des bastions socialistes (Midi, Pas-de-Calais...) hostiles à la proportionnelle.

J.-L. A.

● M. Chevènement pour un régime présidentiel. — M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, a affirmé jeudi 11 avril à France-Infor qu'il se battra « pour qu'on aille vers un régime ouvert et directement présidentiel » et qu'il défendra cette position devant le congrès socialiste de Toulouse en octobre prochain. Favorable au scrutin à logique majoritaire, M. Chevènement a indiqué qu'il « approuve par principe toute décision prise par le gouvernement, auquel il appartient ».

● Selon un sondage, 44 % des Français sont contre le changement de loi électorale. — Selon un sondage BVA, publié par l'hebdomadaire Paris-Match paru ce jeudi 11 avril (sondage réalisé les 5 et 6 avril auprès d'un échantillon national de mille trois personnes), 44 % des personnes interrogées désapprouvent le changement de loi électorale, 31 % l'approuvent, 25 % ne se prononcent pas. 48 % des personnes interrogées considéraient que

LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Deux mille personnes ont manifesté à Nouméa

Nouméa. — Entre deux mille et deux mille cinq cents personnes ont manifesté, jeudi 11 avril à Nouméa, pour protester contre la mort de Simone Heurtaux, enseignante à Poinindji (côte est), victime d'un jet de pierres lundi soir dans la région de Houailou.

A l'origine de ce mouvement, le Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement certifiés (SNI-PEGC) — dont la section calédonienne manifeste un engagement politique allant à l'opposé des convictions socialistes du syndicat métropolitain — qui est le plus important syndicat d'enseignants de Nouvelle-Calédonie. La manifestation avait des relents politiques, si on en juge par les banderoles hostiles au délégué du gouvernement, M. Edgar Pisani, désigné par la foule des manifestants comme seul responsable du drame de lundi. Aux enseignants en colère s'étaient joints plusieurs centaines de membres de l'union territoriale FO, qui rassemblent une forte proportion de fonction-

De notre correspondant

naires, ainsi que le syndicat des travailleurs publics.

Le cortège a été rapidement bloqué aux abords du haut commissariat par un important dispositif de forces de l'ordre. Une délégation d'une trentaine de personnes a été reçue par l'adjoint au vice-recteur. Parmi les revendications également présentées au directeur de cabinet du haut commissaire, les problèmes de sécurité : punition des coupables des jets de pierres, dégagement des routes et mise à la disposition des enseignants d'hélicoptères de l'armée pour qu'ils puissent se rendre sur leur lieu de travail en toute sécurité.

Les enseignants du SNI-PEGC ont demandé à ce que soient reconnues illégales les écoles populaires canaques et que les instituteurs du secteur public qui y enseignent soient suspendus de leurs fonctions. Ces revendications étaient assorties d'exigences financières portant notamment sur la prise en charge des frais occasionnés par les troubles que connaît la côte est, ainsi que le paiement des journées de grève.

Un autre rassemblement a été décidé au terme d'une réunion pen-

dant laquelle les enseignants reçus au vice-rectorat et au haut commissariat ont rendu compte à leurs collègues. L'insatisfaction générale a débouché sur une nouvelle manifestation improvisée rassemblant plusieurs centaines de personnes, essentiellement des adhérents du SNI-PEGC d'origine calédonienne, largement hostiles à la politique du délégué du gouvernement. Les manifestants se sont massés vers 16 heures (6 heures à Paris) devant les grilles du haut-commissariat, prenant de court les forces de l'ordre qui avaient levé le dispositif mis en place le matin. Une délégation a été reçue vers 16 h 30 par le secrétaire général du territoire, M. Christian Blanc, qui assure les fonctions de haut commissaire par intérim pendant l'absence de M. Pisani. Au cours de l'attente qui a suivi, un incident a éclaté après que des manifestants eurent tenté d'expulser sans ménagement une journaliste australienne, M^{me} Helen Fraser.

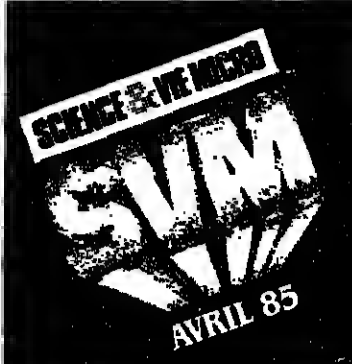
La délégation du SNI-PEGC a obtenu une protection renforcée de la gendarmerie pour les personnes travaillant sur la côte est.

Pour sa part, le syndicat des Pétroliers de Nouvelle-Calédonie — a lui aussi décidé d'une grève jusqu'à mardi.

F. F.

● Le FLNKS regrette la mort de M^{me} Heurtaux. — Le bureau politique du FLNKS a publié, mercredi 10 avril, un communiqué dans lequel il regrette la mort de M^{me} Simone Heurtaux, enseignante métropolitaine tuée le lundi précédent par un jet de pierres. Il déplore « le climat de violence créé par une situation coloniale diffuse » et rappelle que le boycottage économique « constitue le meilleur moyen de destabilisation pour l'avènement de Kanaky ».

● M. Dick Ukeiwé ne veut toujours pas négocier avec M. Pisani. — Dans une interview à Paris-Match, paru ce jeudi 11 avril, M. Dick Ukeiwé, président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, affirme qu'une éventuelle négociation sur l'avenir politique du territoire « ne pourra avoir lieu qu'avec le gouvernement ou avec le président de la République, pas avec M. Pisani ».



Dossier spécial
jeux : échecs,
go,
backgammon,
Othello et jeux
d'aventure sur
micro-
ordinateurs.
16 F. EN VENTE PARTOUT.

les Centres Edouard LECLERC continuent leur offensive dans la parapharmacie.

En région parisienne,
3 importants rayons Hygiène Beauté
proposent depuis plusieurs mois
aux Consommateurs,
les plus grandes marques
de produits cosmétiques.

| DAMMARE-LES-LYS | LEVALLOIS-PERRET | BOULOGNE-PT-DE-SEVRES |
|--|---|---|
| 21, de la Justice 77190 DAMMARE-LES-LYS Tél. 439.09.09 | Rue Jean-Jaurès 92300 LEVALLOIS-PERRET Tél. 270.33.22 | Avenue du Général-Leclerc 92100 BOULOGNE-SUR-SEINE Tél. 608.22.40 |



Edouard et Michel-Edouard LECLERC animent 500 militants crédibles de la baisse des prix.

LE PARTI PRIX
la liberté

مكتبة الامانة

société

ÉDUCATION

LES NOUVEAUX MANUELS D'ÉDUCATION CIVIQUE

Marianne dépoussiérée

Les phrases moralisantes ont déserté les cahiers quadrillés, le buste de Marianne ne trône plus dans les préaux : l'histoire morale et civique est tombée dans l'oubli. M. Jean-Pierre Chevènement la relève à grand bruit. La réhabilitation de cette discipline sous le nom d'éducation civique est officielle : la rentrée prochaine par une heure hebdomadaire dans l'emploi du temps des écoles primaires. Elle nécessite la définition de contenus nouveaux et la diffusion d'outils pédagogiques modernes.

Les programmes et instructions officiels qui seront publiés à la fin d'avril comprendront un chapitre spécifique sur l'éducation civique. Rédigés de façon très synthétique, ils seront distribués pour la première fois à chaque instituteur et édité en livre de poche à l'intention du grand public. Mais, sans attendre ce lancement à grand spectacle, des éditeurs d'ouvrages scolaires préparent discrètement des manuels entièrement nouveaux. Les délais sont courts, presque impossibles à tenir : les communes, qui financent l'achat des livres dans la primaire, auront déjà bouclé leur budget lorsque les nouveaux programmes paraîtront.

L'amour de la République

Quelques maisons d'édition ont donc jugé plus sage de se donner une année supplémentaire plutôt que de publier un catastrophe des ouvrages qui ont été de l'histoire de la République. D'autres ont décidé de relever le défi. En fait, elles travaillent depuis que M. Chevènement en novembre dernier a indiqué les pistes à suivre (1). Le dessin du ministre est vaste : « Affirmer dans les esprits la supériorité morale de l'Etat républicain », lutter contre « une exaltation effrénée de l'individualisme », en écartant « le sens de l'intérêt général qui est l'âme du patriotisme républicain », renforcer le « sentiment de notre identité nationale » afin d'être « meilleurs que les meilleurs » dans la compétition technologique planétaire.

Mais comment faire passer le message aux enfants de la commune ? Dès décembre 1984, le ministre réunissait les principaux éditeurs scolaires pour leur indiquer les grandes lignes des programmes. Aujourd'hui, les premiers livres

d'éducation civique rédigés en trois mois, sortent des presses des éditeurs les plus audacieux. Entre-temps, plusieurs versions des futurs programmes ont été rédigées par l'inspection générale et la commission « école » de l'éducation nationale, puis revues et corrigées par le cabinet du ministre. Elles ont été communiquées aux éditeurs, afin qu'ils puissent rectifier le tir en cours de rédaction.

Au fil de ces ébauches successives, l'éducation « morale et civique » est devenue simplement « civique » après avoir failli être « sociale et civique ». Elle met en avant des valeurs comme l'honnêteté, le courage, le refus des privilèges et l'amour de la République. Mais la notion de famille et l'apprentissage des mécanismes économiques inscrits primitivement ont disparu des derniers projets, qui insistent davantage en revanche sur la République, ses symboles et ses acquis. Marianne, le drapeau tricolore, la Marseillaise et le 14 juillet devraient ainsi faire leur apparition dès le cycle préparatoire, où l'on aborderait aussi l'égalité des races et des sexes. Quelques institutions locales et nationales seraient présentées dans le cycle élémentaire puis précises au cycle moyen, où disparaîtraient l'apprentissage des « bonnes habitudes » en tant que telles. Les libertés (association, réunion, expression) et les droits démocratiques (travail, grève) seraient expliqués dans les dernières classes de l'école primaire, tout comme « les acquis de 1936 et de 1946 ».

Les cinq années de la scolarité élémentaire devraient mettre en parallèle les droits et les devoirs du citoyen et illustrer les principales règles de la vie en société (respect de la personne humaine, notion de contrat, par exemple). Les instituteurs enseigneraient les fondements de l'Etat de droit, du régime républicain et de la vie politique (partis, associations, syndicats). Ils situeraient la France dans le monde (droits de l'homme, relations internationales, respect des autres cultures).

Pour parer au plus pressé, certains éditeurs ont d'abord visé ceux des enseignants qui avouent leur ignorance en la matière. Hachette a pris pied le premier dans le créneau « grand public » avec un ouvrage assez approximatif mais très accessible (2). D'autres éditeurs scolaires préparent des « livres du maître ». Mais ils cherchent surtout à mettre en scène l'éducation civique à l'intention des enfants. Tâche ardue

puisque aucun ouvrage destiné à l'école primaire n'est paru depuis des décennies. Pas question de rééditer l'un de ces catéchismes de la III^e République bourrés de maximes édifiantes à apprendre par cœur et de définitions sèches des institutions. On mettra en situation les vertus morales, les règles démocratiques, en évitant la vie quotidienne dans la classe ou au dehors, et en présentant des documents « parlants » adaptés à chaque étape de la scolarité (le portrait d'un maire coint de son écharpe tricolore au cours élémentaire première année, et même des exercices de calcul sur les différents modes de scrutin !)

De petits contes

Chez Nathan, un ouvrage introduit le thème du président de la République à travers l'évolution des portraits officiels, de petits contes illustrant le volet « moral » du programme. Les règles de sécurité ou de bonne conduite ne devraient plus être présentées dramatiquement (l'enfant menacé par un ours) sous forme d'interdiction sortie de tout contexte (« il ne faut pas... »). Les livres en appelleraient au sens des responsabilités et aux connaissances variées glanées ailleurs qu'à l'école. Ils montreraient l'intérêt pour la société d'encourager les comportements individuels positifs et actifs, illustreront les conséquences d'une hygiène déficiente en présentant les difficultés sanitaires du tiers-monde. « Les enfants ne sont pas des imbéciles », résume un auteur de chez Magnard.

Cet éditeur, qui publiera une série de cinq manuels dès le mois de mai, a choisi de les ouvrir sur le monde. « Une équipe d'enseignants aidée par un juriste et un journaliste ont voulu bâtir un civisme qui donne envie de construire un univers meilleur », explique M. Louis Magnard. Le gérant de cette maison d'édition a pour devise à cet égard : « Connais ton pays pour découvrir le monde ». Dans le livre destiné au CE2, Céline, Pablo, Rachid et d'autres enfants modèles présentent les trente-deux leçons (une par semaine scolaire), chacune s'ouvrant sur une citation d'un homme célèbre. La formule de Danton annonce le chapitre sur l'école : « Après le pain, l'éducation est le premier besoin du peuple ». Le droit à l'éducation n'est pas acquis dans tous les pays, démontre la leçon. Une photo représente des enfants au travail en Afrique du Sud, l'école précaire d'un village africain. L'adresse de l'UNICEF est indiquée sous la rubrique « agissons ».

Ce type de manuel, until de réflexion pluraliste, bien plus que de bréviaire républicain, fera-t-il une rentrée massive dans les classes ? Les difficultés commerciales du livre scolaire dans le primaire (3) tout autant que la parution tardive des programmes d'éducation civique interdisent une diffusion généralisée dès la prochaine rentrée. Le sort de la nouvelle discipline dépend pourtant en partie de la capacité des nouveaux manuels à rassurer les parents, à convaincre les élèves et les instituteurs. Leur succès serait la première preuve d'un retour réussi de l'éducation civique dans une école dont le ministre souhaite faire « la base d'une République vraiment moderne ».

PHILIPPE BERNARD.

- (1) Discours au colloque « Etre citoyen », organisé par le médiateur les 22 et 23 novembre 1984.
- (2) *Citoyen, aujourd'hui*, par Martine Feil et Dominique Bessy, 288 pages, 45 F.
- (3) Selon les éditeurs scolaires, le budget municipal moyen permet l'achat de 1,5 livre par élève et par an.

POLICE

Le projet de modernisation est bien accueilli par les syndicats

Le projet de loi pour la modernisation de la police nationale annoncé par M. Pierre Joxe (Le Monde du 11 avril) est favorablement accueilli par la majorité des représentants du personnel. Les trois organisations syndicales majoritaires - le Syndicat des commissaires de police, le Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), la Fédération autonome des syndicats de police (FASP), qui représentent, respectivement, 84 % des chefs de service, 70 % des inspecteurs et enquêteurs et 60 % des policiers en tenue - se cachent pas leur satisfaction.

L'enthousiasme que s'est fié le ministre de l'Intérieur est l'été prochain : le projet de loi pourrait être soumis aux parlementaires en juin, tandis que, ce même mois, un groupe de travail, présidé par le ministre lui-même, sur les structures de la préfecture de police de Paris devrait rendre ses conclusions. Ces priorités policières seront symboliquement soulignées, le 14 juillet, par une visite de M. Mitterrand auprès d'unités de la police nationale, comme il l'a fait le 14 juillet 1984 auprès de la gendarmerie.

La « règle de trois » de M. Joxe

Connaître, annoncer, obtenir. Ainsi pourrait se résumer la « règle de trois » de M. Joxe. Le second ministre de l'Intérieur du septennat a un pécédé mignon : le système. Le respect scrupuleux jusqu'à l'obsession des échéances qu'il s'est fixées, le souci de ne pas dévier de sa ligne droite qu'il a forcée les contraintes du réel, la méthode est nouvelle dans un ministère d'ordre baloté par l'événement, l'incident imprévu, l'accidentel.

Aussi désarmé-il souvent ses interlocuteurs - fonctionnaires, syndicalistes, journalistes - par ses silences, son attention apparente quand il en est à la première phase - connaître, écouter, comprendre - et s'en tient colte que coûte au calendrier qu'il s'est fixé. Dans la deuxième phase, M. Joxe n'annonce que ce dont il est certain. Il ne commente guère son action et laisse la gloire à d'autres. Ainsi certains syndicalistes policiers se sont-ils désolés, impatients quand, durant ses premiers mois au ministère, il ne laissait rien entrevoir de ses projets avant le débat budgétaire. De même, plus récemment, d'autres se sont inquiétés de son inaction officielle à propos de la préfecture de police de Paris, cette « police dans la police », pierre d'achoppement traditionnelle des ministres de l'Intérieur.

Aujourd'hui, les voiles se dissipent. M. Joxe abat ses cartes, une à une. Première étape : la modernisation. Il avait observé l'état des lieux, conclu à la nécessité d'une programmation pluri-annuelle, autorisé le choix de celle-ci aux députés le 5 novembre 1984. Il vient de l'obtenir en conseil des ministres et se bat désormais, au sein du gouvernement, pour que des arbitrages financiers viennent conforter ses engagements.

Deuxième étape : la préfecture de police de Paris. M. Joxe n'a pas attendu l'arrivée au ministère de l'Intérieur à l'égard de cette vieille maison, ancrée de la police française, habituée à l'autonomie et au particularisme, la « police nationale », existant formellement depuis la fin des années 60. Aujourd'hui, M. Joxe « annonce » qu'un groupe de travail est constitué sur quel que soit le nom qu'il lui donne, comme la surmontent les policiers. Présidé par le ministre lui-même, ce groupe de travail réunira le directeur général de la police nationale, le préfet de police de Paris, les hauts fonctionnaires, et devra rendre ses conclusions au plus tard le 30 juin 1985.

Troisième étape, encore en pointillé : l'administration centrale de la police nationale, que M. Joxe semble vouloir modifier. Ainsi la direction centrale de la sécurité publique, qui avait la responsabilité des polices urbaines de province, et des CRS, n'a actuellement plus de titulaire. Le service central des CRS est désormais directement rattaché au directeur général de la police nationale, et il est à prévoir que ce filtre supplémentaire qu'était la direction centrale de la sécurité publique disparaîtra bientôt officiellement. Dans le même ordre d'idée, une réorganisation des structures régionales et

« l'ensemble des mesures annoncées vont dans le sens des propositions qu'elle a faites ». Commentaire : l'assemblée de la FASP et du SNAPC, qui dans un communiqué commun, parlent d'une « journée qui fera dans l'histoire de la police » et y voient la récompense de leur « opiniâtreté » syndicale.

La satisfaction des policiers en tenue, représentée par la FASP, est d'autant plus nette qu'ils obtiennent l'extension des qualifications judiciaires aux gradés et gardiens de la paix. La qualité d'agent de police judiciaire leur sera reconnue par un

Deux nouvelles unités spécialisées

La police ne sera pas en reste à l'égard de la gendarmerie : elle aura son Groupe d'intervention de la police nationale (GIGN) comme la gendarmerie a, depuis dix ans, son célèbre GIGN. Cependant ce projet, annoncé mercredi 10 avril par le ministre de l'Intérieur, n'est pas une copie conforme du modèle de la gendarmerie.

Il s'agit du regroupement de sept unités spécialisées, existant actuellement dans les grandes villes, en une seule unité d'élite spécialisée dans la lutte antiterroriste, et non pas - comme le GIGN - dans les actions spectaculaires (prises d'otage, maîtrise d'un forcené, etc.).

Ce projet a un parrain : M. Robert Brousard, adjoint au directeur général de la police nationale, chargé plus particulièrement de l'opérationnel, notamment en matière de terrorisme. Cette unité pourrait intervenir sur l'ensemble du territoire national. Parallèlement, une autre unité spécialisée sera créée, sur l'initiative du contrôleur général Raymond Sasse, grand spécialiste de la protection - notamment dans le passé celle du général de Gaulle. Elle sera chargée de la protection des bâtiments publics et diplomatiques à Paris, afin de décharger le tout-venant des troupes policières de trop nombreuses gardes statiques.

E. P.

départementales de la police nationale, qui sont déphasées par rapport à la logique éditoriale de la décentralisation, est à l'étude. Enfin, M. Joxe s'est engagé à instituer une « direction des libertés publiques ». La méthode Joxe a pour avantage d'éviter les remous et états d'âme parmi les troupes policières. Du moins pour l'instant. D'autant qu'un comité technique technique de la police nationale, initié depuis l'automne dernier, fonctionne régulièrement comme instance de concertation avec les syndicats.

Ainsi le Syndicat des commissaires de police juge-t-il « fidèle » l'intention de « besoins urgents de la police nationale » dressé par M. Joxe, qui « prend en considération la plupart de nos demandes ». De même, Force ouvrière note que

projet de loi, leur permettant désormais de recueillir les plaintes et de donner des procédures. Avec cependant une nuance, importante pour les libertés publiques : ces attributions d'agent de police judiciaire seraient suspendues quand les policiers en tenue participeraient « en unité constituée à une opération de maintien de l'ordre ». En somme, les policiers, dans ce cas précis, ne pourront faire usage de leur force.

Ce « point sur l'avenir » a cependant « besoin d'une âme » selon la formule de M. Bernard Delaplace, secrétaire général de la FASP. Aussi M. Joxe a-t-il dans ses cartons un « code de déontologie » de la police nationale, suggéré par le rapport Borjoly de 1982, et déjà soumis aux organisations syndicales.

EDWY PLENEL.

FAITS DIVERS

MENACE D'EXTRADITION CONTRE UN RESSORTISSANT ESPAGNOL

M^{re} Christine Fando, avocat à Bayonne, a l'intention d'introduire une requête en annulation de la procédure d'extradition engagée contre un ressortissant espagnol, M. Manuel Arteta Olano, vingt-cinq ans, qui est l'objet d'un mandat d'arrêt international depuis le mois d'octobre. Interpellé le 28 mars au cours d'un contrôle de routine, celui-ci devait être présenté au parquet de Bayonne, et l'ordre était donné d'engager la procédure d'extradition. Pour obtenir la libération de son client, M^{re} Fando fait valoir que, conformément à la loi du 10 mars 1967, un étranger susceptible d'être extradé doit être interrogé par le procureur dans les vingt-quatre heures suivant son interpellation. Ce qui n'a pas été le cas, puisque M. Arteta Olano n'a été présenté au parquet que... vingt-six heures après son arrestation.

● *Accidents en série* - Une dizaine de maisons ont brûlé mercredi 10 avril à Belval, dans les Vosges, dans l'incendie d'un camion-citerne transportant de l'essence et du fuel. Dans le Sud-Ouest, près de Lescage, un camion transportant du sulfure de carbone, un gaz inflammable, est tombé d'un pont. Le chauffeur à la suite des ténés. Enfin, dans la périphérie de Lyon, un camion de 17 tonnes contenant du propane et du butane s'est couché sur l'autoroute, et a dû être évacué par la police, en raison des risques d'explosion dus à une fuite de gaz. D'autre part, un car qui transportait des spectateurs du match Bordeaux-Turin a été accidenté dans les Hautes-Alpes le 11 avril. Un passager a été tué et deux autres blessés.

Téléphone rouge au Pays basque

De notre correspondant

Bayonne. - Assigné à résidence au mois de janvier dans le département de la Gironde, un réfugié basque espagnol, M. Michel Uriz de Ueto, était convoqué au début du mois de mars au commissariat de Guecho, où trois hommes, se présentant comme fonctionnaires de police, lui proposaient de revenir à Bayonne à condition qu'il leur fournisse des informations sur les nationalistes basques. Devant son refus, les policiers auraient menacé M. Uriz d'un mandat d'arrêt, entraînant ainsi plusieurs heures plus tard par l'Espagne. Fais à cette me-

nace, M. Uriz retourne au Pays basque. Interpellé le 28 mars par une patrouille de la police de l'air et des frontières, il obtint d'être relâché en produisant un numéro de téléphone que les policiers rencontrés à Guecho lui avaient communiqué « en cas de problème ». Il s'agit, en fait, d'un numéro figurant sur la liste rouge et qu'il correspondait, jusqu'à sa mise au service de transmission des renseignements généraux, installé à Biarritz en octobre 1981.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

APRÈS LES CLASSES VERTES ET LES CLASSES DE NEIGE

Classes d'usine à Mulhouse

Mulhouse. - Deux classes de cours moyen deuxième année passeront chacune quatre jours à l'usine Peugeot de Mulhouse (Haut-Rhin) d'ici à la fin avril. Après les classes vertes et les classes de neige, voici donc les classes en entreprise.

Cette expérience d'école en site industriel concernera vingt-cinq élèves de Wittenheim, dès la semaine prochaine, et autant d'élèves de la semaine suivante. Avec leurs maîtres, ils vont transplanter leurs salles de classe dans un local de l'usine servant habituellement à la formation. « Nous leur offrons la scène et les acteurs. A eux d'écrire la pièce », commente M. Jenn, chargé des relations publiques de Peugeot-Mulhouse.

Ces élèves, âgés d'une dizaine d'années, étudieront des matières qui leur sont familières,

mais qui, pour l'occasion, tourneront autour d'un seul et même thème : l'automobile. Ce sera l'histoire de l'automobile, la géographie à travers les implantations de Peugeot dans le monde, le calcul avec des graphiques, des pourcentages et des notions de gestion, de la technique avec la mécanique, du vocabulaire, etc. Du vécu, enfin, avec des essais de la 205 en bout de chaîne. Pas question cependant pour Peugeot de recruter la ses futurs salariés. « Il faut laisser à cette opération son caractère d'expérience », dit-on à la direction. Une expérience que les écoles concluront en rédigeant des comptes rendus et en réalisant des panneaux d'exposition pour la fête de fin d'année scolaire dans leur établissement.

B. L.

Collection «BIBLIOTHÈQUE EUROPÉENNE»

Poésie, Théâtre, Essais, Grands mystiques...

- LES ROMANTIQUES ALLEMANDS
HOLDEN, NOVALIS, SCHLEGEL, BRENTANO, ADAM SMITH, DE CHAMISSO, HOFFMANN, VON KLEIST
860 p., 228 F
- FRANÇOIS DE SALES
Lettres d'amitié spirituelle
896 p., 228 F
- JEAN GUITTON
JOURNAL
746 p., 228 F

A paraître

• THÉÂTRE ÉLISABETHAIN
• THÉÂTRE D'AVILA
• JEAN DE LA CROIX

sur papier bible, sous cartonnage

DDB DESCLEE DE BROUWER

LA CONTRACEPTION SUR MESURE

Docteur H. ROZENBAUM

Les problèmes contraceptifs sont très souvent ignorés, mal compris, sans tenir compte du fait que chaque femme possède ses propres réactions.

Aussi, pour la première fois, ce livre fait le point sur les méthodes par méthodes mises à la portée de chaque situation particulière. Que peut-on utiliser si on est jeune, si on a des enfants, si on a des problèmes de santé, si on a des problèmes de couple, si on a des problèmes de carrière ?

Les méthodes contraceptives à utiliser ne sont pas les mêmes chez la jeune fille, la femme jeune ou celle qui n'est pas mariée.

Le Docteur Rozenbaum, spécialiste reconnu, traite les toutes les méthodes contraceptives. Il les conseille ou les contre-indique selon les cas. Il décrit son mode d'action, les avantages et les inconvénients, les effets secondaires, les risques, les contre-indications, les précautions à prendre, les modalités d'usage, les modalités de suivi.

Pour choisir une méthode contraceptive ou toute connaissance et pour éviter des erreurs possibles, lire ce livre. LA CONTRACEPTION SUR MESURE sous le docteur.

Prix : 65 F

Éditions SOLAR

20. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : l'infini du désir, Hervé Guibert et Bruno Gay-Lussac.
14. Philosophie : « Jésus », de Manuel de Diéguez. 17. Etranger : Virginia Woolf mise en lumière.

Le Monde DES LIVRES

Georges Dumézil, l'éternel enquêteur

Archéologie de l'imaginaire, l'un des plus grands érudits de ce temps rassemble ses dossiers pour que d'autres poursuivent la recherche.

GEORGES DUMÉZIL vient de fêter, ou plutôt d'enregistrer, ses quatre-vingt-sept ans. Il se sait au soir de sa vie, et le dit sans crainte ni illusion, en sage, qui a trop lu Maro-Aurèle pour appréhender la mort. Avec une tranquille félicité, il préfère rassembler ses dossiers, et livrer au public, comme aux chercheurs qui pourront continuer de déchiffrer après lui, cent « Esquisses de mythologie, regroupées en quatre volumes.

Après *Apollon sonore* (1982), *la Courtisane et les Seigneurs colorés* (1983), les « Esquisses » n° 51 à 75 viennent de paraître sous le titre *L'Oubli de l'homme et l'Honneur des dieux*. Même pour celui qui n'y connaît rien, ces recueils sont une fête de malice et de science. A les lire, on saisit ce qu'est la voix d'un maître, un vrai.

On chercherait vainement à quelle œuvre correspond celle de Georges Dumézil. Il en est déjà bien, peu, qui puissent rivaliser avec la sienne par la taille : une bibliographie complète des travaux de ce penseur constituerait à elle seule un volume. On y découvrirait que ses ouvrages les plus connus (les trois volumes de *Mythes et Épopées*, chez Gallimard, la *Religion romaine archaïque* chez Payot, entre autres) ne sont que la partie fréquentée d'un archipel constitué de centaines d'articles disséminés, plus d'un demi-siècle durant, dans des revues savantes. Ainsi ignore-t-on souvent ses travaux d'éthnologie ou de linguistique consacrés au Caucase, tel son *Verbe de la langue vadyk* ou encore ses études sur les Indiens Quéchuas du Pérou.

La quantité n'est rien, à côté de l'érudition étourdissante qui soutient ces textes. Alors que les

spécialistes consacrent leur vie à l'étude d'un auteur ou d'un domaine, Georges Dumézil a managé modestement une vingtaine de langues, du grec au gallois, du sanskrit à l'ossète, du latin au suédois, du persan au russe et au turc etc., comme si cela allait de soi !

Après tout, ces prouesses n'ont en elles-mêmes que peu d'intérêt. Dans la communauté savante de ces deux derniers siècles, des polyglottes prolifiques existent. Ce serait faire injure à Georges Dumézil de simplement l'y inclure. Car l'étude érudite est chez lui un moyen et non une fin, un instrument de découverte qui lui a permis de renouveler profondément un domaine d'étude immense qui paraissait inabordable, voire stérile.

Même très schématiquement, il importe d'en rappeler l'enjeu. Les philologues du dix-neuvième siècle, à la suite notamment des travaux de Franz Bopp, avaient su mettre en lumière les parentés lexicales et syntaxiques du sanskrit, du grec, du latin, du slave, de l'allemand, des langues celtiques, etc. Il était donc établi de science «bare» que les idiomes de l'Inde et de l'Europe avaient au moins une souche commune, à défaut d'un ancêtre unique.

De l'Inde aux Celtes

Comme il n'y a pas de langue sans une civilisation matérielle et spirituelle, il semblait légitime d'admettre qu'avec les mots s'étaient transmis aussi des idées, voire des comportements. Il paraissait possible de chercher à repérer, de l'Inde aux Celtes, de Rome aux Slaves, les vestiges (transformés et remaniés par chaque peuple) d'une même conception du monde héritée de ces ancêtres «Indo-Européens»

qui avaient essimé au cours du troisième millénaire avant notre ère.

Légitime et possible, l'entreprise s'engagea dans plusieurs impasses. On traita les mythes comme des textes, les coupant de la vie concrète des hommes, qui souvent peut seule les éclairer. On voulut à toute force les couler dans un moule interprétatif préexistant, sans respecter leur richesse ou leurs contradictions. On crut longtemps qu'un nom semblable indiquait forcément des dieux comparables. Bref, à force d'échecs, comme le note Georges Dumézil dans la préface de *Mythe et Épopée*, «la mythologie comparée se vit rayer du catalogue des études sérieuses».

Faut-il dire : «Enfin Dumézil vint !»? Ce n'est pas si simple. Lui-même tâtonna, erra plus ou moins une bonne quinzaine d'années. C'est en 1938 qu'il découvrit, pour expliquer l'existence à Rome des trois flammes (1) majeurs servant respectivement Jupiter, Mars et Quirinus, leur parallélisme fon-

ctionnel avec les classes sociales de l'Inde védique : prêtres, guerriers et masse productrice.

A partir de là, Dumézil a établi progressivement comment cette idéologie tripartite (souveraineté magique et juridique, force physique principalement guerrière, abondance tranquille et féconde) se retrouve à l'œuvre dans les mythes et les épopées, voire parfois dans les institutions de l'Inde et de l'Europe — y compris là où cette division ne correspond pas à l'organisation sociale réelle.

Ainsi s'éclaire l'héritage spirituel des Indo-Européens, en même temps que sont mis en perspective, avec leur parenté de fond et leur originalité propre, des domaines au premier regard aussi dissemblables que les sagas islandaises et la légende de la fondation de Rome... L'histoire ancienne, grâce à cette archéologie de l'imaginaire, a changé de visage.

R.-P. D.

(1) Prêtres attachés au service d'une divinité.



★ CAGNAT

Les prêtres, les guerriers et les paysans

DANS *L'Oubli de l'homme et l'Honneur des dieux*, troisième volume des *Esquisses* de Dumézil, un groupe d'études explore l'aspect dynamique des trois fonctions (souveraineté, force guerrière et production), leurs différents rapports de forces, que ce soit dans le troisième chant de *l'Iliade*, dans le cycle d'Héraclès ou dans un roman gallois, le *Mabinogi* de Math.

«Que sont ces trois fonctions? Des catégories mentales, un idéal imaginaire, un héritage lié à une structure sociale?»

— Il me semble difficile d'envisager qu'une civilisation ait pu forger cette représentation tri-

partite sans avoir été effectivement organisée en trois classes sociales distinctes qu'en simplifiant on pourrait appeler prêtres, guerriers et paysans. Je crois donc à une origine sociale de cette idéologie. Ce n'est évidemment qu'une hypothèse, puisque nous n'avons aucun témoignage direct sur les Indo-Européens. Mais quelle autre hypothèse serait vraisemblable?

En revanche, il est manifeste que cette idéologie a persisté même lorsque la société n'était plus concrètement bâtie sur cette division. Des lettrés, des prêtres, ce que j'appelle des «docteurs», l'ont théorisée ou systématisée

pour en faire une conception du monde dont la survivance est bien attestée sur toute l'aire indo-européenne.

— On ne peut donc assimiler ces fonctions à des schèmes inconscients, ou encore à un héritage dont les bénéficiaires eux-mêmes auraient perdu le sens? — Je pense que le sentiment de la différence de ces trois fonctions et de leurs relations (olifantes, conflits, prédominance de l'une ou de l'autre, etc.) est resté très longtemps vivace, même si leur origine n'était plus discernable.

Et ce trait me paraît propre au domaine indo-européen. Si l'on rencontre ailleurs, en Afri-

que, en Asie, en Amérique, des mythes où apparaissent parfois ces trois fonctions, elles n'y ont pas cette présence permanente ni cette relation presque systématique. Le fait est d'autant plus important que nous étudions des peuples, tels les Indiens védiques et les Celtes, qui n'ont pu communiquer de façon constante et suivie, à l'inverse des Indiens d'Amérique du Nord ou des Polynésiens. Cette présence de traits communs, en l'absence d'échanges culturels, atteste bien un héritage historique.

Propos recueillis par ROGER-POL DROIT.

(Lire la suite page 14.)

Claude Roland-Manuel, le sceptique passionné

«Ecrire un livre n'est concevable que si l'on s'engouffre dans les ténèbres pour éviter de fuir. L'aube est à ce prix», affirme Claude Roland-Manuel dans *Sans mémoire, le premier livre que publie ce jeune écrivain de soixante-deux ans*.

Ce texte brisé, où alternent aphorismes, notes de lecture, réflexions sur des peintres, des écrivains ou des musiciens, a le charme et les qualités d'un journal intime sans en être vraiment un.

Claude Roland-Manuel écrit à la pointe sèche, mais la rigueur du propos est toujours tempérée par l'interrogation profonde d'un homme qui est fier que son ombre contredise son corps. Les phrases parfaitement ciselées de cet écrivain apparaissent bien souvent comme des affirmations maquillées en questions.

«Ma vie est un doute ébloui», écrit ce sceptique passionné qui se prétend optimiste par haine de l'optimisme. Claude Roland-Manuel m'a reçu avec la chaleur d'un inquiet qui s'aimerait se voir.

«Ce livre est un voyage, dit-il. Une manière d'assumer le tragé-

die d'une vie que je déguste avec gourmandise. J'avais peur, à dix-huit ans, de devenir fou. Au lieu d'avouer le trouble de mes sentiments, je les écrivais; mais les feuilles s'envolaient au loin. Vers l'âge de trente ans, j'ai commis des poèmes que j'ai également jetés.

«Un si joli carnet»

«Le temps a passé et, un jour, il y a six ou sept ans, un libraire chinois m'a offert un si joli carnet que je n'ai pu résister au plaisir d'y noter ce qui me troublait et m'enchantait: mes lectures, mes voyages, les émotions et les tourments de la vie quotidienne. J'ai mis ce journal en forme. Une manière un peu lâche de parler de tout et de rien.

Claude Roland-Manuel eut l'innocence d'expédier des copies de son manuscrit chez tous les «grands» de l'édition parisienne. Un sourire triste aux lèvres, il me donne à lire la lettre, plus bête que cynique, d'un éditeur bien en place: «Si vous étiez connu. Je veux dire si vous portiez un nom reconnu dans le sixième arron-

dissement littéraire (Cioran, Jabès, vous voyez, j'oi de l'estime pour vous), je publierais sans hésiter vos réflexions, aphorismes, remarques, paradoxes... Mais de là à me ruiner pour vous!»

PIERRE DRACHLINE.

(Lire la suite page 17.)

« Comme la bourgeoisie a des amours, parce qu'ils la surprennent, l'homme froid a des extases spectaculaires, qui le figent. »

« Vivez sans paupières et achetez des stores. »

« Ne pouvoir renouer une ancienne amitié, un ancien amour, voilà qui est magique. »

« Si je rencontre, sur le boulevard, Henri Thomas, je me promène immédiatement dans un cimetière breton, seul lieu où l'on puisse parler de Paris. »

« Une page de Gracq, c'est un corps glacé revenant à la vie. »

« L'oubli s'entretient, comme la conscience. Mais quelquefois il y faut encore plus de soins. »

« Par leur méchanceté, les yeux d'Elsa méritaient d'être célébrés. Quels amuseurs ! Le reste de son visage n'était-il vraiment que de la peau ? »

« Chaque amitié, tout de même que chaque amour, est une chaîne de cancers, de gangrènes, dont nous guérissons sans cesse, bizarrement, comme nous pouvons. »

Extraits de *Sans Mémoire*.

Philippe SOLLERS



Portrait du joueur

roman

«Une œuvre comique, pornographique, journalistique, poétique, philosophique, religieuse. Cela vous donne une idée de son foisonnement baroque, non ?» Jacqueline Piatier/Le Monde

GALLIMARD *ur*

مكتبة الأستاذ

هنا من اجل

A LA VITRINE DU LIBRAIRE

ROMAN

Un inédit

de François Augiéras

Écrivain « insaisissable », François Augiéras a laissé des livres (le *Vieillard* et *l'Enfant*, *l'Apprenti sorcier*, *Un voyage au mont Athos*) qui sont des signes de ralliement. Après le bel hommage que lui rendit le *Temps* qu'il fait (1), les éditions Phélines publient un texte de lui, inédit, présenté par son ami Paul Placet.

Manuscrit oublié, fragment d'un roman inachevé, *la Chasse fantastique* porte les traces d'une « pensée sans détours » (Yves Bonnefoy) qui désigne l'essentiel, néglige la fardes des « thèmes », des « pensées ». Pour Augiéras les mots portaient autre chose.

Les lignes qui ouvrent ces pages sauvées en valent des milliers d'autres, et s'imposent avec douceur. On devrait se donner la peine d'écrire au jeune éditeur de Cubjac qui a su nous les révéler : « Je cherche un être pour l'aimer, et, de colline en colline, mes javelots à la main, c'est à lui que je pense. Quand le vent-jeu qui sera mon ami, ce corps déjà né qui loin de moi dort et rêve en silence ? »

R. S.

★ **LA CHASSE FANTASTIQUE**, de François Augiéras. Ed. Phélines (place des Filles, 24640 Cubjac), 60 p., 52 F.

(1) Distribution Distique.

ESTHÉTIQUE

Shitao

et la peinture chinoise

Les *Propos de Shitao*, écrits entre 1710 et 1720, constituent un traité d'esthétique chinoise élaboré et savant. Il se présente sous la forme d'un manuel consacré à l'acte de peindre. Shitao fonde son analyse hors du temps, au-delà des œuvres et des écoles. Il prend une position anticonformiste radicale : « Les barbes et les sourcils des anciens ne peuvent pas pousser sur ma figure ni leurs entrailles s'installer dans mon ventre ; j'ai mes propres entrailles et ma barbe à moi. Et si arrive que mon œuvre se rencontre avec celle de tel autre maître, c'est lui qui me suit et non moi qui l'ai cherché. »

La clef de voûte du système de Shitao, c'est son concept d'un « unique trait de pinceau », issu de divers courants fondamentaux de la philosophie chinoise que l'auteur a appliqués à la peinture, ce concept est d'une déconcertante simplicité. Dans son sens concret, c'est tout naturellement un segment de ligne sans reprise, compris entre une attaque et une fin de pinceau. Mais un seul trait de pinceau suffit pour révéler la main d'un maître. Et cette notion d'un « unique » sert à construire une spéculation philosophique embrassant l'universel, en accord avec ce paradoxe de la pensée taoïste selon laquelle c'est précisément le simple, l'infiniment petit, le concret qui constituent la source de l'omnipotence du sage, agissant en communion avec l'univers.

L'abondant appareil critique qui accompagne la traduction de Pierre Ryckmans est ici fondamental et constitue en lui-même une excellente introduction à l'esthétique chinoise. Ses notes sont en effet d'un caractère assez général pour intéresser l'ensemble des théories picturales chinoises. — A. P.

★ **LES PROPOS DE LA PEINTURE DU MOINE CITROUILLE-AMÈRE**, de Shitao. Traduction du chinois et commentaires de Pierre Ryckmans. Hermann, 262 p., 90 F.

Ont collaboré à cette rubrique : Bernard Allot, Jean Baudry, Pierre Drachine, Roland Jaccard, Alain Peyraube, Raphaël Savin et Michel Sol.

POÉSIE

L'« idéoréalisme »

de Saint-Pol Roux

Après les *Reposoirs de la Procession* ou la *Dame à la faub. Rougerie* publie le tome 2 du *Tragique dans l'Homme*, de Saint-Pol Roux, avec deux « monodrames », *l'Arme noire du prieur blanc* et *la Fumée*.

On néglige le théâtre de Saint-Pol Roux, voué à la « beauté totale ». A la suite de Shakespeare, Goethe et Villiers de l'Isle-Adam, Saint-Pol Roux fut un quêteur d'unité : se théorisa de « l'idéoréalisme » eut l'ambition de « météoriser le spirituel ».

L'Arme noire du prieur blanc (1933) date du symbolisme. *la Fumée* est de 1914. Saint-Pol Roux, admirateur de Hugo, parle de la damnation et de la misère humaine, de l'amour et du mystère. Des créations inoubliables brûlent les planches. On aimerait voir un jour, tombé des cintres, un Fagot de Douleurs et le Squelette « sur lequel persistent des yeux, un peu de viande et de la peau ». — R. S.

★ **MONODRAMES**, de Saint-Pol Roux, postface de Jacques Guéhenne. Rougerie (Mortemart - 87330 Mézières-sur-Isère), 148 p., 57 F.

Les passions

de Pierre Seghers

Pierre Seghers, avec *Fortune Infortunée* Fort Une, qui reprend pour titre la devise de Marguerite d'Autriche, régente des Pays-Bas pour Charles Quint, charme par son lyrisme. Les images et les métaphores paraissent avoir virevolté dans le silence avant de se poser sur les pages blanches du poète.

Pierre Seghers, qui avoue avoir vécu dans l'envers des choses sur les frontières de l'éveil, se raconte, en vers, au coin du feu. Sa voix éveille chez la liberté et une jeunesse qui n'abdiquera qu'à l'heure de la dernière illusion.

La vie, que ce poète perçoit comme une « ripaille d'imposants », lui inspire néanmoins des cris de rage et d'espérance. Cet homme, qui se fiente de n'avoir rien appris, ne se pose pas en philosophe et ses vœux les plus troubles ont la saveur des secrets qu'échangent, entre eux, les enfants : « Dans les affluents de mon sang j'ai mêlé le sang de mes femmes d'autres musiques et d'autres roses, j'ai incisé d'autres pavots et j'ai bâti tant de palais, fait décorer tant de coupoles que mes villes de l'air limpide me sont devenues mes tombeaux. »

P. D.
★ **FORTUNE, INFORTUNE, FORT UNE**, de Pierre Seghers. Chez l'auteur (228, bd Raspail, 75014 Paris), 92 p., 79 F.

Les épitaphes

de Christine Lahoud

Les poèmes de Christine Lahoud ont le phrasé de ces épitaphes que le visiteur peut lire sur bien des sépultures du cimetière Montmartre. Ici et là, des statues gémies de pierre conviennent, non sans ironie, le passant à faire fi des pertes que rendent la vie si inhospitalière.

« Pas de fleurs sur les tombes. Juste un fil de poussière les reliant », note ce poète qui écrit pour que ses défunts ne se désolent pas sur fond de brume.

Comme une éminente lectrice de sa mentor, Christine Lahoud tient « le registre des larmes trop versées ». Elle y répertorie ses déceptions et sa lassitude avec une sérénité empreinte à ses amis, les morts.

« Je périrai de folle nonchalance sans jamais me réveiller », écrit Christine Lahoud, qui suspend sa respiration toutes les fois qu'elle croit rencontrer une sensibilité proche de la sienne. « *Une nuit dans le poème des poètes*

★ **LE PASSANT RARE**, de Christine Lahoud. Ed. Saint-Germain-des-Près, 48 p., 35 F.

ESSAI

Berdiaev,

ce « Nietzsche

chrétien »

On est toujours étonné qu'un très grand livre — qui, à partir d'une intuition centrale généralement élucidée, ouvre en tous sens de foisonnantes perspectives — reste étonnamment redoublé lorsque, après quarante ans de débats sur les philosophies de la liberté, on s'aperçoit qu'une des pièces maîtresses n'a pas été versée au dossier. Ainsi d'Esprit et Liberté, que Nicolas Berdiaev écrit à Paris en 1927, publie dans notre langue en 1983, et dont Olivier Clément présente aujourd'hui une traduction notablement améliorée.

Berdiaev a commencé par l'engagement révolutionnaire. Il a été mandaté et emprisonné sous les tsars, antimondariste et persécuté sous Lénine qui, au bout du compte, l'expulse. Devenu chrétien, cat aristocrate anarchiste n'a pas trouvé d'autre moteur à sa foi que ce qui avait toujours été la nef de son existence : la liberté.

Durant les années 30, Mounier et Maritain, si sensibles pourtant à l'apport de Berdiaev dans la critique du bolchevisme, reculent devant la gnose chrétienne dont le mystique russe, disciple de Jacob Boehme, couronne sa foi. A l'inverse de tant de supputations échevelées, cette gnose se refuse pourtant à décrire l'anté-creation et la parousie. Elle réplique à la prolifération des systèmes hermétiques. Elle demande seulement que la pensée ne capitule devant aucun mystère. La méditation de Berdiaev, ce « Nietzsche chrétien », devrait alimenter un approfondissement de nos contemporains. — J. B.

★ **ESPRIT ET LIBERTÉ**, de Nicolas Berdiaev, traduction du russe par L. P. et H. M., présenté par Olivier Clément. Desclée de Brouwer, collection « Théophraste », 312 p., 97 F.

HISTOIRE

Calendriers

médiévaux

Sobante-dix-neuf calendriers français et quarante-sept italiens sur les monuments romans et gothiques donnent à voir les travaux des mois. Les travaux ? Est-ce si sûr ? Un homme établi en janvier ou un danseur qui se promène en avril ne font pas référence au dur travail pénitent imposé à Adam après le premier péché.

Cette étude d'iconographie rappelle que l'image oscille toujours entre convention et réalisme : il faut lire ces calendriers, nous dit Jacques Le Goff dans sa préface, « sous le double éclairage du Livre éternel de la Genèse et de la grande poussée agricole des XI^e et XII^e siècles ». Quand on sait que ces images de la campagne appartenaient le plus souvent aux porches des églises urbaines, ce s'attend que le travail de la terre y soit fortement idéalisé.

Or Patrice Maréchal conclut sa minutieuse étude en montrant le réalisme des représentations des outils, des produits et surtout des gestes du labour paysan. Mais parmi les travaux agraires sont seuls représentés ceux qui expriment le plus directement la fécondité de la terre sous l'action de l'homme.

Répartis sur les douze mois de l'année, ils s'interrompent deux fois : en hiver, quand le froid et la neige les rendent impossibles ; au printemps, quand partent en chasse les seigneurs. Le temps du paysan n'échappe ni à la contrainte climatique, ni à la contrainte sociale. C'est curieusement sa dimension religieuse qui est la moins évidente. Sauf à considérer que tout travail est rédempteur et que toute fécondité vient de Dieu. Mais ce serait solliciter des documents déjà riches de significations. — M. S.

★ **CALENDRIERS ET TECHNIQUES AGRICOLES (FRANCE - ITALIE, XII^e-XIII^e SIECLES)**, de Patrice Maréchal. Le Sycomore, collection « Fœdalis », 360 p., 360 F.

SCIENCES HUMAINES

L'amour qui n'ose pas

dire son nom

Si le mot qu'a inspiré à lord Alfred Douglas son amié particulière avec Oscar Wilde, « l'amour qui n'ose pas dire son nom », a fait fortune, l'homosexualité a porté bien des noms infâmes et s'est désignée elle-même en des termes parfois sophistiqués, souvent ironiques, le plus du temps presque médicalement neutres.

Dans son *Vocabulaire de l'homosexualité masculine*, qui devrait intéresser les profanes aussi bien que les initiés, Claude Courvoisier, se présentant comme un lexicographe amateur, chasse les bottes de l'explorateur professionnel pour défricher de A à Z le vaste continent de l'identité de glossaire « homosexualité », selon la célèbre mot de Proust.

Truffé d'anecdotes, empli de documents médicaux et de références littéraires, le dictionnaire de Claude Courvoisier, comme Gide, Apollinaire, Jouhandeau, Fautourel, Matzner, sont à l'honneur : « ce lexique nous renseigne aussi avec érudition sur l'apparition de certains termes. L'expression « l'amour de l'évêque de Clogher », par exemple, que l'on trouve chez Stendhal, tire son origine d'un fait divers du dix-neuvième siècle : l'évêque de Clogher fut pris en flagrant délit en compagnie d'un soldat... A la mode au dix-neuvième siècle, la mode au dix-neuvième siècle, le mot « Gerniny » fait passer à la postérité un conseiller municipal de Paris, Eugène de Gerniny, surpris dans les toilettes avec un bijouier. L'expression inspire à Alphonse Doudeux une cruelle réflexion sur son épouse : « On lui raconterait que je suis un Gerniny ; qu'elle ne saurait bien si ce n'est pas vrai... » — R. J.

★ **VOCABULAIRE DE L'HOMOSEXUALITÉ MASCULINE**, de Claude Courvoisier. Ed. Fata Morgana, 240 p., 99 F.

L'envers du désir

Qu'est-ce donc qui provoque l'excitation sexuelle ? Ce ne sont qu'exceptionnellement la grâce, la beauté, la virginité ou d'autres qualités physiques et morales qui éveillent le désir, répond le psychanalyste américain Robert J. Stoller.

« En fait, écrit-il, les personnes sont nettement ressenties comme méritantes, ces qualités ont plutôt tendance à faire retomber l'excitation sexuelle, sauf chez celui qui a une idée de ses défauts. Les vertus qui suscitent parfois l'amour et souvent l'ennui s'opposent, en général, au désir physique. Depuis trente ans qu'il étudie les perversions, Robert J. Stoller a élaboré quelques théories à ce sujet. Par exemple, qu'en l'absence de facteurs physiologiques spécifiques, c'est l'hostilité — le désir manifeste ou masqué de nuire à l'autre — qui provoque et renforce l'excitation sexuelle. « Dans l'érotisme, précise notre auteur, l'hostilité est la tentative sans cesse renouvelée d'annuler les traumatismes et frustrations de l'enfance qui ont menacé le développement de la masculinité ou de la féminité. »

Prenez le cas de l' exhibitionnisme : son but n'est pas de séduire une femme, pour qu'elle fasse l'amour avec lui, mais bien plutôt de la choquer. Si elle est embarrassée ou irritée, si elle s'enfuit ou surtout si elle appelle la police, il aura alors la preuve que son acte a eu quelque chose d'important. Lorsqu'on apprend, ajoute Stoller, qu'il s'exhibe souvent après avoir subi une humiliation, on devient attentif aux éléments hostiles vécus dans l'excitation. Pour que celle-ci naisse, il faut que la victoire soit une victoire, perçue moins comme un acte humain que comme un triomphe.

Or, ce que nous enseignent l'expérience analytique, c'est que des gens visiblement normaux sont guidés, eux aussi, par l'envie, sinon par l'antipathie, de faire du mal : à chacun son mauvais goût, et ses fétiches. Acte de cruauté et de vengeance, le « fetishisation » dépouille le partenaire, potentiel de son caractère humain : opération plus facile à réaliser avec des seins, des fesses, des jambes et des perris qu'avec un visage (encore que...). et qui permet à Robert J. Stoller de conclure que l'être humain n'est pas très porté à aimer — surtout quand il fait l'amour ! — R. J.

★ **L'EXCITATION SEXUELLE**, de Robert J. Stoller, traduit de l'anglais par M. Costantini. Payot, 341 p., 159 F.

DERNIÈRES LIVRAISONS

ROMANS

★ **MARIE-FRANÇOISE HANS**, auteur en particulier : d'un essai remarqué, *les Femmes, la Pornographie, l'Érotisme*, donne un roman de mœurs. Elle y évoque vingt ans d'amitié entre deux femmes qui, de bonheurs en déceptions, croquent la vie à belles dents ; elle livre aussi un coin du voile sur les rapports troubles que toute femme entretient avec l'argent. (Marie-Françoise Hans : *Double Dens*, Seuil, 318 p., 85 F.)

★ **ROGER IKOR**, l'auteur des *Eaux mûres* (Prix Goncourt 1956), revient au roman avec *les Fleurs du soir*, marqué du conflit de l'amour et du temps. Au soir de sa vie, un homme redécouvre, après trente années de désert sentimental, la passion du corps avec Katia, puis celle du cœur avec Isabelle, deux jeunes femmes qui n'effraient pas la grande différence d'âge. Mais le conformisme social fera rentrer les choses dans l'ordre. (Roger Ikor : *les Fleurs du soir*, Albin Michel, 420 p., 90 F.)

★ **DENISE BOMBARDIER**, qui anime la seule magazine littéraire de la télévision câblée, évoque, dans ce premier roman, une enfance difficile dominée par l'obsession d'apprendre. La petite Canadienne française franchira, avec une belle vitalité, tous les obstacles : la condition de son sexe, son milieu inculte et oppressant, la toute-puissance de l'Eglise. (Denise Bombardier : *Une enfance à l'eau bénite*, Seuil, 224 p., 75 F.)

NOUVELLES

★ **DANIEL BOULANGER** est un maître de la nouvelle. Il publie une soixantaine de courts récits, qui sont autant de tableaux baignés d'une lumière sensuelle et imprégnés du bonheur d'écrire. (Daniel Boulanger : *les Noces du merle*, Gallimard, 274 p., 79 F.)

AUTOBIOGRAPHIE

★ **ALMA MAHLER** appartient au panthéon des écrivains célèbres et à la charybde mythologique de Vienne 1900. Dans *Ma vie*, elle rapporte quelle place tiennent dans sa vie des hommes aussi différents que Gustav Mahler, Oskar Kokoschka, Gustav Klimt, Walter Gropius, ou l'écrivain Franz Werfel. Une femme hors du commun qui reliera d'un fil tant ces génies que nous vénérons aujourd'hui. (Alma Mahler : *Ma vie*, traduit de l'allemand par G. Marchegay, préface de Roland Jaccard. Hachette Littérature, 386 p., 99 F.)

ESSAIS

★ **L'ESSAYISTE AMÉRICAINE SUSAN SONTAG**, dans sa recherche de la vérité originelle, derrière l'apparence et le mensonge, commente l'œuvre de créateurs où se conjuguent morale et esthétique qui traversent la culture occidentale. Elle aborde ainsi les questions posées par la responsabilité intellectuelle dans les œuvres de Wal-

ter Benjamin, Canetti, Barthes, Riefenstahl, Syberberg, Goodman, Cioran. (Susan Sontag : *Sous le signe de Saturne*, traduit de l'américain par Philippe Blanchard, Robert Loutit, 816 p., 125 F.)

★ **JEAN BAECHELER**, auteur du *Pouvoir pur* (1978), livre un volumineux essai sur la démocratie, considéré aussi comme un filon pour évaluer les autres régimes. Remontant aux origines, il explore les premières expériences démocratiques, met au jour les conditions de leur existence, des bandes paléolithiques aux nations européennes, en passant par les cités grecques. Il montre notamment comment, peu à peu, un ancrage s'est enténébré les hommes dans des situations contraires à leurs aspirations politiques. (Jean Baechler : *Démocratie*, Calmann-Lévy, 730 p., 169 F.)

CHRONIQUES

★ **CLAUDE MAURIAC** a réuni ses chroniques publiées dans la *Tribune de Genève* d'avril 1982 à décembre 1984 sous le titre *le Présent composé*. A la recherche de l'éternité perdue, il s'interroge sur l'immortel, l'invisible et l'espérance. (Claude Mauriac : *Qui peut le dire ? L'Age d'homme*, 200 p., 85 F.)

HISTOIRE

★ **L'OUVRAGE D'ANNE KRIEGLER**, les *Communautés françaises*, paru en 1980 pour la première fois, est considéré comme un classique des études historiques et sociologiques sur le PCF. Anne Kriegel y présentait en particulier une grille d'interprétation et un appareil conceptuel que nombre de spécialistes ont assimilés. Une nouvelle édition révisée, complétée par un substantiel appareil critique dû à la collaboration de Guillaume Bourgeois, auteur d'une thèse sur le Parti communiste pendant la crise de guerre (Anne Kriegel, avec la collaboration de Guillaume Bourgeois : *les Communautés françaises 1920-1970*, Seuil, 404 p., 135 F.)

★ **LES SPECTACLES SON ET LUMIÈRE** embrassent nos demeures historiques. Avec André Castelot, les jeux de lumière portent le vol de l'histoire. Il a réuni les textes qu'il composa pour des spectacles, en particulier, pour ceux de Chambord, Compiègne, Fontainebleau, l'Acropole, etc. (André Castelot : *les Nuits de l'histoire*, Librairie académique Perrin, 352 p., 120 F.)

DOCUMENTS

★ **DE LA MISÈRE CLANDESTINE**, Sylvie Péju a parcouru durant sept années les sinistres lieux presque sans quitter Paris. Elle a rapporté de ce voyage sans espoir une sorte de carnet dans lequel elle a consigné des scènes de détresse, de délices, de violences. Un livre passionnel et sans complai-

sance qui montre des êtres à l'extrême dénuement interdits de dignité. (Sylvie Péju : *Séanes de la grande pauvreté*, Seuil, 288 p., 85 F.)

★ **LA NATIONALISATION** des banques a-t-elle servi à quelque chose ? A-t-elle aidé à réduire l'inflation, à valoir le chômage et à moderniser les entreprises ? Pour Robert Fossart, qui dirige l'une de ces banques, la nationalisation a été accomplie juridiquement et non pratiquement. Dans un texte vigoureux et alerte, il raconte son expérience et propose un mode d'emploi pour que la nationalisation opère de manière socialement utile. (Robert Fossart : *la Nationalisation des chrysanthèmes*, Seuil, 190 p., 75 F.)

PAMPHLET

★ **MICHEL PONIATOWSKI**, publie un nouveau « livre d'humeur » contre « le socialisme à la française » : « La France est la terre des libertés, le socialisme est libéral. La France est le pays de la diversité, le socialisme est un robot égalitaire... La France est un pays riche, le socialisme conduit à la misère... La France est le pays des braves gens, le socialisme en a fait le paradis des délinquants et des terroristes... », etc. (Michel Poniatowski : *Le Socialisme à la française*, Albin Michel, 256 p., 65 F.)

SPIRITUALITÉ

★ **JACOB BOEHME** (1575-1624), célébré par les romantiques allemands, fut condamnateur de son métier et théosophe par vocation. Ses méditations sur Dieu et la nature ont donné une œuvre qui a rayonné jusqu'à nos jours. Au sein de la franc-maçonnerie templière, Boehme apparut comme un gardien de la tradition. Pierre Deghaye commente cette œuvre d'acrobate difficile en s'écartant des pièges de l'hermétisme. (Pierre Deghaye : *la Maïesté de Dieu ou la Doctrine de Jacob Boehme*, Albin Michel, 302 p., 130 F.)

★ **L'ARBRE DE VIE**, ouvrage sur le Cabale basé sur l'étude des dix séphiroth, met en lumière les fondements secrets de l'éotérisme juédique et ses applications dans l'histoire et dans la vie quotidienne de chacun. (Z'ev ben Shimon Halevi : *L'Arbre de vie*, présenté et traduit de l'anglais par Vincent Baret et Zéno Bianu, Albin Michel, 238 p., 95 F.)

PSYCHANALYSE

★ **EXIGENCE DE RATIONALITÉ**, sous de rigueur, telles sont les principales caractéristiques de l'ouvrage par Guy Rosolato sous le titre *Éléments de l'interprétation*. Ce livre évoque les travaux de Bion, notamment ses *Éléments de la psychanalyse* et, effectivement, défriche le même terrain. (Guy Rosolato : *Éléments de l'interprétation*, Gallimard, 338 p., 148 F.)

LA VIE LITTÉRAIRE

« Artère »

et Pierre Dalle Nogare

La revue *Artère*, dont on ne connaît jamais assez la qualité et le contenu, rend hommage au poète Pierre Dalle Nogare, disparu en novembre 1984 (n° 17, printemps 1985, 108 p., 70 F.).

Robert Mallet évoque, avec émotion, sa première rencontre, il y a vingt-sept ans, avec ce jeune ouvrier typographe qui venait de publier ses premiers poèmes. De cette entrevue devait naître le recueil *Colères* que Robert Mallet édite dans la collection « Jeune poésie » qu'il dirigeait alors chez Gallimard. Pierre Dalle Nogare, comme le souligne avec justesse Robert Mallet, « n'a jamais cessé de chercher à s'élever de sa condition d'homme dont on ne peut même pas dire qu'il le refusait. Il ne la comprenait pas ».

Quelques poèmes de Pierre Dalle Nogare complètent et corroborent ce témoignage. Les mots simples d'un homme tendu vers son dessein :

Cheque-mot est une mort
Et le poème
Un charnier de la parole.

Parmi les autres contributions de cette livraison, un très beau texte de Gaston Crisl fait écho à un dessin de Jean Cocteau. — P. D.

« Entailles »

en Suisse romande

Entailles, revue francophone de littérature, nous permet de découvrir Jacques Chauviré, dans son n° 18. Médecin, écrivain, lyonnais, l'auteur des *Mouettes sur la Seine* et de *la Confession d'hiver* (Gallimard) fut un ami de Jean Reverzy, lié à Camus et Jean Blanzat.

La revue, qui publie aussi Claude Vigée, Daniel Bige, Jean Joubert et des poètes du Québec, donne des extraits du *Journal de Chauviré*. On y remarque de très belles pages sur Reverzy : « J'observe son regard : l'iris est d'un brun sombre, le globe s'installe dans des orbites profondes, le tourment des paupières. Et, tout à coup, cette vivacité s'éteint ».

Le n° 19 d'*Entailles* est consacré à un *Petit voyage dans les lettres de Suisse romande*. Maurice Chappaz, Jacques Chassaux, Claude Dalavue, Jacques Mercanton, Gérard Valbert, Georges Haldes... ils sont tous là, encore mal connus en France.

Trois textes de Jean Paulhan évoquent les figures de Ramuz, Crisl, Roud, « des amis, des voisins ». Paulhan, à propos de Crisl, laisse percer sa malice et son

émotion : « Crisl ne se voyait pas communément approuvé. Ce n'était pas faute de mérites, ni même de qualités littéraires : il était éloquent et lyrique. Il avait le goût des maximes. Il aimait l'évidence, il l'aimait avec tant de feu qu'on le jugeait paradoxal. Peut-être offrait-il trop de qualités. » — R. S.

★ *ENTAILLES* n° 18, 40 F.; n° 19, 68 F. Boîte postale 1132, 34008 Montpellier. Diffusion PUF.

Les « Dernières

rencontres »

d'Ionesco

Phrétique, la revue du Groupe de recherches polytechniques, publie un numéro double (30-31) très riche. On y trouve une visite à Gide de Gaston Crisl, une lettre de Pierre Louys à Natalie Barney, des poèmes de Guez Ricord, Rousselet, etc.

Le « clou » de l'ensemble, c'est un noir bouquet de textes brefs, par Eugène Ionesco, *Dernières rencontres*. L'auteur de *Le Léon* invente un genre littéraire : dire ce qui fut, pour lui, la dernière présence vivante de Queneau, l'ultime regard de Morand, une conversation téléphonique avec Giacometti...

Camus, Bory, Tzara, Gaston Gallimard, des personnages moins connus, Louis Chauvet, Mihai Rales, nous saluent avant de se retirer pour toujours, sous le regard triste d'Ionesco. Sa conclusion, échevènement, donne la mesure du chagrin et de l'angoisse qu'il a distillés dans ses pièces : « Je crois qu'ils étaient tous plus jeunes que moi. » — R. S.

★ *PHRÉTIQUE*, 40, rue de Bretagne, 75003 Paris. Le numéro : 40 F. Abonnement à quatre numéros : 120 F.

Art et totalitarisme

Claude Albarède, poète et professeur de lettres, à propos du sondage de la *SOPRES* que *le Monde des livres* a du 22 mars a évoqué dans un article intitulé « L'école et la culture », nous écrit notamment :

La réponse du plus grand nombre qui, malgré tout, sacrifierait, s'il en était besoin, le dessin, la musique et la philosophie, parmi les disciplines enseignées à l'école, prêterait à rire si elle ne révélait pas un problème grave de civilisation.

Outre que ces matières ont toujours été considérées dans les sociétés qui nous ont précédées comme essentielles à la formation de l'homme (cf. le pédagogue archaïque des humanistes), il est facile de constater que les pouvoirs qui ont voulu, pour des raisons politiques, se débarrasser de l'individu, ont fait peser tout le poids de leurs contraintes totalitaires sur l'enseignement de ces disciplines.

● EN BREF

● LE BRITISH COUNCIL accueille la romancière Muriel Spark à l'occasion de la parution de *L'Usine à rêves* et de *la Place du commandeur*, aux Éditions Fayard. MM. Jean-Jacques Mayoux, Bernard Bruguère, Roger Vignery participeront à une table ronde avec l'auteur. (Mercredi 17 avril à 18 h 30, Centre culturel britannique, 9, rue de Constantin, 75007 Paris.)

● LE CENTRE D'ÉTUDES POLONAISES de l'université de Paris IV-Sorbonne organise une soirée consacrée à la poésie de Zbigniew Herbert, animée par M. Jan Blonski, professeur à l'université Jagellonne. *Monsieur Cogito* et d'autres poèmes de Z. Herbert seront lus au cours de la soirée. (Jeudi 18 avril à 20 h 30, amphithéâtre de l'université, 16, rue de la Sorbonne, 75005 Paris.)

● LA LITTÉRATURE NÉERLANDAISE EN FRANCE.

● TÉMOIGNAGE

L'arrivée de Blaise

A propos de la disparition récente d'André Baucier (*le Monde* du 1^{er} mars), qui fut une des figures de la littérature française des années 30, l'éditeur Guy La Prat nous apporte le témoignage suivant :

Le 20/25 mai 1940, Jean Giraudoux, alors commissaire général de l'information, avait convoqué dans son bureau certains de ses collaborateurs, parmi lesquels René Julliard, Maximilien Vox, André Baucier, qui était son chef de cabinet, et moi-même, pour examiner des publications illustrées allemandes dans lesquelles les photographies montraient l'entrée des troupes allemandes dans les villes de Belgique et du nord de la France, et les files de réfugiés descendant vers le sud devant les envahisseurs, en un mot, une documentation exceptionnelle sur l'avance allemande après le 10 mai 1940.

Un lourd silence planait sur le bureau de Jean Giraudoux, à l'hôtel Continental, car nous étions tous terriblement impressionnés par cet aspect de la guerre que nous n'imaginions pas, quand, tout à coup, la porte s'ouvrit brusquement et, sans prévenir, entra un officier, largement décoré mais avec un bras en moine, portant l'écusson correspondant à la guerre et qui vociférait : « Vous êtes une bande d'enfants, et vous devriez avoir honte de tromper les gens comme vous le faites avec vos communiqués à l'eau de rose ! Vous osez dire que les Allemands sont sur la Meuse, alors qu'ils sont près de la Somme, où il y a deux heures j'entendais le canon, et que l'on défend l'entrée de Paris aux milliers de réfugiés qui abandonnent tout devant l'avance allemande ! »

Nous nous précipitâmes, André Baucier en tête, pour chasser le malotru, quand Jean Giraudoux, après avoir calmé son grand caniche Puck qui grognait après l'inconnu, dit paisiblement : « Blaise, tu arrives du grand état-major et tu devrais savoir que c'est de lui qu'émanent les communiqués que nous transmettons aux journaux. C'est donc à ses responsabilités que tu dois t'en prendre ! Allons, tu dois avoir soif, nous allons prendre un verre. » C'est alors que nous reconnûmes Blaise Cendrars...

BERNARD COTTRET

Terre d'exil

L'Angleterre et ses réfugiés, 16^e-17^e siècles

Avant-propos d'Emmanuel LE ROY LADURIE

Une reconstitution minutieuse du destin des réfugiés protestants, de la Réforme à la Révocation de l'Édit de Nantes.

ARNO MÜNSTER

Figures de l'utopie dans la pensée d'Ernst Bloch

En analysant le marxisme humaniste et utopique d'Ernst Bloch, Arno Münster propose un « guide critique » à travers son œuvre.

ABEL JEANNIÈRE

Héraclite

Traduction et commentaire des *Fragments*

Nouvelle édition

Une excellente introduction au plus grand des philosophes présocratiques grecs.

Aubier

● COLLOQUE

« Culture, religion, politique et reconstruction du Liban »

EN juin 1980, des délégués des principales ethnies libanaises constituées en « commune populaire » firent serment dans l'église Saint-Élie d'Antelias, au nord de Beyrouth, de « ne pas agir par haine » à l'égard de quiconque d'entre eux. En 1978, un groupe d'intellectuels chrétiens non engagés fondèrent dans cet esprit le Mouvement culturel d'Antelias (MCA).

Les diverses manifestations culturelles que le MCA organise chaque printemps, depuis cinq ans, dans l'imposante crypte de la nouvelle église Saint-Élie d'Antelias (*le Monde* du 1^{er} mars) sont l'un des rares événements où les Libanais de tous bords se rencontrent. En mars, le cinquième Salon du livre a accueilli cent vingt mille visiteurs (plus du double de 1984) et, malgré la crise économique et financière, cent cinquante mille ouvrages y ont été achetés dont quatre-vingt-dix mille en arabe et cinquante mille en français.

Cependant la manifestation du MCA qui a le plus attiré l'attention cette année a été, du 28 mars au 1^{er} avril, le colloque international « Culture, religion, politique et reconstruction du Liban ». Devant plusieurs centaines de personnes, des écrivains et des chercheurs libanais et étrangers ont exposé, avec une liberté de parole bien rare aujourd'hui dans l'aire arabe, leur conception du monde. Le cheikh Sobhi Saleh, auteur et dignitaire musulman sunnite connu notamment pour avoir analysé la seule version française du Coran — due à Denise Masson — reconnue par l'islam orthodoxe, était venu en secteur chrétien pour la première fois depuis dix ans. À la suite de Gaudin, et s'appuyant sur le socle coranique de la Lumière, le cheikh a proclamé sous les applaudissements : « Toutes les religions sont les branches d'un même arbre. » Or la doctrine musulmane classique ne reconnaît que le judaïsme et le christianisme.

C'est un langage nouveau qui a été entendu aussi dans la bouche de deux jeunes historiens chiites francophones, Ahmad Beydoun et Waddah Charara, venus également de Beyrouth-Ouest, comme pour rappeler que tous les intellectuels musulmans ne se taisent pas devant le mouvement islamiste.

Des écrivains chrétiens déjà connus comme Michel Hayek, Boutros Dib ou Antoine Messara ont réservé à leurs collègues musulmans un accueil chaleureux. Le jeune universitaire chrétien Jad Hatem n'en a pas moins noté que « les mystiques musulmans qui paraissent aux orientalistes être un pont entre nous et l'islam ont généralement été rejetés par les théologiens islamiques et qu'aujourd'hui les chrétiens d'Orient voient plutôt l'islam avec le visage du rhinocéros ».

L'islamologue français Roger Arnaldez, dont le livre *Trois messages pour un seul Dieu* (*le Monde* du 21 décembre 1983) a été l'objet d'un débat en français radiodiffusé dans tout le Liban, nous disait que « Ghazali (penseur médiéval) est encore aujourd'hui interdit en Arabie. L'acceptation par l'islam de ses mystiques, qui ont une véritable dimension universelle, constituerait une révolution ».

La préoccupation la plus immédiate à Antelias était cependant le « sauvetage du Liban ». Le vieux philosophe syrien Hafez El-Jameli (musulman sunnite de formation française), ancien ministre de l'éducation du président Assad et ancien président de l'Union des écrivains arabes, a proclamé que « l'ingérence étrangère a voulu détruire le Liban parce que, malgré ses défauts, il représentait un modèle écartant la liberté et parce qu'on voulait que les Arabes n'aient plus d'exemple à suivre ».

JEAN-PIERRE PÉRONCEL-HUGOZ.

★ MCA, BP. 70323, Antelias, Liban.

MAISON DE LA POÉSIE

101, rue BARRAULT - 75003 Paris

POÉSIE NÉERLANDAISE D'AUJOURD'HUI

MERCREDI 17 AVRIL, à 20 h 30

avec Alain Bosquet,
Georges Emmanuel Clancier,
Jean Lescure, Pierre Seghers.

Soirée animée par
SADI DE GORTER
textes dits par Jean BOLLERY

ENTRÉE LIBRE

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlebourg, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.

Conditions fixées par contrat.

Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

A.-G. HAMMAN

L'ÉPOPÉE DU LIVRE



Du scribe à l'imprimerie

« Jusqu'à maintenant l'histoire de l'écrit depuis sa genèse jusqu'à sa publication n'avait été traitée que de manière fragmentaire. A.-G. Hamman, lui, s'est fixé pour objectif de recoller toutes les pièces du puzzle. En renouant les fils de l'histoire, l'auteur reconstitue ainsi les divers événements qui ont permis aux plus vieux écrits de traverser l'épreuve du temps. »

ANNE MURATORI-PHILIP
« LE FIGARO »pour l'Histoire
PERRIN

مكتبة الأصيل

● PHILOSOPHIE

L'empire des songes

Étudiant le mythe de Jésus-Christ, Manuel de Diéguez pratique la philosophie « à coups de marteau ». Comme Nietzsche.

MANUEL DE DIÉGUEZ n'a pas fini de nous étonner. Après les quatre cents pages de *Et l'homme créa son Dieu* (1), vaste méditation philosophico-historique sur l'enjeu des premières hérésies, voici qu'il nous redonne, un an plus tard, un autre fort volume intitulé tout simplement *Jésus*.

Il y aurait de quoi s'inquiéter s'il s'agissait d'une biographie du personnage en question; mais qu'on se rassure, il n'en est rien. Ce n'est pas l'anecdote qui intéresse Manuel de Diéguez, c'est le phénomène mythique auquel le nom de Jésus peut servir d'étiquette. Et le propos du livre est en réalité de déchiffrer la signification de ce phénomène, d'expliquer son impact sur le destin de l'Occident. Tout cela, sans recourir excessivement à l'érudition historique mais plutôt par « un essai de compréhension à la fois politique, philosophique, poétique, psychanalytique, exégétique et mystique ».

Vaste programme, il faut quand même l'admettre. Seul un bon sportif peut s'élancer sur des distances pareilles; heureusement Manuel de Diéguez a de l'entraînement, du souffle et de la méthode. Et puis il sait conter. Il sait transformer les aventures de l'esprit en un récit à suspense, il possède l'art de rendre sensibles les abstractions les plus décourageantes. A chaque page, il nous donne à apercevoir un point de vue nouveau sur les spectacles qui nous étaient les plus familiers.

Il n'est donc pas si difficile de suivre l'auteur dans sa course à travers deux millénaires d'histoire occidentale. Seuls, une fois de plus, les bien-pensants de tout bord trouveront à y redire. Les autres, ceux qui aiment les voyages et le dépassement spirituel, ne risqueront pas de s'essouffler.

Bouddha et César

Essayons — pour fournir quelques clés, non exclusives bien entendu — de résumer en peu de mots ce vaste périple, qui prend pour fil d'Ariane l'évangile de saint Jean. L'idée-force de Manuel de Diéguez, c'est qu'il y a deux Jésus. D'une part le libérateur, le vainqueur de la « vie divine », de l'intelligence, celui qui — comme Bouddha — a expliqué aux hommes qu'il n'était d'autre Dieu qu'eux-mêmes. De l'autre, le fondateur d'une Église, le rival de César, l'homme de pouvoir au nom duquel bien des excès de pouvoir ont par la suite été commis. Naturellement, Diéguez veut réhabiliter le premier contre le second; mais il entend aussi essayer de comprendre comment celui-ci est né de celui-là.

Partons du principe fondamental qui définit les conditions de perpétuation de notre espèce : tout corps collectif doit sans cesse s'amputer d'une partie de lui-même afin de mieux assurer sa survie. D'où la nécessité du sacrifice et même de l'auto-sacrifice : les peuples doivent parfois s'immoler de leur propre mouvement sur l'autel de l'histoire; la vie en société implique, de toute façon, le renoncement à la liberté du désir.

Mais comment faire pour obtenir des hommes qu'ils acceptent de s'offrir en victimes consentantes? C'est là que le christianisme a manifesté son génie propre. Il a eu l'idée de promettre aux sacrifiés non seulement une récompense terrestre, matérielle et limitée, mais une récompense

ostéte et infinie : la résurrection des corps glorieux et la vie éternelle.

En outre, le Dieu chrétien ne s'est pas contenté de réclamer le sacrifice des hommes; il a donné l'exemple en se sacrifiant lui-même. Les hommes sont donc d'autant plus portés à s'auto-sacrifier qu'ils se laissent prendre à ce mythe par lequel Dieu, en mourant sur la croix, s'est mis à leur place.

Le meurtre rituel

Observons au passage que le mythe de la crucifixion et de la résurrection de Jésus, en permettant à celui-ci de se donner comme plus puissant que les Césars de ce monde, fournit également à l'Église qui se réclame de lui (et qui exploite à fond le mythe) l'occasion de s'assurer un pouvoir presque illimité sur les corps et les âmes : durant de nombreux siècles, c'est Dieu qui, en Occident, a constitué la seule source authentique de légitimité pour toute action politique, et c'est l'Église qui s'est arrogé le droit de légitimer les autres pouvoirs dans la mesure où ils acceptaient de la servir.

Cette analyse politique de la théologie catholique amène Manuel de Diéguez à mettre l'accent sur le rôle important joué par les mythes — et par les songes — dans l'histoire de l'Occident. Mais elle le conduit aussi à repérer le moment où ces songes se disloquent — et à s'interroger sur les raisons qui font qu'aujourd'hui la croyance en l'au-delà agonise (tout au moins pour les chrétiens).

Réponse d'ordre politique, encore une fois : pour imposer sa tutelle au reste de la planète, l'Occident a été entraîné à pratiquer le meurtre rituel (d'une victime émissaire) de plus en plus souvent et sur une échelle sans cesse en expansion. Plus le pouvoir se sent menacé, plus il exige un sacrifice considérable — jusqu'au moment actuel où, pour garantir (serait-il) sa survie, l'Occident n'a plus rien d'autre à agiter que la menace de la dis-

suasion nucléaire, c'est-à-dire le spectre d'un holocauste universel et définitif.

Confrontée à une telle perspective, l'humanité n'a pas le choix. Si elle veut encore se sauver, elle doit, selon Manuel de Diéguez, refuser non seulement la logique sacrificielle du pouvoir (que dénoncent aussi, à leur façon, René Girard ou Michel Serres) mais se déprendre également de tous les mythes religieux, politiques ou scientifiques qui, lors même qu'ils prétendent s'appuyer sur l'objectivité de prétendus « faits », n'en constituent pas moins, eux aussi, des idoles de la raison, tout juste bonnes à prolonger l'état de soumission fascinée dans laquelle l'humanité a vécu jusqu'ici.

Ce dernier point, malgré ses allures prophétiques qui en rendent la discussion difficile, est sans doute celui auquel les lecteurs de Manuel de Diéguez devraient le plus prêter attention. Voici en effet un auteur qui poursuit, depuis quinze ans, une entreprise de « démythologisation » de la raison contemporaine qui me semble à la fois importante pour le moment historique que nous vivons, et sans égale à ce jour dans le domaine philosophique — même si elle apparaît de plus en plus comme complémentaire du projet de Michel Foucault.

Comme Foucault, Diéguez se réclame volontiers de Nietzsche. Comme Nietzsche, il se veut un destructeur d'idolâtres. Lui aussi, il pratique la philosophie « à coups de marteau ». Lui aussi, il tend à considérer la parole des mystiques (prise dans sa signification spirituelle et hors de tout dogme religieux) comme le seul accès à une possible vérité.

Que ces questions soient aujourd'hui fondamentales, nul n'en doute. Et je crois que, pour cette seule raison, il faudra bien finir par prêter au travail solitaire de Manuel de Diéguez l'attention passionnée que seules méritent les grandes aventures de l'esprit, et qu'elles s'éloignent d'autant plus qu'elles s'éloignent davantage des sentiers battus.

CHRISTIAN DELACAMPAGNE.
★ JÉSUS, de Manuel de Diéguez. Fayard, 496 p., 120 F.

(1) Fayard, 1984.

● ESSAIS

Dumézil : les prêtres, les guerriers, les paysans

(Suite de la page 11.)

Il serait abusif de réduire les travaux de Georges Dumézil aux trois fonctions et à la mythologie comparée. Dans chacun des domaines qu'il aborde, il contribue aussi à éclairer ou à résoudre quantité d'énigmes — en s'opposant parfois — aux solutions « duméziliennes » proposées par d'autres ! Qu'il s'agisse d'une déesse romaine ou d'un épisode de la vie du Bouddha, de l'interprétation d'une découverte archéologique dans le Latium ou du costume de guerre du dernier Darius, le « scholar » se transforme en Sherlock Holmes ou en Hercule Poirot pour proposer une issue, éliminer une fausse piste ou indiquer une solution argumentée.

Enquêteur, interprète, vérifieur — mais se refusant à toute théorie générale. Innover, mais sans passer de la hardiesse justifiable à la témérité arbitraire : tel est sans doute le trait le plus constant de l'œuvre de Georges Dumézil. Il se méfie des synthèses prématurées, des résultats trop vite proclamés, et fuit comme la peste tout ce qui pourrait ressembler à des généralités philosophiques. A tous ceux qui ont voulu l'annexer — du structuralisme à la nouvelle droite — il a opposé le refus poli mais obstiné du savant fidèle à la patience et à la prudence.

« Votre refus des interprétations d'ensemble, dont vous savez qu'il est frustrant, comment le justifiez-vous ?

— Tout simplement : j'ai foi en la science, et je vois le peu que nous savons, comparé à l'immensité du domaine. Je crois que le temps des synthèses n'est pas venu. Il nous faudrait encore beaucoup de travaux, à partir des quelques avant-postes que j'espère avoir établis, pour tirer quelques conclusions... qui seront très partielles !

« Pour un siècle toujours trop pressé de conclure, avide de résultats immédiats, je conçois que ce soit une frustration. Mais elle me paraît bien fondée. Les tentatives d'explication unitaire, comme celles de Durkheim ou de Frazer par exemple, se sont soldées par des échecs.

« Et puis, que voulez-vous, je ne suis pas fait pour la philosophie...

— Pourtant, vous indiquez vous-même que les découvertes faites depuis une cinquantaine d'années pourraient permettre d'amorcer des typologies, de

mettre sur pied les rudiments d'une « logique des transformations », étudiant par exemple comment une même idéologie a produit à Rome une histoire des origines, en Perse une théologie abstraite, en Scandinavie une suite de légendes volontiers monstrueuses, etc. N'est-ce pas une tâche envisageable ?

— Ce sera peut-être la tâche des chercheurs qui me succéderont. Je n'en ai, pour ma part, ni la force ni le goût. Peut-être faudra-t-il remettre en question mes propres travaux. Je me suis toujours refusé à fonder une « école ». Je ne suis pas un « patron » !

« Si je ne m'engage pas explicitement dans la voie des commentaires, c'est aussi pour une autre raison : il est bon que le lecteur ait toujours quelque chose à découvrir, et qu'il se sente parfois plus intelligent que l'auteur...

« Un sacrilège »

— En éclairant la parenté des mythologies du domaine indo-européen, en soulignant les parallélismes et les transformations, ne laissez-vous pas de côté leur substance même, la part du réel, et les sources de sa puissance ?

— Tout à fait. J'irai même jusqu'à dire que nous commentons un sacrilège. Car ces textes sont où ont été sacrés : les peuples qui se les transmettaient en avaient besoin pour vivre, ces mythes étaient enracinés dans leurs entrailles... et nous les dissequons comme on découpe un poulet. Mais de cette part du réel, du besoin auquel le mythe répond, je n'ai rien à dire. Je ne suis pas compétent : je m'en remets à la psychanalyse.

L'écriture, en revanche, fait partie des compétences de Georges Dumézil. Entendez la controverse, voire la polémique : on ne compte plus de livres en l'honneur, les attaques réitérées, les erreurs épinglées et les adversaires docilement et fermement mis au tapis.

« La dernière partie de votre livre rassemble des réponses à certains de vos « censeurs ». Vous paraissez prendre plaisir à ces joutes. Je me trompe ?

— Oui et non. Je n'éprouve aucun plaisir à la polémique pour elle-même, et je me refuse à toute attaque visant la personne



Photo JACQUES MEUNIER

de mes adversaires — ce qui n'est pas toujours le cas en sens inverse... Mais je crois indispensable de rétablir fermement et exactement les données d'un dossier ou les étapes d'une analyse quand je les vois tronquées ou déformées pour les besoins d'un contestataire.

« Il est vrai que mes travaux ont dérangé beaucoup de gens, en particulier des latinistes, en mettant en cause les croyances sur lesquelles ils avaient bâti leur vie et leur œuvre. Quand vous touchez à de telles croyances, vous engendrez un ressentiment, des réactions de défense qui sont finalement très compréhensibles. Louis 'Massignou' me disait un jour : « Vous ouvrez des fenêtres, cela fait des courants d'air... »

— De la part de M. Momi-gliano, qui vous critique depuis vingt ans, ces attaques sont directement politiques. Pouvez-vous, en ce domaine, préciser vos positions ?

— Pour M. Momi-gliano, il faut absolument que je sois fasciste ! Il va chercher dans mes amitiés personnelles, notamment avec Pierre Gaxotte, une secrète mais décisive influence sur mes recherches. S'il est vrai que Gaxotte fut un ami de toujours dont j'honore la mémoire, il est tout aussi vrai que mes travaux sont parfaitement indépendants de mes amitiés ou de mes inimitiés. D'ailleurs, ce même censeur m'accuse de m'être ensuite converti au marxisme !

« Je n'ai jamais lu Mein Kampf. Je n'ai jamais lu le Capital, malgré quelques tentatives. Cela m'ennuie.

« Quant à mes positions politiques, je n'ai jamais été inscrit à aucun mouvement ni à aucun parti — sauf pendant un mois, à l'École normale supérieure, en 1918, où j'ai versé ma cotisation à la section du Parti socialiste... dont le secrétaire était Marcel Déat ! Gaxotte, mon cadet d'une promotion, m'a poussé à retirer mon adhésion... Par son intermédiaire, j'ai été, jusqu'en 1925, en rapport avec Charles Maurras, homme fascinant, sophiste de grande classe, capable, à l'occasion, de s'extraire de la politique au jour le jour qui était sa passion et de jouer des idées, en humaniste.

« Depuis lors — j'ai vu Maurras pour la dernière fois au moment de mon mariage, dans l'été 1945 — je suis resté marqué par le « modèle dynastique » — avec hérédité ou adoption — et je n'ai jamais pu me sentir à l'aise dans les paysages politiques de la France contemporaine. A mes yeux, la France a commencé à gaspiller ses chances avec la révocation de l'Édit de Nantes.

« J'ai appartenu aussi, plus tard, pendant quatre ans, à un brillant atelier de la Grande Loge, et puis je m'en suis éloigné. Je suis, je veux être avant tout, un individu ouvert aux expériences, libre au milieu des événements...

Si les opinions de Georges Dumézil peuvent laisser perplexe, plus étrange encore est l'attitude de ceux qui, vingt-cinq siècles après Platon, confondent encore la science et l'opinion.

Propos recueillis par ROGER-POL DROT.

★ L'ŒUVRE DE L'HOMME ET L'ŒUVRE DE DIEUX, de Georges Dumézil. Gallimard, « Bibliothèque des sciences humaines », 340 p., 150 F.

● ETHNOLOGIE

A l'écoute des débranchés

Comment un petit village des Andes a perdu la mémoire...

LE cas de Carmen Bernard retient l'attention. En deux livres, apparemment dissimilables, elle annonce une thématique personnelle et profonde. Elle donne à ses travaux universitaires un climat particulier où le trop-plein de mémoire, l'amnésie, la mort, le mythe, le pathétique et le convivial ricochent et se répondent.

Sous l'objectivité, le style. L'émotion. Le désespoir. Pour donner une idée de ce qui apparaît *Les vieux vont mourir à Nanterre* (1978), enquête sociologique sur un hospice, et la *Solitude des Renaissances* (1985), enquête ethnologique sur une communauté des Andes équatoriennes, il faudrait forger une expression nouvelle qui utilise à la fois les notions de *sordide* et de *solitude* : parler d'une sociologie de la « sorditude ».

Dans les deux cas, en effet, Carmen Bernard se met à l'écoute des univers débranchés, anachroniques. Elle essaie de lire dans les récits pathologiques les

signes avant-coureurs du destin. C'est plus une ethnologie des connexions que des structures, même si elle doit, pour rendre compte de la sorcellerie et de ses manipulations, avoir recours aux méthodes les plus classiques.

La *Solitude des Renaissances* — *Malheurs et sorcellerie dans les Andes* raconte comment, il y a une trentaine d'années, le village de Pindinlig, en Equateur, est tombé dans une sorte de léthargie. Comment cette communauté indienne, en perdant le contact avec ses mythes, a assisté, impuissante, à la montée des fléaux qui l'accablent aujourd'hui : stérilité des terres, dissolution des liens familiaux, maladies. En s'éloignant du cosmos, la vie locale s'est déréglée et l'univers symbolique s'est effondré. Les Naturels sont devenus des « Renaissances », c'est-à-dire selon les lois subtiles de l'ironie — qui est le verlan des pauvres — des Décadents.

Carmen Bernard avance pas à pas dans ce monde sentencieux et codé. Elle parle des anciennes et des nouvelles divinités, des labours collectifs, des propriétés terriennes, des curés et des chapeliers, des souffles et des frayeurs, des arcs-en-ciel porte-malheur, des femmes qui accouchent, des ensorcelés et des jeteurs de sort. La tendresse et le respect de l'auteur pour ces villageois résignés n'ont rien de morbide. Son regard clinique s'accompagne d'une sorte d'humour qui sauve l'entreprise du genre « vampirisme de la misère ». Plutôt que d'évoquer Garcia Marquez, la *Solitude des Renaissances* fait penser à un documentaire bunuelien ou, plus curieusement, à certains films tchèques des années 60, comme *Eclairage intime* d'Yvan Passer.

Le malheur historique des habitants de Pindinlig se traduit par un décalage dramatique des mots et du réel. Perte de synchronie, perte de sens. Démission. Partout dans les Andes le même processus se répète et donne le même résultat : des Indiens désillusionnés. Des hommes démagogues. Des villes fantômes et des regards éteints.

Sans en avoir l'air, un livre comme celui de Carmen Bernard dit bien des choses cachées. Une galerie de personnages s'y expriment et racontent des histoires. Chacun porte témoignage de l'incompréhension générale, mais — mis bout à bout — ces mythes individuels, fragmentaires, apaisés presque, forment un discours. Et le lecteur se prend à rêver : derrière ce discours, n'y a-t-il pas l'espoir d'un nouvel espace social ?

Le meilleur ethnologue ne peut donner que ce qu'il a appris des autres et, en retour, proposer ce qu'il croit avoir deviné : une théorie locale du groupe. Espérons que le livre de Carmen Bernard ne sera pas pris par les Pindinligais comme un hommage posthume, mais, à l'opposé, comme une petite fenêtre ouverte sur le futur.

JACQUES MEUNIER

★ LA SOLITUDE DES RENAISSANCES — MALHEURS ET SORCELLERIE DANS LES ANDES, de Carmen Bernard. Presses de la Renaissance, collection « De près comme de loin », 238 p., 85 F.

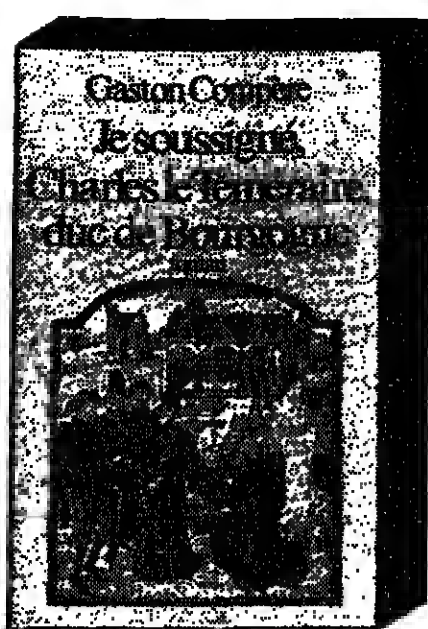
belfond

romans français et étrangers



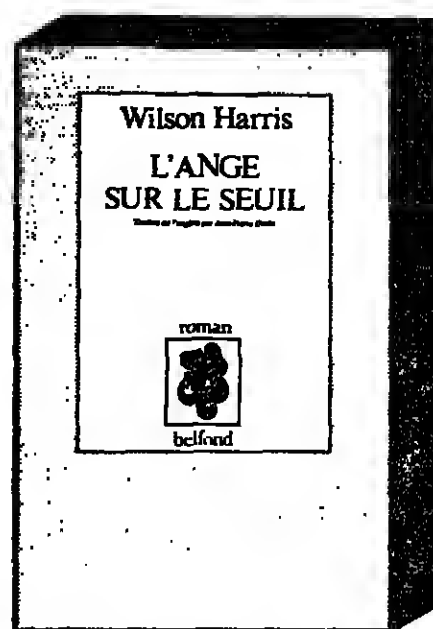
A une époque où tant d'autres s'approprient les horreurs du nazisme à des fins équivoques, Appelfeld, lui, impose l'évocation de ce que nous savons par une extraordinaire sobriété de récit. Appelfeld fait l'économie du spectaculaire, et c'est uniquement le quotidien et ses infimes lésures qu'il nous représente - grandes par l'ombre projetée de la suite, que, nous, nous connaissons.

Traduit de l'hébreu par Arlette Pierrot.
«Voix Juives» collection dirigée par Marianne Véron.



Avec *Mémoires d'Hadrien*, Marguerite Yourcenar avait porté à sa perfection le roman biographique. *Je soussigné, Charles le Téméraire, duc de Bourgogne*, fait éclater les limites de la biographie romanesque.

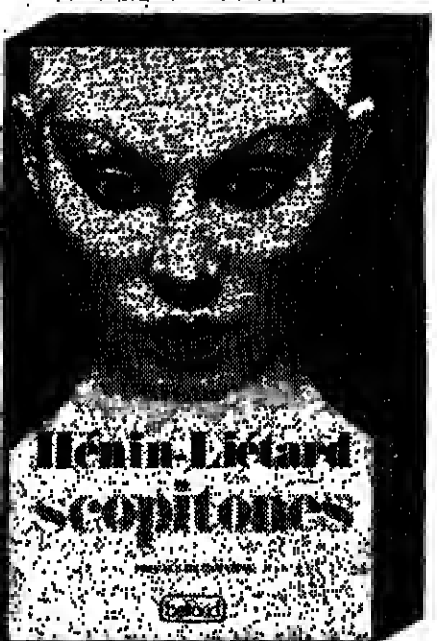
Gaston Compère est un visionnaire. Il investit l'âme du Téméraire et invite à une réflexion sur la liaison des destins individuels et collectifs, à une rêverie sur l'homme et sur le temps.



Né en 1921 en Guyane britannique, plusieurs fois proposé pour le prix Nobel de littérature, Wilson Harris a publié seize romans dont *Le palais du paon*, Editions des Autres 1979, et *L'échelle secrète*, Edition Belfond 1981.

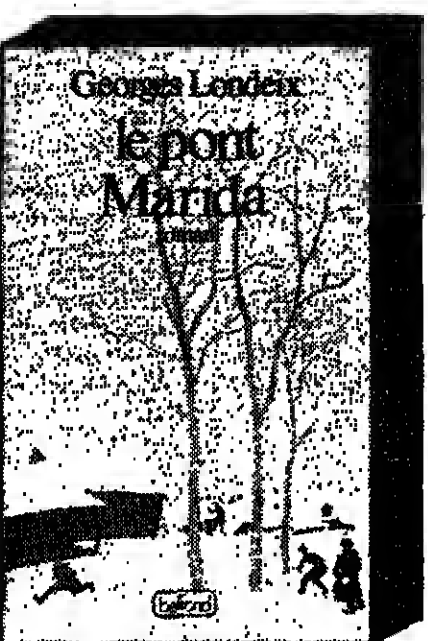
L'ange sur le seuil, est la transcription du "Journal" d'une jeune femme, Mary, qui pratique l'écriture automatique pour échapper à la dépression. Une plongée au plus profond de la nuit.

Traduit de l'anglais et préfacé par Jean-Pierre Durix.



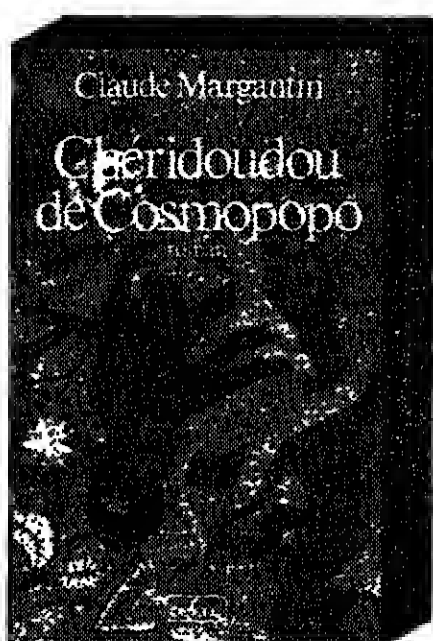
«Je ne sais pas si Hénin-Létard est dans la droite ligne du courant des lettres actuelles, autrement dit s'il est ou sera à la mode et je m'en fous. C'est un tempérament, c'est un éléphant, un rhinocéros, un cachalot surgi des profondeurs, il n'appartient à aucune école, ne revendique aucune lignée, il écrit comme ça lui vient, il fonce droit devant lui, il fait sa trouée.»

Cavanna.



L'adolescence a inspiré un certain nombre d'oeuvres qu'on relit toujours avec la même émotion: *L'enfant* de Jules Vallès, les *Souvenirs d'enfance* de Renan et de Pagnol, *Poils de Carotte* de Jules Renard ou *La vie d'un simple* d'Emile Guillaumin. A ces titres, désormais, il faudra ajouter *Le pont Marida*.

Né en 1932, Georges Londeix a publié de nombreux romans: *La camarade Madaka*, *La disgrâce*, *L'adoration des mages*, *Football* (Albin Michel) et *Tonio Bicicleta* (Belfond, 1979).



Le Château tenu par Madame Anna, à Cosmopopo, ne ressemble en rien à ce qu'on appelle d'ordinaire une «maison de tolérance». C'est un véritable club, une secte, un phalanstère où se retrouve une société choisie de fidèles.

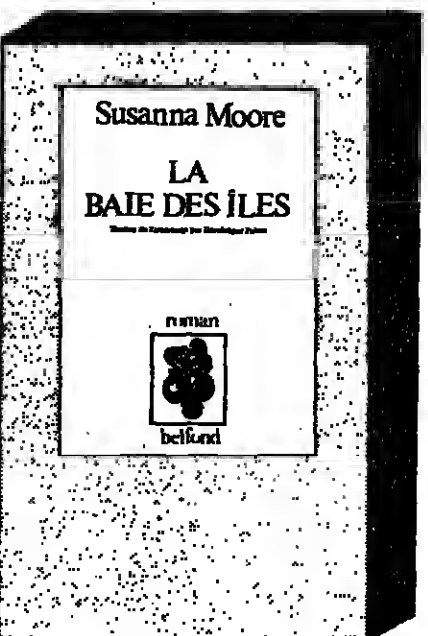
Autour de la patronne - qui a quitté Pigalle et sa faune pour l'Afrique et ses néons -, des filles tristes sur le volet: Chéridoudou, la grande Mimi, Sapajou et Perpétuité. Sans oublier Emile, le barman du château et narrateur de cette édifiante histoire...

"Chéridoudou de Cosmopopo" est le premier roman de Claude Margantin.



Ce roman de l'amour fou est aussi un roman à clés: traversant l'agitation frénétique des années 30, on croit reconnaître, sous les masques de la fiction, André Breton et le groupe de ceux que le narrateur appelle, sans complaisance, les «surmoralistes»: Crevel, Vitrac, Desnos et surtout Antonin Artaud.

Le nom de Pierre Minet (1909-1975) est à jamais associé à celui du *Grand Jeu* dont il fut, avec Roger Gilbert-Lecomte, René Daumal et Roger Vailland, l'un des fondateurs.



La critique américaine a souligné l'exceptionnelle qualité de ce roman, son écriture retenue, allusive, impressionniste, à laquelle la structure même du livre, une oscillation somnambulique entre le passé et le présent, confère une étrange force d'hypnose.

Née à Hawaï - "La baie des îles" recrée l'atmosphère d'Hawaï dans les années 50 - Susanna Moore vit à New York. John Hawkes discerne chez elle «le tempérament et l'art d'une nouvelle Jean Rhys».

Traduit de l'américain par Dominique Peters.



Compagne du dessinateur Hans Bellmer et peintre elle-même, Unica Zürn est morte en 1970.

Sombre printemps est un récit de ses impressions d'enfance, poussées jusqu'à leurs conséquences inéluctables et dramatiques. Entre un père bien-aimé mais lointain et une mère détestée, la petite fille va apprendre à connaître le monde des adultes et s'initier à la sexualité, horrifiante et fascinante, puis à l'amour fou. Mais «qui pourrait supporter l'amour sans en mourir?»

Traduit de l'allemand par R. Henry et R. Valançay.

Publiscopie

مكتبة أمية، الأصيل

هذه امه الاصل

● HISTOIRE LITTÉRAIRE

A bas Victor Hugo!

Le « grand homme du siècle » attaqué à sa gauche par Paul Lafargue, et à sa droite par Robert Brasillach.

Le 1^{er} juin 1885, plus d'un million de Français enterrent Victor Hugo, « le plus gigantesque penseur de l'univers ». Enfermé à Sainte-Pélagie, Paul Lafargue (1842-1911), gendre de Karl Marx et auteur du *Droit à la paresse*, achève trois semaines plus tard un pamphlet vengeur, *La Légende de Victor Hugo* (1), que l'on vient de rééditer. Ce mince brûlot tombe à pic au milieu des hagiographies qui finiront par rendre l'année Hugo « assomante ».

Lafargue était l'un des socialistes révolutionnaires qui n'eurent pas de délégués aux funérailles de Hugo. Il profite de cette « promenade carnavalesque » pour réviser la vie, la carrière et le rôle d'un écrivain « ami de l'ordre » : bonapartiste, légitimiste, orléaniste, républicain, Hugo — selon Lafargue — ne songea qu'à son intérêt person-

nel et à celui de sa classe. Vendu à tous les régimes, il choisit l'exil pour y soigner sa « vanité blessée ». Il avait pris le prince Napoléon pour un imbécile. Quelle bêtise!

Le feu roulant et implacable de la prose de Lafargue pulvérise la figure et la légende du « grand homme du siècle ». La dialectique, cette vieille machine rouillée, oubliée dans un coin, est quand même fort efficace. Les « hugolâtres, panégyristes maladroits », en assimilant Hugo à Blanqui ou à Varlin, des purs, ont engendré cette ire inspirée qu'il serait regrettable, entre deux messes laïques, d'oublier.

On publie aussi le texte, jusqu'à présent inédit, d'une conférence prononcée par Robert Brasillach à l'Institut d'action française. Il est, comparé au libelle de Lafargue, plutôt modéré.

Pour Brasillach, Hugo, émule du pâle Béranger, est saisi, après 1848, de « snobisme révolutionnaire ». Au nom d'une « révolution sérieuse comme un pape » et reste un « modèle de l'éloquence démagogique ».

Sans s'en douter, Brasillach condamne chez Hugo ce qui causera sa propre perte. « Au nom de l'âge d'or et de la pureté, de la justice, de la vérité, et autres idées », pour une autre révolution, Brasillach tombera à droite. Hugo, sur son piédestal, reste une idole de la gauche. Jusqu'à quand?

RAPHAËL SORIN.

* LA LÉGENDE DE VICTOR HUGO, de Paul Lafargue, Le Dilettante (11, rue Barrault, 75013 Paris), 35 p., 49 F.

* HUGO ET LE SNOBISME RÉVOLUTIONNAIRE, de Robert Brasillach, Le Cercle de l'Inédit français (R.P. n° 236.16, 75765 Paris Cedex 16), 14 p., 60 F.

(1) Déjà repris dans les *Cahiers du Futur*, n° 1, Champ libre, 1972.

Un cortège de publications pour célébrer le « poète national »

● Les éditions André Sautet (8, quai Antoine-1^{er}, 98000 Monaco) ont sorti en 1983 les *Misérables*, avec quatre-vingts aquarelles ou dessins à la plume de Bénédicte Cleve, en quatre volumes grand in-quarto, sur grand vélin. (La collection pleine cuir : 3 600 F.; la collection pleine toile et cuir : 2 400 F. Crédit sur demande.)

● Lire les *Misérables* — ensemble de textes réunis par Anne Übersfeld et Guy Rosa — est le résultat d'un « travail assidu qui s'est fait autour d'Hugo depuis une vingtaine d'années ». Pour France Vernier, ce roman est « d'une modernité qui échappe aux instruments de la critique instituée ». D'autres articles, signés par Bernard Leclercq, Jacques Neffs, Nicole Savy, etc., apportent les « acquis de la critique nouvelle à l'œuvre d'Hugo ». (Lire les *Misérables*, Librairie José Corti, 288 p., 140 F.)

● Jean Gaudon présente un choix des *Poèmes* d'Hugo. Il a opté pour un ordre chronologique qui, selon lui, « l'avantage de conférer à chaque incipit le pouvoir de réinventer la poésie ». *Nuits de juin, Promenades dans les rochers, Chanson, Mors, etc.*, les « gilets d'anthologie » sont au rendez-vous. (*Poèmes*, de Victor Hugo, Flammarion, 448 p. Grand Format, 54,50 F.)

● Pierre Gernier, animateur de la revue *Europe*, raconte la *Vie prodigieuse de Victor Hugo*. « Le poète invente à sa façon l'avenir et il parle aux hommes de l'avenir. » Biographie d'un « écrivain pour tous », cette célébration d'un auteur « national et universel » continue une veine exploitée par Louis Aragon, dans *Avez-vous lu Victor Hugo ?* (la *Vie prodigieuse de Victor Hugo*, de Pierre Gernier, Messidor/Temps actuels, 272 p., 95 F.)

● La revue *Europe* rend hommage à Hugo, dans un numéro dirigé par Henri Meschonnic. A la recherche d'un « Hugo des retrouvailles », Lionel Ray, Jean-Marie Glatz, Hubert Juin, Jean et Shaila Gaudon, Pierre Soulaiges, traitent d'aspects plus ou moins connus d'une œuvre énorme, vaste, toujours à relire. (*Europe*, 146, rue du Faubourg-Poissonnière, 75010 Paris. Abonnement : 350 F pour un an ; le numéro : 80 F.)

● Larousse réédite le *Victor Hugo, un génie sans frontières*, de Philippe Van Tieghem. Ce dictionnaire de la vie et de l'œuvre d'Hugo contient une chronologie biographique, un plan de Paris indiquant les domiciles successifs du poète, des notices sur tous les membres de sa famille et sur ses amis, un répertoire de ses poésies, etc. Une introduction commode pour ceux qui entrent à



* Illustration de Bénédicte Cleve pour « Les Misérables ».

peine en Hugoland. (Victor Hugo, un génie sans frontières, de Philippe Van Tieghem, Larousse, 250 p., 100 F.)

● Isabelle Jan et Emmanuel Fraisse proposent une anthologie d'Hugo pour les enfants, avec un dossier illustré. « Traversée fidèle de soixante ans de poésie », ce petit livre suit l'ordre thématique : *Amours, Fantaisies, Poésie, Politique*, etc. (Victor Hugo, poèmes choisis, par Isabelle Jan et Emmanuel Fraisse, Nathan, « Grands textes », en poche, 228 p.)

● Actes Sud avait publié, en 1979, tous les écrits d'Hugo sur la peine de mort, présentés par Raymond Jean. Ce recueil est réédité pour le centenaire. La peine de mort a été abolie en France. Restent ces témoignages d'une parole qui s'incarne dans toutes les formes littéraires. (Écrits sur la peine de mort, de Victor Hugo, Actes Sud, 244 p., 75 F.)

● Le cinéaste Pierre Gaspard-Huit (*La mariée est trop belle*) a écrit un long découpage, inspiré des *Misérables* d'Hugo, « *faune insatiable* », « *barbon fidèle* », « *seigneur ivre* ». C'est le génie vu par le petit bout de la lanterne, un tissu de séquences salées, truffées de citations. Bon pour le supermarché. (Hugo, un satyre de génie, de Pierre Gaspard-Huit, Merges, 493 p., 88 F.)

La bibliothèque du grand-père

Le romancier Louis Nucera s'est souvenu de sa « première rencontre » avec Victor Hugo.

J'AI rencontré Victor Hugo dans la collection Nelson. Ce ne fut pas une mince affaire. En ces années, mon grand-père maternel, maçon de son état, se fit acquéreur d'un meuble dont le bois était d'une belle épaisseur. Lui qui n'avait jamais lu un livre, à peine le journal, décida de faire de ce meuble une bibliothèque. Nul ne marqua d'étonnement car la vraie pente de cet être, souvent bon et généreux, était à la tyrannie. Il décidait; qui oserait discuter?

Des semaines passèrent... Un jeudi matin, un livre frappa à la porte de l'appartement. Une heure plus tard, nous rangions derrière de solennelles vitrines l'œuvre complète de Dumas père et celle de Victor Hugo. Deux cents volumes, si la mémoire ne m'abuse. Les Dumas étaient rouge et blanc cassé; pour les Hugo, le bleu remplaçait le rouge. Fier de son achat, grand-père déboucha le soir une bouteille de frontignan. Malgré mes onze ans, j'eus droit à un demi-verre. Indubitablement, c'était la fête.

Au cours du dîner, sans même que la crainte d'un mécompte ne l'effleurât, ma mère demanda à son père qu'il me prête le premier tome des *Trois Mousquetaires*. J'en tirais des pages au lit, avant de m'endormir. Elle se réjouissait déjà pour moi, quand elle se heurta à un refus péremptoire. Les livres étaient là pour faire beau. Défense de les toucher. L'obéissance la plus effarée accueillait, en premier lieu, cet ukase.

Quelques jours s'écoulèrent, personne ne songeait à transgresser le veto du chef de famille. A peine montrait-on un peu de dédain devant tant de balourdise. Grand-père devinait-il notre mécontentement? A voir son visage renfrogné et à considérer ses silences plus lourds qu'à l'accoutumée aux heures des repas, on pouvait le croire. Mais de là à chasser les démons antérieurs qui se servaient en lui, il y avait des fossés qu'il ne franchissait pas. Les âmes les mieux trempées ont de ces inconsé-

quences. Des comportements de fermeté les aident à vivre; elles s'y tiennent, fussent-ils déraisonnables.

Comme je rôdais, une fin d'après-midi, devant le sanctuaire de la culture interdite, grand-père eut une idée : « Et si tu prenais un des livres quand qu'il rentrera du travail ? » Oui, mais il ne rentre pas tous les jours exactement à la même heure! », répliquai-je. Ma mère consultée décida d'affronter le risque. Jurer qu'elle n'en eût pas des sueurs froides m'est impossible.

Une autre difficulté surgit alors. Chaque volume était hermétiquement clos par un papier transparent. Comment lire sans se débarrasser de cet ultime obstacle? De la vapeur savamment propagée, là où était répandue la colle, en vint à bout. Mais encore fallait-il remettre ce papier en donnant l'impression qu'aucun bouquin n'avait été profané! Ma mère y réussit. Ne disant pas d'elle qu'elle avait des « mains d'or »?

Bref, c'est ainsi qu'Alexandre Dumas d'abord, le père Hugo ensuite me devinrent familiers, si

tant est qu'on puisse l'être avec le tout-puissant du verbe, l'auteur des *Misérables*, de *Notre-Dame de Paris*, de *La Légende des siècles*, des *Contemplations*, avec le barbon qui était à la fois et à la fois avec Dieu, éclairait les ténèbres les plus opaques, pénétrait le mystère, rendait le sphinx transparent, ignorait la lassitude, décodait le visible et l'invisible, s'enivrait de paroles, de métaphores et en grisait ses lecteurs. Le manège dura longtemps.

Au début, d'être seuls à savoir, sans que grand-père eût vent de la supercherie, nous poussait à le tromper en secret. Chez certains, cachet les dehors d'un fort ravissement peut ajouter au plaisir. Je travaillais déjà, que je continuais à puiser sans mot dire dans la bibliothèque. Une différence cependant; j'emportais l'exemplaire convoité sans le replacer hâtivement cinq minutes avant l'arrivée du gardien des trésors. Nous ne redoutions plus l'escalader au cas où il se serait mis à compter les livres.

S'aperçut-il jamais de ces emprunts? Aucun d'entre nous ne le sut, comme nous ne sûmes pas pourquoi il avait acheté ces livres. Il n'en parcourut jamais ne serait-ce que quelques pages. Et ce fut l'unique dépense d'importance qu'il ait faite de toute son existence.

LOUIS NUCERA.

● CORRESPONDANCE

Mazarin (suite et fin)

Nous avons rendu compte dans le « Monde des livres » du 6 février du « *Bréviaire des politiciens* », attribué au cardinal de Mazarin et paru aux éditions Café China dans une traduction de M^{me} Florence Dupont. A la suite de cet article, une polémique s'est engagée entre M^{me} Madeleine Laurain-Portemer, historienne, qui conteste l'attribution du « *Bréviaire* » à Mazarin, et M^{me} Dupont (« le Monde des livres » des 6 et 29 mars). S'estimant personnellement mise en cause par M^{me} Dupont, M^{me} Laurain-Portemer demande à user de son droit de réponse. Elle nous a adressé le texte suivant :

Faut-il rappeler que l'attribution d'une œuvre à un auteur s'effectue selon des critères scientifiques relevant de la critique interne et externe? Utiliser des arguments ad hominem, des références à Oscar Wilde, des allusions à « l'efféminé... jusqu'à l'aveuglement », etc., se veut un procédé spirituel, mais

n'est pas sérieux. C'est esquisser le début au fond et laisser tout le reste à la fantaisie de l'auteur, contre l'existence d'un lien direct entre le *Bréviaire des politiciens* et Mazarin et ses *Carnets* (cf. éditions Café China, page de titre et p. 7).

En appeler au baroque — notion polymorphe si difficile à cerner — pour tenter de justifier une filiation ou un patronage (mais comment patronner un ouvrage composé vingt ans après sa mort?), est une échappatoire trop facile qui ne peut satisfaire aux impératifs d'une recherche objective et sereine. C'est vouloir gommer la faiblesse structurelle d'un apocryphe qui ne s'appuie sur aucun écrit du cardinal ni par la forme, ni par le contenu, ni par la tournure d'esprit.

Cela dit, puisque je pense avoir clairement expliqué mes raisons, je n'y reviendrai plus dans votre journal, n'ayant pas de temps à perdre en de vaines controverses. Il n'est pire sourd...

Une inspiratrice des « Jeunes Filles » de Montherlant

Selon Pierre Sipriot, Henry de Montherlant reconnut avoir pris comme modèles, pour la série des *Jeunes Filles*, Jeanne Sandillon, Mathilde Pomès et Alice Poirier. Cette dernière publia, en 1955, Montherlant et moi. Un éditeur, l'inédit, propose des lettres que Montherlant adressa à Alice et plusieurs des siennes. C'est en 1927 qu'Alice découvrit l'œuvre de Montherlant et commença à lui écrire. Le romancier s'inspira de cette correspondance pour traiter d'un « sujet qu'il maîtrisait mal ». Pour Alain Sigalla, qui les présente, ces lettres, allant de 1927 à 1963, montrent comment Montherlant laisse dériver Alice. En lui offrant « son amour, sa virginité, sa naïveté, sans jamais perdre l'espoir d'y parvenir », Alice finit par laisser l'objet de son amour. Après 1950, il ne répondra plus à ses plaintes.

L'intérêt de ces documents n'est pas seulement anecdotique. Grâce à eux, on voit comment Montherlant ne voulait pas être confondu avec son héros, un séducteur miteux, Cocteau. On mesure aussi la « folie » d'Alice, heureuse, à défaut de mieux, d'avoir permis la naissance d'un personnage littéraire, Andrée Hecquebaut, son double, qui la sauva de l'oubli. — R.S.

* LETTRES À UNE JEUNE FILLE, d'Henry de Montherlant, L'Inédit (BP n° 236.16, 75765 Paris. Cedex 16), 64 p., 75 F.

Vient de paraître

CASSANDRE DE CHRISTA WOLF

Texte intégral, traduit par Alain Lance

ALINEA

Diffusion : Diastique

ÉDITIONS MINKOFF

CH-1223 Chêne-Bourg - Genève - Suisse

L'ESTHÉTIQUE DE JEAN-SÉBASTIEN BACH

d'André PIRRO

Reimpression de l'édition de Paris, 1947, Larousse, 1971

1 volume in-8 de 548 pages, broché

ISBN 2-8266-0040-0 45 60.-

Ouvrage classique, qui a ouvert la voie à une interprétation symbolique de la musique du baroque. Une sorte de dictionnaire de la langue de Bach, écrit l'auteur lui-même... « Dans toutes ses œuvres nous retrouvons, pour les mêmes idées, les mêmes séries d'expressions, les mêmes connotations, le même usage. » Ce travail demeure dans le genre un modèle intégral.

AUX AMATEURS DE LIVRES

62, Avenue de Suffren 75015 PARIS

Tel. 567.18.38

philippe djian

Ne manquez pas l'occasion d'assister à la naissance d'un mythe

Après « Blau comme l'encre » le prochain film de BOISSET

Après « Zona Érogène »

PREMIER LIVRE 1985

37,2° le matin le prochain film de Jean-Jacques BEINKE

philippe djian 37,2° LE MATIN roman

● ROMANS

L'écriture impitoyable
d'Emmanuel Bove

D'EMMANUEL BOVE, mort en 1945 à l'âge de quarante-sept ans, on ne sait finalement que peu de chose (1), sinon qu'il fut un romancier prolifique entre les deux guerres, que son œuvre fut saluée par Colette, Sacha Guitry, Rikta, et qu'il fut l'ami de Gide, Max Jacob, Saint-Exupéry, Max-Pol Fouchet, Henri Jeanson, Philippe Soupault, etc. Ce parrainage illustre et ces amitiés célèbres ne furent pas suffisantes pour empêcher l'œuvre de Bove de s'enfoncer peu à peu dans l'oubli, sauf pour quelques fanatiques qui se disputaient ses livres chez les bouquinistes.

Il y a quelques années, les éditions Flammarion ont entrepris de republier ses romans les plus achevés (2), parmi lesquels figure *Mes amis*, son chef-d'œuvre. On a fait de Bove le précurseur du Nouveau Roman, et Beckett s'est reconnu dans cet écrivain.

Romancier du dénuement, de la médiocrité et de la solitude, Bove peint l'univers des vieillards, artisans de leurs défaites, qui ruminent des tristesses impossibles de petits bourgeois. Leur esprit prend l'eau comme leurs cheveux leurs tresses, leurs sentiments se fondent dans le saoul surs des mal-lavés ou se dispersent parmi les motifs jaunes des papiers peints de chambres miteuses. Ces personnages pitoyables trébuchent de cloaque en cloaque, entraînés par une espérance toujours leurrée et par la malheur qu'inconsciemment ils appellent en justification de tous leurs échecs passés.

L'écriture de Bove, limpide et serrée, ne laisse aucune échappatoire au lecteur qui se trouve enlaidi à son tour dans la poisse de ces héros minables. Un homme qui savait, un roman inédit datant de 1942 que publie La Table ronde, évoque parfaitement le monde bovien, d'une tristesse éternelle, qui débouche sur le vide existentiel.

Maurice Lesca, médecin qui n'exerce plus — il n'avait pas la vocation — « a reçu une bonne éducation », avant de connaître des « déboires financiers et sentimentaux ». Il survit, dans un appartement de la rue de Rivoli, en « tapant » les quelques relations qui lui restent. Sa sœur Emily, veuve et délaissée par son fils, partage cet appartement, meublé en vrac par un brocanteur. Maurice Lesca est « sale, vieux, usé ». Il passe ses journées en errance dans Paris, jusqu'à l'heure du thé où il retrouve Gabrielle Maza, une divorcée qui tient commerce de librairie. Maurice Lesca réussit à convaincre Gabrielle Maza de récupérer ses biens — une fourrure, quelques pauvres ballots — abandonnés à son ex-mari. Bien que s'appropriant l'ancien médecin avant de chasser sa sœur Emily.

Voilà pour l'anecdote, simple comme on le voit et qui devient une péripétie dramatique dans la vie larvinaire des trois personnages. En douceur, Bove met à plat un caractère d'homme qui a renoncé, et qui joue et se joue une comédie infernale aux buts indéfinis. Mantoux et sincère, généreux et rat, calculateur et naïf, il prodigue des conseils tout en se défendant de se mêler des affaires d'autrui. De santé fragile, il éprouve les symptômes d'une crise qu'il pressent mais qui ne vient jamais. Tyrannique domestique, il pousse sa sœur à le quitter pour son « bien ». Contradictoire et complexe, de tempérament destructeur, Maurice fait le vide autour de lui dans l'attente de nouvelles déceptions.

Ce type d'homme, nous en avons tous rencontré. Leur présence raréfie l'air. Bove, par son talent et mine de rien, nous conduit jusqu'au bout de son récit. Après, on ouvre la fenêtre et l'on respire à pleins poumons l'air de la rue — même s'il est frelaté.

BERNARD ALLIOT.

★ UN HOMME QUI SAVAIT, d'Emmanuel Bove. La Table ronde, 216 p., 79 F.

(1) Voir Le Monde du 4 mars 1983.
(2) *Mes amis*, Armand, Journal écrit en hiver, Henri Duchemin et ses ombres, Un soir chez Bluel.

Christine de Rivoyre
entre la violence et la convivialité

Pique-nique au bord d'un précipice.

ON croyait Christine de Rivoyre enracinée dans ses Landes où elle s'est retirée depuis quelques lustres et qu'elle a si délicatement célébrées dans *Belle Alliance*. Pas du tout ! *Reine-Mère* la ramène au cœur du Paris d'aujourd'hui qu'elle arpente en tous sens et qu'elle regarde avec un mélange de nostalgie, de dégoût et de peur.

Ça n'arrive
pas qu'aux autres

Agressions, vols, cambriolages, carambolages, voitures prises en chasse par des motards, coups de feu en rafales... Ne ferait-il plus bon vivre dans la capitale ?

La nuit, le quartier de la place Saint-Michel est envahi de drogués. Sur le pont de la Tourneille, en plein midi, on peut « braquer » une femme pour lui prendre son sac : l'endroit est désert, tout le monde roule en auto.

Dans le métro, si un « dingue » pousse un petit vieux sous les roues du train, personne n'intervient. Ce sont là des histoires qu'on entend raconter chez le coiffeur, l'épicier. On pense qu'elles n'arrivent qu'aux autres. Et puis un jour...

Reine, cette grande et robuste femme, aux abords de la soixantaine, que Christine de Rivoyre plante au centre du roman comme une déesse tutélaire, découvre, un beau matin, en promenant son chien avant l'aube, la réalité de cette violence. Elle se bat avec un jeune drogué qui a méchamment envoyé bouler l'animal.

Le livre s'ouvre sur ce pugilat dont Reine se tire à son avantage,

non sans avoir failli être étranglée. Il se termine sur une autre bataille que, cette fois, des policiers mènent contre une voiture en cavale.

Entre ces deux assauts, pendant le temps assez court que dure le roman — quelques semaines d'un été parisien traversé d'orages, — nous allons vivre avec la pittoresque et attachante famille de Reine, si typique, dans ses comportements ordinaires et dans ses crises, de nos mœurs et de la société contemporaine.

Reine habite seule avec son chien, dit l'Oiseau, une vieille maison de la rue Suger où Christine de Rivoyre a naguère résidé. Voilà quinze ans qu'elle a quitté un mari alcoolique et bougon.

Le goût de la fête

Ses trois grands enfants, qui n'ont pas fini d'avoir besoin d'elle, l'entourent affectueusement : Viviane, la psychologue, mariée bourgeoisement et mal, dont la fille de douze ans, nourrie de télévision, est aussi incapable de parler que d'écrire correctement ; Vincent, le peintre, qui joue à merveille les pères-nous de notre temps auprès du bébé souriant que lui a donné une fugace compagne ; Camille, la danseuse, qui touche au monde du spectacle et qui milite ardemment contre les tortures infligées aux animaux dans nos laboratoires. Elle participe à des commandos pour délivrer les bêtes et pourrait bien avoir volé les singes de Gif.

Autour de cette famille bien soudée, un clan se forme où se rassemblent pêle-mêle des gens

de toutes les classes sociales et des horizons les plus divers. Seuls les lient la bonté, le goût de la fête. Christine de Rivoyre ne verrait-elle pas dans la convivialité chère à Ivan Illich le remède à cette montée de la haine et de l'agressivité qu'elle souligne d'autre part ?

On festoie beaucoup dans son roman qui glisse en douce quelques recettes de cuisine. Les abandons, les déceptions, les ruptures ne manquent pas non plus à cette comédie qui frôle sans cesse le drame sans jamais y tomber. Les souffrances qui en résultent cèdent devant les petites choses bonnes de l'existence. Si la gourmandise en est une, l'amitié, la

solidarité désarment encore mieux le mal.

Il est rare qu'un roman, travaillé comme celui-ci par une main d'artiste, ne contienne pas une image emblématique de ce qu'il est. Vincent va la donner. Appelé à décorer les murs de la blanchisserie où l'on décolore si bien les chemises mais où l'accueille, ainsi que son bébé, avec tant de chaleur humaine, il peindra un pique-nique au bord d'un précipice. Eh bien ! C'est à ce festin gai mais suspendu au-dessus de l'abîme que Christine de Rivoyre nous convie.

JACQUELINE PIATIER.

★ REINE-MÈRE, de Christine de Rivoyre. Grasset, 334 p., 85 F.

● PORTRAIT

Claude Roland-Manuel, le sceptique passionné

(Suite de la page 11.)

Fort heureusement, Claude Roland-Manuel avait pris soin d'envoyer également son texte aux éditions Calligrammes, à Quimper, qui n'ont pour seule richesse que leur passion de la littérature. « Bernard Guillemot, confie-t-il, m'a répondu par retour du courrier en ne me ménageant pas ses critiques. Il m'a poussé à concéder, à couper. Mon éditeur est un fou merveilleux. »

Gouverné par ses amitiés

Claude Roland-Manuel n'éprouve pas le besoin de connaître intimement tous ses amis. Qu'il évoque, dans ses écrits, Conrad, Shakespeare, Chesterton, Beethoven, Mozart ou Goya, ce gémissement des arts paraît investi par leurs œuvres, car elles ont accompagné ses bonheurs et ses malheurs. Claude Roland-Manuel est gouverné par ses amitiés, et je retrouve dans sa parole la douceur et l'émotion qui niment ses textes sur Armand Robin et Georges Perros. « J'ai fait, dit-il, des études confuses de philosophie et de chant et j'ai eu la chance de rentrer au « Club d'Essai » de Jean Tardieu, à la radio. J'y ai rencontré Gide, Du-billard, André Frérot et Armand Robin.

« Parler d'Armand Robin, c'est terrifiant. J'ai été habité par cet homme qui fut un ami difficile et exigeant. Toute la vie d'Armand fut un suicide en même temps qu'un hymne à la vie. Il cherchait l'annulation de sa personne. Après sa mort dans un commissariat de police, nous avons essayé avec Henri Thomas de récupérer ses textes pour les



★ BERNICE CLEEVE

préservier du pire, mais il y avait des scellés sur la porte de Robin. J'ai demandé alors à la concierge de me prévenir quand les démolisseurs municipaux viendraient. Elle m'a téléphoné : c'était un 13 juillet. J'y suis allé avec Georges Lambrichs. Il y avait dans l'appartement de Ro-

bin une montagne de papiers qui semblaient monter jusqu'au ciel. Nous avons eu dix malheureuses minutes pour essayer de sauver quelques manuscrits. Les démolisseurs piétinaient tout. Nous sommes repartis avec trois valises. Le reste des inédits de Robin est allé à la décharge publique. »

Fasciné par les notes de Perros dans la NRF, Claude Roland-Manuel avait essayé vainement de savoir quel homme était ce moraliste qui semblait écrire au fil de sa plume alors qu'il était la rigueur même. Le hasard, heureusement, est quelquefois l'ami des poètes. « J'avais publié, se rappelle-t-il, un faux journal de voyage dans les Cahiers des saisons en 1966-1967 et je passais des vacances à Tréboul, en Bretagne. J'avais demandé que mon courrier me soit expédié poste restante.

Huit jours et huit nuits
avec Georges Perros

« Un jour, donnant mon nom au guichet, j'ai eu la surprise d'entendre un homme réciter, dans mon dos, un extrait de mon texte. L'inconnu s'est présenté : c'était Georges Perros. Nous avons passé huit jours et huit nuits ensemble et nous ne nous sommes jamais revus. Nous nous écrivions souvent... »

Musicologue réputé, Claude Roland-Manuel continue d'exercer, avec passion, son métier de réalisateur à France-Culture. « Une cabine de son, dit-il, me rappelle la passerelle d'un cargo. C'est toujours l'aventure et le voyage. J'ai été élevé dans la musique, car mon père fut l'intime et l'élève de Ravel... »

« J'espère, dit-il encore, qu'an devinera derrière mes écrits un homme qui chemine en se chantant... »

PIERRE DRACHLINE.

★ SANS MÉMOIRE, de Claude Roland-Manuel. Calligrammes (18, rue Elie-Frémont, 29000 Quimper), 186 p., 110 F.

L'ÉVÉNEMENT
D'APOSTROPHES

William Boyd
Comme neige
au soleil



Comme neige au soleil
m'a enthousiasmé.
Je suis persuadé que tout lecteur
normalement constitué
lira ce roman avec passion.

BERNARD PIVOT

Balland

مكتبة الأمل

• LETTRES ÉTRANGÈRES

Virginia Woolf mise en lumière

Une psychanalyse féministe de l'auteur de « La Promenade au phare ».

AGAÇANT et fascinant, ce livre est à lire. Il aidera tout lecteur honnête et vigilant à mieux situer Virginia Woolf. Ce n'est pas la première fois qu'elle est allongée sur le divan du psychanalyste, mais cette analyse-ci est résolument féministe, et c'est le rapport de l'écrivain à sa féminité qui est d'un bout à l'autre en question. Comme le veut la loi du genre, tout, dans la vie, dans l'œuvre, est vu comme signifiant, et tous les signifiants convergent, et cela ne va pas sans tranquilles déformations des données.

Telle est la surface agaçante. Reste ce qui compte, l'interrogation des profondeurs... Virginia Woolf, dans *Instantis* de vie, les a assez dévillées. Première expérience traumatisante, vers les six ans, son demi-frère Gerald l'assoit sur une console et lui palpe le sexe. Elle note la culpabilité immédiate qu'elle ressent de l'acte subi, le sentiment « concernant certaines parties du corps qu'il ne faut pas toucher, qu'il est mal de laisser toucher ». Culpabilité atavique, dit-elle, des milliers d'années d'interdits puritains.

Virginia Woolf s'est décrite précédemment comme se jachant sur la pointe des pieds, furtive et honteuse, pour regarder son visage dans une glace, et Fran-

çoise Defromont associe cette scène (avec sa culpabilité) à l'autre comme scène-écran, d'autant qu'une troisième les rapproche : un rêve où, se regardant dans un miroir, Virginia voit apparaître sur son épaule gauche une tête monstrueuse d'animal (on pense au *Cauchemar* de Freud).

Contre la biographie « officielle » de Quentin Bell

La jouissance sensuelle reste possible mais comme dissociée du corps coupable. Et Françoise Defromont note les fréquents symboles d'agression : couteaux, ciseaux. Elle pourrait, si elle avait mieux lu les *Vagues*, ajouter : bécot d'oiseaux et miroirs brisés réfléchissant des fragments d'être. Quelle fut donc Virginia Woolf ? Françoise Defromont met en cause la biographie « officielle » de Quentin Bell, pis que tendancieuse à ses yeux de féministe : des pages sur les « fiancés », et presque rien sur les amitiés féminines dont plusieurs furent de véritables amours, fussent-elles platoniques.

La mort de la mère laisse à Virginia un besoin désespéré

d'amour. Amour de Vanessa qu'elle voudrait total et exclusif. En 1924, la rencontre avec « Sapho », Vita Sackville-West, est décisive. Vita est Orlando, homme devenu femme et gardant double nature.

Cela fait-il d'*Orlando* un livre important ? Oui si l'on tient que l'écriture tendne des grandes œuvres de Virginia est une écriture « phallique », héritage maudit dont elle se libère.

Cependant, l'évocation des amours de « la vierge Virginia et de la vie Vita » mène à une intéressante conjecture. Virginia écrit alors *La Promenade au phare*, fervente commémoration de sa mère sous les traits de Mrs. Ramsay. Je ne crois pas, comme cela nous est suggéré, que la figuration de l'aimée perdue doive des traits à l'aimée vivante : elles sont trop opposées. Mais il se peut bien que l'euphorie érotique de Virginia Woolf ait dominée au point de passer dans sa vision.

Qu'on relise la plus belle page du livre : l'extase de Mrs Ramsay baignée par les rayons du phare. Ce qui frappe, c'est comme elle monte, cette extase, caresse après caresse de la lumière, vers un tel sommet de jouissance qu'on dirait presque un orgasme (« C'est assez ! c'est assez ! »). Cela paraît tout à coup aussi suspect que les extases de certaines saintes.

Quentio Bell a, sinon gommé, au moins minimisé, la décision prise par Leonard, après consultation des médecins : Virginia, trop fragile, n'aurait pas d'enfant... Certes, elle fut d'accord, mais elle manifesta, parfois amèrement, le regret d'être restée une vieille fille stérile, maternée par son mari de façon à pouvoir écrire : comme si c'était cela qui comptait pour lui. Leonard achète la fameuse presse qui envahit leur vie comme, dit Françoise Defromont, « une machine à faire des enfants de papier ».

L'essai de Françoise Defromont s'intitule *Vers la maison de lumière*. Dans *La Promenade au phare*, le bonheur qu'a Virginia Woolf de l'écriture est, en effet, associé au déferlement rythmique de la mer et aux ondes d'or liquide. « Ce sont de belles pages qu'écrit Françoise Defromont sur ces textes « fuits de minuscules soleils ».

Le livre toutefois ne perd jamais de vue son sujet : le conflit, devant l'écriture, du phallus et de la matrice. Le phallus, c'est le père, Leslie Stephen, qui, Virginia à peine venue au monde, mettait en chantier son énorme entreprise : le *Dictionary of National Biography*. « Si mon père n'était pas mort, dirait-elle, je n'aurais jamais pu écrire ». Est-elle, pour autant, délivrée ? La question est sévèrement posée sous la rubrique « Féminisme, féminité, écriture ».

Ces romans, on nous le concède, sont bien des romans de femme, où les femmes sont les personnages importants, où elles sont vues du dedans. Et le courant de conscience est particulier : il n'a pas l'ampleur de mouvement de Proust, il n'est pas amarré au souvenir comme chez Joyce, il est lié à l'infime perception des choses « du quotidien éphémère ».

Mais dans le grand combat contre le phallus-écriture, on la trouve neutre, dès l'enfance se surimposant Billy, se déclarant androgyne, et jugeant que l'écrivain n'a pas à avoir conscience de son sexe, tandis que Françoise Defromont atteste que sans une telle conscience il n'y a pas d'écriture féminine.

Françoise Defromont, qui hérite *Orlando* et même *Flush*, n'aime pas les *Vagues*, le seul ouvrage où Virginia Woolf atteste la puissance du génie. Usant de formules inexplicables : « vagues de coton-pâte » -

l'auteur oppose la discipline phallique de l'écriture à l'épanchement de la liquidité féminine. Comment faire rentrer l'écriture dans le corps ? Ecouter en soi comme Mrs. Dalloway la chanteuse des rues, afin que l'écriture soit réconciliée avec l'« oralité primitive » et se rapproche de la « grande voix maternelle primitive ».

En face d'un tel programme, Virginia est sans conteste conservatrice. Mais ce qu'elle poursuit depuis ses admirables premières esquisses, *Kew Garden on Monday or Tuesday*, c'est l'ultime transparence, le surgissement de l'instant vécu, une création douloureuse qui parvient à donner du moi éclaté des images d'un décousu miraculeusement assemblé. C'est ainsi que la *vraie* réalité se retrouve. Elle est sans doute androgyne.

JEAN-JACQUES MAYOUX.
★ VIRGINIA WOOLF VERS LA MAISON DE LUMIÈRE, de Françoise Defromont. Des femmes, 262 p., 119 F.



Photo DR

« Nuit et jour », roman révélateur

Publié en 1919, un hommage à Jane Austen.

IL est des romans qui fascinent et d'autres, pour ce qu'ils révèlent. *Nuit et jour* appartient à cette dernière catégorie. Deuxième roman de Virginia Woolf, publié en 1919, quatre ans après *La traversée des Apparences*, *Nuit et jour* fut considéré par l'auteur elle-même comme un roman de détente, une incursion dans le domaine de l'écriture traditionnelle pour ne pas sombrer dans la folie comme après la parution du premier livre.

Une lecture trop rapide pourrait en effet faire apparaître ce roman comme un temps d'arrêt sur le chemin qui conduit Virginia Woolf à l'exploration de plus en plus minutieuse et profonde du « flot de la conscience humaine ». *Nuit et jour* mériterait pourtant un meilleur sort.

Dans son écriture, ce livre est un évident hommage à Jane Austen, dont Virginia a si brillamment analysé les œuvres dans divers essais. Même ironie à l'égard de certains personnages, mêmes réflexions empreintes d'humour, mêmes réceptions et tasses de thé.

Plus qu'est, le thème central est bien l'intrigue principale des romans de Jane Austen : le mariage. Katherine, l'héroïne, hésite entre deux prétendants, William Rodney et Ralph Denham.

Un portrait de l'auteur par elle-même

Mais cette trame n'est que prétexte à décrire les relations complexes qui unissent les personnages et l'analyse de leurs motivations profondes. Et de cette plongée « au-delà des apparences », c'est bien Virginia Woolf qui émerge et non Jane Austen. Apparaissent déjà les « myriades d'impressions » et les « instants de vie » si caractéristiques du style woolfien.

Nuit et jour n'est pourtant pas seulement l'exercice de style d'où jaillirait, quelques années plus tard, la vision profonde et pénétrante de Mrs Dalloway, *La Promenade au Phare*, ou les *Vagues*. *Nuit et jour* est aussi l'occasion,

unique dans l'œuvre de Virginia Woolf, de saisir presque sans voiles un portrait de l'auteur par elle-même.

Les ressemblances entre Katherine et sa créatrice sont troublantes. L'héroïne appartient à « l'une des familles les plus distinguées d'Angleterre », comme Virginia à la glorieuse lignée culturelle des Stephens. Comme l'écrivain, Katherine est écrasée par un père que toute la famille surnomme « le tyran ». Comme les Stephens, les Hilbery passent leur temps à écrire les biographies de leurs ancêtres. Enfin, ils sont reconnus pour leurs déséquilibres divers, ce qui n'est pas sans rappeler l'hérédité chargée de Virginia. En revanche, l'auteur a donné sa part féministe au personnage de Mary.

Mais le plus frappant, ce sont les étonnantes similitudes qui se découvrent entre le mariage de Katherine et celui de Virginia. Il suffit de rappeler quelques dates. Trois ans après la proposition de Lytton Strachey et leur engagement rompu d'un commun accord, Virginia reçoit, le 11 janvier 1912, la demande de Leonard Woolf. Elle hésite et pense

refuser. Le 16 février, elle entre en maison de repos. Finalement, elle accepte le 29 mai.

Quelques années plus tard, Virginia transporte l'un des moments « cinq mois ! » les plus décisifs de sa vie dans un roman. Toutes ses hésitations, ses terreur, ses désirs, se lisent chez Katherine. Ainsi, la visite à la famille de Ralph, assez pauvre, montre d'une façon à peine voilée les sentiments négatifs de Virginia vis-à-vis de la famille de Leonard. Et Ralph lui-même, écrivain prometteur, qui séduit Katherine par son idéalisme passionné mais lui fait peur, rappelle irrésistiblement Leonard, ou plutôt la vision qu'a de lui Virginia.

L'ultime ressemblance est enfin cette même incapacité de Katherine et de Virginia à éprouver ou à exprimer leurs sentiments. L'analyse en est faite de façon bouleversante, car il demeure une différence essentielle entre l'auteur et son personnage : c'est l'écriture. Katherine, elle, n'écrit jamais.

CÉCILE WAJSBROT.
auteur de *Une Vie à soi*, roman autour de Virginia Woolf. (Meyreux de France, 1982).

★ NUIT ET JOUR, de Virginia Woolf, traduit de l'anglais par Catherine Nayens. Flammarion, 406 p., 120 F.

Le « Livre sans nom »

AL'AUTOMNE 1932 Virginia Woolf était en plein militantisme socialiste (congrès du Labour Party) et féministe (allocution à l'Association pour l'emploi des femmes). C'est alors que son Journal annonce les *Pargiter*, « un roman-essai ». Chaque scène serait suivie d'un commentaire qui ferait le point sur ce qui venait d'être décrit. Au bout de trois mois et de quatre scènes le projet fut abandonné sans crier gare et Virginia Woolf reprit les *Pargiter* comme un simple roman. Restait un manuscrit qu'a transcrit Mitchell Leaska, avec les variantes.

Le texte est un singulier brouillon, écrit à bride abattue, la même phrase, plus ou moins complète, pouvant se retrouver à deux ou trois reprises, le même bout de scène se répétant différemment, les personnages à l'occasion changeant de patronyme en chemin.

Les *Pargiter* sont des bourgeois de Londres. Les trois filles sont vouées à servir le thé jusqu'au mariage, car elles ne sont pas motif d'investissement. Ensuite nous sommes à Oxford avec le fils studieux, bri-

lant et réfoilé (il se retient de se masturber en rêvant à la cousine dont il est amoureux, ce qui est mal), comme le souligne l'introduction, puis chez la cousine, fille de principal, qui sert le thé et promène les étrangers. Elle découvre, au cours d'une visite, le peuple et la vraie vie, des couples égaux, des femmes responsables. Un seul épisode, d'ailleurs soigné, trahit sur la grisaille : à Londres, le petit Ross, allant toute seule le soir acheter un jouet, rencontre un exhibitionniste qui ouvre sa braguette.

Virginia Woolf, au bout de quatre scènes, a écrit dit sans doute qu'elle en avait assez dit pour édifier. L'introduction nous assure qu'il y avait dans l'entreprise une audace extraordinaire. Je pense qu'il y a eu, dans cette expérimentation, un courage digne de respect.

J.-J. M.
★ LE LIVRE SANS NOM - LES PARGITER, roman-essai de Virginia Woolf, texte établi par Mitchell Leaska, traduit de l'anglais par Sylvie Desautels. Des femmes, 272 p., 120 F. A paraître en mai.

Musil à Royaumont

COMMENT les spécialistes lisent-ils, aujourd'hui, l'œuvre de Robert Musil ? Un colloque international, tenu à l'abbaye de Royaumont du 1^{er} au 4 avril, en a donné une idée. La masse des textes disponibles s'est accrue. Même s'il n'y a toujours pas d'édition critique complète du *Nachlass*, et si les méthodes éditoriales d'Adolf Friesé, détenteur des droits, sont plus que contestables (comme l'a montré Robert Olmi, de Turin), il est possible d'avoir une vue plus exacte de l'ensemble de textes, d'ébauches, de notes, qui constituent l'Homme sans qualités tel que la mort de Musil en 1942 l'a légué à la postérité. Apparaissent mieux aussi bien les choix de l'écrivain que ses hésitations ; et l'œuvre, dans son riche inachèvement, sort peu à peu de l'ombre.

Là commençant, à vrai dire, les difficultés. Parce que Musil était très intelligent, très curieux de philosophie, des sciences et techniques (mais il a renoncé à tout cela pour devenir écrivain), son œuvre est guettée par des bavards, soucieux de placer leurs élocutions sous son désirable patronage. D'où des exagérations verbales, hyper-intellectualisantes, qui appellent à la rescousse Lukacs, Foucault, voire René Thom ou Lacan, et manquent rigoureusement ce qui caractérise Musil : le désir d'appliquer « plus d'intellect aux choses de l'âme », au sentiment, à l'amour.

Il semble par moments que les spécialistes évitent soigneusement de lire l'œuvre qu'ils sont censés éclairer. Il y eut heureusement des exceptions : Marie-Louise Roth, souriante et sensible animatrice, dans son centre de Sarrebruck, des études musicales ; Jean-Pierre Commetti, organisateur du colloque ; Peter Hanningner, Allemand de Paris au français très nuancé ; Aldo Gargani, de Pise. Ils surent rappeler que, chez Musil, la pensée ne se sépare jamais de situations troublantes, de rencontres imprévues où, alors que l'indifférence se déchire, apparaît la possibilité énigmatique de nouvelles « formes de vie ».

Et le colloque eut même la chance d'un moment musical très pur : le soirée musicale improvisée donnée par le groupe de chanteurs professionnels réunis autour de Lorraine Dubar, professeur à la Juilliard School de New-York. Dans la bibliothèque, ces très jeunes cantatrices, au rire partant en notes parfaites, au regard brillant de passion, parfumées et maquillées, se succédaient près du piano. Entre deux gorgées d'eau, deux airs de Mozart ou de Berg, sous le regard attentif et aimant de leur professeur racroquillé sur une banquette, elles retrouvaient à leur façon l'émotion, la netteté que donnent les plus beaux textes de Musil : le *Maré* ou l'*Éveil* dans les *Œuvres posthumes*, Tonka, dans *Trois Femmes*, les scènes d'amour ou d'hésitation devant l'amour dans l'*Homme sans qualités*.

PIERRE PACHET.

— LA VIE DU LIVRE —

Stages/offres et demandes d'emploi

LIBRAIRIE POLONAISE A PARIS

123, boulevard Saint-Germain, 75006 PARIS
Tél. 326-04-42

Tous les livres sur la Pologne en polonais et en français.
Grand choix d'albums, d'affiches artistiques, de disques et de cassettes.
Catalogues gratuits sur demande.

u
pr
du
di
m
Z
na
va
PC
de
M
des
I
par
sén
prc
aut
à n
l'in
M
culi
vise
aut
che
dan

Pi
sén
pour
venti
des
tous
comp
les p

● LETTRES ÉTRANGÈRES

Chaim Potok, l'étrange rabbin

Un romancier qui médite sur les lumières d'Hiroshima.

LE voici donc cet étrange rabbin venu d'ailleurs, avec son sourire lumineux : diplômé d'Université, docteur en philosophie, traquant le cafetan pour la veste de tweed, parfois la toque hassidique contre le bétet de l'armée U.S., auteur célèbre figurant dans les programmes américains d'enseignement. Il est venu à Paris pour la sortie du *Livre des lumières*, et pour la projection du film *Elu*, réalisé à partir d'un admirable récit réédité aujourd'hui.

Chaim Potok est né en 1929, à Brooklyn, dans une famille religieuse chassée de l'Europe orientale par les pogromes. Son enfance est marquée par l'empreinte d'une communauté pieuse qui entend faire revivre outre-Atlantique l'atmosphère studieuse du shtetl ancestral. « *Suivant le désir de mes parents, nous confie l'écrivain, je me suis consacré aux études rabbiniques, mais j'étais aussi attiré par la culture laïque, par les arts et par la philosophie.* » La tradition et la modernité s'affrontent sur les rives du fleuve Hudson, provoquant ruptures et ressentiments douloureux. Cet affrontement est présent dans tous les écrits de Potok.

« Une grande unité. »

« *Depuis Je m'appelle Asher Lev (1) et jusqu'au Livre des lumières, j'essaie de comprendre la dualité du Bien et du Mal qui sous-tend nos actions. Je m'efforce de situer la frontière imprécise entre les ténèbres et la clarté, cette lumière qui nous est indispensable comme l'air que nous respirons. J'ai souvent éprouvé l'intuition d'une grande unité qui, dépassant l'empoi gnade, l'efface. Saisir cette unité nous rapproche du divin.* »

En 1954, Chaim Potok est nommé rabbin. Il part faire son service militaire comme aumônier en Corée du Sud. L'écrivain y passe une année d'armistice encore précaire dans des conditions climatiques effroyables. Cet épisode lui inspire le *Livre des lumières*, roman frémissant de présences invisibles appartenant à cette réalité secrète qui hante toute l'œuvre de Potok, et qui donne le vertige au lecteur. Le personnage central, un jeune rabbin fera de cabale, visite le Japon. A Hiroshima, réalisant de ses cendres, il aura la révélation de l'unité cosmique où se fondent conflits et oppositions, et c'est ainsi que notre héros tourmenté retrouvera la sérénité.

« *Après mon expérience coréenne, ma vie a changé. J'ai compris que l'ovale lumineuse de l'atome éclaté pouvait signifier aussi bien la vie que la mort.* » (Le sourire se voile de tristesse). Hélas, à Hiroshima et à Nagasaki - ville trop souvent oubliée - c'est un message de

mort et de destruction qui nous a été délivré.

Dans *Je m'appelle Asher Lev*, nous suivons l'itinéraire d'un jeune peintre tournant le dos à la tradition qui interdit de figurer les multiples visages de la réalité. Rejeté par les siens mais soutenu par un rabbin cabaliste, il se consacre à son art, qui lui ouvre les portes du sacré.

Dans *La Promesse* (2), le Mal fait irruption dans la vie d'un adolescent sous la forme d'une névrose provoquée par son attitude pour les sciences qui contredit les préceptes d'un enseignement dogmatique. Les vertus magiques du verbe rédempteur auront raison de la maladie.

Dans *Elu*, nous trouvons la réponse des juifs libéraux à ceux qui, prisonniers de l'orthodoxie, refusent la création d'un Etat national avant l'arrivée du Messie. C'est aussi l'histoire d'une belle amitié entre deux étudiants venus de milieux en conflit. En dépit de son caractère singulier, l'œuvre de Chaim Potok, comme celle de Singer, connaît un grand succès aux États-Unis.

« *L'audience de mes livres chez un public non-juif assez étendu m'étonne quelquefois, nous dit-il. Peut-être que dans le monde désorienté qui est le nôtre, ici et maintenant, les gens ressentent un besoin impérieux de prendre connaissance d'une réalité plus cachée, de retrouver une sorte d'innocence perdue qui peut s'exprimer soit par l'extase, soit par une intense nostalgie. Peut-être qu'avec les murs des ségrégations d'autres barrières s'écroulent aujourd'hui et, avec elles, les verrous de la haine.* »

Potok est optimiste, malgré Hiroshima ? « *Je ne crois pas que la lumière d'Hiroshima préfigure la fin de notre civilisation. Lumière de mort, elle comporte sans doute un avertissement, le plus sévère reçu par l'humanité depuis qu'elle existe. Certes, de nombreux scénarios de destruction collective sont envisageables, mais comme nous ne nous sommes pas suicidés jusqu'à maintenant, il n'y a aucune raison que nous passions à l'acte dans l'avenir.* L'injure et l'affrontement verbal ne sont-ils pas une puissante catharsis qui nous préserve de l'autodestruction ? »

EDGAR REICHMANN.

★ **LE LIVRE DES LUMIÈRES**, de Chaim Potok, traduit de l'américain par Yvette Métral et Nicole Poller. Bachelard, 398 p., 100 F.

★ **L'ELU**, traduit par Jean-Bloch-Michel. Calmann-Lévy, 398 p., 89 F.

(1) *Je m'appelle Asher Lev*, traduit par Catherine Gary et Fabrice Hélie. Bachelard, 1973.

(2) *La Promesse*, traduit par Nicole Tisserand. Bachelard, 1973.

Connaissez-vous Bustos Domecq ?

LA publication en France des *Nouveaux contes* de Bustos Domecq - douze ans après leur parution en espagnol - ravive notre curiosité envers cet insolite personnage et suggère la question : mais qui est donc Bustos Domecq ?

Bustos Domecq fut inventé par Jorge Luis Borges et Adolfo Bioy Casares en 1937, durant une semaine de loisirs et de projets que le premier passa avec le second dans le ranch paternel de Bioy, à El Pardo. Ayant décidé de créer quelques fictions en commun, Bioy et Borges empruntèrent pour leur pseudonyme les noms de deux arrière-grands-pères : Bustos, côté Borges, et Domecq, côté Bioy. Les premiers textes signés de Bustos Domecq furent deux parodies de nouvelles policières que publièrent en 1942 la revue *Sur* de Buenos-Aires : les *Douze Signes* du zodiaque et les *Nuits de Goladion*.

La même année, une courte biographie précédant un nouveau livre, *Six problèmes pour Don Isidro Parodi* (1), du même Bustos Domecq, donnait quelques renseignements sur l'auteur. Elle était l'œuvre d'une prétendue institutrice de province, Adelia Puglione, dont la plume précieuse et fleurie était plus drôle qu'informatrice.

Le style « Borges »

Entre Borges et Bioy, Bustos Domecq s'était installé, leur imitant ses caprices et ce que l'on allait baptiser par une jolie fusion onomastique le style « Borges ». Le créateur de l'Aléph l'avoue lui-même dans son *Essai d'autobiographie* (2) : « *Honorio Bustos Domecq ne tarda pas à nous gouverner d'une poigne de fer et, pour notre plus grande joie d'abord puis à notre consternation, il devint complètement différent de nous, ayant ses propres fantaisies, ses propres sous-entendus, son propre style apprêté.* »

« *Apprêté* », le mot est peut-être mal choisi. « *Parodique* » conviendrait mieux. Comme l'a fort bien expliqué le critique Emir Rodriguez Monegal dans sa monumentale biographie littéraire de Borges : « *Par l'intermédiaire de Bustos Domecq, Borges et Bioy libèrent leur potentiel de parodie. Le scientisme de l'argentier paré, dans toutes ses variantes [...] était exploré grâce à des personnages qui étaient moins des figures narratives que des figures de parole. Pour la première fois en Argentine, une tentative délibérée de créer un récit par la parodie de la forme et de la parole narratives fut couronnée de succès.* » (3).

Cette parodie fait le charme d'un de ces *Nouveaux contes*, le *Saut par les œuvres*, sorte de cinérama où s'affrontent le langage d'un politicien sans scrupules, qui aime que les femmes soient ses esclaves, et le langage de ses victimes.

Mais, dans la satire de la Mafia (*A la vie et à la mort*) ou dans la dénonciation ironique et cruelle du préonisme (*La fête du monstre*), nous trouvons d'autres traits éminemment caractéristiques de l'art de Bustos Domecq : en particulier, le plaisir sauvage de dénoncer, sous les jeux de mots et les plaisanteries burlesques, des vérités qu'une société courtoise à l'abîme voudrait à tout prix occulter.

An temps de Peron et d'Evita

A l'époque où ces deux contes furent écrits (1947), Borges n'était pas tout à fait aveugle et marchait furieux avec sa canne à travers les rues de Buenos-Aires, couvertes de portraits géants de Peron et de sa blonde épouse, Evita, ou de slogans et de mots d'ordre défilants, dans une ville qui avait des allures de guerre civile. Peron avait détruit le Buenos-Aires des rêves de Borges, celui de l'enfance, avec ses patios paisibles, ses couchers de soleil romantiques, ses rues couvertes aux figures pittoresques de la pampa, ses mariages épiques, descendant tout droit du tango (4). Et la même rage animait Adolfo Bioy Casares.

En 1967, Bustos Domecq publiait ses *Chroniques* (5). Devenu critique d'avant-garde, il parodiait cette fois, dans des études consacrées à d'extravagants artistes imaginaires, l'écriture non moins extravagante de leurs juges. « *Bustos, confesse Borges, écrit comme un journaliste littéraire, usant et abusant de néologismes, de latin de cuisine, de clichés, de métaphores incohérentes, d'illogismes, de grandiloquence.* » Il est vrai, précise-t-il, que « *l'auteur et ses personnages sont tous des imbéciles, et il est difficile de dire qui est le dupe de qui.* »

Bustos Domecq décidait alors de se donner la mort.

CLAUDE COUFFON.

★ **NOUVEAUX CONTES DE BUSTOS DOMEQ**, de Jorge Luis Borges et Adolfo Bioy Casares, traduit de l'espagnol par Eduardo Jurenez Laffont, collection « Pavillons », 208 p., 72 F.

(1) Traduction de Françoise-Marie Rosset, coll. « Les Lettres Nouvelles », Denoël, 1967.

(2) Traduit de l'anglais par Michel Seymour Tripiet, Gallimard, 1980.

(3) Emir Rodriguez Monegal, *Jorge Luis Borges, biographie littéraire*, traduit de l'anglais par Alain Delabaye, Gallimard, 1983.

(4) Voir Emir Rodriguez Monegal, *Borges par lui-même*, coll. « Écrivains de toujours », le Seuil, 1970.

(5) Traduction de Françoise-Marie Rosset, coll. « Les Lettres Nouvelles », Denoël, 1970.

MAISON DE LA POESIE

101, rue RAMBUTEAU - 236.27.53 - M^r Hallès

HOMMAGE A ROBERT MALLET

JEUDI 18 AVRIL à 20 h 30 :

ROBERT MALLET, le poète

avec Yves Berger, Christian Giudicelli, Jean Grojean,

professeur Albert Jacquard, Charles Le Quintrec

textes dits par Jean Topart

JEUDI 25 AVRIL à 20 h 30 :

ROBERT MALLET, « le spectateur engagé »

avec Jean-Louis Barrault, professeur Jean Bernard

professeur Jean Hamburger, Roger Vigny

textes dits par Jean-Louis Barrault

ENTRÉE LIBRE

Comment peut-on être Québécois(e) ?



LETTRES D'UNE AUTRE

Lise Gavril

Comment peut-on être Québécois(e) ? Une réflexion mise en récit ; une radioscopie vivante, personnelle, polémique du Québec contemporain.

« Il se dégage de cette traversée un portrait global, vivant, personnel, du Québécois d'aujourd'hui. » (Le Devoir / Montréal)

UNE COEDITION

LE CASTOR ASTRAL / L'HEXAGONE

DISTRIBUTION DISTIQUE

CHARLOTTE CORDAY



CATHERINE DECOURS

LA LETTRE A ALEXANDRINE

OLIVIER ORBAN

« La grande réussite de l'auteur est d'avoir trouvé un "ton Corday" qui sonne juste, une langue qui semble du temps, une sorte d'emportement intrépide. Tout cela est remarquable, et l'on espère que la critique et le public vont aller chercher ce presque roman pour lui faire le succès qu'il mérite. »

François Nourissier

Le Point

OLIVIER ORBAN

● ROMANS POLICIERS

Un cauchemar de David Goodis

★ **LA GUERRE D'ESPAGNE** a inspiré Dos Passos (*Aventures d'un jeune homme*) et Hemingway (*Pour qui sonne le glas*). David Goodis aussi, qui fit ses débuts, en 1939, avec *Retour à la vie*, enfin traduit. Le héros de ce roman, Herb, un journaliste, s'engage de Dorothy, dont le mari, Tommy, est membre des Brigades internationales. La femme d'Herb, Jean, le quitte pour Paul, qui s'engage comme pilote dans la guerre sino-japonaise. Herb, insatisfait, boit, trahit, s'enfoncé dans un cauchemar lourd de nuit de bagarres idiotes. Tout Goodis est déjà là, fruste, févrique, épris d'absolu. (*Retour à la vie*, de David Goodis, traduit de l'américain par J. Reinhardz, Glénzi-Guinaud, 228 p., 79 F.)

★ **LAWRENCE BLOCK** a créé l'un des plus beaux personnages de la Série Noire, Tanner, l'espion insomniac. Scudder, une autre de ses créations, n'est pas mal non plus. Ancien flic, ivrogne, il survit en rendant des services. Dans *Huit millions de morts en suris*, « *Chance* », un souteneur noir, paye Scudder pour traquer l'assassin qui tue sauvagement ses filles. Entre deux séances des Alcooliques anonymes - où il n'ouvre jamais la bouche - Scudder explore le cœur pouti de New-York. Il est

lui-même menacé et, malgré sa déchéance, il ira jusqu'au bout... de l'enquête et de ses forces. Un choix de nouvelles de Block, *Des fois ça mord*, permet de retrouver Scudder. (*Huit millions de morts en suris*, de Lawrence Block, traduit par R. Fitzgerald. Série Noire, n° 1992, 378 p., 25 F. *Des fois ça mord*, de Lawrence Block, traduit par M. Chivert. Série Noire, n° 1997, 220 p., 22,50 F.)

★ **AVEC QUATRE ROMANS**, le Fleuve Noir lance une nouvelle série, « *Gore* », un mot anglais signifiant « sang coagulé », définit, depuis le début des années 60, un genre cinématographique et littéraire : de l'horreur bien glaueuse, tout à fait glaueuse. John Russo, un auteur « gore » prolifique, a écrit une adaptation du fameux film de George Romero, *La Nuit des morts vivants*. (Romero travaille ensuite avec Stephen King, romancier un brin « gore », par exemple, pour *Creepshow*). Ray Garton et Richard Laymon, deux Américains, se nourrissent aussi de plusieurs farasmes, bien horribles. La surprise vient de Joël Houssin, un Français, le créateur du *Dobberman*. Avec *L'Autoroute du massacre*, il nous prend aux tripes : deux monstres abominables bouf-

font les estivants... (*La Nuit des morts vivants*, de John Russo ; *Le Bois des ténèbres*, de Richard Laymon ; *Séduction*, de Ray Garton ; *L'Autoroute du massacre*, de Joël Houssin. Le Fleuve Noir, « *Gore* », 15 F.)

★ **ÉRIK NEVEU**, professeur de science politique à l'université de Rennes-I, a, pour sa thèse, lu tous les romans d'espionnage parus en France depuis l'après-guerre : Jean et Jasette Bruce, A. Ceroff, J.-P. Conty, P. Kenny, S. Lafont, etc. Ce corpus, « *dépourvu de tout prestige culturel, mais irrésistible* », autorise l'auteur à décrire une « *idéologie* », proche de celle de l'extrême droite. Les ténérans du Fleuve Noir, comme Gérard de Villiers, mettent en scène des « *preux* », défenseurs de l'Occident, et des émissaires, des dictateurs, des fanatiques. A lire pour comprendre les hantises de l'homme des foules, qui, entre sa maison et son bureau, casse en rêve du nègre et du bolcho. (*L'Idéologie dans le roman d'espionnage*, d'Erik Neveu. Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 408 p., 148 F.)

R. S.

مكتبة الامم المتحدة

● LE FEUILLETON

« Des aveugles », d'Hervé Guibert ; « Les Anges fous », de Bruno Gay-Lussac

L'infini du désir

Par Bertrand
POIROT-DELPECH

QU'HERVÉ GUIBERT soit de la race des écrivains, les lecteurs du Monde ont pu s'en convaincre. C'est si rare, les gens d'écrit que l'image n'effraie pas, qu'elle stimule, au contraire. Guibert a apprivoisé la photographie, dans nos colonnes, sans les métaphores ni les joliesse qui menacent la critique spécialisée. Il fallait pour cela un monde personnel très singulier et envahissant. Le réel et ses représentations, comment en parler mieux que du fond d'obsessions indolores, d'enfers et de paradis préétablis, d'un enclot de fortes chimères ?

Quand « on » a l'œil à ce point, la tentation est grande de se provoquer soi-même en se passant de la vue. Ah ! je veux par mon regard ? Eh bien ! bande-moi les yeux, allez, que je sente le linge contre mes orbites, et on verra, oui : on « verra » si mes autres sens suffisent à tenir la plume... C'est tout « vu » : aussi finement qu'il évoque un cliché de Cartier-Bresson ou de Klein, Guibert peut suggérer un univers de nuit, l'ancore présumée où s'ébattent les non-voyants.

CAR c'est chez eux, rebaptisés « aveugles » avec l'aplomb de qui a dépassé la pitié — cet élitisme de la peur, — que Guibert nous entraîne. Le dos du livre nous apprend qu'à temps perdu l'auteur fait bénévolement des lectures à l'Institut des jeunes aveugles, où il se rendit d'abord en reportage. Des aveugles est donc écrit en connaissance de cause, mais aussi en méconnaissance volontaire de ce qu'un autre visiteur enregistrerait. De l'intérieur, tel un aveugle d'honneur, il revendique pour les mal-voyants le droit au fantasme et à l'horrible, droit que l'opinion leur refuse par besoin que la cécité s'accompagne d'innocence, sinon de sainteté.

Dès l'attaque du livre, le bel que se donnent les personnages ressemble moins à la matinee de charité attendue qu'à une fête de bohèmes dans les illuminations de Rimbaud. L'Institut où nous nous mouvons à tâtons rappelle les maisons expérimentales nées en Allemagne et en Angleterre. Plus symboliquement, il rend palpables les frontières, pour nous indécoupables, entre les objets extérieurs et les envies intérieures, habituellement nées de nos visions.

L'odorat et le toucher gouvernent les élan de Josette, comme ceux de son ami Robert. A la chasse aux tâches que

mène le personnel non aveugle, pour sa propre satisfaction, ils opposent des conduites mal compréhensibles du dehors : achat de souris blanches, de vases vert pomme, de combinaison en cuir. Si Josette crève les yeux de sa souris préférée, si elle goûte par-dessus tout les films ou les textes d'épouvante, c'est qu'après tout on ne voit pas, qui : on ne « voit » pas pourquoi l'infortune du sort créerait des limites à l'infini du désir, des devoirs supplémentaires, une espèce de morale renforcée.

L'AMOUR est aveugle, dit-on. Et le plaisir, donc ! Josette trompe éperdument Robert avec un colosse, masseur de son état, ancien colporteur qu'on dirait débarqué de la Chanson de Roland ou de Rabelais, incarnation de nos sauvageries musclées. Les rendez-vous ont lieu au gymnase. Les agrès agrémentent les ébats. Ils compensent ce que l'œil permet à d'autres. Faire l'amour en grimant à la corde à nœuds ou en sautant sur un trampolin : autant de « privilèges » à ne pas considérer en « voyeur », mais pour ce qu'ils sont, caprices d'un instinct qui ignore les bornes, pour une fois que le monde ne se réduit pas à des pare-chocs et à des crottes tâtées du bout d'une canne...

J'ai dit que le narrateur se mettait à la place des aveugles ; non, il n'a pas cette outrecuidance. Il commence par accepter de n'être pas vu, et de fermer les yeux, comme tous les enfants ont joué à le faire. Sa badine blanche, ce sont ses perversités et les mots — synonymes, pour lui. L'artiste doit être voyant, n'est-il pas vrai ? La voilà qui hume, touche, dévore. A-t-elle « vu » juste ? Est-il vrai qu'un aveugle risque de se représenter un archet comme un « tibia linéaire dans lequel on aurait inséré des cheveux de femme malade » ? Je l'ignore, mais je sais que cette étonnante liberté m'avait échappé et va me poursuivre. C'est à de telles trouvailles bidentées gravées en nous qu'on reconnaît les grands manières de mots.

BRUNO GAY-LUSSAC, lui aussi, explore à sa façon l'infini du désir, il le fait depuis plus longtemps, et moins en poète qu'en analyste d'une intimité mal partageable, harassante, rendue terrible par l'âge. L'auteur, ou du moins le narrateur déjà rencontré dans plusieurs de ses livres, se veut une existence pure de toute réussite professionnelle, socialement nulle, exempte des ambitions communes. Seule a compté pour lui l'exploration en vase clos d'un corps impérieux, complexe, « fabuleux », pense-t-il, et marqué, en fait, par une assez banale envie de souffrir en faisant souffrir.

A soixante ans passés, il connaît encore ce besoin ressacé, sur fond d'épuisement, de mort prochaine. Il vient d'enterrer sa femme, et voilà que la fille de celle-ci, née après leur séparation, s'offre à satisfaire ses lubies sado-masochistes. Les rencontres ont lieu dans un arrière-cour de la grande banlieue. Le beau-père manque de force, mais non d'imagination dans l'assemblage des reproches, dans l'abrupt des caresses. La belle-fille nourrit un délire exotisme compliqué. Cela s'appelle le bonheur ; dans les bons cas.

DANS sa délectation fièvre de l'échec apparent, il arrive que le narrateur ait des doutes. Un correspondant, universitaire et ancien prêtre, réveille ses lointaines velléités de redressement. Mais il n'est plus temps de se réformer. Le sexe et le cœur commencent à mesurer leurs services. La mort rôde. Cette jeune femme dévouée à son désir finissant, ce sera la dernière, il le sait. Ce sera l'ultima fois qu'il s'interrogera sur l'envie des autres de coïncider avec sa propre complication, d'y chercher leur vérité.

La sienne, il la trouve dans une crise de jalousie incohérente, dans des violences d'agonie, des bouffées de honte gâtées par l'habitude, la solitude à nouveau. Que reste-t-il de la passion quand on n'y cherche plus qu'une preuve qu'elle est encore possible ?

Notre aventurier de la perversité sombre s'affondra dans un champ de betteraves, il n'aura rien tiré de son mépris des carrières et des positions. Sa volonté de jouissance rejoint, dans l'innocence, la volonté de puissance. L'instant, dont se contente l'instinct, plus sagement que l'ambition, l'instant ne veut que dans un certain triomphe. Vers la fin, il n'est plus que répétition effrénée du collage des peurs. La petite mort ressemble de plus en plus à la grande, jusqu'à se confondre avec elle.

Miracle de l'obsession : le temps s'y accablait et s'y arrête à la fois. Bruno Gay-Lussac parle du refus de vivre ailleurs que dans les affres d'amours difficiles comme un éternel adolescent. Bien qu'il ait publié une quinzaine de livres, les Anges fous ont l'effluve curieuse et « prometteuse » des premiers romans.

Comme si d'écouter sur sa nature intime tenait en haleine, enlaidissait les penchons, suspendait le style, entretenait le charme de l'inaccomplissement.

★ DES AVEUGLES, d'Hervé Guibert, Gallimard, 144 p., 58 F.
★ LES ANGES FOUS, de Bruno Gay-Lussac, Gallimard, 124 p., 70 F.

● HISTOIRE RELIGIEUSE

200 000 « bonnes sœurs »...

Claude Langlois analyse l'ampleur et les causes de l'engouement des Françaises pour la vie religieuse au dix-neuvième siècle.

L'HISTORIOGRAPHIE française se penche actuellement avec une prédilection particulière sur les femmes qui embrassèrent dans notre pays la vie religieuse. Après le Corps et l'Âme, d'Odile Arnold (Le Seuil), qui étudiait la place du corps dans la spiritualité de ces femmes, voici le Catholicisme au féminin, de Claude Langlois, un livre-dossier extraordinairement riche. L'auteur sort de l'ombre quelque 200 000 femmes de chez nous entrées dans des congrégations séculières entre 1800 et 1880.

Des chiffres qui font choc justifient pleinement cette passionnante enquête, qui éclaire, au

délà de l'Eglise, toute une société. Près de quatre cents congrégations nouvelles naquirent en France au dix-neuvième siècle. Durant la période faste 1820-1860, on atteignit la moyenne de six fondations par an. Presque chaque canton de l'Ardèche possédait sa congrégation ; presque chaque vallée de l'Aveyron...

Avec le travail de Claude Langlois, la sociologie religieuse issue de Gabriel Le Bras et de Fernand Boulard atteint une sorte de sommet. Nous découvrons avec notre guide que la reconstitution du catholicisme au féminin a commencé en France plus tôt qu'on ne le pensait, c'est-à-dire

dès l'époque napoléonienne, le pic de la courbe ascendante étant ensuite atteint en 1855-1859.

La géographie des implantations met en relief un bloc Sud-Est, l'Ouest intérieur et Paris, de même qu'elle souligne la diagonale religieuse tendue qui courait de l'Aquitaine à la Champagne. Les fondations rurales furent minoritaires, bien que les campagnes aient fourni un nombre croissant de vocations. La prépondérance urbaine ne correspond ni à un poids démographique des villes ni à leur féver. Mais les villes possédaient les élites religieuses et l'environnement psychologique, social et matériel favorable aux innovations.

Les classes dominantes, principalement la bourgeoisie, fournirent près des deux tiers des fondatrices d'ordres. Il n'était pas facile à une ancienne domestique comme Jeanne Jugan de diriger une congrégation qui prenait de l'ampleur. Néanmoins, le fait que 35 % au total des fondatrices n'aient pas appartenu aux classes dirigeantes, mais soient venues de l'échoppe, de la boutique, de la terre, de l'atelier... on de l'office, est révélateur du glissement social qui s'est produit tout au long de la période.

Chiffres, cartes et courbes sont le support d'une large réflexion historique qui ne peut laisser indifférent le Français d'aujourd'hui. Pourquoi ce succès des congrégations féminines séculières au dix-neuvième siècle ? Et pourquoi l'effacement après 1890 ? On ne doit pas ignorer le rôle que les congrégations féminines jouèrent alors dans l'émancipation de la femme, dont le code civil avait renforcé l'assujettissement.

Les voies de l'émancipation par la vie professionnelle étaient très étroites. Au contraire, la vie congréganiste offrait aux tempéraments actifs des postes de responsabilité et un jeu assez large d'initiatives. « Au dix-neuvième

siècle, les congrégations sont pratiquement les seules à fournir, sur un marché du travail certes un peu particulier, des emplois féminins si variés, et tout particulièrement des emplois qui demandent un fort niveau de responsabilité ».

En outre, dans une France où la protection sociale des individus isolés est insuffisante, la congrégation permet à la femme non seulement d'échapper à des sujétions familiales, mais aussi de trouver respectabilité, stabilité et sécurité. Ces attraits se sont ajoutés à la vocation religieuse, qu'il n'est pas question de nier.

Mais, après 1880, ces incitations jouent beaucoup moins fortement. La création des écoles normales d'institutrices, celle des écoles secondaires pour jeunes filles, une demande de qualification plus grande dans les hôpitaux, une certaine crainte devant la « fortune congréganiste » causent le consensus national qui avait favorisé l'éclosion des congrégations. Le reflux commence.

Au vingtième siècle, les carrières féminines se diversifient. L'Eglise proposera aux jeunes filles de nouvelles modalités d'apostolat dans les mouvements d'action catholique. L'exaltation du célibat sera minorée par rapport à l'éloge du mariage chrétien. Vu avec le recul du temps, le « temps des congrégations » apparaît comme une transition, entre celui des religieuses d'avant la Révolution et celui des militantes du vingtième siècle.

Claude Langlois a consacré un grand livre à un grand sujet. Il invite à poser une importante question : dans la longue durée (seizième-vingtième siècle), la Réforme catholique n'a-t-elle pas beaucoup plus réussi auprès des femmes qu'auprès des hommes ?

★ LE CATHOLICISME AU FÉMININ, de Claude Langlois, préface de René Rémond, Cnf, 776 p., 195 F.

Seconds rôles de la mystique

Un étonnant dossier sur les Amis de Dieu.

LE quatorzième est le premier siècle de la mystique, spécialement en langue germanique : Maître Eckhart, Tauler, Suso et Ruysbroeck, pour ne citer que les plus grands noms, élaborent un ensemble passionnant de thèmes ascétiques et contemplatifs. Avec les Amis de Dieu, animés par le banquier strasbourgeois Rulman Merswin (1307-1382), et dont Bernard Gorceix (1) ouvre et dissèque aujourd'hui l'étonnant dossier, nous pénétrons un peu mieux les conceptions spirituelles et les pratiques de seconds rôles de la mystique.

Tout montre dans ce dossier qu'il s'agit d'une spiritualité vécue, vécue par une élite certes, et très consciente d'elle-même, mais par une élite de laïcs. Ils se considèrent comme seuls dépositaires de la véritable tradition, chargés de prendre le relais d'un clergé défaillant. C'est à ces Amis de Dieu, en ce siècle de crise où se multiplient calamités naturelles, économiques et politiques, d'offrir leurs contemporains, mais aussi d'interroger pour eux.

A des laïcs donc, l'Esprit donne directement la vérité et la lumière. Pour trouver le chemin de la foi, on n'a besoin ni des prédicateurs dominicains, qui ont joué un si grand rôle depuis un siècle, ni du pape, ni du clergé en général. Ces laïcs revendiquent le droit de juger de l'enseignement des clercs et de transmettre la parole divine.

Modernité ? Oui et non. On pense à Pierre Valdo et à ses pauvres de Lyon dès la seconde moitié du douzième siècle. Mais les Vandois se fondaient d'abord sur l'écriture et non sur l'expérience mystique. Par elle, nos Strasbourgeois appartenaient à un monde nouveau.

Souignons seulement les trois étapes conduisant à l'union en Dieu. De la découverte, par la conscience, de l'abandon et de l'humilité qui procurent la joie spirituelle, on passe à une phase de méditation dirigée par l'Esprit saint, qui, elle, conduit à la vraie confiance. Alors s'ouvre la dernière étape, celle qui, par la dévotion à Jésus, donne accès à l'ensevelissement dans le brasier mystique.

Ce cycle, que les historiens de la spiritualité peuvent aujourd'hui considérer comme classique, se dégage avec une particulière netteté des écrits de Merswin et de ses proches. Il se situe au point de convergence des deux traditions mystiques : la tradition spéculative des dominicains, dont les Amis de Dieu critiquent l'intellectualisme ; la tradition « expérimentale », illustrée surtout par des femmes comme Mechthilde de Magdebourg ou Gertrude d'Heilte, pour qui les miracles et les visions sont tout.

Un des intérêts du livre de Bernard Gorceix est de montrer cette mystique en action ; non seulement comme « stratégie individuelle », mais encore comme « stratégie communautaire ». Les Amis de Dieu se constituent en sociétés de vrais croyants, non pas pour abandonner le monde, mais pour le sauver. Si l'est guidé par un Ami de Dieu, chaque homme peut organiser son destin dans ce monde irrationnellement matériel. L'Ami de Dieu n'est pas seulement un illuminé ; il peut aussi illuminer les autres.

MICHEL SOT : ★ AMIS DE DIEU EN ALLEMAGNE AU SIÈCLE DE MAÎTRE ECKHART, de Bernard Gorceix, éd. du Seuil, 302 p., 90 F.

(1) Bernard Gorceix est mort en septembre 1984.

Jacques
PRÉVERT
La cinquième
saison

"A lire de toute urgence... Une actualité tranchante"

Henri-François Rey / Le Magazine Littéraire

GALLIMARD nrf

u.
pr
di
m
25
us
R.
va
ps
de
Ar.
den

i
par
sén
pro
aut
à n
l'in
M.
cul
vis
au
che
dan

Ph
sén
pour
venti
des
mais
com
les pr

culture

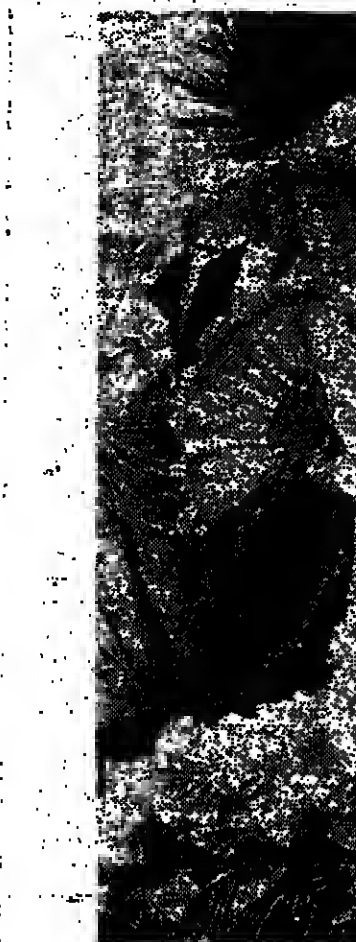
EXPOSITIONS

JAMES TISSOT AU PETIT PALAIS

La femme sous toutes ses coutures

Tissot, c'est être complexe maître de mysticisme et de roublardise, cet intelligent laborieux en dépit de son crâne intelligent et de ses yeux de merlan cuit, ce passionné, trouvant sous les deux ou trois ans un nouvel équilibre, avec lequel il contraste un nouveau petit-bail de sa vie... C'est Edmond de Gon-

court qui le dit, en 1890, et l'on mesurera combien ce jugement physico-moral vaut aussi pour l'œuvre de l'artiste, en visitant la large exposition que lui consacre le musée du Petit Palais, à Paris.



James Tissot : Je suis.

Cour qui le dit, en 1890, et l'on mesurera combien ce jugement physico-moral vaut aussi pour l'œuvre de l'artiste, en visitant la large exposition que lui consacre le musée du Petit Palais, à Paris.

Comme nombre de peintres du XIX^e siècle, James Tissot (1836-1902), a connu un long purgatoire, agité dans son cas de mépris naturel que ne pouvait avoir les Anglais pour un peintre français, et de l'antipathie que suscitait un peintre anglais pour un esprit français. Mais aussi quelle idée a eu Jacques Tissot de se faire appeler James ! Un article de Philip Hook, expert chez Christie's, expose dans *Beau-Arts* une vision chiffrée de la descente aux enfers subie par l'œuvre du peintre (1). Ainsi, le même tableau, *Bouquet de lilas*, passé six fois en vente chez Christie's entre 1877 et 1982, donne la mesure de ces fluctuations : « Prix honorable mais nullement astronomique » de 330 guinées (un tout petit peu plus en livres en 1877), 155 guinées dix ans plus tard après que Tissot eut quitté Londres, 1895 : 48 guinées, et, jusqu'en 1940, « aucun tableau de Tissot ne dépassera chez Christie's le cap des 100 guinées ».

Et c'est le retour en grâce : 7 000 guinées en 1975, 81 000 en 1983, tandis que *Banc dans un jardin* bat les records de l'artiste en 1983 : 561 000 guinées, ce qui fait de lui le plus riche des peintres vivants (2). Exces d'homme, après l'exces d'indigence ? L'exposition du Petit Palais, très complète et remarquablement documentée — le catalogue est la première monographie en français sur Tissot — ne révèle certes pas un génie, mais éclaire au moins tous les défauts qui font la richesse d'un talent.

Tissot est un talent confirmé, la gravure et l'illustration, pour lesquelles il s'imposait d'ailleurs largement de son œuvre peinte, mais dont l'apothéose (financière pour lui) devait être, à la fin de sa vie, quatre cents aquarelles mettant la Bible en image : une période mystique qui rappelle ses enthousiasmes de jeunesse. Elève de Lamotte et de Flan-drin (récemment redécouvert grâce aux frères Foucart), Tissot, à vrai dire, donna dans tous les courants qui ont fait l'originalité et la curiosité du XIX^e siècle. Il sera, ainsi, adepte du style « troubadour », frôlera les symbolistes, le japonisme, aura, à défaut d'« impressionnisme », un flirt avec les impressionnistes. On note d'ailleurs que, dans la vie comme en peinture, Tissot fut des amitiés dont il sut se servir, qu'il sut exploiter puis rejeter.

Cherchons les constantes. Un remarquable don d'observation, et un naturalisme qui s'exprime au grand comme au petit par un goût manié, et une évidente habileté, pour les détails réels. Une passion surtout pour la mode féminine qui en fait le plus formidable illustrateur de son temps, en ce domaine bien sûr. Une bonne partie de son

œuvre pourrait servir de catalogue au Musée du costume : tous les tissus, toutes les couleurs, toutes les matières, de la plus anodine à la plus volatile, tous les drapés, tous les nœuds, les chapeaux et les boucles, toutes les toilettes, enfin, des dames chics et moins chics, généralement fermées au col et sans tendresse

humaine qui ont été prêts par le Service des grands brûlés de l'hôpital Percy. Il y a aussi, presque semblable, un fragment de peau de porc lyophilisé.

Cage suivante, appelée *L'Ange*. Photographie, de face, d'une femme nue, assise ; elle est couverte de longues cicatrices ; les cicatrices sont recouvertes avec des choses noires qui ressemblent à des épines. La femme a une grimace de douleur.

Cage suivante, appelée *Tout les peaux*. C'est une chambre à coucher, les grilles d'un triangle, douze pendues, sans tête (ils sont accrochés par la section du cou). Ces pendus portant chacun une combinaison reconnaissable, écrivain, CRS, scaphandrier, pompier, etc.

Dans la cage de ces pendus, une voix, un peu « mondaine », un peu « snob », dans les écoulements, lit une chronique de mode, alors que dans les cages précédentes défilent, lentement, des fragments comme : « Mon corps n'est pas mon corps... Il s'est trompé de sexe... Ton corps était déjà prêt à l'impossible... J'ai pitié de déraison et d'excès... »

Cellule grillagée suivante, appelée *habillage*. C'est une « chambre à dormir », japonaise. Un employé vient pour s'étendre, et des appareils de mesure, des écrans. C'est très exigu, c'est semblable à une cabine d'isolement, capitonnée. Dans les écoulements : « J'appelle la terre néant... Il n'y a pas d'autre monde possible pour moi... Une couche où naître et mourir s'élèverait inter-dite... »

Cage suivante, appelée *Deuxième peau*. Ce sont des fragments de peau

« LES IMMATÉRIELLES » au Centre Georges-Pompidou

Un « magasin de curiosités », naïf et macabre

L'exposition « Les immatérielles », au Centre Georges-Pompidou, a donné lieu déjà, dans le monde, à une présentation de Jean Lamy (numéro du 28 mars) et à un reportage de Daniel Schneidermann, qui nous donnait les

réactions de visiteurs, à la sortie (numéro du 2 avril).

Cette exposition ayant été conçue et réalisée par des philosophes, l'image que l'on peut s'en faire de loin, est sensiblement affectée par le

langage, par les concepts, particuliers, des auteurs. Le texte que voici est une description pure et simple des choses qu'un visiteur quelconque pourra voir et entendre s'il parcourt cette exposition. — M. C.

Un agent de police, un chirurgien, un cuisinier.

Au moment où je passais par la cage *Mariette*, dans laquelle est exposé un fragment d'empreinte digitale agrandi qui sert d'emblème à l'exposition, le silence s'est fait dans le casque récepteur. Une préposée traversait les cellules grillagées, criant : « C'est une panne, soyez patients, c'est encore une panne, attendez... » J'attendis, et comme les sirènes et les phrases ne revenaient pas, j'ai traversé plus vite la cage *Peinture sans corps*, quatre états d'un tableau représentant l'explosion d'un avion en vol, la cage *Terror oublié* où est exposée, sous vitrine, une brique... J'aperçus aussi des écrans blancs, des claviers d'ordinateurs...

Un festival du déjà-vu

Un individu sans « matricule » spécial, qui est venu à Paris, de la province ou de l'étranger, parce que c'est le printemps, qui se rend au Centre Pompidou parce qu'il pleut et parce que c'est un musée, et qui vient parcourir cette exposition parce que les pancartes du musée l'y invitent, sortira de là avec l'impression d'avoir vu quelque chose d'assez court, d'assez vide, d'assez sombre et d'assez macabre, au même funèbre. Il aura l'impression d'avoir rien vu de neuf, car les musées de ciré, les cabinets d'horreurs dans les foires ambulantes, les livres de médecine et les films scientifiques ou médicaux projetés dans les palais de la découverte ou par les chaînes de télévision, cela existe dans chaque pays. S'il est français, on comprend le français, il se dira que les phrases entendues dans le casque participent d'un pessimisme affirmé.

Là où le visiteur sera bien plus étonné, c'est s'il fait l'acquisition du copieux catalogue et s'il découvre que cette réunion d'objets et de textes est l'œuvre de personnes

savantes : intellectuels, philosophes, qui ont médité pendant des mois et des mois, et qui ont eu pour but, en organisant cette exposition, de faire partager d'une façon ou d'une autre au visiteur tout un ensemble de sensations ou de mouvements de conscience à propos de phénomènes graves. Par exemple lui suggérer que « la technoscience s'avère une sorte de prothèse intelligente offerte à la réalité pour se connaître », ou que « les images construites signe à signe, écries, comment le parasite, le trivial, pour ne laisser subsister que le minimal pertinent ». Le catalogue dit encore : « L'ambition de l'exposition « Les immatérielles » est de rendre manifeste l'opposition entre le projet de la modernité qui se défait et les interrogations de la post-modernité qui émerge ».

Tout à fait surpris sera d'autre part le visiteur lorsqu'il apprendra, par le catalogue, que nombre de choses vues et de phrases entendues pendant le parcours des habituelles grillagées ont été extraites d'œuvres de Joseph Losey, Samuel Beckett, Marcel Proust, Henri Michaux, etc. Car jamais le visiteur n'aurait pu croire que cette succession de « curiosités » amusantes ou un peu ébouriffantes — on ne se « magasin de curiosités » à la fois naïf, farceur, facile, médiocre et usé — ait pu être fabriquée avec des citations d'écrivains, de peintres, de cinéastes, qui ne travaillent pas du tout dans les farces et atypiques — mais il est vrai qu'avec des citations on fait croire ce que l'on veut.

Cette exposition en tout cas donne à penser une chose que l'on savait, hélas, déjà, c'est que les savants, les penseurs, les érudits, peuvent devenir ingénus, naïfs, saugrenus, burlesques, lorsqu'il leur arrive de laisser tourner leur machine méditante en dehors de leur champ de recherches très précisément circonscrit et de leur idiome très élaboré.

MICHEL CURNOT.

* Centre Georges-Pompidou, jusqu'au 15 juillet.

CINÉMA

«BROTHER», de John Sayles

Un extra-terrestre à Harlem

Un étrange Martien débarque d'un vaisseau spatial. Il est noir, il a perdu la voix en cours de route et il est affublé de pattes à trois doigts plantées sur de véritables pieds. On l'appelle Ellis Island, l'ancien purgatoire des émigrés européens en instance d'admission dans l'Amérique de leurs espions, et la statue de la Liberté, mais Joe Morton, le « frère d'une autre planète », du titre original (*The Brother from another planet*), ne peut qu'échouer à Harlem, dans un bar un peu dégingé où il est accueilli comme... un frère.

Brother, s'il ne parle pas, ressent tout intensément et dégage des effluves qui peuvent recréer ou effacer instantanément une blessure.

Il entame sa lente découverte de l'univers noir américain, et l'écrivain-cinéma blanc John Sayles s'en donne à cœur joie. Les barrières raciales tombent : non pas à la façon des films bollywoodiens où, par magie, les Noirs n'éprouvent aucune difficulté à s'intégrer, mais en affirmant ce qui d'ordinaire nous est masqué. L'épouse blanche d'un Noir en cavale se tue à élever son négro-lion de fils, qui va devenir le meilleur copain de Brother. Un fil blanc débute dans la carrière et se confesse avec une candeur outragère à Brother sur le pas d'une porte. La vérité sur Harlem est énoncée en aparté par un certain Virgile, le bien nommé, qui nous fait les honneurs de la misère de ses congénères. Nous, les Blancs, devenons les nôtres, les sous-développés incapables de comprendre.

« MÉCÉNAT. — Après les chefs Michel Plasse et Serge Bando, c'est au tour de Marc Sautou, directeur musical de l'Orchestre philharmonique des Pays de Loire, de recevoir le grand prix Philip Morris doté de 50 000 F. De son côté, la Fondation Apple pour le cinéma attribue sa prime de premier trimestre 1985 (150 000 F) au premier film de Média Channel, le *Thé au baron d'Archiède*.

« GEORGES PRÉTRE A VIENNE. — Georges Prêtre traversera son titre de « premier chef invité » de l'Orchestre symphonique de Vienne le 9 mai. Après une tournée en Italie, le chef et son orchestre seront à l'Acropolis de Nice le 9 juin, pour Samson et Dalila, de Saint-Saëns, avec Plácido Domingo et Waltraud Meier.

Brother, film indépendant tourné entièrement à l'écart d'Hollywood et de son système, ne donne pourtant pas dans le social, la revendication et la mauvaise conscience, mais dans le poétique, qui devient le politique. Venu d'une autre planète où, semble-t-il, il était déjà réduit à la condition d'esclave, le Frère noir rencontre un monde sans perspectives. Deux ébauches de princes (*Beauty hunters*), rappel de l'ancien temps des plantations quand les esclaves érudits étaient recherchés jusque dans le nord du pays, crébans blancs avancés, poursuivent Brother et le rejoignent au moment où la chaîne se fait autour de lui et le protège.

John Sayles a le tort de ne pas se soucier davantage de bien relier ses séquences, de faire trop confiance à l'outre des situations, à l'accumulation des métaphores. Mais Brother ne distille aucune baine, aucun propos. A ne rien promettre, le cinéaste n'écrit que mieux l'injustice d'une société.

LOUIS MARCORELLES.
* Voir les films nouveaux.

« LE JEU DU FAUCON », de John Schlesinger

Avoir vingt ans sous Nixon

Membre à part entière de l'établissement britannique, mais ayant choisi, par nécessité ou par goût, de travailler la plupart du temps outre-Atlantique, John Schlesinger (*Macadam Cowboy*, *Marathon Man*) n'aime rien tant que broder à loisir autour d'un thème bien cerné. Jamais il n'a été aussi explicite que dans son dernier film, *Le Jeu du faucon*, dont le générique, très cultivé, trace en moins de cinq minutes l'arrière-plan social et politique du sujet qu'il va développer : Nixon, l'époque du Watergate, mais aussi, un peu plus tôt, dans les années 60, l'agonie vietnamienne et les marches des jeunes, Lyndon Johnson, Martin Luther King, Robert Kennedy.

Les premières images du récit mettent en place les deux principaux protagonistes, Christopher Boyce (Timothy Hutton) et Daulton Lee (Sean Penn), vingt-trois ans, rejetons de la bourgeoisie aisée de Californie. Chris a décidé de quitter la prétrise à laquelle il se destinait, écarté par une Amérique qui a trahi son idéal chrétien ; Daulton

navigre entre Mexico, où il achète de la came et ses parents. Amis d'enfance, ils servaient ensemble la messe, ils sont restés copains à la vie à la mort.

Contraint à se recycler, Chris trouve par son père, ancien du FBI, un emploi dans une usine qui fabrique des satellites espions. Ayant rapidement accès aux secrets, il apprend en toute candeur que la CIA joue un bien méchant rôle de par le monde, que parfois même elle déstabilise des régimes, comme hier au Chili et aujourd'hui en Australie, où, avec l'aide du gouverneur anglais, le premier ministre travailliste a été renvoyé à ses ébènes études. Par défi envers lui-même comme à l'égard de la CIA, Chris entreprend de livrer à l'URSS des documents confidentiels. Daulton, complice, sera son intermédiaire auprès des Soviétiques à Mexico.

Une aventure de jeunesse se transforme en haute trahison. Découverts, les deux amis iront en prison pour quatre décennies. L'histoire du film s'inspire d'une réalité vécue, mais s'en démarque par un ton persiflant qui lui confère des allures picaresques. John Schlesinger ne se prive pas d'épingler au passage tant les Américains, bien mal protégés, que les Soviétiques, assez balourds. La violence des policiers, yankee ou mexicain, il la rend sauvage, féroce. Avoir pu aider des communistes constitue l'offense suprême.

Ce dandyisme pointilliste qui inopprime tout le film constitue son charme, mais en indique aussi les limites : John Schlesinger se vent hors jeu d'emblée, simple observateur amusé. Nous attendions davantage.

L. M.

* Voir les films nouveaux.

«Ran», le film d'Akira Kurosawa ne sera pas présenté au Festival de Cannes

Ran, le grand film épique réalisé par le maître japonais Akira Kurosawa, et actuellement en cours de montage, ne sera pas présenté le mois prochain au Festival de Cannes, a déclaré mardi 9 avril à Tokyo le producteur français Serge Silberman. C'est à Paris, au Centre Georges Pompidou, que la première mondiale de *Ran* (le chaos) devrait avoir lieu, au début du mois de septembre. Et le film ouvrira probablement le premier festival du cinéma de Tokyo, le 31 mai, indique-t-on du côté des coproducteurs japonais.

« Nous n'irons pas à Cannes, et nous le regrettons tous. Mais le public verra combien cela vaudrait la peine d'attendre », a souligné M. Silberman. Pour lui, Kurosawa a « sans doute réalisé avec *Ran* son plus grand chef-d'œuvre, bien qu'il soit toujours

délicat de comparer des films très différents chez un homme qui en a fait autant ».

La décision de ne pas aller à Cannes a été prise à l'initiative du producteur français, en accord avec le metteur en scène et les coproducteurs japonais. Compte tenu de certains détails techniques, il a été décidé de ne pas sacrifier la qualité et la perfection du film, d'autant que Kurosawa a déjà reçu le Palme d'Or en 1980 pour *Kagemusha*, œuvre que certains considèrent comme une « esquisse de *Ran* ».

Le public de Cannes aura quand même un avant-goût du film. Le cinéaste Chris Marker présentera en effet A.K. (pour Akira Kurosawa), un long métrage qu'il a réalisé pendant le tournage de *Ran*, l'an dernier.

R.-P. PARINGAUX.

THEATRE FONTAINE

A PARTIR DU 17 AVRIL

SYLVE JOLY

FRANCIS LEMARE



TRIPLE MIXTE

THEATRE FONTAINE, 100 Boulevard de la Chapelle, 75018 Paris

مكتبة الأصيل

RADIO-TÉLÉVISION

Jeudi 11 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 **Feuilleton** : *Le Canton paisible*. Réal. S. Berlin. R. Marie. P. Lax. Avec J.-P. Daras, R. Boulanger, F. Lix, F. Fleury.
Panique au « Canton paisible », le café tenu par Monsieur Laroche. Le client veut installer récemment installé-il un trans ? Une comédie bien de chez nous à la philosophie très moyenne.

21 h 30 **Les joues de l'information** : l'Enjeu. Magazine mensuel de l'économie de F. de Cluses, E. de la Taille et A. Weiller.
du sommaire : « SOS capitalisme, les nouveaux salaires capitalistes » ; *Entreprises en faillite et emplois en péril* ; « Les entreprises de la dernière chance » ; *reconvertir les vieilles régions industrielles* ; « *Quinté : un désastre africain* » ; une nation traumatisée, une économie délabrée.

22 h 45 **Journal**.

23 h 5 **Étoiles à la une** : Alexandre le Grand. Film américain de Robert Rossen (1955), avec R. Burton, F. March, D. Dorian, P. Cushing.
Les origines, la vie, les conquêtes d'Alexandre de Macédoine, qui devint roi à vingt ans et voulut posséder le monde. Mise en scène académique pour un « populum » hollywoodien. Mais il y a le génie de Richard Burton.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 **Série** : *Princesse Daisy*. Les aventures et mésaventures romantiques d'une jeune fille née d'un prince russe et d'une star américaine.
22 h 10 **Musiques au cœur** : Debout l'opéra. Émission d'E. Ruggieri, réal. P. Jourdan.
Un hommage à l'opéra viennois, avec Valérie Chevalier, Michèle Laigneau, des extraits de la Veuve joyeuse, le Pays d'amour.

23 h 20 **Numéro 10 spécial**.

23 h 45 **Journal**.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale**. Programmes autonomes des douze régions.

20 h 35 **Histoire d'un jour** : mai 68. Émission de Ph. Alphonse, réal. M. Dugowson et K. Schirinski. Que reste-t-il de mai 68 ? Une suite en quelques jours du premier volet sur les événements de mai 68 diffusé le 22 mars. Trois semaines de crise, d'émeutes et de grèves, le général de Gaulle s'adresse au pays le 30 mai après un long silence qui laissait penser que le pouvoir était vacant. Après l'allocution télévisée du président de la République, on assiste à un retournement de situation. La reconstruction de ces journées tumultueuses. Les témoignages d'étudiants, de l'archevêque Roland Castro, de Daniel Cohn-Bendit, de Jean-François Kahn.

22 h 10 **Journal**.

22 h 45 **Bleu outre-mer**.

23 h 40 **Allégorie** : les frères Le Nain.

23 h 45 **Prélude à la nuit**.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Oum le daphni ; 17 h 10, Mémoires de bruyères ; 18 h 5, Série : *Dynamite* ; 18 h 50, Aboul PIC ; 18 h 55, Feuilleton : *Le Grand César* ; 19 h 15, Informations.

CANAL PLUS

20 h 30, *Prends tes poses-montagne*, on va à la plage, film d'E. Matillon ; 22 h, *Amélie en folie*, film de R. Vancloches ; 22 h 45, *Le soldat (3 Agnès)* ; 1 h 50, *La Loi et la Paix*, film d'I. Passet.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 *Sergius et Mestra*, de D. Blumenthal-Roth.
21 h 30 *Vocalise* : arlequinade. Paris 1985. Comédie italienne.
22 h 30 *Nuits magiques* : Doktor's ou les fantasmes de la mort.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 **Concert** : Concerto pour piano et orchestre n° 1 en ré mineur de Brahms, Symphonie n° 6 en si mineur de Tchaïkovski par l'Orchestre national de France, dir. K. Sanderling, sol. S. Bishop-Kovacevich, piano.
23 h **Les soirées de France-Musique** : les parades du romantisme. Voyage et terre natale : œuvres de Schumann, Bizet, Schubert, Philharmonie - Irradiation : œuvres de Beethoven, Schubert, Mendelssohn, Schumann ; Vitalité - Morbidité : œuvres de Schubert, Berlioz, Liszt.

Vendredi 12 avril

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 15 **Antiope 1**.

11 h 45 **La Une chez vous**.

12 h **Feuilleton** : *Arnold et Willy*.

12 h 30 **La bouillabaisse à la mer**.

13 h **Journal**.

13 h 50 **A pleine vue**. Série : l'homme d'Amsterdam ; 14.45, la maison de TF 1 ; 15.15, *Temps d'été : les arts du feu*.

16 h 30 **Croque-mitaine**.

17 h 30 **La chance aux chansons**.

18 h **Le village dans les nuages**.

18 h 25 **Mini-journal pour les jeunes**.

18 h 30 **Série** : *Cœur de diamant*.

19 h 10 **Jeu : Agram**.

19 h 40 **Feuilleton** : *Lés Bargaes*.

20 h **Journal**.

Que bonheur
La Samaritaine Rivoli
est ouverte jusqu'à 20 h 30
(comme tous les mardis
et vendredis)

20 h 35 **Porte-bonheur**. Émission de Patrick Sabatier. Avec : Hervé Vilard, Touré Kunda, Al Jarreau, Noma Mouskouri.

21 h 50 **Variétés** : *Le Grand Bédouin*. Émission de S. Collaro et C. Corbina. Des extraits comiques et satiriques du journal télévisé, les chutes, les râteaux, les coulisses du petit écran. Deux émissions en deux jours sur le même sujet, c'est trop.

22 h 50 **Documentaire** : *Art, obscurité et clair-voies*. Émission de L. Lecomte. Le peintre Arthème, portraitiste de Samuel Beckett, d'Hélène Carrère d'Encausse. Le trajet pictural d'un artiste peu connu en France.

23 h 20 **Journal**.

23 h 40 **C'est à lire**.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

16 h 45 **Télématin** (à 8.30, feuilleton : *Le Vent du large*).

10 h 30 **Antiope**.

12 h **Journal et météo**.

12 h 10 **Jeu** : *Académie des nouf*.

12 h 45 **Journal**.

13 h 30 **Feuilleton** : *Berguval et fils*.

13 h 45 **Aujourd'hui la vie**. *Côté solistes... Les Français sont-ils propres ?*

14 h 50 **Série** : *Chips*.

15 h 40 **La télévision des télé-spectateurs**.

16 h 15 **Républicain** : *Libre c'est vivre*.

17 h 15 **Minuterie**, de Sophie Richard.

17 h 45 **Révisé A 2**. *Poésie : Alain 42, Lulu et Lili ; Les maîtres de l'univers ; Téléclap*.

18 h 30 **C'est la vie**.

18 h 50 **Jeu** : *Des chiffres et des lettres*.

19 h 15 **Émissions régionales**.

19 h 40 **Le théâtre de Boulevard**.

20 h **Journal**.

20 h 35 **Feuilleton** : *Châteauval*. D'après J.-P. Peyrollet, réal. P. Planchon. Avec P. Huet, L. Merenda, C. Nibel.
Jean-Jacques prend ses fonctions de directeur de l'Éveil, le journal concurrent du Diable. Florence et Traversa évitent les fûtes « explosives » de Quentin mais hésitent à s'en servir. Publication enfin la preuve officielle du suicide de Quentin ?

21 h 40 **Apogée**. Magazine littéraire de B. Pivo.
Sur le thème : « portraits ». Sont invités : Jean Cau (Croquis du portrait), François Chablat (le Tir aux pigeons), Claude Ménézet (Daguer, 8 tours Eiffel, tome 2 du Temps immuable), Pascal Cay (Basil sur l'anarchisme de droite), Gildas de Diebach (préfector du Journal de l'abbé Mugnier).

22 h 50 **Journal**.

23 h **Ciné-club** (cycle Ernst Lubitsch) : *Le ciel peut attendre*. Film américain d'E. Lubitsch (1943), avec G. Tierney, Don Ameche, C. Coburn, M. Main.
Un vieillard qui veut de mourir est reçu par le diable. Celui-ci lui fait raconter sa vie pour savoir si ses péchés valent l'enfer. Des comédies douces, un ton de comédie

qui devient nostalgique et grave, pour évoquer le bon temps d'aujourd'hui, l'amour, la beauté des femmes, les années qui passent.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

17 h **Télévision régionale**. Programmes autonomes des douze régions.

19 h 55 **Dessin animé** : *Lucky Luke*.

20 h 5 **Les jeux**.

20 h 35 **Série** : *Agatha Christie : l'Affaire de la perle rose*. Film de Tony Wharmby. Avec F. Amio, J. Warwick. *Tommy et Tuppence créent leur équipe de détectives. Une lady signale le vol d'une perle rose, une autre « lady », étonnamment, est suspectée. Déterminer le vrai du faux.*

21 h 25 **Vendredi** : *Alb, les policiers*. Magazine d'information d'A. Campas.
Une nuit au commissariat de Nice : l'équipe de « Vendredi », conduite par Jean-Marie Perhault, a filmé les petits « riens » qui font le drame quotidien de l'insécurité. Problème de la France public un soir de meeting de Jean-Marie Le Pen, arrestations de voleurs de voitures, plaintes d'une femme que son mari veut étrangler. Le préfet de police de Nice, M. Etienne Ceccaldi, commente sur le terrain l'action d'un corps de métier.

22 h 30 **Journal**.

22 h 50 **Déclasse de nuit**. Émission de rock de J.-L. Jacier.
Groupe français : Blanche, Phase, Café Noir ; vidéo-clip de Murray Head, Village People, Joe King.

23 h 25 **Allégorie** : Jacques Pô.

23 h 40 **Prélude à la nuit**. « *Tzigane* », de Maurice Ravel, interprété par Augustin Dumay, violon, et Jean-Philippe Collard, piano.

CANAL PLUS

7 h, 7/9 ; 9 h, le Chat et le Caméléon, film de R. Metzger ; 10 h 45, *Noces de sang*, film de C. Saura ; 11 h 50, *Vol du condor au-dessus des Andes sauvages* ; 12 h 45, *Caboul Café* (et à 17 h) ; 13 h 5, *Rue Carnot* (et à 17 h 30) ; 13 h 45, *Sustars* ; 14 h 5, *Le Grand Bédouin* ; 14 h 50, *Le pays d'été*, film de C. Gullou ; 15 h, *Jeu : 4 C* ; 15 h 40, *Jeu : les affaires sont les affaires* ; 15 h 10, *Zénith* ; 15 h 45, *Tout s'achève* ; 20 h 5, *Top 50* ; 20 h 25, *Football* : Strasbourg-Nantes ; 22 h 20, *Liberty Belle*, film de P. Kane ; 0 h 15, *Golf (3 Agnès)* ; 2 h 15, *Amélie en folie*, film de R. Vancloches ; 4 h 5, *Amélie en folie*, film de R. Vancloches ; 5 h 45, *Ghostbuster*, film de J. Makichuk.

FRANCE-CULTURE

6 h, Les maîtres de France-Culture ; 7 h, Le goût du jour ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : le voyage de La Pérouse (et à 10 h 50 : au jardin d'Éden) ; 9 h 5, *Matière du temps qui change : géopolitique, les luttes d'influence en Amérique centrale* ; 10 h 30, *Mémoires* : *Miroirs* (et à 17 h) ; 11 h 10, *L'école hors les murs* ; sur la piste de Davy Crockett ; 11 h 30, *Feuilleton* : *Germinal* ; 12 h, *Passions* ; 13 h 40, On commence : le Festival de Parme ; 14 h, *Un livre, des voix* : « Eva » et « Pas d'orchidées pour miss Blandish », de James Hadley Chase ; 14 h 30, *Sélection prix Italia* : *Furia Italiana* ; 15 h 30, *L'échappée belle* : *forêts voisines* ; à 16 h 45, *Télex* ; 17 h 10, *Le pays d'été*, en direct de Laval ; 18 h, *Sépiol* ; Agnès (Albert Memmi) ; à 18 h 35, *Tire ta langue* ; à 19 h 15, *Rétro* ; 19 h 30, *Les grandes avenues de la science moderne* : le palais de la Découverte ; 20 h, *Musique, mode d'emploi* : Ravel ; 21 h 30 *Black and blue* : *quoi de neuf ?* ; 22 h 30 *Nuits magiques* : *Autour de Knud Viktor*, le poète suédois.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les maîtres de France-Musique : Arthur Honegger ; 7 h 10, *L'insigne* : magazine d'actualité musicale ; 9 h 5, *Le matin des musiciens* : les dernières sonates de Beethoven ; 12 h 5, *Le temps du jazz* : *Les Voies du Seigneur* ; 12 h 30, *Concert* (Festival des Flandres 1984) : œuvres de Debussy, Ravel par l'Orchestre national de France, dir. Lorin Maazel ; 14 h 2, *Repères contemporains* : *Forum des percussions* ; 14 h 30, *Les enfants d'Orphée* ; 15 h, *Vendredi-Scott* : les animaux domestiques ; 17 h, *Histoire de la musique* ; 17 h 50, *Les Sonates de Scarlatti* ; par Scott Ross ; 18 h 2, *Les chants de la terre* ; 18 h 30, *Jazz d'aujourd'hui* ; 19 h 15, *Les masses en dialogue* ; 20 h 4, *Amus-camus* ; 20 h 30 *Concert* : *Symphonie n° 38 en ré mineur*, de Mozart ; « Variations sur un thème de Paganini », de Blacher ; « Symphonie n° 4 en ré mineur », de Schumann, par l'Orchestre national de France, dir. W. Sawallisch ; Complément de programme : œuvres de Mozart par Teresa Berganza ; 22 h 30 *Les soirées de France-Musique* : les Pêcheurs de perles ; à 24 h, *Musique traditionnelle*.

COMMUNICATION

DÉSORMAIS DE DROIT PRIVÉ

Le Centre d'études d'opinion devient Médiamétrie

C'est chose faite : l'ex-Centre d'études d'opinion (CEO), chargé des mesures d'audience de la radio et de la télévision, devient une société de droit privé, Médiamétrie (1). Cette réforme, prévue depuis longtemps, a été préparée par le Service juridique et technique de l'information (SJT) (le Monde du 13 décembre 1984).

Le capital (930 000 francs) est réparti essentiellement entre l'Etat, les sociétés du service public de l'audiovisuel, la Régie française de publicité, Europe 1 et Radio-Montecarlo (2). On note l'absence de Canal Plus et de RTL. M. Jacqueline Aglietta, ancienne directrice générale de la société de sondages BVA, devient PDG. M. Jacques Durand (ancien directeur de CEO) devient directeur chargé de la recherche et du développement.

Le CEO nouvelle formule va mettre au point deux instruments de base. D'une part, l'audimat (des petites « boîtes noires » encastrées dans des téléviseurs enregistrant automatiquement les passages d'une chaîne à l'autre) ; le système est en cours de renouvellement, après un appel d'offres remporté en 1984 par la firme SECODIP (Orevel Bertin). D'autre part, mille foyers seront équipés dans toute la France de ce système renouvelé (le précédent audi-

mat était en place dans six cent cinquante foyers seulement).

D'autre part, une enquête téléphonique permanente sur dix mois : cinq mille cinq cents personnes seront interrogées par mois. Ce sondage, différent de ce qui se pratique actuellement, permettra notamment d'évaluer les variations saisonnières et l'audience régionale. L'absence de mesure locale avait été l'un des principaux griefs de FR 3 et Radio-France contre les informations fournies par le CEO. Cette enquête sera conduite pour un tiers par Médiamétrie, le reste étant confié aux instituts ISL et BVA.

A partir de ces données de base, M. Aglietta souhaite multiplier des outils complémentaires : baromètres des chaînes, des émissions, observations qualitatives sur le comportement des auditeurs et téléspectateurs, études sur les nouveaux médias et la télématique.

(1) 9, rue Boissy-d'Anglas, 75008 Paris. Tél. : 268-17-72.

(2) M. Aglietta : 0,43 % ; l'Etat : 5,38 % ; INA : 18,92 % ; Radio-France : 16,13 % ; TF 1, A 2, FR 3 : 10,75 % chacune ; FRP : 1,6, 13 % ; RMC et Europe 1 : 5,38 %.

● **Pour une audimétrie privée.** — M. Jacques Bille, délégué général de l'Association des agences conseil en publicité (AACP), a renouvelé, mercredi 10 avril, ses critiques sur la mesure de l'audience de la télévision par un organisme issu du CEO et a confirmé l'intention des agences de lancer une audimétrie privée.

Celle-ci s'avère, selon lui, de plus en plus indispensable, ne serait-ce qu'en raison du refus des pouvoirs publics de s'engager formellement à fournir à la profession publicitaire des informations satisfaisantes de l'audimétrie gérée par le service public au sein du CEO, devenu officiellement Médiamétrie.

● **Projet de télévision par satellite pour la Suisse.** — Le gouvernement helvétique a approuvé, mercredi 10 avril, un projet de création de télévision privée par satellite. M. Fritz Muehlebach, secrétaire d'Etat aux transports, a déclaré que le projet avait été jugé « positif et souhaitable ». Il envisage l'octroi de concessions à des sociétés sous contrôle suisse et disposant des moyens de financer le projet. Des mesures de limitation — notamment publicitaires seraient prévues afin de ne pas mettre en péril la presse écrite, ainsi que la radiotélévision suisse et les radios locales privées.

SPORTS

FOOTBALL

LES GIRONDINS ÉCRASÉS PAR LA JUVENTUS (3 à 0)

La « Vieille Dame » et ses courtisans

Le Football Club de Liverpool et la Juventus de Turin devaient disputer la finale de la Coupe d'Europe des clubs champions de football, le 29 mai à Bruxelles. Les Britanniques, tenants du trophée, ont en effet battu le Panathinaïkos d'Athènes par 4 à 0, mercredi 10 avril, en match aller des demi-finales. De son côté, la Juventus de Turin, victorieuse 3 à 0 des Girondins de Bordeaux, a pris un avantage sans doute décisif avant le match retour du 24 avril.

Turin. — Les Italiens l'appellent affectueusement la *Vecchia Signora* (la Vieille Dame). A quatre-vingt-huit ans, elle n'a jamais eu autant de courtisans. Ils étaient soixante et onze mille mercredi soir au Stadio Comunale, agitant leurs écharpes blanc et noir à ses couleurs. Six mille autres avaient fait le coup de poing avec les forces de l'ordre parce qu'ils n'avaient pu obtenir le précieux billet pour cette rencontre avec les Girondins de Bordeaux.

Avec vingt et un titres de championne d'Italie, sept coupes nationales, la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe (1984) et la Coupe de l'UEFA (1978), la Vieille Dame a le palmarès le plus fourni de la péninsule, mais il lui manque toujours le joyau de la couronne : la Coupe d'Europe des clubs champions. Deux fois, elle a échoué en demi-finale (1968-1978) et deux fois en finale (1973 et 1983).

Cette année, la Vieille Dame d'effacer sa désillusion de 1983 à Athènes où elle avait dû s'incliner devant les Allemands de Hambourg, malgré la présence sous son maillot de six des vainqueurs de la Coupe du monde l'été précédent et de deux étrangers de grand talent, le Français Michel Platini et le Polonais Zbigniew Boniek. Elle sait désormais que le temps presse. Depuis Athènes, Dino Zoff, son fidèle gardien, a pris sa retraite. Claudio Gentile, son enfant terrible, l'a quittée, et Paolo Rossi s'apprête à la faire à la fin de la saison. Elle n'ignore pas que cette génération exceptionnelle sera difficile à remplacer.

Comme dans tous les grands moments de sa vie, la Vieille Dame a mesuré mercredi soir le feu qui l'entoure. Elle pouvait, certes, compter sur ses proches, les 42 000 Turinois qui, en moyenne, un dimanche sur deux, se rendent au Stadio Comunale pour la voir et la fêter. Mais ses plus loyaux supporters n'avaient pas lésiné sur la dépense pour être aussi de la fête.

1 850 Juventus clubs ont été créés dans le monde par des émigrés italiens, jusqu'en Australie, pour regrouper, souvent dans une pizzeria, les plus fervents admirateurs de la Vieille Dame. A Turin, un comité de coordination éditait à leur intention un mensuel, *Noti Juventus* (Nous, de la Juventus). Chaque club s'efforçait, bien sûr, d'organiser des déplacements pour les grandes occasions. Mercredi soir, les plus loyaux voyageurs étaient neuf membres du Juventus club d'Ottawa.

Créé au lendemain de la finale d'Athènes, le Juventus club de Paris qui compte trois cents adhérents,

De notre envoyé spécial

dont 80 % d'Italiens, n'est pas le moins actif. Avec une cotisation de 150 F par an, ses membres ont formé une équipe de football et bénéficient surtout de réductions sur la douzaine de voyages annuels à Turin. Pour le match contre Bordeaux, le Juventus club de Paris avait affrété un avion de cent quarante places et proposé le déplacement avec hélicoptère au stade pour 1 300 F. Et Franco, un autre Juventus club fonctionnant à Nice et un troisième en train de se constituer en Lorraine, d'où Michel Platini est originaire.

Ambassadrice de Fiat

Si la Juventus est sans doute l'équipe qui compte le plus de clubs de supporters dans le monde, c'est parce que la Vieille Dame a toujours su rester digne et éviter les excès constatés à Naples, Milan ou Rome. Filiale de l'Institut finanziario et industriale (Fiat), la Juventus ne dépend pas pour autant financièrement du premier constructeur d'automobiles italiennes. « Un club qui fait les recettes de la Juventus en championnat et qui passe chaque année trois ou quatre jours de la Coupe d'Europe n'a pas besoin de Fiat pour boucler son budget en fin de mois », ironise Michel Platini.

Il n'en est pas moins vrai qu'Umberto Agnelli, le fondateur de Fiat, et aujourd'hui Gianni, l'un de ses fils, dirigent la Juventus par président interposé. L'actuel étant Gianpiero Boniperti, l'un des meilleurs joueurs turinois des années 60. Plus qu'un club de football, la Juventus est une ambassadrice. Elle aide Fiat dans ses grandes opérations de promotion à l'étranger, comme ce fut le cas, début 1985 en Algérie.

Mais l'influence de Fiat peut aussi servir la Juventus. Après la Coupe du monde 1982, c'est grâce à Fiat, qui avait promis au gouvernement polonais l'installation d'une usine Polski pour la construction des « 124 », que la Juventus a pu obtenir une dérogation pour le transfert de la super-vedette Zbigniew Boniek, âgé seulement de 26 ans, alors que les frontières ne s'ouvrent qu'à partir de trente ans pour les footballeurs polonais candidats à l'exil. Il est vrai que le transfert avait réjoui tout le monde. La fédération polonaise de football et le club Widzew-Lodz qui avaient touché deux millions de dollars, mais aussi Boniek, dont le salaire était passé de 12 000 zlotys (1 000 francs par mois au cours officiel, à un million de francs par saison, plus les primes pour un contrat de trois ans).

C'est d'ailleurs le puissant attaquant polonais, redoutable chaque fois qu'il est bien lancé, qui a concrétisé, mercredi soir, la domination de son équipe en marquant le premier but (29^e minute), sur une passe en profondeur de Michel Platini. Très efficace dans leurs interventions défensives, impressionnants par leurs accélérations, les Turinois donnaient alors la leçon aux Bordelais.

Encouragés par leurs efforts répétés des dernières semaines, les champions de France pratiquaient un jeu trop étriqué pour surprendre et

inquiéter leurs adversaires. Après avoir limité les dégâts en première mi-temps, ils ont ensuite subi un irrémédiable K-O en trois minutes, avec un but de Briasci sur une ouverture de Platini (67^e minute), et un but de ce dernier à la suite d'un débordement de Boniek.

Dans les tribunes, les supporters pouvaient entendre leur chant de victoire. En cent soixante-quatre matheux européens, jamais les adversaires de la Juventus n'ont pu remonter un bandicap de trois buts. La Vieille Dame devrait être à Bruxelles le 29 Mai, pour la troisième fois de son histoire, en finale de la Coupe des clubs champions.

GÉRARD ALBOUV.

● **Coupes d'Europe.** — En allant tenir ce échec les Allemands du Bayern de Munich (0-0), mercredi 10 avril, les Anglais d'Everton ont pris une sérieuse option sur la finale de la Coupe des vainqueurs de coupes, le 15 mai à Rotterdam, où ils pourraient retrouver les Autrichiens du Rapid de Vienne. Ceux-ci ont battu les Soviétiques du Dynamo de Moscou 3 à 1, après avoir été menés 1-0 jusqu'à cinq minutes de la fin. En coupe de l'UEFA, l'Inter de Milan a battu le Real Madrid (2-0), tandis que les Hongrois de Videoton (les tombereaux de Paris-S.G.) l'ont emporté 3-1 contre les Yougoslaves de Zeljimir Sarajewo. Les demi-finales « retour » auront lieu le mercredi 24 avril.

● **GOLF : six espoirs.** — Créée sous l'impulsion de la Fédération française de golf, l'équipe de France espoirs sera finalement composée de six jeunes professionnels âgés de moins de trente ans : Emmanuel Dussart et Yvon Houssin, encore amateurs l'an dernier, Thierry Abbas, Jean-Pierre Basurco, Jean-Luc Mouchet et Tim Planchin. Entraînés par Michel Damiano, ces joueurs, qui bénéficieront de « conditions de jeu idéales, sans souci matériel », suivront des stages techniques et participeront, en 1985, à une quinzaine d'épreuves. Il en coûtera au total 1 million de francs : un tiers de la Fédération, le reste de plusieurs commanditaires.

● **TENNIS : Leconte en quarts de finale.** — Henri Leconte, tête de série numéro cinq, s'est qualifié, mercredi 10 avril, pour les quarts de finale du tournoi de tennis de Nice en battant facilement le Chilien Pedro Rebolledo, 6-1, 6-0. Il rencontrera l'Espagnol Fernando Luna. De son côté, Thierry Tulasne, qui a éliminé au premier tour le Canadien Martin Wostenholme, 6-0, 6-4, affrontera le Paraguayen Victor Pecci, tête de série numéro deux et l'un des favoris. Quant au Français Thierry Pham, il a été battu 6-2, 6-4 par l'Allemand Hans Schwaier.

● **Championnat du WCT.** — Le jeune Américain Aaron Krickstein et le Suédois Joakim Nystrom se sont qualifiés, mercredi 10 avril à Dallas (Texas), pour les quarts de finale du championnat du World Championship Tennis, en éliminant respectivement leurs compatriotes Eliot Teltscher (7-5, 2-6, 6-3, 2-6, 7-5) et Henrik Sundstrom (6-3, 6-3, 6-4). Nystrom affrontera John McEnroe tandis que Krickstein rencontrera Jimmy Connors.

مكتبة الامم المتحدة

MÉDECINE

LA FIXATION DES TARIFS MÉDICAUX

Un succès pour le gouvernement

Les discussions entre les syndicats de médecins et les caisses de sécurité sociale pour une nouvelle convention applicable à partir de juin prochain comportent en fait un troisième partenaire implicite : le gouvernement, qui fixe les augmentations possibles de tarifs et détermine le cadre réglementaire de la convention. Ce qui donne souvent une allure étrange aux discussions.

L'un des points particulièrement contestés de l'intervention gouvernementale est celui de la nomenclature des actes médicaux - le coefficient dont est affecté chaque acte médical. Le ministère des affaires sociales a modifié cette nomenclature à l'automne dernier pour certains actes médicaux, notamment pour l'électrocardiographie, ce qui a provoqué de vives réactions des médecins spécialistes intéressés. En dépit de l'accord de la « paix des braves », réalisé ultérieurement entre les deux parties, cette intervention a suscité de vives inquiétudes chez les médecins, mais aussi de la part des caisses d'assurance-maladie, qui voient ainsi perturbées leurs discussions annuelles avec les médecins sur la revalorisation de chacun des actes médicaux.

Les uns et les autres font remarquer, non sans raison, que modifier, comme cela s'est passé à l'automne, la nomenclature, c'est modifier la rémunération des médecins, donc changer les règles du jeu en cours de partie. Aussi les parties signataires - envisageant-elles d'inclure dans le projet de convention en cours d'élaboration une disposition empêchant une telle intervention.

Le ministère des affaires sociales vient de marquer un point dans la discussion, grâce à l'avis formulé à sa demande par la section sociale du Conseil d'Etat. Dans son avis, celui-ci a affirmé que « les modifications de la nomenclature, relevant de l'exercice unilatéral du pouvoir réglementaire ». Ce qui permet au ministère de la modifier librement en fonction de l'évolution de tel ou tel acte médical. Le Conseil d'Etat concède cependant qu'il convient que les modifications soient « le plus possible arrêtées après concertation ». Placé en position de force, le gouvernement acceptera-t-il un *gentleman's agreement* sur la procédure ?

L'avis du Conseil d'Etat vient de lui apporter un autre renfort, en définissant, comme le ministre l'avait demandé, le champ de la négociation conventionnelle. A l'organisation de la sécurité sociale, aux obligations des caisses ou des médecins, qui relèvent de la loi ou des décrets, la convention peut seulement ajouter de nouvelles règles « afin de faciliter les relations entre les caisses et les médecins, d'assurer de concert la maîtrise des dépenses d'assurance-maladie, d'inciter les praticiens à l'auto-discipline ou de développer des actions communes », notamment en matière d'éducation sanitaire.

Vaici donc balisé le champ de la négociation. On peut seulement se demander, les discussions conventionnelles étant engagées officiellement depuis le 14 février, pourquoi le ministère n'a pas défini plus tôt la règle du jeu.

GUY HERZLICH.

ANCIENS COMBATTANTS

DIMANCHE 14 AVRIL A PARIS

La fête du grand retour des prisonniers de 1939-1940

Il y a quarante ans, l'année 1945 était celle du grand retour. Sur les 1 800 000 prisonniers de la campagne 1939-1940, on estime à 900 000 le nombre de ceux qui, cinq ans après, restaient encore derrière les barbelés des camps en Allemagne. Leur rapatriement fut donc un grand événement, même s'il s'étala sur plusieurs semaines.

Créé le 12 mars 1944 par la rencontre, décidée après négociations, entre trois mouvements préexistants qui avaient un passé de résistance, le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés (MNPGD) allait coordonner les efforts de réinsertion et d'entraide. Prisonnier évadé, un certain François Mitterrand - qui participait à la lutte clandestine - devait d'ailleurs s'installer, à la Libération, dans le fauteuil de l'ancien commissaire aux prisonniers de guerre, au nom de la Résistance. A l'issue de vifs affrontements internes entre ennemis opposés, ou d'accrochages avec le gouvernement de Gaulle, naissait, le 1^{er} avril 1948, la Fédération nationale des combattants prisonniers de guerre (FNCPG) à laquelle devaient adhérer, plus tard, un certain nombre de combattants en Algérie, en Tunisie et au Maroc (CATM).

C'est sous l'égide de la FNCPG-CATM que sera organisé, le dimanche 14 avril, un vaste rassemblement au Parc des expositions de la porte de Versailles, à Paris. Après la cérémonie d'hommage rendu à ceux qui ne sont pas revenus des camps et aux morts de toutes les guerres, les milliers de participants attendus assisteront à un grand spectacle, notamment une férie des eaux, un concert par la batterie-fanfane de la garde républicaine, ainsi qu'aux tours de chant de vedettes telles que Cora Vaucaire, Nicole Rieu, Nicoletta et l'imitateur Patrick Burgel.

Les organisateurs de cette journée espèrent fermement recevoir la visite surprise de leur ancien « camarade », le président de la République. M. Mitterrand assistera, en fait, à la cérémonie anniversaire de la fondation de la FNCPG qui aura lieu le samedi 13 avril à la Salle des ingénieurs civils.

D'autre part, un hommage national sera rendu, sous l'égide de la Commission d'information historique pour la paix, le dimanche 21 avril, au mémorial de la captivité élevé au centre de la nécropole nationale du Pétit (près de Muntz-Mousson) où reposent 8 250 prisonniers décédés en captivité.

Précisons que ce quarantième anniversaire du grand retour sera enfin l'objet d'une soirée télévisée consacrée aux prisonniers de guerre, le lundi 24 juin, de 20 h 30 à 23 h 30, sur Antenne 2, comprenant notamment un film réalisé par Jean Chérasse, grâce aux archives de l'Institut national de l'audiovisuel.

CLAUDE DURIEX.

Une maison de retraite pour anciens déportés. - M. Joseph Francoschi, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées et des retraités, a inauguré, mercredi 10 avril à Fleury-Mérogis (Seine-et-Marne), dans le cadre du quarantième anniversaire de la libération des camps nazis, la maison de retraite médicalisée Marcel-Paul, destinée aux anciens déportés. Promoteur maison de ce type, réservée aux anciens déportés, elle sera ouverte à la collectivité ultérieurement. Elle a coûté 30 millions de francs, dont 7 millions ont été obtenus grâce à une souscription nationale lancée auprès des déportés.

LE CŒUR ARTIFICIEL DE « MISTER X »

(De notre correspondant.)

Stockholm. - L'identité du malade à qui on a greffé dimanche dernier un cœur artificiel à Stockholm a été révélée la 10 avril. Les Suédois ont d'abord cru à une mauvaise plaisanterie.

Cet homme de cinquante-deux ans n'est autre que M. Leif Stenberg, mieux connu ici sous le sobriquet de « Mister X ».

Pendant de nombreuses années, la police l'a soupçonné d'être l'un des gros bonnets de la délinquance économique en Suède. En 1976, la brigade financière avait mené une action spectaculaire en perquisitionnant une cinquantaine de sociétés plus ou moins fantômes, spécialisées notamment dans le commerce des voitures d'occasion, qu'il contrôlait directement ou indirectement. Mais l'enquête ne devait aboutir, en 1978, qu'à un procès pour fraude fiscale qualifiée qui n'est toujours pas terminé. M. Stenberg encourt une peine de six ans de prison.

C'est durant cette instruction-floue qu'il fut victime de son premier infarctus. Son avocat a déjà annoncé qu'il déposerait prochainement une demande d'annulation du procès pour raisons médicales.

A. D.

Un colloque international de bioéthique. - Ainsi que M. Mitterrand l'avait annoncé lors du sommet des pays industrialisés qui s'est tenu à Londres en juin 1984, un colloque international de bioéthique aura lieu du 18 au 22 avril à Rambouillet. Trois thèmes seront particulièrement abordés au cours de cette réunion : le génie génétique et le transfert de gènes ; le diagnostic prénatal ; la procréation médicalement assistée. Trois prix Nobel de médecine, les professeurs Jean Dausset, Daniel Nathans et Frédéric Robbins, ainsi que d'autres scientifiques de renom, participeront à ce colloque.

LE CARNET DU Monde

Naissances

- Roland BRANQUART, Marie-Noëlle CRAISSATI et Laurent annoncent la naissance de

Louise.

Paris, le 2 avril 1985.

Mariages

- Françoise DEFENDINI et Olivier VASSEROT

sont heureux de faire part de leur mariage, célébré dans l'intimité, le 23 mars 1985, à Marseille.

9, rue Boyer-Barret, 75014 Paris.

Décès

- M^{me} Viviane ALEZRA, son épouse, ses enfants, Danièle et Georges et leurs époux, ses petits-enfants, ses frères et sœurs, les familles parentes et alliées, ont la grande tristesse de faire part du décès de leur regretté

Isidore ALEZRA, ancien bonnetier du barreau d'Alger,

survenu le 9 avril 1985, à Paris, à l'âge de soixante-quatre ans.

59, rue Marx-Dormoy, 75018 Paris.

- Montpellier.

M^{me} Raymond Roux, sa belle-sœur, le pasteur et M^{me} Jacques Fromental, M^{me} et M^{me} Claude Fromental, M^{me} Lucile Dejardin, ont le chagrin de faire part du décès de

M^{me} le docteur Hélène, Jean ANGLADA,

à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité à Montpellier, le 9 avril 1985.

- L'Éternel gardera son départ et son arrivée dès maintenant et à jamais.

France 121/6.

Nos abonnés, bénéficiaires d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

- Paris

Michel et Françoise Herremann, Amel et Anne Khoury, ont le deuil de faire part du décès accidentel de

Jean-Marc HERREMAN,

leur fils, frère et beau-frère, survenu le 3 avril 1985, à l'âge de vingt-quatre ans.

L'inhumation a eu lieu dans la plus stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

- M^{me} Jean Mandry, née Mylène Kirschner, M. Philippe Mandry, M. Yves Mandry, M. et M^{me} Pierre Mandry, M. et M^{me} Claude Mandry et leurs enfants, M. et M^{me} Ferdinand Kirschner Et les familles Mandry, Haby, Courmont, Brucher et Beaulieu, ont la grande douleur de faire part de la mort subite, à l'âge de cinquante ans, de

docteur Jean MANDRY,

survenu le 2 avril 1985, à Chamonix.

Les obsèques religieuses et l'inhumation ont eu lieu dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15, chemin des Ardenes, Mulhouse, 3, boulevard d'Anvers, Strasbourg.

- M^{me} Marcelle Moreau, son épouse, M. et M^{me} Jean Moreau, ses enfants, M. et M^{me} Alain Moreau, ses petits-enfants, ses arrière-petits-enfants, sa famille, Et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Charles MOREAU,

directeur d'école en retraite, officier des Palmes académiques,

survenu au Cannet le 8 avril, dans sa quatre-vingt-huitième année.

La cérémonie n'a eu lieu au crématorium de Nice.

- Les familles Peña-Torres, Peña-Nieto, Peña de La Parra, Peña-Quirós, Peña de Silvestre, Peña-Denis, Peña-Ringo, ont la douleur de faire part du décès de leur parent,

Jorge Gabriel PEÑA-NIETO,

survenu en exil, loin de sa patrie, le Chili, dans sa soixantième année, à Rome.

- M^{me} Henri Perrier, son épouse, M. et M^{me} Jean-Luc Langlois, Nathalie, Mathieu et Julie, M. et M^{me} Michel Perrier, ses enfants et petits-enfants, Ainsi que toute la famille réunie, ont la douleur de faire part du décès de

lieutenant-colonel Henri PERRIER, chevalier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite, croix de guerre 1939-1945, médaille de la Résistance, ancien de la France libre,

survenu, à Toulouse, le 5 avril 1985.

Un service religieux a été célébré le mercredi 10 avril 1985 à Toulouse. L'inhumation a eu lieu le jeudi 11 avril à Annecy.

- La galerie Faridch Cadot et les amis de

Daniel TREMBLAY

ont la douleur de faire part de son décès survenu accidentellement dans la nuit du 8 au 9 avril 1985.

77, rue des Archives, 75003 Paris.

Remerciements

- M^{me} Emile Beillard, ses enfants, petits-enfants, Et toute la famille, très touchés des marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Emile BEILLARD,

prient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine de trouver ici l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires

- Ce 11 avril 1985 est le douzième anniversaire de la mort de

Aron LANGBORT.

Que ceux qui l'ont connu aient une pensée pour lui.

- Le 11 avril 1984, mourait

Maurice LUNEAU.

Que ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Communications diverses

- L'AEIAG d'Osny recherche ses anciens élèves pour éditer son annuaire. Adresser vos coordonnées à AEIAG (Association AEIAG Paris-XI), Bâtiment 334, 91405 Osny.

- L'Union nationale de l'arme blindée cavalerie (U.N.C.), 39, rue Cassanini, 75009 Paris,

invite les anciens de la cavalerie, des chars et de l'arme blindée cavalerie à célébrer, le dimanche 21 avril 1985, à 10 heures, au

MÉMORIAL DES CHARS (RN 44, 4 kilomètres au nord de Berry-au-Bac), la soixante-huitième

anniversaire de la première apparition en masse des chars sur le champ de bataille, le 16 avril 1917, à Berry-au-Bac.

- NANE STERN est heureuse de présenter pour la première fois à Paris les peintures de

Georges LAGER

du 9 avril au 4 mai 1985 du mardi au vendredi : 15 h-20 h, le samedi : 10 h-12 h et 15 h-20 h, 25, avenue de Tourville, 75007 Paris. Tél. : 705-08-46.

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

- Université Paris-III, lundi 15 avril, à 14 heures, salle Louis-Liard, M. Gérard Hery : « La socialisation d'un groupe de jeunes. Étude de la socialisation scolaire dans un lycée de la région de Londres ».

- Université Paris-IV, jeudi 18 avril, à 14 heures, salle des Commissions, M^{me} Alix de Costin : « Le certificat d'obtention végétale ».

- Université Paris-IV, samedi 20 avril, à 14 h 30, salle Louis-Liard, M. François Rastier : « L'isotopie sédimentaire du mot en latin ».

- Université Paris-III, mercredi 24 avril, à 14 heures, salle Greard, M. Mahmoud Al Abbasi : « L'analyse syntaxique dans l'école grammaticale de Bagdad ».

Colloques

- « Les multinationales sont-elles innovatrices dans les technologies de pointe ? » Tel sera le thème d'un colloque organisé à Munich les 24 et 25 avril 1985 par le Financial Times et l'Institut de recherche sur les multinationales (IRM). Ces journées seront ouvertes par M^{me} Franz Josef Strauss, ministre-président de Bavière et Wino Dekker, président de Philips, et présidées par le vice-président Ericsson-Davignon, directeur de la Société générale de Belgique, et M. Bertil Bolin, directeur général adjoint de BIT.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

320-74-52

Church's

known English shoes

collection complète en plusieurs largeurs

J. CARTIER

chasseur pour homme

à 30 m de la rue Tranchet

23, rue des Mathurins 8^e - tél. 265.25.85

STERN

GRAVEUR

Pour votre Société

papiers à lettres et

imprimés de haute qualité

Le prestige

d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

la Finlande c'est

VIKING LINE

VIKING LINE BENNETT

Agent général : 5, rue Scribe

75009 Paris

7429189

Lisee

Le Monde

PHILATELISTES

PICARD

Votre serrure doit être révisée !

Les cambrioleurs se perfectionnent et utilisent des techniques et des outils de plus en plus évolués. Si votre serrure ne peut résister, vous serez la prochaine victime !

Faites réviser régulièrement votre serrure en vous adressant à tout serrurier revendeur de notre marque.

Il vous dira si votre serrure est encore capable ou non, de résister aux techniques actuelles des cambrioleurs.

S.A. PICARD, 4, rue St-Sauveur, 75002 PARIS, 233.44.85

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures sur indications particulières. * expo le matin de la vente

VENDREDI 12 AVRIL
S. 9. - Bons meubles, objets mobiliers - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

LUNDI 15 AVRIL
S. 9. - Bâtiols, ameublement - M^{me} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN.
S. 14. - Bons meubles, objets mobiliers - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

MARDI 16 AVRIL
S. 18. - Accordéons, coll. de M. Callier et appartenant à divers amateurs - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Van expert.

MERCREDI 17 AVRIL
S. 1. - Tabl. obj. vit. Bijoux, orf., émail, obj. d'art et d'ameubl. du 15^e au 19^e s. - M^{me} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN.
S. 2. - Coll. dessins anciens - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M. de Beyer expert.
S. 4. - Tabl. bib. mob. - M^{me} BOISGIRARD.
S. 5/6. - Haute époque - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Coqueret expert.
S. 7. - 14 h 30 : tableaux 19^e, 20^e s. - M^{me} CORNETTE DE SAINT-CYR.
S. 16. - Dessins et tableaux anciens - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Herdhebaud et Latreille, Ryaux, de Beyer.

VENDREDI 19 AVRIL
S. 1. - Tabl. ant. mob. - M^{me} OGER, DUMONT.
S. 4. - Livres anciens et modernes - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Méandre expert.
S. 5/6. - Objets d'art et de bel ameublement de l'époque Charles X et du 19^e - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dillès, Levy-Lacaze experts.
S. 9. - Bons mob. époque et de style M^{me} RENAUD.
S. 11. - Art Orient - M^{me} BOISGIRARD, M. Arcaud expert.
S. 12. - Cabinet de magie, timbre-poste de coll., estampes, affiches, photos des années 30 - M^{me} PESCHETEAU, BADIN, FERRIEN.
S. 14. - Tabl. 18^e, 19^e, 20^e s., gravures et dessins mod. Bronzes, argile, bij. mob. 18^e, 19^e et au 20^e s. - M^{me} CHAMBEILLAND, GIAFFERI.
S. 15. - Meubles et objets d'art - M^{me} MILLON, JUTEAU.
S. 16. - Tabl. argile, mble - M^{me} BOSCHER.

ÉTUDES ANNONÇANT LES VENTES DE LA SEMAINE
ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favart (75003), 261-80-07.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 770-81-36.
BOSCHER, 3, rue d'Amboise (75002), 260-87-87.
CHAMBEILLAND, GIAFFERI, 117, rue Saint-Lazare (75008), 294-10-24.
CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue George-V (75008), 720-15-94.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURENT), 12, rue Drouot (75009), 246-61-16.
MILLON, JUTEAU, 14, rue Drouot (75009), 246-48-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 246-96-95.
PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN, 16, rue de la Grange-Batelière (75009), 770-88-38.
RENAUD, 6, rue Grange-Batelière (75009), 770-48-25.

Pompes Funèbres Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

320-74-52

Church's

known English shoes

collection complète en plusieurs largeurs

J. CARTIER

chasseur pour homme

à 30 m de la rue Tranchet

23, rue des Mathurins 8^e - tél. 265.25.85

STERN

GRAVEUR

Pour votre Société

papiers à lettres et

imprimés de haute qualité

Le prestige

d'une gravure traditionnelle

Ateliers et Bureaux

47, Passage des Panoramas

75002 PARIS

Tél. : 236.94.48 - 508.86.45

la Finlande c'est

VIKING LINE

VIKING LINE BENNETT

Agent général : 5, rue Scribe

75009 Paris

7429189

Lisee

Le Monde

PHILATELISTES

MOTS CROISÉS

PRÉVISIONS POUR LE 12-04 85 DÉBUT DE MATINÉE

La carte illustre la situation météorologique dans la région de l'Est de la France. On observe une dépression située au nord-est, avec un front froid se dirigeant vers le sud-ouest et un front chaud se dirigeant vers le nord-est. Des isobares de pression sont tracées à 1005, 1020 et 1025 hPa. Le relief est schématisé par des hachures, et les villes de Strasbourg et Metz sont indiquées. Une légende en bas à gauche précise : « Front froid », « Front chaud », « Dépression », « Relief », « Strasbourg », « Metz ».

VISIONS POUR LE 12 AVRIL 1985 A 0 HEURE (GMT)

7: Perpignan, 18 et 10; Rennes, 14 et 5; Strasbourg, 15 et 6; Tours, 13 et 5; Toulouse, 16 et 5; Pointe-à-Pitre, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger

Alger, 20 et 7; Amsterdam, 12 et 3; Athènes, 25 et 13; Berlin, 12 et 6; Bonaïre, 13 et 3; Bruxelles, 12 et 5; La Caire, 26 et 16; Îles Canaries, 22 et 16; Copenhague, 6 et 2; Djerba, 36 et 16; Genève, 12 et 4; Istanbul, 23 et 14; Jérusalem, 21 et 11; Lisbonne, 16 et 10; Londres, 14 et 5; Luxembourg, 10 et 4; Madrid, 12 et 1; Managua, 3 et 3; Moscou, 12 et 3; New York, 12 et 5; Paris, 12 et 5; Rome, 12 et 5; Saint-Petersbourg, 12 et 3; Séville, 12 et 5; Stockholm, 12 et 3; Téhéran, 12 et 3; Tokyo, 12 et 5; Valence, 12 et 5; Vienne, 12 et 5; Zanzibar, 12 et 5.

009, 11 et 17; Clermont-
 Ferrand, 14 et 18; Dijon, 14 et 18;
 -15, 15 et 16; Grenoble,
 14 et 15; Lille, 14 et 15; Lyon,
 14 et 15; Marseille-Magnanville, 18 et 19;
 -14; Namur, 14 et 16; Nicc-
 13 et 15; Paris-Montsouris,
 -Orly, 13 et 14; Pau, 13 et

009, 8 et 12; Nairbri, 26 et 15; New-
 York, 6 et 12; Palma-de-Majorque, 21
 et 15; Rio-de-Janeiro, 27; Rome, 19 et 6;
 Stockholm, 3 et 6; Tossau, 34 et 17;
 Tunis, 22 et 13.

[Document établi
 avec le support technique spécial
 de la Météorologie nationale.]

Avent l'emballage, il n'est l'air, qui favorise le moment des aliments et le moment des graisses.

Il doit jamais décongeler et à l'air libre, pour éviter de rester au fond d'un sac tombant des véritables bouillottes de culture pour les microbes. Il va sans dire que les dates limites de conservation des produits surgelés doivent être strictement observées.

VOYAGES

SYMPHONIE EN BLANC ET BLEU

L'Association française des amis de la Crèche organise le 8 ou 9 juin prochain pour ses adhérents un voyage en car grand tourisme et pension complète : « 8 jours au pays des lacs romantiques et des neiges éternelles (Savie, Italie, Suisse, Dauphiné) Logement à Annecy, excursions à Chamonix, au tunnel du Mont-Blanc, à Courmayeur, Genève, Leuvenne, Gruyères, Gstaad, Evian, visita de l'abbaye royale de Hautecombe... »

★ Association française des amis de la Crèche, 15, rue de la Préfecture, 06300 Nice. Tél. : (93) 81 45-66.

BOURSE

TROUVER UN TOIT. — Le Groupement national des organismes sanitaires et sociaux pour l'aide au logement (GNOSSAL), qui collecte le « 1 % logement » spécifique au secteur associatif, a décidé de pri-

21 et 22 juin 1985, un montant global de 2 000 000 de francs.

★ GNOSSAL, 103, rue de Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : (1) 225-16-70 (Mme Agnès Marchand). Date limite du dépôt des dossiers : 31 mai 1986.

7 8 9 VER

VERTICALEMENT

1. Un trait peut suffire à la rendre belle. Tompe. - 2. Cuvette. Pour le battre, il faut d'abord l'abaitre. Particulière passé. - 3. Prend une talochée quand il n'est pas frane. Du genre coup de foudre, il peut nous éteindre en un éclair. - 4. Peut faire rougir une rosière, tout comme un vieux paillard. - 5. Androgyne. Accès d'humeur. - 6. Travaillier au forfait. Interjections dubitative. - 7. Pose une condition. Copulative. Fait l'habit qui fait le moine. - 8. Même quand il n'est pas oiseau, il est recherché pour son plumage. - 9. L'un donne de l'ombrage, l'autre

Solution du problème n° 3942

Horizontalement

I. Alpinisme. — II. Lauréates. —
III. Avivement. — IV. Métiis. Tua. —
V. Sn. Ah! — VI. Il. Goga. —
VII. Cal. Vis. — VIII. Démarche. —
IX. Arc. Out. — X. Géotrupe. —
XI. Nuz. Etc.

Verticalement

I. Alambic. Aigu. — 2. Lave.
Ladré. — 3. Puits. Leçon. —
4. Irving. Tu. — 5. Nées. Ovaire. —
6. lam (mail). Agir. — 7. Stéthos-
cope. — 8. Mesu. Huel. — 9. Esta-
minet.

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER

| TERMI- NAISONS | | | TOUS CURRULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERS | | |
|-----------------------|---------|-----------|--|--------|--------|
| FINALES ET NUMEROS | | | TERMI- NAISONS | | |
| F. | | | F. | | |
| 1 | 18 411 | 10 000 | 7 | 07 | 200 |
| | 23 621 | 10 000 | | 157 | 900 |
| 2 | 652 | 500 | | 437 | 500 |
| | 572 | 500 | | 1 767 | 2 000 |
| | 02 652 | 10 500 | | 8 577 | 2 000 |
| | 95 002 | 10 000 | 8 | 5 228 | 2 000 |
| 3 | 3 | 100 | | 52 128 | 10 000 |
| | 83 | 300 | 9 | 19 | 200 |
| | 063 | 800 | | 388 | 500 |
| | 793 | 800 | | 519 | 700 |
| | 893 | 800 | | 628 | 500 |
| | 943 | 600 | | 969 | 500 |
| | 873 | 500 | 0 | 0 549 | 2 000 |
| 4 | 26 803 | 10 100 | | 0 | 100 |
| | 238 003 | 4 000 100 | | 70 | 300 |
| | | | | 308 | 600 |
| | | | | 410 | 600 |
| 5 | 24 | 200 | | 610 | 600 |
| | 1 904 | 2 000 | | 640 | 600 |
| | 70 884 | 10 000 | | 2 810 | 2 100 |
| | 195 | 800 | | 4 400 | 2 100 |
| | 6 745 | 2 000 | | 8 130 | 2 100 |
| 6 | 9 065 | 2 000 | | 55 230 | 10 100 |
| | 030 065 | 1 000 000 | | 80 910 | 10 100 |
| | 006 | 500 | | | |
| | 316 | 500 | | | |
| | 49 888 | 10 000 | | | |

N° 16
 TIRAGE
 DU MERCREDI
 18 AVRIL 1985

3 4 14 39 42 47 32

MINERO
 CONFIDENTIAL

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 17 ET SAMEDI 20 AVRIL 1985
 VALIDATION JUSQU'AU MARDI APRÈS-MIDI

85

TRANCHE DE PAQUES
 TIRAGE (DU MERCREDI) 10 AVRIL 1985

31

DES SOMMES A PAYER

| | | | | | |
|---|--------|--|----------|---------------------|-------------|
| AUX BILLETS ENTIER | | | | | |
| Le règlement de TAC-OTAC ne prévoit aucun casuel U.D. de 28/03/88 | | | | | |
| Le numéro | | 450843 | | Page 4 000 000,00 F | |
| les numéros approchant à la centaine de mille | | 050843 150843 250843 350843 550843 650843 | | pageant 50 000,00 F | |
| Les numéros approchant aux | | | | | |
| Dizaines de mille | Mille | Centaines | Dizaines | Unités | gagnent |
| 400843 | 451843 | 450043 | 450803 | 450840 | 10 000,00 F |
| 410843 | 452843 | 450143 | 450813 | 450841 | |
| 420843 | 453843 | 450243 | 450823 | 450842 | |
| 430843 | 454843 | 450343 | 450833 | 450844 | |
| 440843 | 455843 | 450443 | 450853 | 450845 | |
| 450843 | 456843 | 450543 | 450863 | 450846 | |
| 470843 | 457843 | 450643 | 450873 | 450847 | |
| 480843 | 458843 | 450743 | 450883 | 450848 | |
| 490843 | 459843 | 450943 | 450893 | 450849 | |
| Tous les billets se terminent par | | 0843 843 43 3 | | gagnent | |
| | | | | 5 000,00 F | |
| | | | | 1 000,00 F | |
| | | | | 200,00 F | |
| | | | | 100,00 F | |
| TIRAGE DU MERCREDI 10 AVRIL 1988 | | | | | |

TÉLEX PARTAGÉ
ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS ☎ 345.21.62

ملک امامہ الاول

économie

LE COMMERCE INTERNATIONAL EN QUESTION

REPÈRES

Dollar : en baisse sensible

Le dollar était en baisse sensible, le 11 avril, sur les principales places européennes. A Paris, la devise américaine était retombée à 9,4700 F, contre 9,5820 F la veille en séance officielle, tandis que le « billet vert » reculait à 3,1220-1230 DM, contre 3,1330-1350 DM mercredi après-midi. Selon les cambistes, cette baisse résulte de la pression exercée sur les marchés américains après la faiblesse constatée sur les taux d'intérêt et du dernier aversissement en date lancé par M. Paul Volcker, le président de la Réserve fédérale, au sujet du taux de croissance de l'économie américaine, qui risque de diminuer, selon lui, en raison des déséquilibres, notamment budgétaires. D'autre part, selon une enquête effectuée par la Bankamerica auprès d'une cinquantaine de gestionnaires de fonds internationaux, le dollar, qui a perdu plus de 10 % de sa valeur par rapport au deutschemark depuis un mois, devrait reprendre un peu de hauteur au cours des trois prochains mois.

Sociétés à capital-risque : fortes incitations fiscales

Le gouvernement achève de mettre au point un projet de loi accordant des avantages fiscaux importants à un nouveau type de sociétés à capital-risque. Le but de ces sociétés est d'aider les entreprises à naître ou à se développer en participant à leur capital et non en prêtant. Pour cela, les SCR mobilisent l'épargne et la placent - sous forme de fonds propres - dans des sociétés nouvelles ou en développement, mais jamais cotées en Bourse. Ces SCR - sorte de sociétés relais - sont appelées à se retirer du capital des sociétés une fois celles-ci « mûres ». Les profits dégagés ne sont pas imposés au niveau de la SCR, qui bénéficie de la transparence fiscale (si elle redistribue 50 % des bénéfices nets réalisés). Ils sont imposés au niveau des actionnaires, personnes physiques ou morales, mais au taux de 15 %, c'est-à-dire selon le régime de plus-value (au lieu de l'IRP ou de l'impôt sur les bénéfices à 50 %).

Prêts aux conditions du marché : baisse de 0,25 %

Le taux des prêts consentis aux conditions du marché (PCM), destinés au financement à long terme des besoins des entreprises, a été ramené de 14 % à 13,75 % à partir du 11 avril, indiquent le Crédit national et le Crédit d'équipement des PME, établissements spécialisés dans l'octroi des crédits bonifiés, aux côtés du Crédit coopératif et des sociétés de développement régional (SDR). Une diminution identique de 0,25 % avait déjà été appliquée le 11 janvier à cette catégorie de prêts, qui ne font plus l'objet d'une bonification depuis la réforme intervenue au début de l'année (le « Monde » de l'économie » du 5 mars 1985).

Pétrole : le gouvernement français souhaite réduire les stocks

Inquiet du gonflement du déficit extérieur, notamment au début de l'année, du fait de la facture pétrolière, le gouvernement étudie actuellement les moyens de limiter les stocks pétroliers détenus par les compagnies. Conformément à la réglementation européenne, ces stocks doivent atteindre au minimum quatre-vingt-dix jours de consommation. Il arrive, toutefois, que pour des raisons saisonnières les stocks, effectivement détenus, dépassent largement ce niveau (jusqu'à cent cinquante jours en juillet 1984). Les pouvoirs publics réfléchissent à la mise en place d'un système de pérennisation qui nécessiterait, cependant, une réforme importante de la réglementation française et se heurterait à l'opposition des compagnies soucieuses de préserver leur liberté de manœuvre.

SELON LA FAO

La situation alimentaire s'améliore en Afrique australe

La situation alimentaire s'améliore un peu en Afrique, mais reste très critique dans six pays du continent. M. Edouard Saouma, a dressé un rapide bilan de la situation alimentaire africaine à l'ouverture, à Rome, de la session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale de la FAO (Organisation pour l'alimentation et l'agriculture des Nations unies), le 10 avril.

La sécheresse a battu en retraite dans une grande partie de l'Afrique australe, a indiqué le directeur général de la FAO, M. Saouma, les perspectives sont excellentes pour la production de maïs. La Zambie devrait être hors de danger dans quelques semaines, avec la nouvelle récolte. Les pénuries subsisteront dans d'autres pays de la région, notamment au Mozambique où la situation demeure très inquiétante.

En Afrique de l'Est, les récoltes de 1985 seront améliorées au Burundi, au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie. En Éthiopie, la récolte secondaire risque d'être désastreuse à cause du retard des pluies, et en Soudan, seule une action énergique de la communauté internationale permettra de remédier aux risques d'une malnutrition généralisée, affirme M. Saouma.

Dans la zone sahélo-saharienne, l'arrivée de pluies légères mais persistantes donne quelques espoirs. Cependant,

les difficultés restent grandes au Mali, au Niger et au Tchad. En Afrique du Nord, la récolte principale du Maroc, qui devra être rentrée en mai et juin, reste incertaine et dépendra en grande partie des pluies attendues fin avril.

L'Afrique a encore besoin, selon M. Saouma, de 1,2 million de tonnes d'aide alimentaire immédiate pour couvrir l'ensemble des besoins estimés à 6,9 millions de tonnes. Mais le directeur général de la FAO a aussi indiqué qu'à la fin du mois de mars 42 % seulement de l'aide promise avait effectivement été reçue dans les pays sinistrés. Aussi les livraisons doivent-elles être accélérées de toute urgence. Quant aux projets de relance à court terme de l'agriculture que la FAO estime indispensables dans vingt pays africains (le « Monde » du 29 mars), la réponse des pays donateurs a été positive, selon M. Saouma encore. Toutefois il a ajouté qu'il espérait que ces donateurs prendraient leur décision suffisamment à temps, pour que ces programmes, à mi-chemin entre l'aide d'urgence ponctuelle et les plans de développement à long terme, puissent porter leurs fruits. « Le but ultime de l'aide alimentaire est que l'on puisse finalement en passer », a expliqué enfin M. Saouma.

Accord sur la liberté de circulation des données informatiques

Les informations contenues dans les ordinateurs peuvent-elles circuler librement d'un pays à l'autre, sans contrôle des États, des citoyens ? Une politique de libre-échange dans ce domaine ne renforce-t-elle pas la suprématie évidente des multinationales américaines sur l'industrie informatique mais aussi sur celle en expansion et stratégique - de l'information économique et technique ? Ne risque-t-on pas de voir se créer des pays « paradis d'informations », où, à l'image des paradis fiscaux, les lois nationales de protection des citoyens seraient transgressées ? A l'origine de débats politiques passionnés et de nombreuses études dans les années 1970-1980, les « flux transfrontières de données » ont fait l'objet, depuis, de très difficiles négociations internationales, qui ont opposé les États-Unis à l'ensemble des autres pays.

La déclaration que venait d'adopter les ministres de l'OCDE, le 11 avril, en constitue l'aboutissement. Il s'agit du premier texte international signé sur ce sujet, qui, certes, ne contraint pas les États mais les engage politiquement.

Le texte indique que les États « déclarent leur intention d'encourager l'accès aux données, aux informations et aux services qui y sont liés et d'éviter la création de barrières injustifiées aux échanges internationaux ». Ce paragraphe d'inspiration libérale a été imposé par les négociateurs américains, inquiets de voir différents pays adopter des lois contraignantes. Lorsque débutèrent les négociations en 1979, les États-Unis estimaient, en effet, qu'il convenait d'adopter

un « moratoire » mondial qui laisse entière liberté de circulation des données informatiques, le temps - indéterminé - d'effectuer des études précises. Les autres pays voyaient dans le statu quo un moyen indirect pour les multinationales américaines de conforter leur suprématie, et certains d'entre eux l'ont refusé. Le Brésil a adopté une loi en 1980 qui contraindrait les sociétés étrangères à effectuer « sur place » une large partie des traitements informatiques qui leur sont nécessaires (1). Le Canada, à son tour, a obligé ses banques à détenir un double de tous les fichiers sur le sol canadien, ce qui a eu pour effet d'y rapatrier nombre de traitements effectués par les filiales des banques américaines. La France, les pays scandinaves, la Belgique et la Communauté européenne dénoncent, elles aussi, la perte de valeur ajoutée, et le vide juridique (notamment sur la protection des logiciels) du statu quo.

Cette montée des constataments a inquiété les Américains, qui ont réitéré en 1982 leur exigence d'un moratoire adopté par tous.

Le texte adopté à l'OCDE leur donne, à cet égard, satisfaction pour la première fois. Toutefois, les termes en sont flous. Car il est précisé que la circulation des informations doit « tenir dûment compte des lois nationales », et que les barrières doivent être « injustifiées », si l'on veut les interdire. En plus, il est admis que les études doivent être entreprises « sur les questions soulevées » par trois types de flux de données. Ceux accompagnant le commerce international, d'abord. Le

problème est, ici, que quelques entreprises monopolisent les données économiques (sur appels d'offres internationaux, par exemple) sans être soumises à aucune déontologie, et qu'elle peuvent « truquer », à l'avantage des États-Unis, ces informations. Sur les flux internes aux entreprises multinationales, ensuite (problème de la TVA), et sur les données et services informatiques « marchands » enfin (problème de la protection des logiciels).

Ces distinctions sont essentielles, dit-on en France, car elles brisent la stratégie américaine de considérer toutes les données et services informatiques comme un tout indissociable et d'en négocier « en bloc » la libération au sein du GATT (accord général sur les tarifs douaniers). Les préoccupations des Européens (TVA, copyright) pourraient donc être examinées dans d'autres instances au cas par cas. Le compromis, que l'on estime « équilibré », à Paris, apparaît néanmoins comme libéral si l'on se réfère aux discours entendus en Europe il y a six ans sur l'« impérialisme informatique américain ». Les pays industrialisés se gardent, certes, « le droit » d'établir des contrôles mais sans les mettre en place, sauf exception. Dans les faits, la position américaine l'emporte.

E. L. B.

(1) Cet aspect n'est pas négligeable puisque de nombreuses entreprises en Europe, par exemple, utilisent les ordinateurs américains, plus disponibles la nuit, pour effectuer leurs calculs. Ce « travail » échappe aux lois nationales et en particulier à la TVA, ce qui constitue un manque à gagner de plus en plus important pour le fisc.

LE PROTECTIONNISME INAVOUE L'artichaut japonais

Plus le Japon prend de mesures pour s'ouvrir aux exportations occidentales, et plus son excédent commercial augmente. Au point que nombreux sont les experts qui considèrent les décisions de libéralisation japonaise comme des preuves de puissance économique. Le Japon d'ailleurs se défend que sur des produits pour lesquels il ne redoute pas la concurrence étrangère.

M. Nakasone, le premier ministre, que l'on sait sensible aux thèmes occidentaux, se félicite avec un nouveau train de réformes d'arracher des vraies concessions aux industriels japonais et aux membres du parti libéral ? La liste des mesures prises ces dernières années sans que se modifie la balance commerciale avec la CEE établie avec un nouveau train de réformes d'arracher des vraies concessions aux industriels japonais et aux membres du parti libéral ? La liste des mesures prises ces dernières années sans que se modifie la balance commerciale avec la CEE établie avec un nouveau train de réformes d'arracher des vraies concessions aux industriels japonais et aux membres du parti libéral ?

● Tarifs douaniers. - De 1980 à 1987 et en application anticipée des négociations multilatérales commerciales du « Tokyo round », le Japon a baissé en moyenne de 40 % les droits de douane sur 2 400 articles. A partir de mars 1982, le Japon a ajouté des mesures unilatérales de désarmement douanier, portant sur une liste toujours plus fournie de produits.

● Contingents. - Depuis 1983, le Japon procède à des élargissements successifs des quotas d'importation, dont bénéficient plus spécialement les pays en voie de développement. L'abaissement des barrières douanières est réel. Mais, en mesure, il révèle l'ampleur des protections non tarifaires. Ce qui justifie la remarque de cet officiel américain.

Le système de protection japonais - d'un artichaut -

● Procédure d'importations. - A la suite des plaintes étrangères déposées auprès du bureau du médiateur commercial (Office of Trade Ombudsman) - créé le 20 janvier 1982 -, le gouvernement japonais entreprend de supprimer 73 des 99 barrières non tarifaires décelées. Mettre fin à la myriade d'obstacles administratifs signifie réformer dix-sept lois relatives aux normes d'importations et à l'homologation sur les systèmes internationaux. L'homologation des produits importés est accélérée et simplifiée : la documentation dorénavant est fournie dans une langue autre que le japonais. Les fabricants étrangers présentent directement leurs mémoires d'homologation. En outre, cette dernière peut-être accordée par certains laboratoires étrangers agréés - comme depuis mars 1985, le Laboratoire d'essais de Paris (LNE) ou Underwriter's Laboratories (UL) aux États-Unis.

● Promotion des importations. - Pour faciliter la tâche des étrangers, le gouvernement « améliore » les circuits de distribution, notamment celui du tabac, renforce le rôle du JETRO (Japan Trade Organisation) en octobre 1983. Le gouvernement s'attaque également au financement des importations, en prêtant des devises pour aider l'achat d'importation de secours, puis institutionnalise un financement dans le cadre de l'Exim Bank.

● Stimulation de la demande intérieure. - M. Nakasone reconnaît, en octobre 1983, que l'expansion économique de son pays doit contribuer à la croissance mondiale. Il s'engage alors à fixer à 3,4 % le taux de croissance intérieure, et à relancer l'économie par l'investissement public et la réduction des impôts (impôts sur le revenu et impôts locaux).

● Nouveaux marchés. - Dernièrement, le Japon ouvre les marchés de haute technologie à la concurrence internationale, notamment en « dégrèmentant ». Le Tokyo Round prévoyait déjà l'ouverture du marché à l'aéronautique civile. On s'attaque au marché des télécommunications. Depuis mai 1984, des sociétés privées peuvent acheter des satellites étrangers, tandis qu'est annoncée la déréglementation des télécommunications au Japon, qui

prend effet le 1^{er} avril 1985. A cette date, prend fin le monopole de la société publique NTT (Nippon Telegraph and Telephone).

● Investissements étrangers. - Par une loi de 1980, le gouvernement lève toutes les restrictions qui maintenaient les investissements étrangers sous régime d'exception. Les restrictions ne concernent plus que les industries naissantes ou en récession.

Le jeu de la libéralisation

L'ensemble de ces mesures étaient les thèses des Japonais, qui assurent s'être prêtés de bonne grâce au jeu de la libéralisation. De 1982 à 1983, leurs importations en provenance de la CEE progressent de 9,5 %, celles des États-Unis de 3 %. Sur cinq ans, les importations japonaises ont crû deux fois plus vite que celles du reste du monde.

Pourtant, les Européens s'inquiètent de la dégradation continue du taux de couverture de la balance commerciale de la CEE, passé d'un déficit de 196 % en 1978 à 228 % en 1983. Le déficit commercial atteint en 1984 35 milliards de dollars pour les États-Unis et 10,5 milliards pour la CEE.

C'est que la moyenne remarquablement basse des droits de douane sur les produits industriels et miniers (3 % en moyenne au Japon contre 4,9 % pour la CEE et 4,2 % pour les États-Unis) cache des droits élevés protégeant les produits sensibles. De plus, des normes très complexes subsistent. Les mesures fiscales et parafiscales sont souvent destinées à atteindre les produits étrangers. Enfin, le poids des traditions, notamment dans le secteur de la distribution, a de quoi décourager l'exportateur le plus obstiné. Et les Japonais ont fait plus de promesses que d'efforts pour relâcher la demande intérieure.

Voilà qui explique l'irritation des exportateurs occidentaux, qui constatent que le Japon fait une part trop faible aux produits manufacturés qui, en 1983, n'ont représenté que 25 % du total des importations du pays, contre 58 % pour la CEE. Il n'en reste pas moins que l'on prend souvent prétexte des barrières protectionnistes japonaises pour excuser ses propres faiblesses. Les obstacles « culturels » restent difficiles à surmonter tant que les Occidentaux n'auront pas investi pour les dépasser.

Désaccord

« Et si on changeait le nom du GATT ? » Froid dans la salle. Le sourire contrainct, un orateur explique à l'ignara que l'on utilise, en France aussi, les initiales anglaises et qu'elles signifient ici « Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ». Certain d'avoir répondu, il saute à la question suivante, qu'il espère moins saugrenue.

Pourtant, le spectateur attentif de la « rencontre-débat » organisée, le 10 avril, par le CNPF sur le thème du « Reagan round » a bien dénoté quatre officiels des États-Unis, de la CEE, de la France et du CNPF donner chacun le position de son organisation sur les prochaines négociations commerciales multilatérales. Et il n'a trouvé aucune trace d'accord, encore moins général.

A priori, tous les États membres du GATT sont intéressés à participer au « Reagan round », surtout les États-Unis et le Japon, les véritables demandeurs. La CEE, quant à elle, s'est enfin ralliée, en mars dernier, à son principe, sans s'engager sur une date. Que d'abord se dégage un consensus international, on verra après. Les États-Unis, eux, n'attendront pas.

« C'est tout de suite qu'il faut commencer », affirme M. William Brock, représentant spécial du président Reagan pour les questions commerciales. D'accord de cœur avec l'OCDE, qui chiffrerait récemment les effets pervers du protectionnisme sur les prix et l'emploi, ils seront contraincts à la guerre commerciale, sans la tenue prochaine de négociations. Car ces « bons élèves » du libéralisme se plaignent d'un colossal déséquilibre de leur balance commerciale, 140 milliards de dollars prévus pour 1985. Bien sûr, le dollar, surévalué, n'améliore rien la compétitivité de l'industrie américaine. Mais, prompt à se reconverter, leur économie a déjà d'autres problèmes : sa nouvelle spécialisation - les services - restent un des secteurs les plus protégés de l'économie internationale. Ce qui explique leur impatience.

Pour leur part, les pays en voie de développement ne suivent pas. Pourquoi partageraient-ils les soucis des pays surindustriels ? Leur vrai problème, c'est leur dette. S'ils acceptent de négocier, c'est sur la réduction des taux d'intérêt, et sur l'ouverture réelle des marchés. Et voilà lancé le mot fatidique.

Quelle est la réalité du bilan du GATT en matière de libéralisation douanière ? A peine les économies en crise, se sont multipliées les obstacles indigènes. Prolifération d'accords d'autorégulation et autres accords multilatéraux, profusion de normes techniques et de procédures d'homologation, dédales de systèmes de distribution.

Ah, à quoi sert le GATT ? Peut-être à éviter la pire. Les tarifs douaniers ont baissé, pourtant sur un champ sans cesse élargi de produits. Le protectionnisme est condamné à l'immobilité. Mais, sorties par la porte, les protections sont rentrées par la fenêtre. Le principe de la négociation multilatérale prévenait les rapports de force. Mais la bilatéralisme est revenue force, grossissant un protectionnisme déguisé. De toute façon, chacun ne négocie plus que ce qui l'arrange. Alors, question de sémantique. Et si on changeait aussi le mot « libéralisme » ?

D. B.

M. PHILIPPE JURGENSEN A ÉTÉ NOMMÉ A LA TÊTE DE LA DREE

M. Philippe Jurgensen, inspecteur des finances, a été nommé en conseil des ministres, le 10 avril, à la tête de la Direction des relations économiques extérieures (DREE) du ministère de l'économie et des finances. Il remplace à ce poste M. Henri Baquiast, qui devrait prochainement prendre la présidence de la COFACE (Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur).

(Né le 18 septembre 1944 à Mâcon, fils de M. Jean-Daniel Jurgensen, ambassadeur de France, ancien élève de l'ENA, M. Philippe Jurgensen est inspecteur des finances depuis 1970. Marié en 1972 à M^{me} Françoise Chaudens, qui est l'auteur du livre à succès « Allée du roi », il a appartenu, de 1973 à 1974, au cabinet de M. Valéry Giscard d'Estaing, alors ministre de l'économie et des finances.)

Nommé ensuite chargé de mission à la direction du Trésor de la rue de Rivoli, il en est devenu, en 1982, chef de service des affaires internationales. M. Jurgensen a notamment suivi à ce titre les travaux du Club de Paris, organisme informel qui regroupe les États créanciers de pays endettés, et dont le Trésor assure le secrétariat.]

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS DU JOUR | | UN MOIS | | DEUX MOIS | | SIX MOIS | |
|-----------|---------------|---------|---------|-----------|-----------|-----------|----------|-----------|
| | + les | + les | Rep. | + ou dép. | Rep. | + ou dép. | Rep. | + ou dép. |
| \$ E.-L. | 9,4725 | 9,5390 | + 130 | + 145 | + 235 | + 285 | + 515 | + 615 |
| \$ Can. | 6,9213 | 6,9252 | + 4 | + 25 | + 19 | + 56 | + 28 | + 34 |
| Yen (100) | 3,7424 | 3,7468 | + 131 | + 143 | + 268 | + 290 | + 757 | + 886 |
| DM | 3,6513 | 3,6556 | + 115 | + 125 | + 228 | + 253 | + 646 | + 690 |
| FR | 2,7082 | 2,7035 | + 74 | + 81 | + 158 | + 171 | + 489 | + 496 |
| FF (100) | 13,1565 | 13,1571 | + 74 | + 116 | + 141 | + 227 | + 289 | + 320 |
| FF | 3,6952 | 3,6122 | + 133 | + 161 | + 310 | + 339 | + 854 | + 917 |
| L (1 000) | 4,7677 | 4,7763 | + 172 | + 149 | + 353 | + 315 | + 1 030 | + 948 |
| L (1 000) | 11,6588 | 11,6755 | + 249 | + 282 | + 486 | + 412 | + 1 086 | + 948 |

TAUX DES EUROMONNAIES

| | 8-5/8 | 8-7/8 | 8-11/16 | 8-13/16 | 8-3/4 | 8-7/8 | 9-5/16 | 9-7/16 |
|-----------|--------|--------|----------|---------|---------|---------|--------|--------|
| SE-LL | 8-5/8 | 8-7/8 | 8-11/16 | 8-13/16 | 8-3/4 | 8-7/8 | 9-5/16 | 9-7/16 |
| DM | 5-5/8 | 5-7/8 | 5-3/4 | 5-7/8 | 5-13/16 | 5-15/16 | 6-1/16 | 6-3/16 |
| FR | 7-1/4 | 7-3/4 | 7-5/8 | 7-7/8 | 7-11/16 | 7-13/16 | 7-1/8 | 7-1/8 |
| FF (100) | 10-1/4 | 10-3/4 | 10-13/16 | 10-3/8 | 10-1/2 | 10-1/2 | 10-3/8 | 10-3/8 |
| FF | 3-1/8 | 3-5/8 | 3-1/2 | 3-1/4 | 3-5/8 | 3-7/8 | 3-5/4 | 3-1/2 |
| L (1 000) | 14-1/4 | 14-3/4 | 14-3/8 | 14-7/8 | 14-3/4 | 14-7/8 | 14-3/4 | 14-1/8 |
| L (1 000) | 13-1/4 | 13-3/4 | 13-1/2 | 13-3/8 | 13-1/2 | 13-1/2 | 13-1/2 | 13-1/2 |
| P. Imp. | 10-3/8 | 10-3/8 | 10-1/2 | 10-3/4 | 10-3/4 | 10-3/4 | 10-3/4 | 10-3/4 |

ÉTRANGER

Les mouvements sociaux au Danemark

CENT MILLE MANIFESTANTS A COPENHAGUE

(De notre correspondant.) Copenhague. - Cent mille personnes ont manifesté le mercredi 10 avril, à Copenhague, et cinquante mille environ dans les grandes villes des provinces, pour protester contre les mesures adoptées, le 30 mars, au Parlement, pour mettre fin au conflit salarial qui paralysait l'activité économique du pays.

L'appel à la grève générale, également lancé par l'aile gauche syndicale, n'a connu, en revanche, qu'un succès restreint. La Confédération du patronat estime à quelque trente-deux mille le nombre des salariés qui auraient débrayé dans le secteur privé.

Le premier ministre, M. Poul Schlüter (conservateur), a, dans un entretien télévisé, affirmé que le gouvernement ne céderait pas.

Il a ajouté que les mesures adoptées allaient permettre de poursuivre le redressement économique du pays et, pour la première fois, d'améliorer légèrement en 1985 le pouvoir d'achat des salariés.

C. D.

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION INTERNATIONALE
spécialement destinée à ses lecteurs
résidant à l'étranger
Exemplaire spécimen sur demande

مكتبة الأستاذ

مكتبة المصلح

AFFAIRES

Aux Etats-Unis

La Chase Manhattan Bank propose de racheter deux caisses d'épargne de l'Ohio

La Chase Manhattan Bank, l'une des toutes premières banques américaines, a annoncé son intention de racheter deux caisses d'épargne et de crédit de l'Ohio, la Mentor Savings Bank (située à Mentor) et la Federated Savings Bank (de Cincinnati). Ces-ci figuraient dans la liste des quelque soixante-dix caisses d'épargne de ce même Etat qui avaient dû fermer provisoirement leurs portes le mois dernier après la faillite de la société EMS Government Securities, laquelle avait entraîné à son tour celle de la Home State Savings Bank de Cincinnati.

Ce rachat, a précisé M. Arthur F. Ryan, directeur général adjoint de la Chase Manhattan, s'effectuerait pour la somme globale de 7,4 millions de dollars, à raison de 6,8 millions pour la Mentor Savings Bank et 600 000 dollars pour l'établissement de Cincinnati, les actifs de ces deux caisses d'épargne représentant respectivement 114 et 53 millions de dollars pour un total

de 25 000 déposants dans un cas et 7 300 dans l'autre.

Ces acquisitions constituent pour nous une première étape visant à régler les problèmes qui se posent aux caisses d'épargne et de crédit de l'Ohio, a indiqué M. Ryan, précisant que la Chase avait demandé aux autorités de tutelle (la Réserve fédérale et la Federal Savings and Loan Association, chargée d'assurer les dépôts des caisses d'épargne) l'autorisation de fusionner ces deux établissements au sein d'une banque commerciale à établir dans l'Etat de l'Ohio, ce qui ouvrirait la voie à d'autres acquisitions locales de même nature. A l'heure actuelle, la Chase Manhattan n'a pas le droit d'exercer d'activité bancaire dans l'Ohio car elle est déjà implantée dans un autre Etat du territoire américain (le New-Jersey). Rapports que de son côté, le groupe Chemical Bank s'est porté acquéreur de la Home State Savings Bank.

● Pochain a vendu sa division de composants hydrauliques. - Le groupe Pochain, premier constructeur français de pelles hydrauliques, et filiale, depuis 1977, du groupe américain Case-Teneco, a vendu la division de composants hydrauliques de sa filiale Pochain Hydraulics. Le prix de la transaction - qui concerne une usine à Verherie (Oise) et des filiales commerciales - n'a pas été révélé. L'acheteur n'est autre que M. Pierre Bataille, ancien président du conseil de sur-

veillance de Pochain, et fils du fondateur M. Georges Bataille, qui avait été évincé de la direction effective du groupe en mai 1983. Il y a plus de deux mois, M. Pierre Bataille avait présenté une première offre. Elle n'avait pas été jugée compétitive par Pochain, qui préférait alors celle de l'Américain Vickers. Les pouvoirs publics étaient alors intervenus, demandant à Pochain un délai pour que M. Bataille puisse présenter une offre de reprise supérieure.

Un entretien avec M. Michel Charzat, député PS de Paris et président du Haut Conseil du secteur public

«Ne jouons pas l'industrie française à la roulette électorale»

La polémique sur les nationalisations a repris. Il y a quinze jours, M^{me} Cresson expliquait au conseil des ministres que les entreprises nationalisées en 1982 avaient spectaculairement redressé leurs

Mais l'opposition, par les voix de deux députés, MM. d'Aubert (UDF) et Noir (RPR), répliquait vivement au ministre en l'accusant de manipuler les chiffres et de cacher la vérité.

Nous avons demandé à M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS chargé du secteur nationalisé et président du Haut Conseil du secteur public, de donner son point de vue dans ce débat.

«La rumeur court que le gouvernement envisage de dénationaliser partiellement certaines entreprises. Il s'agit, un peu comme pour les télévisions privées, de couper l'herbe sous le pied de l'opposition et d'éviter ou plutôt de «démarrer» le débat sur les nationalisations qui aura lieu avant les élections législatives de 1986. Qu'en est-il?»

«A ma connaissance, il n'existe aucun projet ni même aucune étude de ce genre. Il ne s'agit pas de question de jouer l'industrie française à la roulette électorale. Les nationalisations de 1982 relevaient d'un acte de souveraineté nationale, d'une démarche volontariste au service de la modernisation. Cela demeure.

«Néanmoins, M^{me} Cresson admet qu'elle n'a pas de religion à ce sujet.

«Moi non plus. La nationalisation ne relève pas d'une conception religieuse mais d'une conception pragmatique et pour tout dire laïque de l'intérêt national. La réalité est que la France est un pays pauvre en capitaux et en entrepreneurs. Les entreprises nationalisées sont, alors, un moyen d'assurer l'accumula-

tion et la valorisation des ressources du pays, afin qu'il tienne son rang.

«Le bilan des nationalisations provoque des polémiques. Les leaders de l'opposition, MM. d'Aubert, député UDF, et Noir, député RPR, vous reprochent de manipuler les chiffres et de «désinformer» les Français.

«Le rapport du Haut Conseil du secteur public présente des éléments complets et objectifs. L'Observatoire des entreprises nationales publie des résultats tous les six mois. Qu'on ne nous reproche pas de dissimuler la vérité! Qu'en était-il de l'information des citoyens avant 1981? Or les chiffres publiés sont clairs. Pour l'ensemble des secteurs énergie-transport et industrie, le déficit est passé de 29 milliards de francs en 1983 à 18 milliards en 1984. Il y a redressement. Quant au nouveau secteur industriel nationalisé, qui critique nos détracteurs, il a réalisé, hors sidérurgie, un profit de l'ordre de 5,5 milliards de francs en 1984, contre un déficit de 1 milliard l'année précédente.

«Le rapport 1984 du Haut Conseil, que vous présidez, était

néanmoins contrasté, soulignant des faiblesses, notamment sur l'investissement.

«Oui, il présentait un bilan des deux premières années, 1982 et 1983. En 1984, l'investissement du secteur public industriel aura progressé d'environ 4 % en volume. Malgré certaines difficultés de financement, le rôle moteur du secteur public a été significatif. On en mesure, déjà, les retombées sur l'environnement et les PME, dans certaines régions.

«Observer comment les critiques de l'opposition ont changé de nature depuis quelque temps. Elle prophétisait la catastrophe, aujourd'hui elle chipote sur les chiffres. Le socle économique des nationalisations est en train de s'affirmer. Je comprends que cela gêne. Par ailleurs, les arguments avancés relèvent d'une conception archaïque et dogmatique du rôle des entreprises nationales. M. Noir a dans la tête qu'elles sont des arsenaux administrés par l'Etat. Il leur reproche d'appliquer les règles commerciales normales en matière de consolidation des comptes. Il leur interdit également de respirer en procédant à des restructurations entre elles ou avec d'autres, au nom d'un juridisme étroit. En plus, il feint d'ignorer que les différentes cessions qui ont eu lieu depuis 1981 - une quinzaine - ne sont pas illégales car elles s'appliquent à des participations minoritaires ou portent sur des actifs localisés à l'étranger. Le secteur public doit être mobile pour être efficace. M. Noir cherche à l'enfermer dans un carcan.

«Pourquoi ne pas faire voter la «loi de respiration» du secteur public qui était prévue

pour leur donner toute latitude d'acheter ou de vendre certaines activités?

«Je souhaite que cela se fasse le moment venu. Il faut un dispositif législatif et réglementaire simple et pratique.

«Le retour au profit, prôné et imposé par M. Fabius, ne transforme-t-il pas les nationalisées en entreprises comme les autres?

«Les entreprises nationales sont soumises comme les autres aux contraintes indispensables dans une économie ouverte de compétitivité et de résultats. Un risque de banalisation existerait si elles n'intégraient pas, en plus, des contraintes d'intérêt national d'investissements, de recherche, d'innovation sociale. Leur mission est plus large et plus exigeante.

«Vous considérez donc que les nationalisations représentent un «bon dossier» pour la gauche?

«Oui. Le débat politique devrait porter sur ce qui est important, c'est-à-dire sur les moyens à réunir pour que les entreprises nationales réussissent. Toute autre discussion est dangereuse car elle risque de casser la dynamique qui est amorcée. Soyons réalistes: personne n'a intérêt à paralyser le fonctionnement de ces entreprises pendant l'année 1985, à inquiéter les équipes mobilisées sur des projets d'avenir. On nous a accusé de dogmatisme en 1981. Pouvons-nous ne pas avoir à reprocher à certains responsables de la droite, de jouer au mécano libéral ou de satisfaire un caprice idéologique?»

Propos recueillis par ENIC LE BOUCHER.

FONCTIONNAIRES, NATIONALISÉS ET ASSIMILÉS.



PRÊTS PERSONNELS: LE CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES AGIT. DANS UN SEUL INTÉRÊT, LE VÔTRE.

En 1985, être membre d'une association puissante peut se traduire par des avantages considérables pour le consommateur. Le C.S.F., avec plus d'un million trois cent mille adhérents, en apporte une preuve évidente dans le cas des prêts personnels.

Acheter à crédit est devenu un acte courant. Trop courant. Car si le crédit est une facilité de paiement... c'est aussi un service qui peut coûter très cher. Surtout lorsqu'il s'agit de prêts destinés à l'acquisition de biens d'équipement: mobilier, appareils ménagers, automobile, Hi-Fi, etc.

De la Hi-Fi ou de la voiture... aux événements familiaux.

Si vous êtes fonctionnaire, agent du secteur public ou employé d'une entreprise nationalisée, le C.S.F. vous permet d'obtenir, par l'intermédiaire de son établissement financier, CRESERFI des prêts personnels destinés à couvrir certaines dépenses qui dépassent votre budget habituel:

- nouvel équipement Hi-Fi, vidéo,
- mobilier ou appareils ménagers,
- voiture, moto ou caravana, mais aussi des dépenses, telles que:
- un déménagement,
- le mariage d'un de vos enfants,
- des travaux d'aménagement.

Des avantages inhabituels.

Le C.S.F. vous permet d'accéder à une diversité de prêts peu commune:

- prêt personnel jusqu'à 30.000 F, remboursable de 12 à 36 mois sans aucune demande de justification de l'usage fait des fonds empruntés;
- prêt familial à moyen terme remboursable de 36 à 60 mois;
- prêt "jeune fonctionnaire" à taux réduit pour les moins de 27 ans ou ceux qui ont moins d'une année dans la fonction publique.

A noter enfin que ces différents prêts sont accordés avec des formalités simplifiées et rapides.

Pourquoi de tels avantages.

La C.S.F. est une association à but non lucratif. En clair, elle ne travaille pas pour gagner de l'argent, mais pour en faire économiser à ses membres.

Le C.S.F., rappelons-le, est né d'une association de fonctionnaires et de gans appartenant à la fonction publique qui avaient les mêmes problèmes en matière d'acquisition immobilière, de placement ou de protection financière et juridique.

En se regroupant, avec cet esprit de solidarité qui existe dans le secteur public, ils ont réussi, au fil des années, à obtenir des avantages dont vous pouvez, aujourd'hui, vous aussi profiter.

Le fonctionnement du cautionnement mutuel.

Afin de pouvoir obtenir des conditions avantageuses de la part des banques réalisant les prêts, C.S.F./CRESERFI leur offre une garantie de remboursement solide grâce au principe du cautionnement mutuel.

Tout adhérent au C.S.F. qui fait un emprunt occupe la mise en réserve d'une caution; cette somme alimente un fond commun de garantie.

Bien entendu, cette caution est en grande partie rendue en fin de remboursement de prêt.

Comment en bénéficier.

Pour bénéficier de tels avantages, il suffit d'adhérer au C.S.F. Formalité simple, puisqu'il s'agit simplement d'en faire la demande en ayant seulement à justifier de son appartenance au secteur public ou assimilé.

Actuellement, l'adhésion à vie ne s'élève qu'à 320 F. C'est dire qu'avec un prêt personnel à taux préférentiel, l'économie réalisée sur la remboursement des premières mensualités suffit à amortir cette cotisation donnant droit à bien d'autres privilèges.

L'immobilier aussi...

En devenant membre du C.S.F., vous bénéficiez de sa puissance dans trois autres domaines:

- l'accès à des prêts immobiliers à des taux souvent en dessous de la moyenne, à des prêts immobiliers classiques ou conventionnés ou à des prêts à moyen terme avec ou sans hypothèque;
- la constitution d'une épargne pour mieux assurer votre avenir;
- une protection juridique permanente.

Soyez complètement informés.

Pour se faire une idée précise du C.S.F., il existe une brochure détaillée dans laquelle sont répertoriés et présentés tous les avantages auxquels on peut prétendre lorsqu'on est devenu adhérent. C'est là aussi que figure la liste des 150 bureaux régionaux auprès desquels vous pourrez vous adresser pour un problème concret.

La brochure "Solidaires pour vivre mieux" vous est envoyée gratuitement sur simple demande et sans aucun engagement de votre part.



SOLIDAIRES POUR VIVRE MIEUX

CRÉDIT SOCIAL DES FONCTIONNAIRES

Veuillez m'envoyer, sans engagement de ma part, la brochure C.S.F. "Solidaires pour vivre mieux". Remplissez et renvoyez ce bon au C.S.F., Service courrier adhérent, 9, rue du Faubourg Poissonnière, 75442 PARIS CEDEX 09. Tél.: (1) 246.72.56.

Nom: _____
Prénom: _____
Tél. personnel: _____
Tél. bureau: _____
N° Rue: _____
Code Postal: _____
Ville: _____

TRANSPORTS

ATR-42, AIRBUS, HÉLICOPTÈRES

Les hauts et les bas de la coopération aéronautique franco-italienne

De notre correspondant

Rome. - C'est en présence de M. Cossiga, président du Sénat, qu'a été présenté le 10 avril, à Rome, le nouvel avion de transport régional ATR-42, fruit d'une coopération entre les industries françaises et italiennes. Cet appareil constitue un pas en avant important et est aussi un test pour les deux pays, en matière de coopération aéronautique conjuguée.

Avion de transport régional, l'ATR-42 sera en service à partir de 1986 et il a été l'objet d'une soixantaine de commandes. Parmi les acquéreurs figurent des compagnies régionales américaines mais aussi Finnair et Alitalia. D'un coût de six à sept millions de dollars, pouvant transporter une quarantaine de passagers, l'ATR-42 est un appareil économique: alors que le coût par passager et par kilomètre augmente plus l'avion est petit, il est, dans son cas, égal à celui des gros appareils. L'avion consomme un litre de kérosène par kilomètre-passager (encore que cela soit fonction de l'altitude, du poids de l'appareil et du vent), ce qui représente une consommation par passager globale plus importante que celle d'un réactif.

Pour la fabrication de l'ATR-42, Aeritalia et Aerospaziale ont créé une société conjointe (à 50-50) partageant sur une base égale les risques industriels et financiers. L'appareil est construit en partie à Toulouse et en partie à Pomigliano, d'Arco près de Naples. L'opération, qui a donné lieu à des échanges d'ingénieurs et d'ouvriers, constitue pour les Français un banc d'essai pour des projets de coopération futurs.

Le point noir de la coopération franco-italienne dans le domaine aéronautique reste l'opération

Airbus: les Italiens ayant décidé de ne pas participer à la construction de l'A320. Ils font valoir qu'on ne leur avait pas proposé une participation à la hauteur de leurs capacités technologiques et que la France ne leur a jamais fait de propositions concrètes, excepté pour la fourniture du tissu destiné aux sièges, et de l'aménagement des toilettes.

Du côté français, on rappelle qu'il a été proposé à l'Italie de participer au projet dès 1981 et que le rapport commun rédigé par les experts des deux pays et remis à leurs ministres respectifs prévoyait une prise de participation de 15 % dans l'opération. Mais la répartition des tâches aurait été faite après la décision de l'Italie de participer au projet. Sans doute parce qu'ils ne croyaient pas vraiment à celui-ci et parce qu'ils étaient en outre soumis à des pressions des Etats-Unis, les Italiens ont finalement (néanmoins entretemps traités) opté pour l'américain McDonnell Douglas. Aujourd'hui, notamment après la décision de la compagnie américaine Pan Am d'acquiescer des Airbus A-320, ils semblent prêts à prêter une oreille plus attentive à de futurs projets.

Plusieurs sont en cours de négociation, notamment dans le domaine militaire (hélicoptères et missiles). La coopération est plus avancée dans le domaine spatial (projets Ariane et Columbus), le quinquagénaire (pour la fourniture de deux unités de 1 000 mégawatts chacune à l'Egypte) et en matière de télécommunications (accord de recherches communes sur les centraux téléphoniques entre Italtel et CIT-Alcatel auxquels est venu se joindre, du côté allemand, Siemens).

PHILIPPE PONS.



Au banc d'essai: les compatibles IBM de Toshiba et le logiciel de traitement de texte Wordstar 2000.

16F, EN VENTE PARTOUT.

AFFAIRES

EXERCICE

1985

1986

1987

1988

1989

1990

1991

1992

1993

1994

1995

1996

1997

1998

1999

2000

2001

2002

2003

2004

2005

2006

2007

2008

2009

2010

2011

2012

AFFAIRES

MANTEN D'UN BAS NIVEAU POUR LES VENTES D'AUTOMOBILES

175 498 véhicules ont été immatriculés au mois de mars en France, soit une baisse de 0,8 % par rapport à mars 1984. Sur le premier trimestre, la chute est de 1,8 %.

La situation est contrastée pour les constructeurs français. Peugeot SA, grâce à Peugeot (+11,6 %) et à Citroën (+6,2 %), voit ses ventes progresser de 5,5 %, tandis que Renault continue d'enregistrer une érosion de ses positions (-5,6 %). Les étrangers, avec -2,2 %, ont reculé plus vite que le marché et leur part sur le premier trimestre est de 34,1 % contre 34,8 % pour PSA et 31,1 % pour Renault.

● Lufthansa va acheter cinq avions au constructeur brésilien Embraer. - Lufthansa a commandé cinq avions Embraer-120 Brasília et leurs pièces de rechange pour un prix de 90 millions de DM (270 millions de francs) au constructeur aéronautique brésilien Embraer, a annoncé, le 10 avril, la compagnie ouest-allemande. Des options sur cinq appareils supplémentaires ont été prises. C'est la première fois, a-t-on précisé, qu'une compagnie européenne s'équipe avec ce nouveau bi-turbopropulseur brésilien d'une trentaine de places, destiné au transport régional. Le prototype de cet appareil à hélices à effectif est premier vol en juillet 1983. - (AFP.)

SOCIÉTÉ DE PRODUCTION DE FILMS

achète :

Immuable

ou partie d'immuable
à PARIS-OUEST
(immuablement possédable d'acquisition)

Faire offre à SPPF,
3, rue de Choiseul, 75002 PARIS,
tél. 1er 803 ou télécopieur

La commission de la concurrence demande plus de moyens pour surveiller les ententes

Les « séries de prix » dans le bâtiment devraient disparaître

La commission de la concurrence, qui a rendu public, jeudi 11 avril, son rapport pour 1984, estime, une fois encore, que ses moyens sont insuffisants par rapport à ceux de l'étranger pour contrôler le bon exercice de la concurrence en France.

La commission, dont le rôle est de donner des avis (dix-huit l'année dernière), notamment au gouvernement, mais aussi au Parlement, à la justice, aux organisations de consommateurs, aux syndicats, aux collectivités territoriales... sur les concentrations économiques, les ententes et les positions dominantes d'entreprises, demande qu'on lui facilite le travail et, pour cela, que soient réduites les difficultés d'accès aux informations nécessaires à l'instruction des dossiers.

C'est ainsi que le rapport note : « Il est essentiel que la commission dispose de toutes les informations dont elle a besoin, quels que soient l'objet et l'origine de la saisine. Malgré les progrès récemment réalisés, des problèmes subsistent quant aux conditions dans lesquelles elle est associée à la définition et à l'organisation, et quant aux délais dans lesquels les résultats de ses investigations lui sont transmis. A ces deux points de vue, elle reste dépendante de la direction générale de la concurrence et de la consommation [c'est-à-dire du ministère de l'économie et des finances] et il serait remédié à cette situation si la loi reconnaissait à la commission pour la conduite des enquêtes un pouvoir comparable à celui dont disposent les juges d'instruction. »

De même, la commission demande que soit renforcé le contrôle des pratiques anticoncurrentielles (contrôle défini par la loi du 19 juillet 1977) soulevant que devrait lui être reconnue compé-

tence en matière de prix imposés, discrimination, refus de ventes. Cette compétence lui est actuellement refusée en cas de poursuites et de répression par l'administration.

Le rapport souligne enfin les longs retards constatés en 1983 et en 1984 pour la publication de certains de ses avis et des décisions gouvernementales en découlant. Ces retards, estime le rapport, risquent d'affaiblir l'autorité de la commission. Le ministre de l'économie et des finances a certes pris l'engagement pour l'avenir de rendre publics les avis adoptés dans un délai de deux mois, mais la commission va plus loin et demande que cette publication soit accompagnée des décisions ministérielles correspondantes : « Une autre voie mériterait d'être explorée, celle consistant à prévoir par voie législative que, sous la décision explicite prise par le ministre chargé de l'économie, dans un délai fixe suivant l'avis de la commission, la décision ministérielle serait réputée tacitement acquiesce et conforme à l'avis. »

Trop élevés

Le rapport contient outre les dix-huit avis rendus en 1984, la réponse de la commission à la question posée en avril 1980 par le gouvernement sur l'utilité et les effets des « séries de prix » dans le bâtiment : « Une autre voie mériterait d'être explorée, celle consistant à prévoir par voie législative que, sous la décision explicite prise par le ministre chargé de l'économie, dans un délai fixe suivant l'avis de la commission, la décision ministérielle serait réputée tacitement acquiesce et conforme à l'avis. »

La commission est sévère à l'égard de cette pratique qu'elle assimile aux barèmes professionnels dont la diffusion et l'utilisation ont été condamnées. Ces séries, estime

la commission, incitent « leurs utilisateurs à ne pas tenir compte dans l'établissement de leurs devis et factures, de leurs conditions réelles d'exploitation et les conduisent à pratiquer des prix probablement élevés », parce qu'adaptés à la situation des entreprises les moins productives.

Les prix de séries, particulièrement ceux de la « série centrale de l'académie d'architecture » (prix de base d'environ 40 000 prestations et fournitures), sont calculés dans des conditions « estimées moyennes d'exécution ». Des choix sont faits pour établir ces prix théoriques : techniques employées, degré de qualification des équipes de travail, temps moyens passés, coûts de la main-d'œuvre, charges des chantiers, qualité des matériaux et fournitures, bénéfices. « Les prix de base qui résultent de ces choix (...) sans au départ volontairement chers. » Les auteurs des séries y voient de simples indications. Mais l'expérience montre que les entreprises utilisent telles quelles les séries et qu'elles le font d'autant plus systématiquement qu'elles les savent « très rémunératrices ».

Les professionnels consentent souvent des rabais, mais aux seuls clients ayant un pouvoir de discussion, c'est-à-dire généralement l'Etat et les grosses collectivités locales, les particuliers et les petites collectivités payant le prix fort.

La commission recommande donc d'interdire la publication et l'utilisation des séries de prix et souhaite que soient, au contraire, publiées des mercuriales de prix individuelles effectivement pratiquées.

Une recommandation qui, si elle était suivie par le ministère de l'économie et des finances, ferait l'effet d'une véritable bombe dans les professions du bâtiment.

CONJONCTURE

Le budget de 1986

Les effectifs de la fonction publique seront à nouveau réduits

Les ministres démissionnaires viennent de recevoir du premier ministre la « lettre de cadrage » qui fixe les premières orientations du budget de l'Etat pour 1986. Le mot d'ordre est toujours aux économies en ce qui concerne la fonction publique. M. Fabius parle de « mise en réserve des effectifs de 1 % », ce qui concrètement correspondrait à la suppression de vingt-cinq mille postes. Les dépenses courantes des ministères (une quarantaine de milliards de francs) devront être réduites de 3 %

(après 2 % cette année). En ce qui concerne les aides et interventions (une masse de plusieurs centaines de milliards de francs), « un effort tout particulier de réexamen exhaustif » de ces dépenses est demandé. Les crédits d'investissement en autorisations de programme sont plafonnés à leur niveau de 1985 en francs courants. Des crédits supplémentaires pour l'informatisation des ministères pourront être accordés si des gains de productivité sont réalisés.

SOCIAL

LES NÉGOCIATIONS SUR L'EMPLOI

Le patronat fait montre de lenteur selon la CFDT

Les discussions entre les syndicats et le patronat autour de l'emploi vont avancer lentement, en raison de la diversité des positions et des incertitudes au sein même des deux « camps ». Le CNPF, qui doit donner sa réponse aux syndicats après la réunion de sa commission sociale ce jeudi 11 avril et de son conseil exécutif, lundi 15 avril, paraît engagé dans « une démarche lente », selon l'expression de M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, dernière centrale syndicale à avoir été reçue par le CNPF mercredi 10 avril en fin de matinée.

Le seul élément positif que le leader cégétiste ait enregistré à l'issue de sa rencontre est « le début prochain de négociations sur la valorisation des indemnités de chômage partiel, bloquées depuis longtemps ». En revanche, a dit M. Maire, « sur deux facteurs essentiels de création d'emplois, la durée et l'organisation du travail, la maîtrise concertée des effets des changements technologiques, il n'y a pas de volonté du CNPF de reprendre des négociations immédiatement. Ce n'est pas un refus,

mais une lenteur ». La CFDT entend donc faire pression sur les syndicats patronaux pour obtenir des négociations sur ces points dans les branches professionnelles.

Sur les « contretravaux de formation-recherche d'emploi (CFR) », lancés par le gouvernement, les discussions restent aussi incertaines. Pour la CFDT, la négociation doit être liée à une reprise de celle sur les procédures de licenciement en général. Selon M. Maire, les CFR doivent être « le dernier recours après la mise au point du plan social », respecter « le volontariat des salariés », « servir à une orientation et à une véritable formation des salariés ».

Enfin, élément négatif selon M. Maire, le CNPF aurait manifesté son intention de mener une campagne publique pour remettre en cause le SMIC, dont le niveau trop élevé, selon l'organisation patronale, serait à l'origine de l'absence de la création d'emplois. La CFDT voit là une « bataille retardataire » et « une des raisons des retards de la modernisation dans notre pays ».

Tous les regards vous le diront : CERGY est une ville bien placée, quand on a de l'ambition.

CERGY est un carrefour stratégique dans le monde des affaires : déjà 800 entreprises, 9 banques, 8 grandes écoles commerciales et techniques. Et tous les services d'une capitale régionale.

CERGY est à l'ouest symbole de réussite et de prestige et garant d'un placement sûr.

De la place au Soleil.

Vous aimez les contacts. CERGY est à 30' de Paris. A quelques secondes de partout par la télématique, le câble et les satellites. C'est aussi une ville chaleureuse, avec les boutiques de luxe et les terrasses de café de son nouveau centre ville.

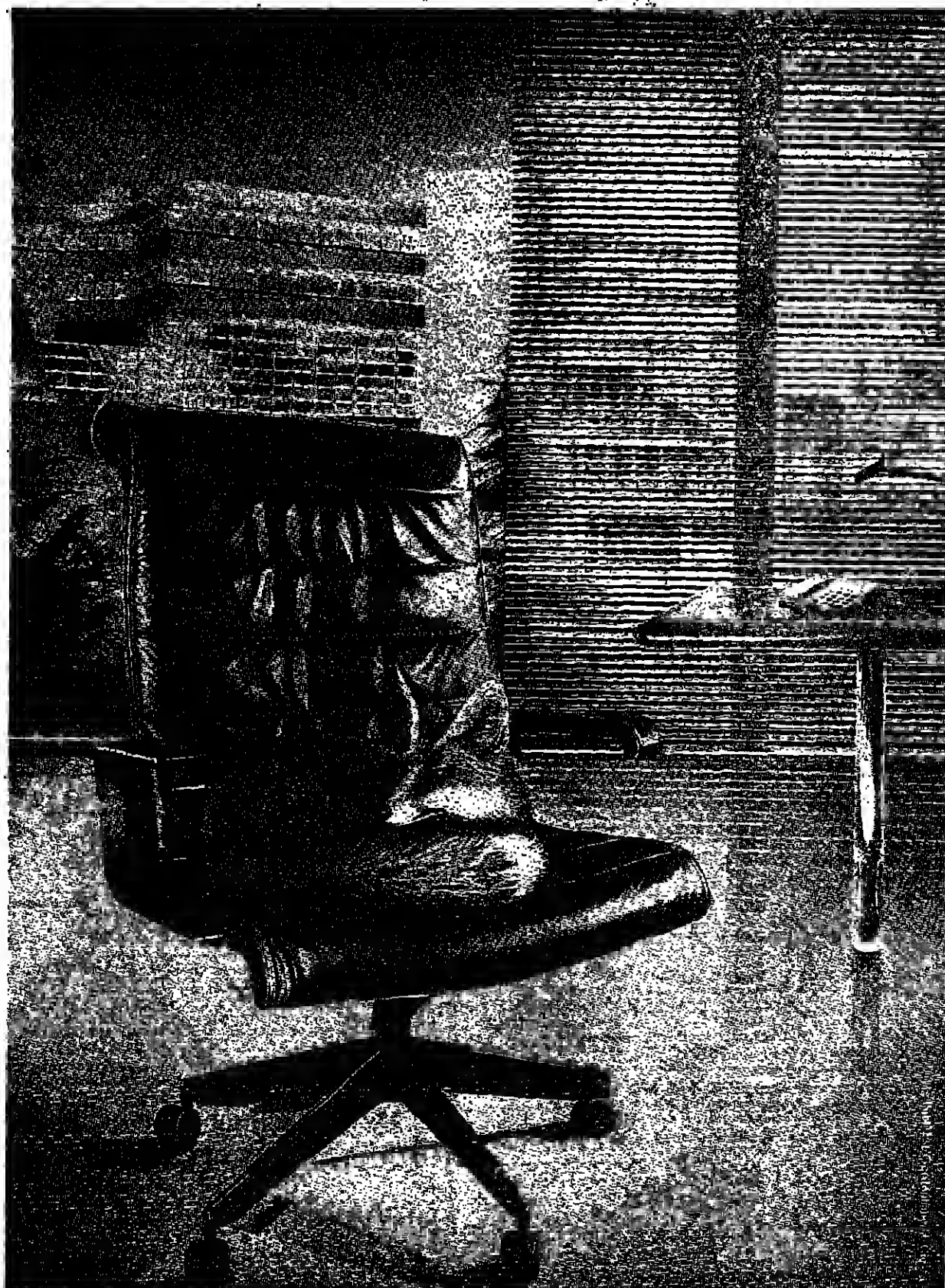
Vous aimez respirer : CERGY est une ville naturelle : 500 ha de parc, des tennis et bientôt un golf.

Maison individuelle ou appartement en petit immeuble de standing, votre place est à CERGY, parce que vous aimez être bien placé.



CERGY-PONTOISE
UNE VIE BIEN PLACÉE

Informations : Etablissement Public d'Aménagement TEL (3) 031.23.93



مكتبة الامانة

هنا امه الاصل

VOLVO

Ventes

Les ventes du groupe en 1984 se sont élevées à SEK 87,05 milliards (contre SEK 99,46 milliards en 1983). La diminution des ventes est due au repli volontaire de l'activité de courtage pétrolier de SIC et à la sortie de AB Catena et de Wihl Sonesson AB du périmètre de consolidation du groupe Volvo en 1984.

Les ventes du 4^e trimestre 1984 se sont élevées à SEK 23,34 milliards.

Les ventes hors de Suède se sont élevées à SEK 73,38 milliards (84,30 en 1983) et représentent 84 % des ventes totales (contre 85 %).

Résultats

Les résultats du groupe avant dotations, impôts et part des actionnaires minoritaires se sont élevés à SEK 7,64 milliards (3,80 en 1983).

L'amélioration du résultat reflète principalement la progression des résultats des secteurs voitures et camions, ainsi qu'une réduction considérable des pertes du secteur énergie.

Le résultat de 1984 fait apparaître un taux de rentabilité de 22,9 % (18,1 en 1983) sur les capitaux investis, non compris les dettes à court terme, ne portant pas intérêt.

Investissements - Liquidités - Employés

Les investissements bruts en terrains, immeubles et équipements se sont élevés à SEK 2 599 millions (2 397), dont SEK 1 910 millions (1 375) pour le secteur des moyens de transport.

A fin 1984, le nombre d'employés du groupe Volvo s'élevait à 68 586, soit une progression de 3 900 personnes pendant l'année (Catena et Sonesson exclus).

Dividende

Le conseil d'administration et le président directeur général proposent de distribuer aux actionnaires un dividende de SEK 5,30 (5,23 par action, soit un total de SEK 411,3 millions (399,1)).

DOCKS DE FRANCE

Les Docks de France, à la suite de négociations menées avec le concours de la Banque de l'Union européenne, viennent d'acheter au Groupe Primisrères la participation minoritaire qu'il détenait dans la Société COFRADEL : les Docks de France portent ainsi leur participation à 91 % du capital.

La pleine appartenance de Cofradel au groupe Docks de France complète l'opération engagée en 1979 et constitue un facteur d'amélioration des résultats consolidés.

Par ailleurs, Docks de France et Primisrères sont convenus de mettre à l'étude les opportunités de collaboration.



Le conseil d'administration d'Avenir, réuni sous la présidence de M. Claude Marin, le 2 avril 1985, a pris connaissance des résultats de la société pour l'exercice 1984.

Le chiffre d'affaires hors taxes de la société s'est élevé à 670 millions de francs en progression de 11,43 % par rapport à l'exercice précédent. Le résultat net après impôts s'élève à 16 millions de francs.

Le conseil d'administration proposera à l'assemblée générale qui se tiendra le 18 juin 1985 de distribuer un dividende net de 20 F assorti d'un impôt de 10 F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES EAUX

Dans sa séance du 3 avril 1985, le conseil d'administration a examiné les comptes de résultats de la Compagnie pour l'exercice 1984.

Le chiffre d'affaires hors taxes établi hors produits financiers, selon la définition du nouveau plan comptable, a atteint 6,925 milliards de francs ; il est en hausse de 9,94 %. Le bénéfice net s'élève à 285,667 millions de francs (+10,71 %).

Dans les comptes de résultats les amortissements figurent pour 109,5 millions de francs (contre 94,1 millions de francs en 1983), et les provisions d'exploitation pour 449 millions de francs (contre 403,2 millions de francs). L'impôt sur

les sociétés s'élève à 226,3 millions de francs.

Le conseil d'administration propose à l'Assemblée générale que le dividende soit fixé à 18,75 francs (28,125 francs avec l'impôt fiscal) contre 17 francs (25,50 francs avec l'impôt fiscal) pour l'exercice précédent. Le dividende s'applique aux 11 241 385 actions entre lesquelles est réparti le capital social depuis 1983.

Ces résultats peuvent être considérés comme favorables et traduisent un effort de rigueur particulier, dans une conjoncture difficile, caractérisée notamment par une progression modérée des volumes d'eau consommés.

GRUPPO SOCIÉTÉ GÉNÉRALE SOGEBAL

Le conseil réuni le 12 mars 1985 a arrêté les comptes de l'exercice 1984.

En 31 décembre, le patrimoine de Sogebal atteignait 5 618 MF, en valeur brute, soit 4 016 MF après amortissements, et le montant des déductions restant à effectuer sur engagements donnés s'élevait à 294 MF.

Le total des fonds propres (capital, primes et réserves légales) était de 1 290,5 MF.

Les recettes locatives ont atteint 528,3 MF et le bénéfice net s'est élevé à

325,6 MF dont 57,9 MF de plus-values réalisées sur des cessions d'immeubles à leurs locataires.

Le conseil propose à l'Assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 9 mai prochain, de distribuer une somme de 309,3 MF.

91,2 MF représenteront l'intérêt statutaire de 8 % servi sur le montant des actions ; le solde, soit 218,1 MF sera réparti entre les catégories d'actions en fonction de leurs droits respectifs sur les produits d'adhésion des immeubles qu'elles ont contribué à financer.



GRUPPO DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

SITUATION DES SICAV AU 29 MARS 1985

| | C.I.P. | A.G.F.I.M.O. | A.G.F. 5000 60 % minimum en actions françaises (1) | A.G.F. INTERFONDS | PHÉNIX PLACEMENT |
|---|----------------------------------|----------------------------------|---|----------------------------------|--------------------------------|
| Nombre d'actions | 1 186 384 (Nominale de 100 F) | 3 052 825 (Nominale de 100 F) | 1 334 102 (Nominale de 100 F) | 1 150 766 (Nominale de 200 F) | 551 839 (Nominale de 200 F) |
| Actif net par action | 804,82 | 440,69 | 287,58 | 358,83 | 258,34 |
| Actif net total | 954 820 510 | 1 345 354 670 | 383 660 760 | 412 932 433 | 220 068 488 |
| Répartition de l'actif (en pourcentage) : | | | | | |
| - Disponible | 6,46 | 6,21 | 2,30 | 6,60 | 2,18 |
| - Obligations françaises | 32,23 | 29,93 | 30,06 | 56,86 | 93,84 |
| - Obligations étrangères | 3,23 | 0,20 | — | 33,39 | 3,98 |
| - Actions françaises | 24,97 | 54,85 | 60,64 | 3,14 | — |
| - Actions étrangères | 36,11 | 8,81 | 6,80 | 0,01 | — |
| Rappel : | | | | | |
| - Dividende par action : | | | | | |
| - Montant net et avoir fiscal | 44,28 + 2,88 | 25,29 + 1,17 | 17,21 + 1,78 | 25,53 + 1,60 | 26,25 + 2,30 |
| - Date de paiement | 4 mai 1984 | 4 mai 1984 | 4 mai 1984 | 4 mai 1984 | 4 mai 1984 |

Souscriptions : Service des transferts, 33, rue La Fayette, 75009 PARIS, et Banque générale du Phénix, 31, rue La Fayette, 75009 PARIS.

(1) Loi du 13 juillet 1978.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique O.S.P.

- 64, rue La Boétie, 563.12.66

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 23 avril 1985 à 13 h 30
En deux lots : 13, rue Berthier à
PANTIN (93)
1^{er} UN STUDIO
au rez-de-chaussée, 2^e pte à dte
2^e UN STUDIO
au rez-de-chaussée, 1^{er} pte à dte
Mise à prix : 35000 F chaque lot
S'ad. pr renseignements à :
1. SCP Schmidt David, av. à Paris 17^e,
76, av. de Wagram, Tél. : 766-16-09
du lun. au ven. entre 10 h et 12 h.
2. Aa Cl de M^{re} J. Pietruszky, av. à
Pantin (93), 28, r. Scandicci.
3. S/lieux pr vis. Pr connaître les heures
de vis., tél. au 766-16-09
aux mêmes heures que ci-dessus.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 23 avril 1985 à 14 h
UN APPARTEMENT
Esc. D, r.dch. sur le palier :
pne phoc, cuis, W.C.
cave au sous-sol, 17^e ét.
211 M² A. rue de Bercy
PARIS 12^e
Mise à prix : 60 000 F
S'ad. pr renseignements à :
1. SCP Schmidt David, av. à Paris 17^e,
76, av. de Wagram, Tél. : 766-16-09
du lun. au ven. entre 10 h et 12 h.
2. Aa Cl de M^{re} J. Pietruszky, av. à
Pantin (93), 28, r. Scandicci.
3. S/lieux pr vis. Pr connaître les heures
de vis., tél. au 766-16-09
aux mêmes heures que ci-dessus.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 23 avril 1985 à 13 h 30
En un seul lot
UN PAVILLON
d'habitation de 4 pièces princ.
28, rue de Verdun à
PIERREFITTE (93)
Occupé par la partie saisie
Mise à prix : 65000 F
S'ad. pr renseignements à :
1. SCP Schmidt David, av. à Paris 17^e,
76, av. de Wagram, Tél. : 766-16-09
du lun. au ven. entre 10 h et 12 h.
2. Aa Cl de M^{re} J. Pietruszky, av. à
Pantin (93), 28, r. Scandicci.
3. S/lieux pr vis. Pr connaître les heures
de vis., tél. au 766-16-09
aux mêmes heures que ci-dessus.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY le Mardi 23 avril 1985 à 13 h 30
EN UN SEUL LOT
UN APPARTEMENT
dans un immeuble sis
à AUBERVILLIERS (93)
99, rue Jean-Jaures, de 2 pièces
principales au rez-de-chaussée
à droite. Mise à prix : 35 000 F
S'adresser pour tous renseignements à :
1^{er} la SCP SCHMIDT et DAVID
avocats au Barreau de Paris, demeurant
même ville (75017), 76, av. de Wagram
tél. : 766-16-09, du lun. au ven.
entre 10 h et 12 h.
2^e au cab. de M^{re} Jeanine Pietruszky,
avocate à Bobigny, demeurant
28, rue Scandicci à Pantin (93500)
3^e sur les lieux pour vis. Pour connaître
les jours et heures de visites
766-16-09, du lun. au ven. de 10 h à 12 h.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Paris le Mercredi 24 avril 1985 à 14 h
à PARIS 4^e
DEUX LOGEMENTS AU 4^e ÉTAGE
1 - pte face dte, 2 pièces 4/ruc et 27/1 000.
2 - pte face gche pte dte, s/courte comp. entré, ch. cuis. w.-c. 2 débarras et
27/1 000 - au 6^e étage chambre n^o 10 et 4/1 000 - un sous-sol cave numéro 7 et
27/1 000.
Mise à prix : 100 000 FRANCS
S'ad. pr renseignements à : M^{re} INBONA de la SCP MORIN, Lucas, Labona
Sté d'avis 4, av. Sully-Prudhomme, Paris 7^e, Tél. : 555-74-06

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Nanterre le Mercredi 24 avril 1985 à 14 heures - En 4 lots
NOTRE-DAME-DE-L'ISLE (27)
MAISON D'HABITATION surf. habit. 76 m²
Libre
Chemin des Fieles-Corbois, n^o 6 - cad. sect. AC n^o 187 pr 7 et 30 ca
Mise à prix : 220 000 F
2^e lot **TERRAIN A BATIR** cad. sect. AC n^o 186 pr 18 et 30 ca
Chemin des Fieles-Corbois
Mise à prix : 50 000 F
3^e lot **TERRAIN A BATIR** cad. sect. AC n^o 185 pr 9 et 28 ca
Chemin des Fieles-Corbois
Mise à prix : 50 000 F
4^e lot - A NANTERRE (92)
IMMEUBLE A USAGE DE COMMERCE
1 bis, boulevard du Midi, cadastre sect. CO n^o 77 pr 1 et 87 ca.
Mise à prix : 280 000 F
S'ad. pr renseignements à : M^{re} REYNAUD-DUPORT, av. à Nanterre, 47 bis, r. de Stalingrad,
tél. 721-49-95 - M^{re} X. SALON, avocat à Versailles, 19, r. Ste-Sophie, tél. 950-01-69

Vente après liquidation de biens, au Palais de Justice, NANTERRE le Mercredi 24 avril 1985, à 14 h - En un lot
APPARTEMENT À PARIS (10^e)
au 2^e ét. pte gche, comp. de 3 ptes cuis., w.-c., débarras, lot n^o 8 du règlement de cop. -
UNE CAVE n^o 36 au-sol, lot n^o 39 du règlement de cop. - de un immeuble sis
208, rue de Valenciennes-Saint-Martin - LIBRE
Mise à prix : 100 000 F
S'ad. à M^{re} GUILBERTIEU, av. - la Vallée, 38, square de la Brèche-aux-Loupes,
à NANTERRE, tél. : 260-20-49 - M^{re} LABRELY, syndic, 130, r. du 8-Mai-1945, à
NANTERRE (92000) - Au greffe des créances du TGI de NANTERRE, Palais de
Justice, où le cahier des charges est déposé - Sur les lieux pour visiter.

VENTE au Palais de Justice de Paris, Jeudi 25 avril 1985, à 14 h. EN 3 LOTS
- Dans un immeuble à PARIS (18^e)
13, RUE DES CLOYS
et 24, rue de la Chapelle
1^{er} APPART. 2 p. cuis. au 2^e ét. CAVE
M. à P. : 30 000 F
2^e APPART. 2 p. cuis. au 4^e ét. CAVE
M. à P. : 30 000 F
- à CONCHÉ-DE-BEARN (Py. Atlant.)
de 1230 m², isolé - Le
Palais - M. à P. : 10 000 F
S'ad. SCP Le Sourd-Doranges, avocats,
27, quai Anatole-France, Paris (7^e).
Tél. 551-31-60 - M^{re} PINON, syndic, 16, r.
de l'Abbaye-de-Épée, Paris (5^e) : si avocats
postulant près le Trib. gde inst. de Paris.

Vente à saisie immob. Palais de Justice Nanterre, Mercredi 24 avril 1985, à 14 h
UN PAVILLON
Superficie 3 ares 10 centiares
à CLAMART (92)
3, allée Mario-Thérèse
MISE A PRIX : 80 000 F
S'ad. M^{re} Fournier-Bernard Chabert, avocat
au barreau des Hts-de-S., 16, av.
Charles-de-Gaulle, Nanterre-a-Seine (92)
M^{re} A. FITZGERALD, avocat au Barreau
de Paris, 11 bis, rue
Perrault, Paris (8^e). Tél. 522-22-86. Tous
avocats pr Tribunal gde inst. de Nanterre.
Sur les lieux pour visiter.

Ville de Paris - Adjudication s/auventure du dixième,
en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet,
le MARDI 30 AVRIL 1985, à 14 h 30
UN APPARTEMENT 3/4 P. 89 m² env.
33, AV. DU MARÉCHAL LYAUTEY, PARIS (16^e)
STUDIO, 132, bd SUCHET, PARIS (16^e)
LIBRES - M. à P. : 1 925 000 F - 280 500 F.
Consignation pour enchérir 20 % M. à P. en chèque certifié.
M^{re} Mahot de la Querantonnais, Bellargent, Lievre, notaires associés,
14, rue des Pyramides, Paris (1^{er}) - Tél. : 260-31-12.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice d'Evry (91)
rue des Mazillères - le mardi 23 avril 1985 à 14 heures
APPARTEMENT À RIS-ORANGIS (91)
La Ferme du Temple, Bâtiment F, 2^e étage, s.v. Cave et Parking
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
Consignation indispensable pour enchérir
Renseignements : SCP AROUN TRUILLON, Av. 4, bd de l'Europe à EVRY (91),
Tél. : 070-30-45

Vente sur enchères publiques sur saisie immobilière au Tribunal de grande instance
de VERSAILLES, Palais de Justice, 3, place A.-Mignot, ou av. de l'Europe,
samedi 24 avril 1985, à 9 h 30
En trois lots, à
ROCHEFORT-EN-YVELINES (Yvelines)
dans un ensemble immobilier, 51, rue Guy-Le-Basque
1^{er} lot - STUDIO av. PARKING
Mise à prix : 100 000 F
2^e lot - STUDIO av. PARKING
Mise à prix : 100 000 F
3^e lot - UN PARKING SEUL
Mise à prix : 3 000 F
Pr renseignements, s'ad. à M^{re} REGRETTEZ, av. à VERSAILLES (78000),
39, av. de St-Cloud, tél. : 021-46-46 - Tr. av. de VERSAILLES.

Vente Palais Justice PARIS - Jeudi 25 avril 1985, à 14 heures
APPARTEMENT À CHAMPAGNE-AU-MONT-D'OR
(Rhône) - Boulevard de la République, n^o 13
de quatre pièces principales - Cave et garage - LOUÉ
MISE A PRIX : 120 000 F
M^{re} Yves TOURAILLÉ, av. à PARIS (9^e), 48, r. de Cléry, tél. : 874-45-85 -
M^{re} A. PERNOT, synd. à PARIS, 144, rue de Rivoli.

VILLE DE PARIS - ADJUD. en la Chambre des Notaires de PARIS le MARDI 30 AVRIL 1985, à 14 h 30
LE DROIT AU BAIL de LOCAUX COMMERCIAUX
21, RUE DE PROVENCE - PARIS (9^e)
Reg. de chaudière : 118,52 m² - s/sol : 59 m² - 1^{er} étage : 19,38 m²
Bail 3, 6, 9 ans à c. du jour de l'adj. LOYER ANNUEL : 155 000 F
LIBRE - MISE A PRIX : 300 000 FRANCS
Consignation pour enchérir 60 000 F en un chèque certifié
M^{re} MAHOT DE LA QUERANTONNAIS, BELLARGENT, LIEVRE,
notaires associés, 14, rue des Pyramides, Paris (1^{er}), Tél. : 260-31-12.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 25 avril 1985 à 14 heures - En un lot
APPARTEMENT DE 3 PIÈCES
principales au 2^e étage du bâtiment AS, CAVES, PARKING
d'un ensemble immobilier 28-22, avenue de Chatelet à
PARIS 13^e arrondissement
MISE A PRIX : 230 000 F
Pour tous renseignements, s'ad. à M^{re} Ch. HERAN, avocat à PARIS (17^e), 17, rue Alphonse-
de-Neuville, tél. 267-07-21. Au greffe du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est
déposé. Sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 25 avril 1985 à 14 heures
à MAGNY-LES-HAMEAUX (Yvelines)
Lieu dit « le Village » - En trois lots
UNE PROPRIÉTÉ cont. 38.120 m²
Grande MAISON, dépendances, cour et verger - LIBRE
MISE A PRIX : 800.000 FRANCS
UNE PROPRIÉTÉ cont. 3.735 m²
comprisant MAISON rurale, dépendances, cour et terrain - LIBRE
MISE A PRIX : 300.000 FRANCS
TERRAIN de 2.435 m² - LIBRE Mise à prix : 100.000 francs
Faculté de réunion des 2 et 3
M^{re} Yves TOURAILLÉ, avocat à PARIS (9^e), 48, rue de Cléry, 874-45-85 -
M^{re} A. PERNOT, synd. à PARIS, 144, rue de Rivoli, visitez les 13, 14, 20 et
21 avril 1985 de 11 heures à 13 heures.

Cabinet de M^{re} L. LEBREUX, avocat à NANTERRE, 28, rue Salvador-Allende
VENTE sur SAISIE IMMOBILIÈRE au Palais de Justice de NANTERRE le
MERCREDI 25 AVRIL 1985, à 14 h - EN DEUX LOTS
1^{er} lot **UN LOCAL COMMERCIAL DE 899 m²**
au premier sous-sol, bâtiments C et D
2^e lot **UN LOCAL COMMERCIAL DE 887 m²**
au rez-de-chaussée, bâtiments C et D
à PUTEAUX (Hauts-de-Seine)
63 à 67, rue Eugène-Bloch, cour et terrain - LIBRE
MISES A PRIX : 1^{er} lot 900 000 F - 2^e lot 200 000 F
S'ad. M^{re} Jean-Serge LORACH, avocat à PARIS (8^e)
2, avenue Marceau - Tél. 720-75-75

Vte Palais de Justice NANTERRE - Mercredi 24 avril 1985 à 14 h
APPARTEMENT A GUILLAUME (06)
2 pièces, cuis. s.d.b., W.C., loggia - dans un ensemble immobilier
de 100 m² - Quartier du Centre de Paris
MISE A PRIX : 176 000 FRANCS
S'adresser à M^{re} WISLIN, avocat, 7, avenue de Madrid 92200 Nanterre-sur-Seine

Vente Palais Justice PARIS, Jeudi 25 avril 1985, 14 heures
APPART. PARIS 7^e 18, r. d'ESTREES
avec MEZZANINE : 6 pièces principales plus une CAVE
Bâtiment sur rue - Bâtim. 1, 4^e étage droit
M. à P. 500.000 F s'ad. M^{re} BOISSEL
Avocat Paris, 14, rue Saint-Antoine, Tél. 261-01-69

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de Versailles le Mercredi 24 avril 1985 à 9 h 30
PAVILLON d'HAB. à BULLION (78)
Lieu dit « La Grange de Longchamps »
MISE A PRIX : 300 000 FRANCS
S'ad. à M^{re} Gilles Courty, av. à Versailles - 32, av. de St-Cloud - Tél. : 950-02-28
M^{re} Jacques et Bernard Audebert - Av. aux 2 Versailles et à Paris
près le Tribunal de Grande Instance de Versailles

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS le JEUDI 25 AVRIL 1985 à 14 heures
UN APPARTEMENT de 2 ptes princ., cuis. s.d.b., w.-c.
Jouissance : jardin privatif, au
rez-de-chaussée dans hall, 2^e pte à gauche, lat. A de l'immeuble
75, RUE DE L'ASSOMPTION - PARIS (16^e)
PARKING n^o 46 et CAVE n^o 13
Rattachés aux lots 1, 135 et 79 du règlement de cop. cop. cadastre sect. 1601 et
n^o 39 pour une cop. de 13 à 30 ca.
M. à px 135000 F - S'ad. M^{re} J.-M. CONDINET
avocat, 18, rue Bérche, PARIS (9^e) - Tél. 874-69-97 et 64-99

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

- 10 avril

En hausse

Argent disponible et sélectivité des placements, tels sont les deux maîtres-mots toujours de rigueur à la Bourse de Paris, où se poursuivent les achats alors que d'aucuns persistent à dire que, décidément, « ça commence à devenir bien cher... »

Toujours aussi présentes sur le marché, les sociétés d'investissement à capital variable (Sicav) ont vu leur encours progresser de 12 milliards de francs durant le mois de mars 1985 pour atteindre la somme de 340 milliards de francs, soit une augmentation de 43 milliards de francs pour les trois premiers mois de l'année. Une période pendant laquelle l'encours des fonds communs de placement (FCP) représentait, de son côté, 72 milliards de francs fin mars contre 65 milliards de francs fin décembre 1984.

Mais l'essentiel des achats continue à bénéficier au secteur obligatoire, lequel en reste le prédominant mardi avec un total de 1,79 milliard de francs échangé (sur 2,4 milliards pour l'ensemble du marché) contre 563 millions de francs pour les seules actions (dont 504 millions de francs pour les valeurs françaises à revenu variable).

Mercredi, le déséquilibre était, à première vue, sensiblement identique mais les actions françaises, en hausse de 0,2 % la veille, gagnaient 0,6 % dans le sillage de Raffinage et de Comptoirs modernes (+ 6 % à 7 %), en tête des gains les plus marqués de la séance, suivis par Bail Equipement, Imélat, Europe 1, Signaux, Presses de la Cité, Sanofi, La Redoute et ACCOR. A l'inverse, DMC, Eurofrance, Béghin-Say, ADG, Poliet, cédaient : 2 % à 4 %.

Sur le marché de l'or, le lingot a gagné 200 F, à 99 900 F, le napoléon mettant 1 F à son actif, à 592 F. A Londres, le métal fin s'est traité à 323,30 dollars l'once contre 323,10 mardi.

Introduite le 10 avril sur le marché officiel, la mine d'or canadienne Echo Bay Mines Ltd a été cotée à 121 F.

LA VIE DE

NEW-YORK

En hausse

Beaucoup plus déterminés que la veille, le marché *new-yorkais* a progressé sur une vague d'optimisme, dans le sillage d'un certain nombre de valeurs vedettes : « Blue Chips », telles que IBM, ATT ou encore General Motors. Au vu de l'évolution de la cote, on constate que les titres de valeurs boursières et financières se comportent particulièrement bien, à la fois en raison de la confiance des investisseurs et de la situation financière très saine de ces sociétés. (J.-P. Morgan vient d'annoncer une hausse de 15 % de son bénéfice net au premier trimestre 1985, à titre d'exemple) et de propos tendant à faire penser que les taux d'intérêt devraient légèrement baisser à l'été prochain, en raison de la baisse des fonds fédéraux s'établissant au alentours de 9 1/8 %.

En clôture, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles, qui, d'embée, faisait preuve de bonnes dispositions, affichait un gain de 6,08 points - son meilleur score depuis un bon mois - pour s'établir à 1 259,94. Le volume des échanges remontait à plus de 108 millions d'actions, contre 84 millions mardi. Uniprival fin, l'un des plus importants « pneumaticiens » américains et qui fait l'objet d'une OPA « innamale » de la part d'un groupe financier mené par M. Carl C. Icahn, pour un montant de 100 millions de dollars, a été déclaré décliné d'importantes transactions sur le titre de la société : 2,2 millions d'actions échangées pour un cours de 183/4, en hausse de 7/8 d'une séance à l'autre.

| VALEURS | Cours de 8 h 15 | Cours de 10 h 15 |
|----------------------|-----------------|------------------|
| Alcoa | 34 7/8 | 34 1/2 |
| Amstar | 52 1/2 | 52 1/2 |
| Bayer | 52 5/8 | 53 |
| Chem. Manhattan West | 52 7/8 | 53 1/2 |
| Chem. Manhattan East | 52 7/8 | 53 1/2 |
| Chem. Manhattan | 52 7/8 | 53 1/2 |
| Eastman Kodak | 85 1/2 | 86 1/8 |
| Exxon | 50 5/8 | 50 3/4 |
| General Electric | 53 3/8 | 53 7/8 |
| General Motors | 50 3/4 | 51 1/4 |
| General | 50 3/4 | 51 1/4 |
| Goodrich | 26 5/8 | 27 1/8 |
| IBM | 124 1/2 | 124 1/2 |
| I.T.T. | 34 7/8 | 35 1/8 |
| Mobil Oil | 29 1/4 | 29 3/4 |
| Rockwell | 29 1/4 | 29 3/4 |
| Schlumberger | 37 1/2 | 38 1/8 |
| Texasco | 35 1/4 | 35 3/4 |
| Union Carbide | 37 5/8 | 37 3/4 |
| U.S. Steel | 29 1/2 | 29 5/8 |
| Westinghouse | 43 1/4 | 44 |
| Xerox Corp. | 44 | 44 |

LA VIE DES SOCIÉTÉS

GÉNÉRALE DES EAUX. — « Numéro un » du traitement des eaux en France, la Compagnie annonce, pour l'exercice 1984, un bénéfice net de 285,6 millions de francs, en hausse de 10,7 % sur l'exercice précédent, sur un chiffre d'affaires de 6,9 milliards, lui-même en progrès de 10 % d'une année à l'autre. Au titre de cet exercice, le dividende sera porté à 18,75 F, montant net, contre 17 F pour l'année précédente.

ALSACIENNE DE SUPER-MARCHÉS. — La société va proposer, au titre de l'exercice 1984, de distribuer un dividende net de 22 F, en augmentation de 10 % sur l'année précédente, compte tenu d'un capital augmenté de 21 %. Le bénéfice net de ce groupe spécialisé dans la distribution (il compte actuellement plus de soixante points de vente répartis essentiellement

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

| | | |
|--------------------------|---------|----------|
| | 9 avril | 10 avril |
| Valeurs françaises | 115,4 | 115,8 |
| Valeurs étrangères | 106,9 | 107,5 |

C^e DES AGENTS DE CHANGE

| | | |
|----------------------|---------|----------|
| | 9 avril | 10 avril |
| Indice général | 216 | 216,7 |

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE :

| | |
|---------------------------------|------------------------------------|
| Taux du marché monétaire | |
| Effets privés du 11 avril | 10 1/2 % |
| COURS DU DOLLAR A TOKYO | |
| 1 dollar (= yen) | 10 avril 254 00 11 avril 254 77 |

Dans la quatrième colonne, figurant
tous les cours de

ment en région parisienne et en Alsace-Lorraine), ayant progressé de 17,2 % l'année dernière, pour atteindre 38,4 millions de francs.

BANQUE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS. - Cet établissement de crédit a réalisé, au cours de l'exercice 1984, un bénéfice net de 10,9 millions de francs, en progression de 22,5 % sur l'exercice précédent.

l'année précédente, au cours de laquelle il avait déjà augmenté de 20 %. Ce résultat, qui s'est pu être obtenu en dépit du « poids élevé des provisions » (elles sont passées de 24 à 31 millions) de francs d'une année à l'autre), « justifiées par la situation du bâtiment et des travaux publics », provient du fort développement des activités financières de la Banque (dont les capitaux gérés ont progressé de 76 %), outre certains

efforts de productivité. L'exercice 1984 a également été marqué par le succès du « prépalement BTIP », une formule de crédit fondée sur la cession de créances et

qui représente, désormais, près de la moitié des encours de crédits à court terme de la Banque du bâtiment et des travaux publics.

CAP GEMINI SOGETI. — Les actions de cette société informatique seront introduites durant la seconde quinzaine du mois de juin sur le second marché de la Bourse.

de juin sur le second marché de la Bourse de Paris, dans le cadre d'une opération conduite par Lazard Frères, le Crédit lyonnais, Indosuez et la Société lyonnaise

de banque.

BOURSE DE PARIS Comptant 10 AVRIL

[illegible]

Règlement mensuel

E : coupon détaché; * : droit détaché;
 O : offert; D : demandé.

| au jour par rapport à ceux du 1 ^{er} janvier | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|------------------|------------------|----------|---------|-------------|------------------|------------------|----------|---------|-------------|------------------|------------------|----------|---------|-------------|------------------|------------------|----------|---------|
| Composition | VALEURS | | | | Composition | VALEURS | | | | Composition | VALEURS | | | | Composition | VALEURS | | | |
| | Cours précéd. | Précéd. cours | % + - | VALEURS | | Cours précéd. | Précéd. cours | % + - | VALEURS | | Cours précéd. | Précéd. cours | % + - | VALEURS | | Cours précéd. | Précéd. cours | % + - | VALEURS |
| 1890 A.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | 7236 | 1720 | 1731 | - 0,23 | 640 | 554 | 559 | + 0,90 | 286 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 123 | 1005 | 1010 | - 0,18 | 100 | | |
| 1890 B.S. 5% 1873... | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |

هذه امة الاصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DÉBATS

2. L'AUTRE : « La réflexion du feu », par Ashraf Sahrani : « Immigration et préférence nationale », par Jean-Yves La Gallou.
3. LA POPULATION juive de France, de Doris Bensimon et Sergio Della Pergola.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
3. ASIE
4. PROCHE-ORIENT
- 5-6. AMÉRIQUES
- « PÉROU : une démocratie en état de choc » (II), par Marcel Niedergang.
6. AFRIQUE
6. EUROPE

POLITIQUE

- 7-8. Les réformes électorales.
9. La situation en Nouvelle-Calédonie.

SOCIÉTÉ

10. ÉDUCATION : les nouveaux manuels d'éducation civique.
- « POLICE : le projet de modernisation est bien accueilli par les syndicats ».
25. RELIGION : Jean-Paul II s'est entretenu avec M. Le Pen.

89 FM

à Paris

Allé « Le Monde »

232-14-14

Jeu 11 avril, 18 h 45

L'Eglise et la droite en France

ALAIN WOODROW

répond aux questions

des auditeurs et des lecteurs

Débat animé

par CHRISTIAN VILLAIN

23. SPORTS : Les Girondins de Bordeaux défaits par la Juventus de Turin (3 à 0).

24. MÉDECINE : ANCIENS COMBATTANTS.

LE MONDE

LES LIVRES

11. George Dumézil, l'éternel enquêteur : C. de Roland-Manuel, le scapulaire passionné.
12. LA VIE LITTÉRAIRE.
13. PHILOSOPHIE : l'empire des songes.
14. HISTOIRE LITTÉRAIRE : Victor Hugo.
- 15-16. LETTRES ÉTRANGÈRES : Virginia Woolf ; Chaim Potok ; Gustav Dorn.
20. LE FÉLLETON : Hervé Guibert et Bruno Guy-Lussac.

CULTURE

21. EXPOSITIONS : James Tissot au Petit Palais ; Les « Immémoriaux » au Centre Georges-Pompidou.
- CINÉMA : Brother, de John Sayles.

ÉCONOMIE

27. Le commerce international en question.
28. AFFAIRES : un entretien avec M. Michel Charzat.
29. CONJONCTURE : SOCIAL.

RADIO-TELEVISION (23)

INFORMATIONS

SERVICES (25) :

« Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés ; Loterie nationale ; Taco-Tac ; Loto.

Annuaire classé (26) ; Carnet (24) ; Programmes des spectacles (22) ; Marchés financiers (31).

(Publicité)

Mocassins HOMME, EN CUIR 199 francs !

Escarpins en cuir pour femme : 239 F ; « collé » cuir orfèvre : 189 F, etc. Pourquoi ces prix stupéfiants ? Parce que l'entreprise HET, à des rapports privilégiés avec certaines fabriques de chaussures de qualité. Quatre points de vente : 24, rue de la Verrerie, derrière le B.H.V., 19, rue J.-Louis-Tessier (10^e), 10^e St-Fargeau, 42, rue Claude-Terrasse (16^e), 10^e Pte-St-Cloud, de 11 h à 19 h 30, lundi au samedi, 238-10-01.

A B C D E F G H

APRÈS L'ASSASSINAT D'UN OPPOSANT LIBYEN EN RFA

Bonn n'envisage pas de mesures de rétorsion contre Tripoli

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement de Bonn a renoncé à prendre des mesures de rétorsion contre Tripoli à la suite de l'assassinat d'un opposant libyen à Bonn le samedi 6 avril (Le Monde du 9 avril). Son porte-parole, M. Peter Bönisch, a souligné à l'issue du conseil des ministres, mercredi, qu'une rupture des relations diplomatiques avec la Libye ne mènerait à rien et que l'on ne disposait, pour le moment, d'aucune preuve permettant d'incriminer directement le gouvernement libyen. Le gouvernement s'est contenté d'appeler son ambassadeur à Tripoli en consultation, on le chargeant d'obtenir des Libyens de plus amples explications.

Convoqué mardi au ministère ouest-allemand des affaires étrangères, le chargé d'affaires libyen en RFA avait affirmé que son pays n'avait rien à voir avec l'affaire. L'assassin lui-même, Fatah al-Tarhoni, a également assuré avoir agi de sa propre initiative après avoir vu à la télévision libyenne la photo de Ghebl-el-Demni présenté comme un opposant à abattre.

M. Bönisch a indiqué que l'Office fédéral de la police criminelle à Wiesbaden (BKA) avait été averti, quelques jours après l'arrivée en Allemagne de Tarhoni, fin janvier, que celui-ci préparait un meurtre, probablement à Bonn. Le BKA avait transmis son information aux

services concernés du Land de Rhénanie du Nord-Westphalie et à la police de la capitale fédérale. Ce qui n'a pas empêché l'Office des étrangers de la ville de Bonn, qui n'aurait pas été prévenu de l'avis de recherche, de lui prolonger, fin février, son visa jusqu'au 21 avril.

Dans son avis de recherche, le BKA avait cité, parmi les cibles possibles, le nom de Demni, alors considéré à Bonn, où il vivait depuis 1979, comme l'un des responsables de l'opposition libyenne en exil en RFA. Il avait, à plusieurs reprises, en mai 1984, été l'objet d'une représentation de son pays, qui n'a pas meilleure réputation à Bonn que dans d'autres capitales.

Le gouvernement ouest-allemand, souvent accusé par les opposants libyens de ne rien faire pour les protéger, paraît décidé à vouloir classer l'affaire, et se rapproche derrière la nécessité d'agir de façon concertée au niveau européen. Il est vrai que chaque fois que les tribunaux allemands ont eu à traiter des délégués entre Libyens, cela s'est toujours terminé par de délicates négociations pour obtenir la libération de ressortissants ouest-allemands retenus en otage par Tripoli, et que Bonn est bien obligé de tenir compte des 1 500 Allemands qui vivent en Libye.

HENRI DE BRESSON.

L'assassin présumé d'Issam Sartauji jugé pour la seconde fois

De notre correspondant

Lisbonne. — « Non, je n'ai pas tiré sur Issam Sartauji. Non, je n'ai aucunement participé à l'opération. J'étais bien en Algarve au moment où Sartauji a été abattu, mais en tant que touriste. Un an après, la scène se reproduit dans le vieux tribunal d'Albufeira où se déroule, depuis mardi 9 avril, le deuxième procès du jeune Palestinien accusé d'avoir assassiné le conseiller de Yasser Arafat lors du congrès de l'Internationale socialiste, le 10 avril 1983.

La première fois, il avait été condamné à trois ans et demi de prison pour usage de faux passeport, les jurés n'ayant pas retenu le chef d'accusation qui le présentait comme le seul auteur de l'attentat. Ce verdict a été annulé en raison d'irrégularités commises pendant le procès.

L'identité de l'accusé n'est pas encore parfaitement établie. Selon le passeport qui lui a été confisqué au moment de son arrestation, il s'appellerait Al Awad. Répondant l'année dernière aux juges, il a donné un autre nom : Mohamed Raed. Récemment, et à la suite d'informations recueillies en Israël, la police portugaise lui a attribué un autre nom : Gamal Arabi.

Les preuves réunies sont-elles suffisantes pour convaincre cette fois-ci les jurés ? L'accusation n'a aucune doute à ce sujet. Après son arrestation, Gamal Arabi aurait fidèlement reconstitué l'attentat contre Issam

Sartauji. En outre, il aurait identifié l'endroit exact où l'arme du crime a été retrouvée. Enfin, le secrétaire personnel de Sartauji, blessé pendant l'attentat, et qui est présent à Albufeira, affirme reconnaître en lui l'assassin. Le jugement doit être rendu au début de la semaine prochaine.

JOSÉ REBELO.

LE ROI HUSSEIN ET M. YASSER ARAFAT SE CONCERTENT SUR D'ÉVENTUELS CONTACTS AVEC DES RESPONSABLES AMÉRICAINS

M. Yasser Arafat, chef du comité exécutif de l'OLP (CEOLP), a entamé, le mercredi 10 avril, des entretiens à Amman ayant pour objectif la définition des grandes lignes d'une action politique jordano-palestinienne, à quelques jours de la visite en Jordanie de M. Richard Murphy, secrétaire d'Etat adjoint américain pour les affaires du Proche-Orient. Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, doit également visiter Israël et la Jordanie en mai prochain.

On apprend de bonne source à Amman que les entretiens du chef de l'OLP avec le roi Hussein et son nouveau premier ministre, M. Zaid Rifat, porteront notamment sur l'élaboration d'une liste de personnalités palestiniennes représentatives, non affiliées à l'OLP et susceptibles de rencontrer M. Murphy à Amman.

Le porte-parole du département d'Etat américain avait, rappelé-t-on, affirmé jeudi dernier que M. Murphy ne rencontrerait pas de « membres déclarés de l'OLP » mais souhaiterait s'entretenir avec des « individus originaires de Cisjordanie et de la bande de Gaza », occupés par Israël.

De source américaine, on avait, d'autre part, indiqué la semaine dernière que M. Murphy était disposé à rencontrer à Amman une délégation composée de jordano-palestiniens à laquelle ne participeraient pas les membres de l'OLP.

Deux mois après son élaboration, l'accord Hussein-Arafat (du 11 février), qui a été favorablement accueilli par les pays de la Communauté européenne, paraît avoir également contribué à modifier l'attitude de l'administration américaine, qui, selon le New York Times, est décidée à jouer un « rôle diplomatique direct » en vue de renforcer la récente initiative de paix au Proche-Orient.

M. Arafat devait rencontrer jeudi à Amman une délégation de sept membres du Congrès américain. — (AFP, Reuters.)

Au Cambodge

Washington n'exclut plus une aide militaire à la résistance non communiste

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a reçu, mercredi 10 avril à Washington, deux dirigeants de la résistance khmère. M. Son Sann et le prince Norodom Ranariddh, fils du prince Sihanouk, au moment où les Etats-Unis envisagent d'accroître leur aide aux résistants cambodgiens non communistes, sans exclure, pour la première fois, de leur fournir des armes.

A l'issue de cet entretien, M. Son Sann, président du FNLPK (Front national de libération du peuple khmer), s'est déclaré « très optimiste » en ce qui concerne l'aide américaine à son mouvement et à celui du prince Sihanouk, dont le fils commande l'armée. De son côté, un porte-parole du département d'Etat américain, a déclaré : « Nous sommes convaincus que les forces de la résistance (cambodgiennes) n'ont pas besoin, pour le moment, d'armes américaines, mais nous ne pensons pas qu'il soit sage d'exclure

toute souplesse de notre part à ce sujet si les circonstances devaient changer. »

C'est la première fois que les Etats-Unis évoquent la possibilité d'une aide militaire à la résistance ; à l'exclusion, bien entendu, des Khmers rouges, avec lesquels Washington refuse tout contact. De son côté, le New York Times a cité, mercredi, un haut fonctionnaire du département d'Etat, anonyme, qui déclarait que les Etats-Unis « n'excluaient pas une aide militaire si cela devait permettre à la résistance de subsister », en notant toutefois « qu'il n'y avait pas d'indication que ce soit sur le point de se faire ». Mercredi, le quotidien de l'armée vietnamienne, le Quan Doi Nhat Dan, a lancé un avertissement à Washington, affirmant que l'octroi d'une aide à la résistance khmère risquait de déboucher sur un nouvel engagement américain en Asie du Sud-Est. — (AFP.)

Au Sri-Lanka

Attentat à la veille de l'arrivée de M^{me} Thatcher

Une violente explosion s'est produite, mercredi 10 avril, dans une gare proche de l'aéroport de Colombo, où le premier ministre britannique, M^{me} Thatcher, doit arriver ce jeudi soir pour une visite de deux jours à Sri-Lanka. L'explosion s'est produite dans un wagon à la gare de Katunayake, à 300 mètres du terminal de l'aéroport international, tuant une mendiante et blessant quatre employés du chemin de fer. L'atten-

tat pourrait être l'œuvre de séparatistes tamouls. Le ministre de la sécurité nationale, M. Lalith Aththamudali, a pour sa part affirmé qu'il fallait attendre le rapport des autorités compétentes pour connaître l'origine de l'explosion.

Des partisans de la cause tamoule et des parlementaires britanniques avaient demandé à M^{me} Thatcher d'annuler sa visite dans l'île, en raison des violations des droits de l'homme, dont le gouvernement sri-lankais se rend, selon eux, coupable à l'encontre de la communauté tamoule. Le premier ministre britannique avait alors affirmé que la question tamoule était une affaire interne à Sri-Lanka, mais que son gouvernement souhaitait qu'une solution politique intervienne rapidement. M^{me} Thatcher devrait évoquer les troubles intercommunautaires samedi devant le Parlement sri-lankais réuni en session spéciale.

Le premier ministre britannique, qui effectue une tournée de la région, s'est déjà rendu en Malaisie, à Singapour, à Brunei et en Indonésie. Elle doit séjourner en Inde avant de regagner Londres. — (AFP, UPI.)

Sur le vif

Armes par destination

C'est lent, les Suisses, il n'y a pas à dire. Ça prend son temps. C'est ainsi que la police genevoise vient seulement de s'éveiller aux dangers que représente l'arbalète. Elle a donc rédigé une belle lettre aux armateurs pour leur signaler que cette arme est de nature à causer une atteinte violente ou grave à l'intégrité corporelle des personnes. Et des pommes. Résultat : on va maintenant exiger un permis de détention.

Ça lna a complètement sonnés, les armateurs. Ils n'ont pas encore répondu. Les clients non plus. Parce que, attendez, c'est pas fini : chaque fois qu'ils sortent au stand de tir, ils devront obtenir l'autorisation d'acheter des flèches, se munir d'un extrait de casier judiciaire, d'un certificat affirmant qu'ils n'ont jamais été atteints de maladie mentale et, naturellement, d'un port d'arme.

Une arme lourde, il faut bien le dire, pesante, elle fait plus de 8 kilos, encombrante et complétement folle. Pas de celles qu'on emploie habilement pour crever le peau du voisin. Depuis Guillaume Tell, depuis bientôt sept siècles, on ne s'en sert plus que dans les foires.

Alors, ils ne comprennent pas bien les Suisses. Ils se demandent si, pendant qu'on y est, on ne va pas exiger un port d'arme pour l'achat de bas nylon. Ça sert souvent à étrangler les gens. Ou des coussins. Ça permet de les étouffer dans leur sommeil. Moi ça que je conseille aux autorités fédérales, c'est de suivre notre exemple. Et d'interdire, pour les collets Dim ou Dior, une robe recouverte de style : ne laisse aucune marque sur le cou de la victime.

C'est qu'on ne plaisante pas avec ça, nous non plus. On veut de passer une loi super-événement. Les catalogues des grands magasins devront se contenter désormais de décrire les armes en vente libre dans leurs rayons. Et s'abstenir d'en vanter les performances. Sauf, bien évidemment, si vous écrivez pour qu'on vous envoie une documentation plus poussée, plus lyrique, plus excitante. Vous aurez tout loisir de prendre votre pied en le devant à domicile. Comme ces photos porno expédiées sous pli cacheté anonyme. Histoire de tromper la censure du pipote.

CLAUDE SARHAUTE.

Le RPR se prononce pour une dénationalisation de Renault

M. Michel Noir, député (RPR), du Rhône et secrétaire national à l'Industrie de son parti, a présenté le 11 avril un rapport sur « comment jouer la carte de l'automobile française ». Le maintien d'une industrie puissante en France passe, selon le RPR, par « l'autonomie, complète » des deux groupes et par une série de « mesures d'accompagnement ».

Ce sont ces dernières qui sont les plus intéressantes. La première d'entre elles est la dénationalisation de Renault puisqu'« il n'existe plus actuellement aucune raison valable pour que l'Etat soit obligé de continuer à fabriquer lui-même des automobiles ». Mais devant les difficultés financières actuelles de ce groupe (72 milliards de francs de

dettes à court, moyen et long terme), l'Etat devra d'abord participer à l'effort initial pour redresser la situation, notamment en accordant sa garantie pour accroître les capitaux permanents de Renault. Et, comme la situation de Peugeot est aussi défavorablement dégradée, « par souci d'équité », l'Etat devra aussi aider l'autre groupe français à améliorer son bilan.

Le rôle des pouvoirs publics ne s'arrêtera pas là puisqu'il devra aussi financer le plan social d'accompagnement des réductions de surcoûts. (15 000 à 20 000 salariés par an), et faciliter, finalement des investissements évalués à 10 milliards de francs par an et par groupe.

LE BYBLOS à ajouté des maisons à son "VILLAGE" de ST TROPEZ

PHONE: 94.920.004 / TELE: 470.295 / 83.990



afin de mieux vous accueillir.

DES LIVRES POUR VOTRE MICRO-ORDINATEUR

PARIS-LONDRES-BERKELEY-DÜSSELDORF



CATALOGUE SUR DEMANDE

6-8, IMPASSE DU CURÉ - 75018 PARIS. TEL. 203.95.95

Informaticiens : les bonnes filières pour éviter le chômage dans cinq ans.

16 F. EN VENTE PARTOUT.

